



Alors qu'Européens et Américains négocient à Bruxelles

La France obtient de l'Allemagne un soutien partiel sur le GATT

Epreuve commune

Le fait que Français et Allemands n'aient pas « à priori » la même point de vue sur certaines questions majeures n'est pas en soi un drame. Surmonter ces divergences est précisément l'objet des relations franco-allemandes ; c'est ce qui leur confère, au-delà des deux pays, un pouvoir conciliateur et une force d'entraînement auxquels la construction européenne doit énormément.

Mais la France et l'Allemagne ont parfois bien du mal à mettre en œuvre cette dynamique. Les deux pays ont failli à ce devoir d'entente au moment où s'annonçait la crise yougoslave, et les efforts de rattrapage qu'ils affichent désormais, comme mercredi au sommet de Bonn, arrivent malheureusement bien tard. Quant au GATT, en dépit des proclamations réitérées d'un côté et de l'autre sur la recherche d'un compromis, on a bien senti à Bonn à quel point cet effort représente pour chacun des deux gouvernements une véritable épreuve.

Le refus de Helmut Kohl de se prononcer publiquement sur les revendications françaises qui font obstacle à un accord au GATT tranchait, mercredi, avec la présentation faite la veille par la délégation française d'un chancelier plaçant la cause de Paris auprès de Bill Clinton. Quant à l'intervention de M. Balladur rappelant poliment que Paris dispose d'un droit de veto, elle ne témoignait pas non plus d'une parfaite harmonie franco-allemande. Même si les vraies négociations sur le GATT se déroulent à Bruxelles, l'élaboration d'une position commune franco-allemande sur le détail des dossiers aurait sur elle un effet salutaire. On n'a pas ou le sentiment à Bonn que les deux pays y soient vraiment parvenus, malgré les déclarations de principe réciproques de MM. Kohl et Mitterrand.

SUR l'ex-Yougoslavie, la mésentente entre Paris et Bonn a été lourde de conséquences. Nul ne saurait évidemment prétendre que sans elle le drame eût été à coup sûr évité ; mais cela aurait du moins épargné à l'Europe le discrédit dont elle fut frappée d'emblée, qui, il y a six mois encore, devant l'impuissance de l'Europe, défendaient les thèses américaines en faveur d'une levée de l'embargo sur les armes, ont fait depuis tout le chemin pour se rapprocher de Paris. Mais il est bien tard : MM. Kohl et Mitterrand se sont gardés, mercredi, de prédire le succès de la récente initiative franco-allemande de « relance » des négociations entre belligérants. Et l'on peut se demander si cette initiative n'avait pas pour objet essentiel de « faire du franco-allemand » sur ce terrain-là, au moment où, sur d'autres, c'est tellement difficile.

Les négociations commerciales entre Européens et Américains pour conclure le cycle de l'Uruguay ont repris jeudi matin 2 décembre à Bruxelles.

Arrivé en début de matinée dans la capitale belge, Mike Espy, secrétaire américain à l'Agriculture, devait participer aux discussions menées par Sir Leon Brittan, commissaire européen chargé des relations commerciales extérieures, et Mickey Kantor, représentant américain.

En fin de journée, Leon Brittan devait rendre compte du résultat des négociations aux ministres des affaires étrangères des Douze. Au cours du sommet franco-allemand réuni mercredi à Bonn, la France n'a obtenu qu'un soutien partiel sur le GATT.

FRANCFORT
de notre correspondant

Un sommet difficile. A l'issue de deux jours de discussions, Français et Allemands ne sont pas parvenus à une position commune sur les deux sujets économiques qui étaient au menu de leur réunion : le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et le programme de relance européenne. L'Allemagne est très réticente vis-à-vis des programmes de lutte contre le chômage actuellement préparés à Bruxelles, qu'il s'agisse d'un grand emprunt communautaire ou d'une dévaluation des monnaies européennes. Concernant les négociations du cycle de l'Uruguay, la France ne semble pas suivre par son partenaire ni sur l'audiovisuel ni sur la nouvelle organisation commerciale mondiale qui, à ses yeux, devrait succéder au GATT.

Si la politique étrangère rapproche, en ce moment, les deux pays après les avoir opposés, ces derniers temps, c'est l'inverse pour l'économie. Les divergences profondes entre les analyses de la récession faites des deux côtés du Rhin gênent considérablement tout discours commun : les Allemands pensent que la sortie de la

crise viendra de pins de libéralisme, tandis que les Français estiment que la récession vient d'un excès de libéralisme (le Monde du 4 novembre).

L'affaire du GATT en est l'illustration. Au printemps dernier, l'Allemagne avait pour priorité la signature d'un accord, tandis que la France menaçait d'un veto. Les deux pays se sont rapprochés depuis. Désormais, « le but commun de la France et de l'Allemagne est une conclusion positive » des négociations du GATT, a expliqué le chancelier Kohl, mercredi 1^{er} décembre, à l'issue du sommet. « Pour cela il faut que les deux côtés de l'Atlantique acceptent un compromis. La France ne doit pas être mise au pied du mur », insistait M. Kohl à l'adresse des Américains.

Discours idéologique côté français : « Nous ne voulons pas être les seuls à faire des efforts », a rappelé M. Mitterrand, tandis que M. Balladur soulignait la nécessité juridique, en forme de menace, d'un accord unanime à Douze sur le sujet.

ÉRIC LE BOUCHER
Lire la suite page 4
et nos Informations pages 3 et 4



Un entretien avec Achille Occhetto, secrétaire du PDS

La gauche italienne est prête à assumer le pouvoir

A la veille du second tour des élections municipales dans plusieurs grandes villes italiennes, Achille Occhetto, secrétaire du Parti démocratique de la gauche (PDS), dévoile les ambitions des anciens communistes - considérés comme les vainqueurs du premier tour. Dans la perspective des législatives à venir, M. Occhetto souligne que son parti, exclu du pouvoir depuis quarante-cinq ans, peut désormais « être le solide pivot d'alliances plus larges », fondées sur « un programme crédible ». Il souhaite l'émergence, face au PDS, d'une force modérée, qui puisse offrir une « alternative crédible à droite ».

ROME

de notre correspondant
« Quels enseignements tirez-vous du premier tour de ces élections municipales ? »

« J'avais fait trois prévisions, autour desquelles était axée cette campagne, et toutes les trois se sont révélées justes. La première, et j'en avais alerté tout le monde, en particulier le secrétaire de la Démocratie chrétienne, Mino Martinazzoli, était que le « centre » risquait de se retrouver coincé. Ce qui est arrivé de façon éclatante, au-delà même de ce que j'avais prévu. La deuxième, qu'une nouvelle formation politique allait apparaître. Une formation qui exprimerait divers courants et serait capable, à travers une alliance démocratique de progrès, de rassembler pour la première fois un maximum de suffrages au-delà des simples appartenances partisans.

Beaucoup de commentateurs, l'autre jour, y ont vu « la grande victoire de la gauche en Italie ». En réalité, plus que la victoire de la gauche, c'est celle de cette alliance progressiste, un modèle totalement nouveau dans ce pays. Ce qui, et c'était mon troisième espoir, est venu récompenser a posteriori les choix difficiles que j'ai pris lors de la transformation du PCI en PDS. En arrivant en tête dans les grandes villes, les candidats que nous soutenons ont enfin fait la preuve que notre parti ne s'est pas contenté de changer de nom, mais qu'il a changé de substance et de stratégie.

» Non contents d'avoir soutenu le passage d'un système proportionnel à un système électoral majoritaire, que nous aurions d'ailleurs aimé voir « à la française » [majoritaire à deux tours], nous avons montré que notre parti peut être le solide pivot d'alliances plus larges. En somme, il a fait la preuve qu'un parti jusqu'à l'opposition, peut participer à la direction du pays.

« Le succès de la gauche peut conduire à une plus grande « radicalisation » à droite ? La Démocratie chrétienne s'abstient au second tour... »

« La radicalisation est déjà opérée. Il faut juste voir si elle se renforce et comment. Ce vote a été largement un vote de protestation, mais pas seulement éphémère. Une protestation de fond, contre le système, qui a pris trois directions « à l'extérieur » (du système) : la Ligue, le MSI et nous. Il va de soi que ce vieux centre - qui a dominé le pays pendant quarante ans - ne pouvait pas, en s'écroulant, se précipiter immédiatement à gauche ! D'ailleurs, personnellement, je m'étonne presque moins du score de Gianfranco Fini [secrétaire du MSI] à Rome, que de celui de notre candidat à Naples, Antonio Bassolino.

» A Naples, ancien chef de la coalition quadripartite, un ex-communiste en tête, c'était impensable !

Propos recueillis par
MARIE-CLAUDE DECAMPS
Lire la suite page 6

La Bundesbank baisse ses taux de prise en pension de 0,25 %

La Bundesbank a décidé jeudi 2 décembre de baisser de 0,25 % les taux des cinq prochaines prises en pension. Elles seront accordées au taux fixe de 6 %, contre 6,25 % pour l'adjudication de cette semaine. En revanche, le taux d'acompte et la Lombard sont inchangés.

L'Institut Mérieux arrête la fabrication d'albumine

La société Pastur-Mérieux Sérums et Vaccins (groupe Rhône-Poulenc) a décidé, mercredi 1^{er} décembre d'arrêter la fabrication d'albumine à partir de sang issu de placentas. Cette décision est la conséquence de nouvelles contraintes sanitaires imposées par le gouvernement.

page 11

Le Monde de l'éducation

PALMARÈS 1993

DES CLASSES PRÉPAS COMMERCIALES

Les résultats aux concours de 32 écoles de commerce : les cinq « grandes », le concours écrivain, les ESC de Province

A lire absolument avant de choisir une prépa

FORMER LES MANAGERS DE LA CRISE

Quel rôle aujourd'hui pour les grandes écoles de commerce et de gestion ?

Un débat à découvrir dans le Monde de l'éducation

NUMÉRO DE DÉCEMBRE 1993

La longue marche des beurs

Que sont devenus les Français d'origine maghrébine dix ans après la « Marche pour l'égalité et contre le racisme » ?

Toumi Djadjia a comme disparu. Dix ans après la « Marche des beurs », quel jeune, de ZUP en cité, connaît le nom de celui qui symbolise l'irruption des enfants de l'immigration maghrébine sur la scène française des années 80 ? Pourtant, selon une légende à peine enjolivée, c'est dans la chambre d'hôpital où « Toumi » se remet d'une grave blessure par balle infligée par un policier « trop nerveux », que naît, en juin 1983, l'idée d'une marche pacifique à travers la France. Pas de revendication institutionnelle ni de slogan ronflant. Juste une image fraternelle : un marcheur chaussé à la fois d'une babouche et d'une chemise sur fond de tour Eiffel. Et surtout un cri désespéré contre l'effrayante rafale de crimes et agressions racistes, cette année-là : « Rengaines ! On arrive ! ».

« Toumi » en tête, une poignée

de jeunes de la cité des Miniguettes, à Vénissieux, au bord de l'émeute, dépassent leur « gâchis » pour tenter l'aventure de la non-violence sous la houlette d'un prêtre, Christian Delorme, et d'un pasteur, Jean Costil, qui les avaient emmenés au cinéma voir le film Gandhi. Ces militants de la CIMADE, organisateurs d'une grève de la faim victorieuse contre les expulsions de jeunes maghrébins en avril 1981, avaient pratiqué avec les jeunes des Miniguettes un second jeûne - au printemps 1983 - contre les violences policières.

Rompant l'escalade avec la police, transformant leur hargne en action collective, ils sortent de leur cité et marchent à la rencontre du pays. « Quinze lombards et deux curés », disent-ils en riant d'eux-mêmes. Mille deux cents kilomètres à pied, de meeting en manifestation, de presbytère en

maison de jeunes, d'accueil généreux en franchise agressive. C'est « marcher ou craquer ».

Craquer, ils sont à deux doigts de le faire en apprenant l'assassinat d'Abdel Hakim Belkacem, jeté vivant du train Bordeaux-Vintimille par trois apprentis légionnaires. Mais ce drame provoque, au contraire, un sursaut de sympathie envers la « Marche pour l'égalité et contre le racisme ».

Partis à quelques dizaines, le 15 octobre, de Marseille dans l'indifférence générale, et même l'hostilité de certaines associations installées, ces fils de Maghrébins sans expérience militante finissent par réunir autour d'eux cent mille antiracistes, le 3 décembre, sur le pavé parisien. Des ministres, Georgina Dufoix en tête, accompagnent les marcheurs qui sont ensuite reçus par le président de la République.

PHILIPPE BERNARD
Lire la suite page 10

M0147 - 1203 0 - 7.00 F



A L'ÉTRANGER : Maroc, 9 DN ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 25 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, Cont. ; 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

GATT

L'exception française

Pour François Hollande, le débat sur le GATT est l'occasion de redéfinir les grandes priorités politiques et économiques de la France, afin de réduire le chômage.

par François Hollande

La France est décidément un pays singulier. Elle fait du GATT bien plus qu'un défi commercial, une question culturelle, presque idéologique, en réinventant, à l'occasion, le spectre de l'impérialisme américain. Elle exhorte les pays européens à s'engager dans une relance aolitaire tout en s'ingéniant à disqualifier toutes les initiatives partant des institutions communautaires. Et que dire du débat des 32 heures, pour pleurer de la droite s'est brutalement érigée en championne et que le PS tente, sans grand succès pour le moment, de « vendre » à ses partisans socialistes frères qui n'en demandent pas tant ?

Notre exception se situerait-elle donc dans une prétention obstinée à l'universalisme, ce qui serait louable, ou dans une entorse répétée à faire le leçon à l'extérieur, pour pleurer à l'intérieur, ce qui, convenons-en, serait plus répréhensible ?

En fait, si l'exception française y a, elle réside d'abord dans le haut niveau du chômage, dont le taux est supérieur d'un point et demi à celui de l'Union européenne, dépasse de six points celui des États-Unis, et représente le double du taux de chômage allemand. Mais ce handicap majeur ne nous autorise pas à jouer les fiers-à-bras sur la scène internationale ou à leurer notre propre opinion publique. Il nous oblige à redéfinir nos propres priorités politiques et à nous débarrasser de nos illusions.

1) Un « new deal » est-il possible ?

L'idée est séduisante. Chacun sait en effet qu'une relance n'est efficace que lorsqu'elle dépasse le cadre national et que la coordination et la coopération internationale augmentent considérablement l'efficacité des actions conjoncturelles. Dès lors, des dépenses publiques supplémentaires judicieusement affectées dans le cadre de l'Union européenne amélioreraient, par leur masse comme par leur nature, le niveau de la croissance européenne. Une initiative liée à un grand emprunt communautaire serait incontestablement la bienvenue.

Mais ne rêvons pas. Une telle « relance », même dotée de 50 milliards d'euros (330 milliards de francs) et fût-elle relayée par les États membres, n'aurait qu'un faible effet sur l'activité économique. D'abord, parce que l'on constate une relative inertie de la croissance par rapport à la politique budgétaire : depuis 1990, les déficits publics se creusent (ils ont quadruplé), les endettements des États progressent (le nôtre va passer de 2 000 milliards de

francs fin 1992 à plus de 3 000 milliards à la fin de 1994) sans que, dans le même temps, l'économie s'en ressente positivement. Cet accompagnement budgétaire de la crise est sans aucun doute indispensable, il ne peut être en aucune façon un moyen de l'arrêter. Ensuite, parce qu'il s'écoule un long délai entre la décision de lancer une grande infrastructure et l'engagement effectif des travaux. Enfin, et c'est la contrainte majeure, parce que les politiques monétaires viennent systématiquement effacer les largesses budgétaires.

A-t-on suffisamment pris conscience que, depuis plusieurs années, les masses monétaires ne progressent plus en valeur réelle et que la création monétaire n'est quasiment plus alimentée faute de contreparties suffisantes. Dans ce contexte, comment être surpris que les taux d'intérêt à court terme tendent à baisser et que les stimulations de l'activité s'étouffent plus vite que prévu, malgré la quasi-disparition de l'inflation ?

Aussi nos politiques conjoncturelles aillent-elles une marche paradoxale : les déficits budgétaires se dégradent et les disciplines monétaires se resserrent. C'est exactement l'inverse qu'il faut organiser : remettre de l'ordre dans nos comptes publics, au risque sinon de ne plus les maîtriser, et assouplir nos politiques monétaires pour retrouver une hiérarchie normale entre les taux longs et les taux courts (1).

Si « new deal » il doit y avoir, c'est celui qui, au plan européen, doit remettre en cohérence les actes des autorités monétaires. Une baisse de deux points des taux d'intérêt aurait en Europe des conséquences bien plus favorables que l'augmentation supplémentaire de l'endettement public, qui effrayerait encore davantage les investisseurs. On ne peut plus rien demander à des États exsangues au plan budgétaire (2), sinon les convaincre que leur vertu monétaire est désormais devenue un vice.

De plus, cet essouffissement de la politique monétaire, s'il est affectivement coordonné, non seulement ne rallumerait pas les feux inflationnistes, mais améliorerait le rapport des monnaies des Douze avec le dollar et le yen, ce qui renforcerait la compétitivité des entreprises européennes. On attend désespérément depuis août dernier un message fort de la France dans ce sens : or, tout se passe comme si la perspective de la monnaie unique nous empêchait d'user de la politique monétaire !

2) Les 32 heures sont-elles concevables ?

Les alternances politiques ont ceci de miraculeux qu'elles créent toujours de l'inattendu. Hier, c'était la gauche qui faisait l'apologie du marché, aujourd'hui c'est le droit qui découvre les 32 heures. On pourrait en rire si cela ne risquait de parer durablement une belle et bonne idée : celle de la réduction de la durée du travail. Le débat de ces dernières semaines, au-delà même

de son dénouement grotesque, a fait naître toutes les confusions. Entre les lauréats du concours Lépine de l'emploi qui prétendent à partir d'une arithmétique simpliste faire diminuer de moitié le chômage et les habiles officines patronales toujours promptes à convertir de bonnes intentions en aides nouvelles aux entreprises, c'est le chômage partiel plus encore que le temps partiel qui fut réinventé.

En fait, une fois admise l'évidence qu'une meilleure organisation du travail des actifs peut créer plus d'emplois pour toute la société, il faut sortir au plus vite du dilemme actuel sur la compensation des pertes de salaire et éviter ainsi de fixer un seuil de revenus (pourquoi 12 000 francs au lieu de 10 000 ou 15 000) ou d'inventer un mécanisme complexe de solidarité (impôt ou aide directe).

La voie la plus simple consisterait, plutôt qu'à multiplier des expériences qui fragmentent encore davantage la collectivité salariée, à prévoir, par la loi, une diminution de la durée annuelle du travail de 10 % (ce qui tomberait de 1 763 heures à 1 586 heures) sans diminution de salaire, en laissant aux partenaires sociaux un délai de trois ans pour en déterminer le niveau le plus désirable, les modalités concrètes les plus favorables à l'emploi. Pour prévenir toute dégradation de la compétitivité des entreprises, l'État s'engagerait, dans ce même délai de trois ans, à financer les trois quarts du coût salarial supplémentaire induit par une telle disposition, par une baisse équivalente des cotisations sociales employeurs, soit 180 milliards de francs. Pour couvrir un tel effort, une hausse à due concurrence des impôts des ménages comme des sociétés est nécessaire. C'est le prix à payer pour l'emploi et pour une extension du temps libre.

Ce mode de financement de la réduction de la durée du travail présente plusieurs avantages : il permet de sortir la question de la compensation salariale du champ de la négociation, laquelle peut se concentrer sur le seul sujet de l'emploi ; il offre, par le recours à l'impôt, une équité dans le partage et une mutualisation acceptables ; il allège la poigne des cotisations dans le financement de la protection sociale. Enfin, cette prise en charge par l'État de l'essentiel du surcoût pour l'entreprise, compte tenu des inévitables gains de productivité, de la baisse de la durée légale du travail, confirme que l'amélioration de l'emploi implique un recours accru à la solidarité nationale.

Mais à l'État n'incomberait pas seulement l'accompagnement financier du passage du travail, un rôle d'impulsion directe devrait lui revenir aussi au regard de son statut de premier employeur du pays. Face à une situation exceptionnelle représentée par la persistance d'un chômage élevé au moins jusqu'à la fin de la décennie, l'État pourrait adopter de façon transitoire la disposition suivante : tout agent de la fonction publique qui en ferait la demande bénéficierait d'un mi-temps payé aux trois quarts de son traitement pour une durée d'un mois cinq ans. Nul doute que la demande en faveur d'un tel horaire de travail existe dès lors que les conditions de rémunération sont aménagées à cette hauteur. Les demi-postes ainsi libérés pourraient créer plusieurs milliers d'emplois dans la fonction publique, fût-ce sous une forme contractuelle.

La durée surréaliste sur les « 32 heures » peut finalement avoir été utile s'il permet d'avancer le principe de la réduction de la durée légale du travail et d' amorcer la révision des formes d'emploi dans la fonction publique. Sinon cette étoile filante sera devenue une vieille lune : derrière le slogan se sera cachée la flexibilité.

3) Peut-on changer l'impôt ? Confrontés à l'exaspération des Français devant les prélèvements, la gauche avait préféré ces dernières années ramener ses ardeurs fiscales. Effrayés par la volatilité des marchés de l'argent, elle renoua à réformer la fiscalité du patrimoine. Tout étonné d'avoir créé un nouvel impôt (la CSG), elle se refuse même à l'utiliser sérieusement. Quant à la droite, elle a toujours préféré bricoler les instruments pour prendre discrètement quelques arrangements avec l'équité.

Ainsi aboutit-on au paradoxe abominable de surtaxer le facteur travail, dont le coût est supposé déjà excessif, et de dé fiscaliser le capital et la nature, dont on critique à juste raison le mauvais usage, voire le gâchis.

La réforme fiscale reste en définitive la seule revendication légitime à l'égard d'un État qui s'interroge en permanence sur la nature de ses compétences, la pertinence de ses interventions. Il y faut de la volonté et du courage, réclame la justice et l'opinion publique le *statu quo*.

Le gouvernement d'Edouard Balladur préfère s'engager dans la voie facile de la baisse de l'impôt sur le revenu. C'est un double contresens. Car au plan fiscal chacun sait que le rendement de l'IRPP est le plus faible des pays développés et, au plan social, nul n'ignore que le premier impôt direct acquitté par les Français est constitué par les cotisations salariales et que c'est ce prélèvement-là qu'il importe de réduire en priorité, la CSG venant en substitution.

Mais comment peut-on encore laisser l'illusion à nos concitoyens qu'ils paieront moins d'impôts dans un proche avenir alors que tout indique, au regard de l'ampleur des déficits publics (au moins 350 milliards pour le budget de l'État et plus de 50 milliards pour la Sécurité sociale), qu'ils seront davantage sollicités.

La vraie question est de savoir qui paiera. Si ce n'est pas les entreprises, compétitivité oblige, et si cela ne peut être les classes moyennes, élection présidentielle oblige, alors il y a tout à craindre que les « sacrifiés » ne soient précisément ceux qui sont les plus vulnérables, parce qu'ils ont encore le plus nombreux et qu'ils constituent de ce fait la « matière première » la plus rentable. La TVA « sociale » dont on évoque régulièrement le principe au nom de l'exception française aurait précisément cette fonction : n'est-il pas plus aisé de taxer la consommation que l'épargne ? N'est-il pas plus commode de réduire les impôts directs pour relever subrepticement les prélèvements réputés indolores, mais connus pour être insupportables ?

En fait, notre pays ne fera pas l'économie d'un débat sur la solidarité. La système social actuel assure une protection maximale aux classes dites moyennes et à l'entrepreneur, mais il engendre, malgré son coût élevé, des exclusions qui affectent la cohésion même de la société. Le principe d'égalité sur lequel il est bâti et qui fonde également le fonctionnement de l'éducation nationale est à l'origine même de la redistribution à la baisse qui s'opère. Dès lors, de même que les prélèvements doivent être systématiquement revus à la hausse de l'équité, nos dépenses publiques doivent devenir plus sélectives. Ce débat est d'une actualité bien plus brûlante que celui lancé à grands coups de trompettes d'opposition sur l'annexionnement de notre territoire en 2015. Il est aussi plus risqué.

Le GATT est décidément un merveilleux sujet pour exalter notre identité froissée. Seule contre tous, la France s'oppose à l'Europe, défie les Américains et gronde le reste du monde.

Nul ne sait comment finira l'aventure (loalement pensée ou signaturée grandiloquente), à moins qu'un « scénario bulgare » ne nous disqualifie à encore à la dernière minute, mais l'important demeure que le pays croie qu'il a été défendu et qu'il se persuade que la cause de ses malheurs ne lui appartient pas. Or, si nous sommes malades, c'est sans doute parce que l'épidémie est mondiale, mais c'est surtout parce que nous nous refusons à prendre le bon traitement.

Une nation a finalement deux manières d'être « exceptionnelles » : une consiste à faire de sa singularité une ambition, l'autre à faire de la réduction de ses handicaps une obligation. Nul ne nous contraint à préférer l'originalité au courage.

(1) Depuis 1989, les taux d'intérêt à court terme se situent en France au-dessus des taux longs.

(2) L'endettement des États membres de l'Union européenne est passé de 50 % du PIB en 1989 à près de 80 % aujourd'hui.

► François Hollande, ancien député socialiste, est l'un des animateurs du club Térésina.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Sous l'accord, la crise

Cinq ans après la signature des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, Alban Bensa et Eric Wittersheim dressent le portrait de la situation sur le terrain.

par Alban Bensa et Eric Wittersheim

La politique des accords de Matignon, après cinq ans d'exercice, se trouve aujourd'hui à mi-parcours. Signée en 1988, l'accord affirmait l'ambition de favoriser un réajustement économique et institutionnel en faveur des Kanaks ; dix ans plus tard, en 1988, un référendum d'autodétermination doit en principe décider du futur statut du territoire (indépendance ou maintien au sein de la République française). Quelle est aujourd'hui la situation sur le terrain ?

Il est possible de comparer l'effet des accords de Matignon au boom économique du début des années 70, provoqué alors par la montée subite des cours du nickel. L'accroissement des transferts financiers de métropole vers la Nouvelle-Calédonie a globalement relancé les activités du territoire, quelque peu mises à mal (le nickel excepté) par les troubles politiques de la période 1984-1988. Quels sont les effets, pour la société kanak, de cette bouffée d'oxygène insufflée de façon volontariste par l'État français ?

La paix civile retrouvée, l'afflux d'argent et la mise en place de nombreuses structures chargées de développer des initiatives dans tous les domaines ont, à l'évidence, ouvert un nouvel espace social à la population kanak. Avec des différences souvent considérables d'une région à l'autre et selon les municipalités, les habitants des provinces Nord et des îles profitant des nouvelles possibilités qui leur sont offertes : recherche d'emplois et de formations, amélioration de l'habitat, acquisition d'autos, réalisation de projets économiques, etc. ; en bref, c'est une quête d'un mieux-être dans tous les domaines qui laisse à l'observateur une impression d'intense activité. Dans la foulée, le dynamisme du changement social s'accroît. L'électrification, l'accès des foyers kanaks à des biens d'équipement jusqu'alors réservés aux Blancs (congélateurs, magnétoscopes, instruments de musique modernes) crée de nouveaux comportements. En retour, on assiste à une effervescence culturelle sensible. Les associations tournées vers la revitalisation des racines de la coutume se multiplient, tandis que, le recul des croyances chrétiennes aidant, les rites traditionnels connaissent un regain sans précédent.

Pris en tenaille

De telles transformations s'accompagnent d'une aspiration morale générale à l'indépendance. L'affirmation de soi et le respect de la dignité kanak sont pensées comme des acquis devant ouvrir la voie à une maîtrise complète du pays et de sa destinée. Il est frappant de constater l'assurance avec laquelle la population kanak croit que les accords de Matignon doivent nécessairement aboutir à l'indépendance. Cette exigence politique, enracinée dans l'histoire de la lutte contre le colonialisme, trouve à travers les nouvelles expériences économiques et sociales induites par les accords de Matignon un surcroît de légitimité. La prise en charge de nouveaux secteurs d'activité, même si les résultats restent modestes au regard des critères européens, soulève de grandes espoirs, fortifie la confiance en soi et rend aux Kanaks toute pensée de soumission insupportable. Loin d'endormir les masses, comme l'ont pensé un peu vite certains, les accords de Matignon ont en fait exaspéré les aspirations indépendantistes. Cette force populaire d'autant plus affirmée massivement le 24 septembre, lors de la célébration spectaculaire, à Poinindimi, de l'Année des paupers indigènes.

Les responsables politiques kanaks, pour leur part, se trouvent pris en tenaille entre les

aspirations de leur peuple et les contraintes gestionnaires. Comment faire du réajustement économique un outil de lutte pour l'indépendance quand la mise en œuvre de tout projet accroît le tutelle financière de l'État ? Comment, en outre, faire face à la concurrence sauvage avec les Européens de Nouvelle-Calédonie, mieux équipés en infrastructures et toujours détenteurs des leviers-clés de la Nouvelle-Calédonie (importations, système scolaire, banques, etc.) ?

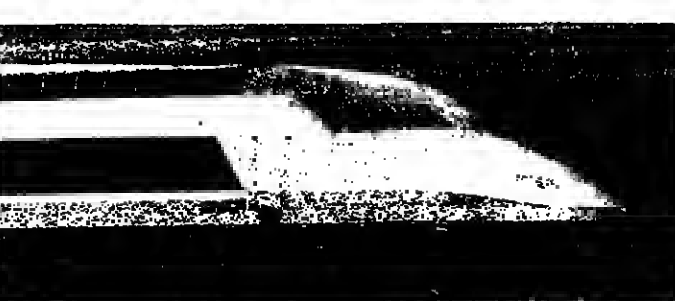
Les provinces FLNKS ne ménagent pas leurs efforts pour améliorer les conditions de vie de leurs mandataires : un ferry-boe pour les îles Loyauté, la construction de nouveaux établissements scolaires, l'essor des ressources minières, les aides au tourisme, le soutien aux initiatives culturelles, etc. Ces offensives intéressantes développent les structures administratives et, avec elles, une catégorie de « cols blancs » kanaks. Faut-il y voir une ligne de fracture décisive au sein de la population colonisée ? Nous ne le pensons pas, car les dirigeants mélanésiens tirant leur légitimité de leur engagement pour l'indépendance. Le risque existe toutefois de voir le pouvoir des administrations se transformer en bureaucratie, compte tenu du nombre encore faible de cadres formés que compte le FLNKS. Il ne faudrait pas que le modèle colonial autocratique, cher au patronat blanc local, pousse les nouvelles structures de décision que suscitent la mise en œuvre des accords.

Ainsi, aux forces sociales spontanées qui poussent à la réalisation de l'indépendance s'ajoutent des forces gestionnaires plus organisées, attachées au même objectif, mais davantage conscientes, peut-être, des difficultés et des possibles déviances. L'enjeu global est celui de l'avènement de l'indépendance dans la respect, au sein de la société kanak, d'une exigence démocratique : l'articulation entre la société civile – avec ses contre-pouvoirs modernes (associations, groupements économiques) ou traditionnels (chefs, conseils des anciens, mœurs de la terre) – et l'appareil d'État naissant est d'autant plus délicate que les contradictions assaillent le monde kanak et ses responsables. D'une part, les accords de Matignon développent simultanément le pouvoir local et l'autorité de l'État français ; d'autre part, si le colonialisme est par essence antidémocratique, le modèle démocratique est issu du pays colonisateur. La quadrature du cercle est-elle possible ?

Cette situation paradoxale où les Kanaks se trouvent pris en conjugué avec l'absence de perspective politique claire autre qu'un référendum d'autodétermination qui ne résoudra rien. Sous l'éclat manifeste des accords de Matignon couve une crise grave. Car, tandis que les Kanaks s'emparent de tous les outils mis à leur disposition, les anti-indépendantistes fortifient leurs positions économiques à Nouméa, bien décidés, semble-t-il, à préserver le *statu quo* politique. Ces luttes en cours ne sont pas encore compensées par les tentatives concertées de rapprochement entre les communautés que l'on observe à et là. Chacun paraît engagé, en Nouvelle-Calédonie, dans une course-poursuite avec soi-même et dans une course d'obstacles visant à surmonter des contradictions insurmontables. On ne peut pas dire que les positions du FLNKS et du RPCR soient encore valables et éclaircies. Quant à l'État français, il semble flotter sur le nuage des accords sans trop savoir comment piloter cette machine infernale. Soucieux d'éviter toute turbulence avant l'élection présidentielle, le gouvernement espère pouvoir faire l'économie de l'indispensable négociation à l'issue des accords de Matignon. L'accumulation des contradictions et des impasses pourrait bien mettre à mal les fragiles équilibres institutionnels qui prévalent encore aujourd'hui.

► Alban Bensa est ethnologue, auteur de *Nouvelle-Calédonie, un paradis dans la tourmente*, Paris, Gallimard, 1990. Eric Wittersheim est membre du comité de rédaction du *Banier*, 31, rue de Reuilly, 75012 Paris.

QUAND LE MONDE ET LA SNCF UNISSENT LEURS EFFORTS, PARIS SE RAPPROCHE DE LILLE.



Avec des trains plus rapides, plus nombreux vous serez plus vite au fait de l'actualité.

Vous trouverez désormais le Monde le soir même de sa parution en vente à :

Dunkerque, Hazebrouck, Béthune, Lens, Arras, Douai, Valenciennes, Lille.

Le Monde

SNCF

مكتبة الأمل

INTERNATIONAL

Les négociations sur le commerce international et leurs implications politiques

Européens et Américains divergent toujours

BRUXELLES
(Union européenne)

de notre correspondant
« Ça n'avance pas, il n'y a pas de percée, il n'y a pas le moindre mouvement; on entre dans un processus de dramatisation qui va monter en puissance. » Tel était, mercredi 1^{er} décembre dans la soirée, le sentiment d'un haut fonctionnaire très proche de la négociation. Cependant, jeudi matin, juste avant que ne reprennent les entretiens engagés le veille entre Leon Brittan, commissaire européen chargé des relations extérieures, et Mickey Kantor, principal négociateur américain, certains commentateurs se montraient moins optimistes et n'excluaient pas des progrès.

L'échéance
du 15 décembre

Mercredi, Warren Christopher et Jacques Delors avaient participé un moment au débat. Le secrétaire d'Etat américain a alors rappelé que l'échéance pour mener à terme le cycle de l'Uruguay était fixée au 15 décembre et non pas au 2 ou au 3 décembre. Contrairement au calendrier présenté par Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, M. Christopher a ajouté que les deux parties devaient faire preuve de souplesse... Deux phrases anodines qui ont été interprétées comme signifiaient, d'une part que les Etats-Unis étaient décidés, cette fois, à réellement négocier, c'est-à-dire à rechercher des compromis, d'autre part que cette session de négociations pourrait ne pas être encore la bonne.

Dans l'hypothèse où ses résultats demeuraient très limités, il reste à savoir comment réagiront les ministres des affaires étrangères des Douze qui devaient se réunir jeudi soir à Bruxelles.

LA REPRISE DES NEGOCIATIONS. - Engagée la veille, sans grand résultat apparent jusqu'ici, les négociations commerciales ont repris, jeudi matin 2 décembre à Bruxelles, entre Leon Brittan, le commissaire européen chargé des relations commerciales extérieures, et Mickey Kantor, le représentant américain au commerce. Arrivé à Bruxelles jeudi matin, le secrétaire américain à l'Agriculture, Mike Espy, prendra part aux discussions. Qualifiées de « très dures » par un responsable européen, les discussions de mercredi, qui ont duré près de onze heures, ont porté sur « tous les sujets ».

LE RAPPORT DE LEON BRITTAN. - Tandis qu'une réunion de la Commission européenne est par ailleurs prévue jeudi matin pour discuter de ces négociations, M. Brittan devrait présenter un rapport au conseil des ministres des affaires étrangères des Douze, qui se retrouveront jeudi soir à Bruxelles.

SOMMET. - Alors que l'échéance pour conclure un accord au GATT se rapproche, Paris n'a pas véritablement réussi à obtenir un soutien total de la part de l'Allemagne. Qu'il s'agisse de l'audiovisuel ou de la création d'une Organisation mondiale du commerce, le sommet franco-allemand qui vient de s'achever a permis de constater le décalage entre les deux gouvernements.

M. Balladur répond à MM. Barre et Giscard d'Estaing

La question du GATT était posée par Daniel Araya (RPR, Aude). La réponse du premier ministre, lors de la séance des questions au gouvernement, mercredi 1^{er} décembre, à l'Assemblée nationale, s'adressait, en réalité, à Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing.

Au premier, qui s'était inquiété de l'attitude « frileuse » de la France dans cette affaire, Edouard Balladur a répliqué avec vivacité. « J'entends parfois des conseils de courage politique, mais j'aimerais qu'on m'explique ce qu'on entend par « courage ». Prendre des mesures ou mépris des intérêts à long terme du pays, est-ce là du courage? Choisir, au-delà des entraînements de l'opinion, la voie difficile qui correspond ou mieux aux intérêts à long terme du pays, n'est-ce pas cela, plutôt, le courage? » a lancé le premier ministre, après avoir précisé : « A l'heure où je parle, la négociation n'a fait, à ma connaissance, aucun progrès. Les discussions continuent. »

Quant aux craintes de M. Giscard d'Estaing, parmi d'autres, de voir la France s'isoler sur la scène internationale, M. Balladur les juge sans fondement. « Il n'y a aucun risque d'isolement de notre pays, a-t-il affirmé. Je le répète, il convient d'être ouvert à la discussion. Dans une discussion, on ne peut être sûr de gagner à 100 %, mais je refuse que nous perdions à 100 %. (...) Nous sommes résolus à obtenir, en liaison avec notre partenaire allemand, avec nos partenaires européens, ce qui nous permettra de sauvegarder les intérêts à long terme de notre pays. Si nous l'obtenons - et nous en débattons ensemble -, nous pourrions donner notre accord. Si nous ne l'obtenons pas, nous ne pourrions le donner. »

« Dans ces quinze jours qui comptent pour l'avenir de notre pays, j'attends que ceux auxquels le peuple a donné mandat de le représenter fassent preuve d'un esprit de responsabilité, a ajouté M. Balladur. Cela signifie s'écarter des solutions faciles et à court terme, s'interdire les formules à l'emporte-pièce, qui ne convainquent personne. Nous ne saurions accepter un accord à n'importe quel prix, mais nous ne refuserons pas un accord si nous avons obtenu quelque chose de substantiel. »

Les dossiers litigieux

Outre un réexamen du dossier agricole et la reconnaissance d'une « exception culturelle » au profit de l'audiovisuel, les Européens plaident auprès des Américains et des Japonais pour qu'ils ouvrent davantage leurs marchés aux banques et assurances étrangères. Ils réclament également une libéralisation des transports maritimes.

En matière d'accès aux marchés, c'est-à-dire de démantèlement des protections tarifaires, les Douze reprochent aux Etats-Unis et au Japon de ne pas tenir les engagements souscrits en juillet au sommet du G 7 à Tokyo, en particulier celui de réduire de 50 % les « pics tarifaires », à savoir les droits de douane de plus de 15 %. L'Europe entend surtout voir réduits les droits - souvent dissimulés - que les Américains perçoivent sur les importations de produits textiles et d'habillement.

De son côté, Washington cherche à durcir le « code des subventions » à l'industrie, tandis que l'Union souhaite une extension des subventions autorisées. Bruxelles presse les Américains de conclure un accord sur les échanges de produits sidérurgiques, de façon à ce que les taxes décidées récemment par Washington de manière unilatérale, à l'encontre des importations de plusieurs pays fournisseurs, dont les pays producteurs des Douze, soient supprimées.

Les Européens souhaitent enfin que le GATT se transforme en une Organisation mondiale du commerce (OMC), l'objectif étant d'amener les Etats-Unis à se plier, en matière de règlements des conflits, à la loi internationale et donc à renoncer, au moins en partie, à des moyens de défense unilatéraux.

POINT DE VUE

La France fille aînée de la paysannerie

par Hubert Bouchet

Le rapport de l'agriculture et de la société française est particulier. L'idée que la France serait « la fille aînée de la paysannerie » semble indépassable. Héritage de l'Histoire. Durant des siècles et des millénaires, l'activité agricole a occupé, directement ou indirectement, la quasi-totalité des gens, dans nos contrées fertiles.

Il n'en est plus ainsi. L'élévation de la productivité a permis un accroissement soutenu de la production avec un travail humain en perpétuelle décroissance. Le potentiel productif des terres et des espèces a été libéré grâce aux applications de la recherche. En l'espace de trente ans, chaque vache laitière a vu sa production de lait multipliée par plus de cinq, chaque hectare de blé produit chaque année un quintal de plus que l'année précédente.

La PAC (politique agricole commune) et le préférence communautaire ont accablé le mouvement, dans l'indifférence au marché. L'agriculture est le seul secteur qui a pu produire sans limite comme si le nécessaire équilibre entre demande et offre ne la concernait pas. Le péril n'est pas le surstockage, la demande augmentant aussi vite que l'offre. A défaut, il devait naturellement se créer une capacité structurelle. Le souvenir direct du rationnement alimentaire et le peur de manquer justifiaient qu'on surproduise par précaution, ce qui explique le retard de la prise de conscience.

Quand le risque d'insuffisance alimentaire fut écarté, aux premiers signes de la surproduction, on pensa stocker et don aux affamés. Le stockage visait à parer à la disette des mauvaises années et le déstockage à parer à la disette des mauvaises années. Ces deux solutions, ont fait long feu. La régularité de la production sur la longue période rend le stock inutile. Par leur persistance cruelle, les famines d'aujourd'hui démontrent l'insuffisance de la seconde solution.

Puis vinrent les quotas qui allaient réguler. Malheureusement, il eût été aussi, car la productivité continue de croître. Arrive aujourd'hui le temps de la jachère, pour ajuster encore production et consommation. C'est une étape, car les réserves de productivité qui restent à libérer sont infinies.

Orientés vers ces solutions globales, le corporation agricole n'a pas mesuré les effets du chambardement de l'économie et de la société. L'urbanisation a créé le commerce de masse, organisé par des usines à vendre. Ces derniers ont besoin d'approvisionnements massifs, normalisés et conditionnés.

qu'elles commandent à l'industrie alimentaire. Le logique est inversé. Le rareté de l'offre donne tout pouvoir au paysan producteur; la rareté de la demande produit l'effet inverse.

Au surplus, l'industrie du vivant se met de la partie. Elle produit aujourd'hui des adjuvants alimentaires et demain de vrais aliments à partir de la biologie et de la génétique. C'est un concurrent virtuel redoutable. Désormais, l'agriculture doit approvisionner l'industrie alimentaire - commandée par la grande distribution - qui, par l'innovation de produits, renouvelle l'offre alimentaire pour ruser avec un consommateur rapu. Le confort « productiviste » avait fait oublier qu'en situation de surproduction, vendre importe autant et plus que produire. Le commerce commande à l'industrie alimentaire qui, elle-même, dicte ses volontés à la production.

Des usines à vendre

Dans cette nouvelle logique, il faut qu'existe un appareil commercial puissant. Carrefour, Lescar, Intermercé et autres Casino sont là. Il faut aussi qu'existe un appareil agro-industriel pour approvisionner les usines à vendre. Celui-ci n'existe pas. L'accumulation primitive nécessaire à son édification n'a pu se réaliser notamment parce que le politique des prix empêchait de dégrader les moyens de l'industrialisation. La rémunération du producteur primait sur le financement des investissements. Mis à part BSN, tous les grands opérateurs mondiaux sont étrangers : Nestlé, Unilever, General Foods, Philip Morris... A coup d'investissements, ils s'assurent le marché. A terme, ils peuvent gérer la localisation de la production et des producteurs, en combinant composants d'origine agricole et non agricole. L'agriculteur prendra rang parmi les producteurs de matières premières.

Ni le GATT ni la PAC ne sont causes de l'absence d'un appareil de transformation. La corporation doit s'en prendre elle-même et à ses ministres successeurs. Leur responsabilité conjointe est d'autant plus grande que l'évolution avait été envisagée dans ses grandes lignes. Des universitaires et des scientifiques avaient prévu. Ils n'ont pas été écoutés par un monde agricole toujours défilant envers ce qu'il ne génère pas.

Pour l'avenir, attention aux illusions. Parmi celles-ci, il y a la solution utopique qui considère qu'un « garde-nature » sommeille en chaque paysan. On ne transforme pas un producteur en préposé au gardiennage. De même, la machine n'est pas plus que le beaujolais et tous les produits haut de gamme n'offriront jamais de débouchés à la hauteur de l'offre virtuelle. Quant aux débouchés non alimentaires des produits agricoles, nous en sommes à la préémergence et, à ce stade, il faut se garder de créer de nouvelles illusions.

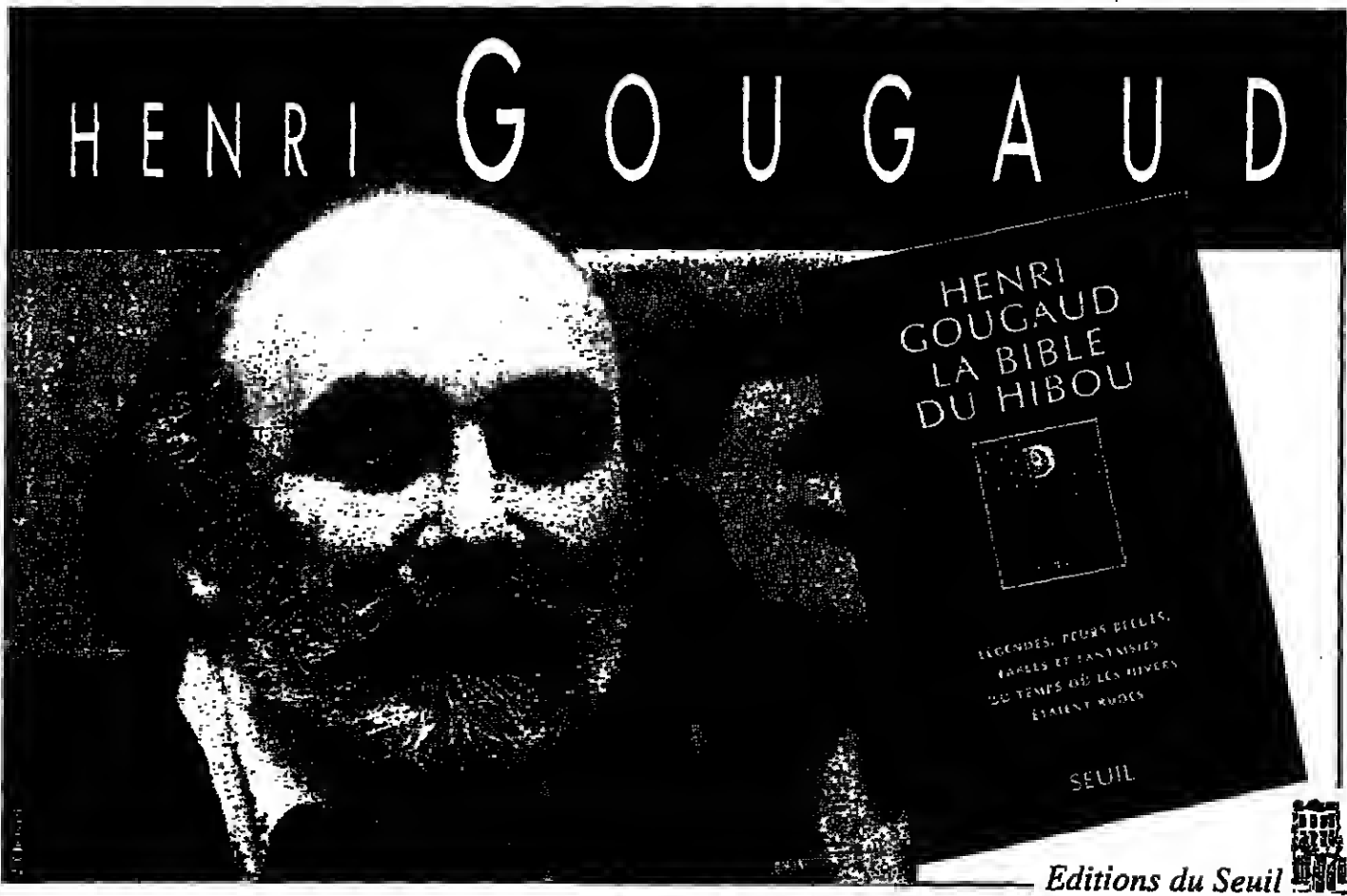
Une industrie alimentaire puissante

Alors, une seule alternative : ou bien la stratégie de laisser-aller... st. PAC ou non, GATT ou pas, la jachère ne cessera de gagner. Après les céréales américaines du petit déjeuner et les crèmes dessert d'outre-Atlantique, c'est le bœuf du Middle-Weet qui arrivera jusqu'à nous. Adieu Charolais, Maine-Anjou et autres Limousin... Du bien le sur-saut et la mise en place d'une industrie alimentaire puissante, seule à même de lutter contre la jachère. Il ne faudrait pas que le tintamarre anti-GATT, pour justifier qu'il soit, occulte cette dernière voie, la seule praticable à long terme. Ses rends indispensables avec ses produits est la meilleure des protections.

Per ailleurs focaliser sur le seuls agriculture, comme on le fait, n'est pas sans dangers. Le devenir d'autres secteurs de production, ou développement programmé, risquerait d'être entravé ou sacrifié dans un compromis qui n'aurait pas trouvé un bon équilibre. Dans certains de ces secteurs la demande ne cesse de croître : transports; santé; services; haute technologie... Il faut veiller à ne pas sacrifier des activités en devenir au profit d'activités arrivées à maturité.

« Aide-toi, le GATT t'aidera » doit prendre rang de leitmotiv. Il faut par tous les moyens enraciner la production agricole en renforçant le maillon fragile de la chaîne qui va du consommateur au producteur. Cela envisagé, ce que donnera le GATT la sera par surcroît et n'est pas, bien sûr, à négliger. Une révolution culturelle de l'agriculture et de ses institutions, professionnelles et étatiques ? Le particularisme paysan aura vécu et l'exception agricole s'estompée. N'est-ce pas le prix à payer à la lucidité ?

Hubert Bouchet est secrétaire général de l'Union des cadres et ingénieurs Force ouvrière (UCI).



Editions du Seuil

DIPLOMATIE

Les négociations sur le GATT

Le soutien partiel de l'Allemagne

Suite de la première page

« Ce n'est pas la France qui serait isolée, mais l'Union européenne. » Pour le premier ministre, il s'agit de la première grande négociation depuis l'adoption du traité de Maastricht qui démontre ou non « la capacité de l'Union des Douze à exister et à se voir reconnaître ses légitimes intérêts ».

C'est le soutien du chancelier à propos de l'agriculture, cet été, qui a permis de débloquer la situation. Epaulée par son partenaire, la France voyait reconnaître ses arguments et pouvait, concrètement, entamer l'assouplissement de ses exigences. Il s'agit, en réalité, d'un donnant-donnant : l'Allemagne aide la France à limiter la chute de ses exportations agricoles et, en échange, celle-ci s'interdit de demander une baisse des prix intérieurs européens qui éliminerait les agriculteurs allemands, moins compétitifs. Sur cette base, une proposition franco-allemande, le 20 septembre, permettait de modifier la position européenne en faveur de la France et de mandater Leon Bittan pour obtenir des « interprétations » du texte de Blat House. Le geste du chancelier, critiqué en Allemagne, a été d'importance.

Divergences sur l'audiovisuel

Mais M. Kohl, dès lors qu'il a pu éviter la rupture, semble devoir s'arrêter là. Sa marge de manœuvre dans la politique interne s'est en effet beaucoup réduite depuis cet été. Il a refusé de donner des précisions sur l'état des négociations qui, il est vrai, se poursuivaient dans la même temps à Bruxelles. Mais ce que la France a obtenu de l'Allemagne sur l'audiovisuel, le chancelier a reconnu, lors de la conférence de presse, qu'il s'agissait « de la dimension culturelle de la construction européenne », mais il ne veut pas en faire plus. L'industrie cinématographique allemande est devenue confidentielle, selon le gouvernement, et le combat est déjà perdu. Le refus est encore plus net sur l'autre thème sur lequel Paris atten-

dit une aide : la mise en place d'une nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC) pour succéder au GATT et y inclure, par exemple, les monnaies. L'Allemagne, qui voit là une potentielle dérive protectionniste, s'y refuse.

La divergence franco-allemande a également été très nette sur le programme de relance, qui fera l'objet du prochain sommet européen les 10 et 11 décembre. M. Delors proposait le lancement d'un vaste emprunt communautaire destiné à financer des travaux d'infrastructure (autoroutes, lignes de TGV, réseaux de télécommunications). M. Mitterrand a soutenu cette initiative. Lors de la conférence de presse, à l'issue du sommet, il a indiqué que François et Allemands « seraient d'accord pour un emprunt à condition qu'il soit étalé sur plusieurs années et qu'il permette de bâtir des projets très précis ». Immédiatement, le chancelier Kohl devait rectifier et affirmer que le plan Delors n'était pas encore prêt et qu'il « faudrait y regarder de façon pragmatique ». Les Allemands estiment que ce n'est pas l'argent qui manque, mais les projets véritablement utiles. Engagés dans des réductions budgétaires chez eux, ils ne voient pas d'un bon œil ce type de dépenses.

Plus largement, ils pensent que le chômage européen sera résolu par un regain de compétitivité qui proviendra lui-même d'un assouplissement du marché du travail (voire d'une baisse des salaires, comme en Allemagne) et d'un allègement des taxes. Ils refusent tout moyen volontariste d'inspiration keynésienne, comme une baisse forcée des taux d'intérêt, un vaste emprunt ou une dévaluation des monnaies européennes. Le Livre blanc de la Commission présenté la semaine passée a soulevé de violentes critiques à la Bundesbank, mais aussi au gouvernement, parce qu'il proposait une telle dévaluation du mark face au dollar ou au yen. Le passage en question a été rayé du texte.

ERIC LE BOUCHER

REPÈRES

CORÉE DU NORD

Washington souffle le chaud et le froid

Le président Clinton a déclaré mercredi 1^{er} décembre qu'il lui paraissait toujours possible que la Corée du Nord accepte un accommodement concernant son programme nucléaire. Le chef d'Etat américain avait proposé le 22 novembre des négociations très ouvertes à Pyongyang, à condition que cette capitale accepte une inspection de ses sites jugés litigieux.

« Nous avons une stratégie. Nous allons la poursuivre », a réitéré M. Clinton. Mais le New York Times, citant des sources proches du Pentagone, écrit le 2 décembre que la défense étudie un plan visant à renforcer la présence américaine en Corée du Sud si l'impasse persiste. Le président s'apprêterait aussi à discuter d'options militaires avec Les Aspin, responsable du département d'Etat. Les Etats-Unis ont déclaré être décidés, en cas d'échec, à demander à l'ONU le vote de sanctions économiques. — (AFP.)

YÉMEN

Libération « pacifique » d'un diplomate américain

Le diplomate américain Haynes Mahoney, qui avait été enlevé, la semaine dernière, à Sanaa, par des hommes de la tribu des Jihne, a été relâché, mercredi 1^{er} décembre. La libération de M. Mahoney, détenu dans la région de Marab, à une centaine de kilomètres à l'est de la capitale, « a été pacifique », a précisé un communiqué du ministre de l'Intérieur, ajoutant que « toute mesure de rétorsion contre les

ravisseurs a été ajournée afin de sauvegarder la sécurité du diplomate ».

Le communiqué indique que les autorités ont « décidé de faire appliquer la loi dans cette affaire et de prendre, à l'avenir, toutes les dispositions susceptibles de protéger les étrangers et de préserver leur liberté de mouvement ». Les ravisseurs entendront donner un écho à des revendications d'intérêt local. Ils réclament notamment le versement de redevances par la compagnie pétrolière américaine Hunt Oil, qui opère dans la région, et l'emploi de 200 hommes de leur tribu pour la protection des installations de la firme. — (AFP.)

TAIWAN

L'opposition demande au président de se suicider

La principale parti d'opposition taiwanais, le Parti progressiste démocratique (DPP), a appelé au président de la République, Lee Teng-hui, dans un encart publié lundi 29 novembre dans un journal local, qu'il avait promis de « ouvrir le ventre si le candidat du Kuomintang, au pouvoir, n'était pas élu dans le comté de Tainan, au sud de l'île, lors des élections locales du 27 novembre. Or celui-ci a été battu par le DPP.

La porte-parole du président a indiqué que le presse avait mal rapporté les propos de M. Lee. — (AFP.)

AFRIQUE

Des contacts doivent commencer pour préparer une nouvelle conférence de « réconciliation nationale »

La quatrième conférence humanitaire sur la Somalie s'est achevée, à Addis-Abeba, dans la soirée de mercredi 1^{er} décembre. Dans les jours qui viennent, des négociations informelles doivent commencer dans la capitale éthiopienne en vue de préparer une nouvelle conférence de réconciliation en janvier.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

La quatrième conférence humanitaire sur la Somalie s'est achevée, à Addis-Abeba, dans la soirée de mercredi 1^{er} décembre, sur « un succès en demi-teinte », selon Jao Eliasson qui présidait la réunion et qui a déploré l'absence du général Aïdud. « La déclaration adoptée à l'issue de la rencontre, a encore déclaré l'adjoint de M. Boutros-Ghali chargé des affaires humanitaires, peut être un bon exemple de diplomatie humanitaire, les programmes de réhabilitation des infrastructures, des services sociaux, du système éducatif contribuent à rétablir la paix ».

De leur côté, les Somaliens se sont engagés à renforcer leurs institutions régionales et à instaurer la sécurité pour accueillir les futures

opérations d'assistance. Ils ont d'emblée incité les donateurs à visiter leurs régions respectives pour constater de visu que la paix y règne. « Nous sommes prêts à investir dans les régions où on peut nous assurer que notre assistance sera productive », dit Richard McCall, un des responsables de l'USAID (Agence des Etats-Unis pour le développement international). Il n'hésite pas à parler de « conditionnalité » alors que les Européens, plus souples, préfèrent le terme de « préalable ».

La déclaration finale mentionne enfin la création d'un département du développement plus ou moins autonome par rapport à l'ONUSOM (opérations des Nations unies en Somalie), une sorte d'agence de coordination rassemblant donateurs, organisations non gouvernementales étrangères et somaliennes et responsables des conseils régionaux. Une distinction utile, selon M. Eliasson, dans la mesure où « la réhabilitation devrait être menée de la seule responsabilité des Somaliens », sans ingérence de l'ONU.

Ao moment où les derniers points de la déclaration étaient débattus, le colonel Omar Jess, fidèle allié du général Aïdud et chef de la délégation de l'Alliance nationale somalienne (ANS) dénonçait

les « manipulations de l'ONUSOM », réclame en bloc la formation des conseils régionaux « choisis par l'ONUSOM », la mise en place d'un système judiciaire « impopulaire » et, surtout, « la détention de citoyens innocents ». En effet, huit responsables de l'ANS sont encore dans les geôles de l'ONU.

L'attitude du général Aïdud

Un rapport du Pentagone les désignerait nommément comme les organisateurs des attaques contre les « casques bleus » et les soldats américains de la Force d'intervention rapide, d'où l'embaras des Etats-Unis comme des Nations unies pour les libérer. Compte-tenu de ces virulentes critiques de la part du général Aïdud, la réconciliation tant espérée ne pouvait donc avoir lieu sous les auspices des Nations unies. Est-ce que l'entrée en scène des Ethiopiens pourrait débloquer la situation ?

A l'invitation du président éthiopien, Meles Zenawi, Ali Mahdi est arrivé à Addis-Abeba mercredi soir. Et son rival, le général Aïdud est attendu jeudi ou vendredi. Dans les jours qui viennent, les Ethiopiens entendent entamer une série de

négociations informelles en vue de préparer une nouvelle conférence de réconciliation en janvier prochain à partir des accords d'Addis-Abeba de mars 1993. Reste à savoir qui, du général Aïdud ou de ses adversaires, est prêt au compromis, chacun revendiquant le soutien de la majorité des Somaliens.

« Aïdud dénonce les institutions mises en place par l'ONUSOM parce qu'il ne les contrôle pas », estime Robert Okley, l'ambassadeur spécial du président Clinton pour la Somalie. « Ali Mahdi et Aïdud ont décidé de rétablir un corps de police », sur nos conseils, ont créé un comité conjoint composé de représentants des deux camps, mais il y a deux semaines, le général a dénoncé devant moi cette force de police devenue autonome comme une création de l'ONUSOM ».

Robert Okley estime que le chef de guerre « risque de faire perdre à sa communauté les bénéfices de la réhabilitation ; une opposition pourrait émerger au sein de son propre clan qu'il sera tenté de réprimer », ce qui pourrait faire naître chez les siens « un sentiment partagé déjà par beaucoup de Somaliens pour qui les méthodes du général Aïdud rappellent trop celles de Siyaad Barre ».

JEAN HÉLÈNE

CÔTE-D'IVOIRE

L'ancien parti unique affiche ses divisions dans la course au pouvoir

ABIDJAN

de notre correspondant

Le Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI) survivra-t-il à son fondateur, le président Félix Houphouët-Boigny, dont l'aggravation de l'état de santé provoque une lutte sans merci pour le pouvoir ? La question est à l'ordre du jour à Abidjan, alors que les grandes manœuvres ont commencé au sein de l'ex-parti unique, qui étale au grand jour ses divergences. Plus personne ne le conteste.

Le secrétaire général du PDCI, Laurent Doua Fologo, a dénoncé, mercredi 1^{er} décembre, devant le bureau politique, les menées « souterraines » et « les règlements de comptes » qui mènent son mouvement. Le même constat avait été dressé, quelques heures plus tôt, lors de la réunion d'un « comité des sages » convoqué — sans l'aval du parti — par Philippe Yacé, président du Conseil économique et social, à qui l'opinion prête des ambitions dans la course à la succession du « Vieux ».

« La maison brûle, ce n'est pas maintenant qu'il convient de se disputer les débris du salon », s'est écrié M. Yacé, qui a invité les Ivoiriens « au consensus », alors que le pays est « aux prises

avec une situation économique extrêmement grave ». Cet homme, qui faisait figure de « dauphin » dans les années 70, avant d'être écarté par le président en 1980, au profit de l'actuel président de l'Assemblée nationale, Henri Konan Bédié, o'a, à aucun moment, évoqué le processus constitutionnel de succession en terme duquel M. Bédié doit accéder à la magistrature suprême, en cas de vacance du pouvoir.

Il serait, selon de bonnes sources, favorable à une présidence collégiale, dans laquelle il occuperait une place de premier plan. Une hypothèse rejetée par le secrétaire général du PDCI, qui a appelé « au respect de la légalité constitutionnelle ». Laurent Doua Fologo s'est adressé en ces termes à tous ceux qui contestent l'article 11 de la Loi fondamentale : « La Constitution est notre boussole. Nous devons jurer et faire le serment que l'héritage ne doit pas s'envoler en miettes ». Philippe Yacé n'assistait pas à cette réunion du bureau politique, dont il est pourtant membre, tout comme le premier ministre, Alassane Ouattara, et M. Bédié.

JEAN-KARIM FALL

AFRIQUE DU SUD : un mort et onze blessés, dans trois explosions. — Trois bombes ont explosé, mardi 30 novembre et mercredi 1^{er} décembre, faisant un mort et 11 blessés et causant d'importants dégâts matériels. Aucun de ces attentats commis en trois endroits différents du pays — à Krugersdorp, près de Johannesburg, à Port Edward et à Durban, dans le Natal — n'a encore été revendiqué et la police n'a pu déterminer s'il y avait un lien entre eux. — (AFP.)

DJIBOUTI : échange de prisonniers de guerre. — Le gouvernement de Djibouti et le Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD), le mouvement de rébellion des Afars, ont échangé, mercredi 1^{er} décembre, à Addis-Abeba, tous leurs prisonniers de guerre, sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). — (AFP.)

MOZAMBIQUE : accord entre le gouvernement et le RENAMO sur un regroupement des forces armées. — Le gouvernement et la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) sont parvenus à un accord, dans la nuit du mardi 30 novembre au mercredi 1^{er} décembre, pour regrouper leurs troupes, avant le 20 décembre, dans les vingt-neuf points de rassemblement prévus par l'ONU, qui restent à ouvrir. Les deux belligérents ont signé des accords de paix, en octobre dernier, et les premières élections multipartites doivent avoir lieu en octobre 1994. — (AFP.)

BIBLIOGRAPHIE

Les souvenirs d'un emmuré vivant

DIX-HUIT ANS DE SOLITUDE

TAZMAMART d'Ali Bourquart, récit recueilli par François Tibaux. Ed. Michel Lafont, 301 p., 119 F.

Y aurait-il quelque chose de pourri dans le royaume du Maroc ? C'est l'idée que tente d'écarter Ali Bourquart dans l'impénétrable réquisitoire qu'il dresse contre Hassan II dans son ouvrage Dix-huit ans de solitude : Tazmamart. Rescapé de ce bagne-mouroir avec Midhat et Bayazit, ses frères, il prend, de belle manière, sa revanche sur un silence contraignant.

Secrétaire de son père, « organisateur des services secrets marocains », Ali se pose ainsi que ses frères en famille du pouvoir des avant l'indépendance. « Nous avons été les témoins d'événements dramatiques, cocasses, loufoques, de comédies dignes de Labiche, de tragédies effroyables et sanglantes », écrit-il. Nous connaissons l'envers du décor, les tractions furtives, les trahisons, les coups de poignard dans le dos.

De la politique aux affaires, le pas est vite franchi. On trouve les frères Bourquart « pour ainsi dire partout, dans le textile, le génie civil, les travaux publics, la promotion immobilière, les opérations financières ». Et d'avouer : « Notre succès ne passe pas inaperçu ». Ils se croyaient en sécurité, « estimés de tous, du moins en apparence ». Ont-ils

joué avec le feu ? « C'est bien possible », avoue Ali. « Cette erreur, nous l'avons payée. Au prix fort ».

Trop curieux et trop gourmand à la fois, les frères Bourquart subissent alors sévices et tortures, passeront de cellules en cachots et finiront par sortir, le 15 septembre 1991, « brisés mais vivants », du bagne secret de Tazmamart où ils auront tenu bon « dix années, six mois, vingt-trois jours et douze heures ». Pour s'entendre dire, avant de s'en aller vers la France, par le procureur général militaire : « Je ne dispose pas de charges suffisantes pour vous présenter devant le tribunal... »

Ali truffe son pamphlet de secrets d'alcôve et de graves accusations. Depuis la libération du souverain avec une estrade française jusqu'aux filières de la cuisine transformée dans des laboratoires secrets en passant par l'enlèvement, le 29 octobre 1965, à Paris, et l'assassinat de Mehdi Ben Barka, figure emblématique de la gauche marocaine, dont le tête tranchée aurait été repêchée dans un sac de voyage, puis enterrée au « PF3 », une prison secrète, située à Rabat, sur la route des Zaïers. Pour se défendre, Hassan II avait dit, un jour : « Si tout ce qu'on me prête est vrai, il me serait impossible de me raser, le matin, devant mon miroir. »

J. de B.

ALGÉRIE : assassinat d'un juge d'instruction. — Mahfoudh Kerballi, juge d'instruction au tribunal d'Alger, a été tué par balles, mardi 30 novembre, à Blida, par des hommes présumés

islamistes, a indiqué la radio nationale citant un communiqué du ministère de la justice. M. Kerballi est le cinquième magistrat assassiné depuis le mois de mai dernier. — (AFP.)

(Publicité)
Répertoire Extra plat Casio 459 F chez DURIEZ
300 n° de tél. en mémoire inaltérable • Format carte de crédit souple • Epaisseur 1,4 mm • Poids 11,5 g.
112/132, bd Saint-Germain, Paris-6
18, bd de Sébastopol, Paris-4
3, rue La Botz, Paris-8
(1) 43-29-05-60

DEVCOM 93
4^{ème} Salon des Associations
Le carrefour professionnel du monde associatif
du 15 au 17 décembre 1993
Palais des Congrès - PARIS
THEMATICA
tel. : (1) 34 24 90 90

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
par Marc Berthiaume
75 F
Vuibert

كتاب النحل

[illegible][illegible][illegible]

DEVCOM 93
4th Salon
des Associations
Le meilleur plaisir
du monde associatif
du 15 au 17 décembre
Palais des Congrès



Élu "Compact européen de l'année" et meilleur appareil compact par la TIPA. Les



professionnels de la photo ont rarement des coups de cœur pour les appareils compacts. Aussi, lorsque l'un d'eux est consacré à 2 reprises, c'est forcément qu'il sort du lot. Par sa compacité: l'ESPIO 115 est le plus petit, le plus maniable et le plus solide de tous les compacts. Par ses performances techniques: sa focale la plus longue du marché, le silence de son zoom motorisé, son mode panoramique... Enfin, sa mesure de lumière extrêmement perfectionnée sur 6 zones de l'image permet la plus grande exigence du photographe, quel que soit le film utilisé. Des appareils Pentax ont été très souvent primés ces dernières années. C'est peut-être parce que Pentax innove constamment dans l'art de prendre de meilleures photos. Mais le plus grand succès Pentax est certainement le fait que ses compacts zoom sont les plus vendus dans le monde.



PENTAX

PENTAX ESPIO 115. BIEN PLUS QU'UN COMPACT.

EUROPE

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Marchandages territoriaux entre Musulmans et Serbes

Tandis qu'à Genève, dirigeants musulmans et serbes bosniaques négocient des échanges territoriaux portant sur Sarajevo et la Bosnie orientale, onze organisations humanitaires ont averti, mercredi 1^{er} décembre, à Zagreb, que, faute de carburant, l'aide internationale risquait d'être totalement paralysée.

GENÈVE et ZAGREB

de nos correspondants

Lundi aura été placé sous le signe de la cérémonie et des grandes déclarations de bonne volonté. Mardi aura vu les belligérants affirmer hautement leur intransigeance. Mercredi 1^{er} décembre, on a sorti les cartes et l'on est passé au marchandage territorial. A en croire les délégations musulmane et serbe bosniaques, les tractations engagées mer-

credi au Palais des Nations de Genève portent sur Sarajevo et la Bosnie orientale.

D'un côté, les Serbes revendiquent une partie - au moins - de la capitale bosniaque; de l'autre, les Musulmans cherchent à élargir leurs zones dans l'est de la République. Il semble que chacune des deux parties se soit placée dans une position de donnant-donnant: un compromis sur le partage de Sarajevo en échange de concessions territoriales consistantes dans l'est. La journée de mercredi a, apparemment, été consacrée au sort de Sarajevo, et Musulmans comme Serbes ont fait état, dans la soirée, de «progrès».

Jeudi, ce sera au tour de la Bosnie orientale - où les Musulmans ont pu maîtriser des enclaves assiégées par les forces serbes - de faire l'objet de marchandages. Et l'un des principaux négociateurs musulmans, Mohamed Sacirbey, ambassadeur de Bosnie à l'ONU, a averti qu'en l'absence de conces-

sions serbes, jeudi, sur l'est, «les négociations de paix échoueraient».

Dans le même temps, on apprenait que cinq obus de mortier tirés sur le principal hôpital de Sarajevo avaient fait trois morts et trois blessés. De plus, en dépit de tous les engagements souscrits par les belligérants, l'acheminement de l'aide humanitaire se heurtait toujours à d'énormes difficultés. Lord Owen, l'un des deux négociateurs internationaux, cache mal son embarras, et, dans les milieux internationaux de Genève, on parle de plus en plus de «cynisme» et de «honte».

Manque de carburant

Par ailleurs, à Zagreb, onze organisations humanitaires internationales travaillant dans le domaine de la santé en Bosnie-Herzégovine ont lancé mercredi un appel pour exiger le libre passage du carburant dans le pays en guerre. Faute de combustible, l'aide humanitaire va bientôt être paralysée, ont prévenu ces organisations. «Des malades, des blessés grelottant au fond de leur lit sont en train de mourir de froid dans les hôpitaux sans chauffage. C'est un scandale humanitaire. Même si on ne le sait pas, des gens sont sûrement déjà morts à cause du froid», le docteur Patrick Abbrard, de Médecins du monde, revient d'une tournée en Bosnie centrale, dont Sarajevo, et il est indigné.

Considérant le carburant comme une matière stratégique, car il peut être utilisé à des fins militaires, les forces croates et serbes qui contrôlent l'accès à cette région empêchent systématiquement le passage des camions-citernes.

Faute de carburant, «tous les programmes d'aide» médicale ou alimentaire sont menacés, ont prévenu, au nom des organisations des Nations unies ou des gouvernements, les responsables de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

«D'abord, le carburant est essentiel pour la livraison du matériel de base, ensuite, il est essentiel pour le transport des patients, enfin il est indispensable pour le chauffage», a souligné le docteur Brian McLokey, de l'OMS. A Zenica, Pharmaciens sans frontières risque de ne pouvoir transporter ses prothèses et de ne pouvoir en fabriquer sur place, faute d'énergie. Action internationale contre la faim (AICF) recroûte les mêmes difficultés pour distribuer le lait pour les jeunes enfants et les femmes enceintes.

Les hôpitaux, qui tournent parfois déjà au ralenti à cause du froid, risquent de se retrouver sans chauffage, comme le sont déjà la plupart des habitations. Faute de carburant, on ne peut transporter le bois quand on en trouve encore. Demandant que les belligérants respectent leur engagement de laisser le HCR décider ce qui est ou n'est pas de l'aide humanitaire, les organisations ont aussi lancé un appel à la générosité: elles manquent de fonds pour acheter l'indispensable carburant.

JEAN-BAPTISTE NAUDET et ISABELLE VICHNIAC

IRLANDE DU NORD

MM. Major et Reynolds abordent avec prudence leur rencontre de Dublin

John Major et Albert Reynolds, les premiers ministres britannique et irlandais se rencontreront, vendredi 3 décembre, à Dublin, pour un sommet consacré au processus de paix en Irlande du Nord.

LONDRES

de notre correspondant

Tout faire pour que l'élan nouveau en faveur du processus de paix en Irlande du Nord ne retombe pas; ne rien dire qui puisse lever des espoirs prématurés: telle est la double priorité qui a conduit John Major et Albert Reynolds à maintenir la date du 3 décembre, tout en soulignant que cette rencontre n'est que la première d'une série. A Dublin, le premier ministre irlandais a souligné qu'il s'agissait d'une «réunion de travail» et non pas d'un «sommet», alors qu'à Londres les conseillers du 10 Downing Street ont rappelé qu'une deuxième rencontre entre les deux hommes aura lieu - à Bruxelles, les 10 et 11 décembre, à l'occasion du conseil européen, - sans doute suivie d'une troisième avant Noël.

Soutien de Washington au processus de paix

Cette prudence illustre des divergences toujours importantes s'agissant des questions d'ordre constitutionnel. Dublin se déclare prêt à renouer aux articles 2 et 3 de la Constitution irlandaise, qui prévoient formellement la réunification de l'Irlande (cet objectif deviendrait une simple «aspiration»), mais demande un échange que Londres accepte d'entériner le principe de cette réunification, sous la forme d'un référendum d'autodétermination qui se déroulerait dans les deux années de l'été. John Major sait qu'une telle formulation serait inacceptable pour les «unionistes» protestants d'Irlande du Nord. La divulgation de contacts entre le gouvernement britannique et l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a déjà eu pour effet d'affaiblir la confiance dont bénéficie M. Major au sein de la communauté protestante.

d'Ulster, provoquant même une rébellion ouverte de l'un des deux partis «unionistes», le Parti démocratique unioniste (DUP) de Ian Paisley.

L'annonce de ces contacts avec l'IRA a également provoqué l'irritation du gouvernement de M. Reynolds. A Dublin, on a peu apprécié que le gouvernement britannique rejette l'initiative de paix proposée par MM. John Hume (chef du parti catholique modéré SDLP) et Gerry Adams (président du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA), tout en poursuivant des contacts secrets avec l'IRA.

Or l'initiative Hume-Adams dispose de nombreux soutiens, à Dublin et à Washington. Downing Street a reconnu, mercredi 1^{er} décembre, que le président Clinton s'est entretenu, la semaine dernière, avec M. Major, à propos de l'Irlande du Nord, l'assurant de son soutien et, selon certaines sources, l'encourageant à aller de l'avant. A Dublin, on laisse entendre que cette initiative du président américain a été «suggérée» par le gouvernement de M. Reynolds.

La position du premier ministre britannique est d'autant plus incofortable que la parole de son gouvernement est mise en doute: lorsque Londres avait rendu public le texte des messages échangés avec l'IRA (après avoir nié l'existence de tels contacts), celle-ci avait immédiatement accusé le ministère chargé de l'Irlande du Nord d'avoir falsifié une partie des documents. Londres avait démenti.

Mercredi, le gouvernement est revenu sur sa position, admettant qu'une quinzaine d'erreurs «de transcription et de typographie» s'étaient glissées dans les textes. L'IRA est revenue à la charge, affirmant que le gouvernement avait proposé, en mars dernier, la tenue de négociations secrètes, en Ecosse ou dans un pays scandinave. Les conseillers du premier ministre ont, de nouveau, démenti.

LAURENT ZECCHINI

Paris et Bonn s'apprêtent à établir des relations diplomatiques avec la Macédoine

La France et l'Allemagne se préparent à établir, «d'ici à la fin de l'année», des relations diplomatiques avec la Macédoine, a déclaré, mercredi 1^{er} décembre, Alain Juppé à une radio grecque, à l'issue du sommet franco-allemand.

Le ministre grec des affaires étrangères, Carolos Papoulias, dont le pays se bat pour empêcher l'émergence de l'ancienne République yougoslave sur la scène internationale, a fait savoir, la

semaine dernière, que l'établissement de relations diplomatiques avec Skopje «serait inadmissible juste avant le début de la présidence grecque», le 1^{er} janvier.

Cependant, la Grèce a remporté «une importante victoire» à Rome, où la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) n'a pas admis la Macédoine en son sein, a déclaré mercredi le premier ministre grec, Andreas Papandréou. (AFP.)

Italie : un entretien avec Achille Occhetto

Suite de la première page

» Si la DC s'abstient où se réfugie à droite par désespoir, pour moi, c'est un choix plus dicté par la passion que par l'intelligence. Ce qui nous conduit à ce paradoxe entre les deux tours: si certains veulent, par la suite, voir se créer une formation modérée de centre droit, véritable alternative à l'alliance progressiste qui existe déjà, il faut absolument que la «gauche» remporte cette manche. Sans cela, c'est la «canaille réactionnaire», comme on disait, qui en sortira renforcée... Et la deuxième phase de notre République connaîtra fatalement le même problème d'ingouvernabilité qu'a connu la première, mais à l'envers: jusque-là, il n'y avait pas d'alternative possible à gauche (le PCI n'était pas «admis»); à présent, on risque de ne pas avoir d'alternative crédible à droite.

- Qui seront vos partenaires aux futures élections législatives?

- Nous partirons des formations qui ont déjà essayé le baptême du feu avec nous à ces municipales. Encore que la problématique soit différente. Dans cette élection, il n'y avait pas de grands choix fondamentaux en jeu, aussi nous avons pu élargir nos alliances aussi bien sur notre gauche que sur notre droite. Aux législatives, ce sera différent. Il faudra trouver des points d'accord pour réunir tous nos partenaires et ce ne sera pas facile. Qui pourraient-ils être? Je vois bien l'Alliance démocratique (1), les Verts, la «Réte» (antimafia), une partie des républicains, les socialistes réformateurs et les chrétiens sociaux, qu'il ne faut pas sous-estimer. La grande inconnue sera, bien sûr, l'attitude des sécessionnistes issus du PCI de Rifondazione comunista. Car nous ferons une alliance axée plus au centre démocratique, moderne, réformiste. Et par-dessus tout, c'est un point dont nous ne démentirons pas, fondée sur un programme crédible pour gouverner le pays.

» A mon avis, le paysage politique italien a radicalement changé le 21 novembre. Le vrai problème n'est plus de rassembler les modérés dans un nouveau centre, mais de distinguer entre ceux qui veulent gouverner plus à gauche ou

plus à droite. Et je crois que la partie peut se jouer largement à gauche. Je vois bien les réactions de la bourgeoisie, des milieux d'affaires, des catholiques, de la Bourse même, qui, après un moment de panique à l'annonce de la victoire de la «gauche» au premier tour, est remuée. La vraie panique aurait été d'aboutir à un pays coupé en trois avec la Ligue au Nord, nous au Centre et la DC et la MSI au Sud. Là, c'était pratiquement la Yougoslavie! Je crois que dans les leçons du premier tour, il y a aussi un élément en faveur de l'unité nationale qui s'est exprimé: la Ligue n'a pas réussi à «accéder à la mer». Il y a comme un vent d'amerturne sur la Ligue: le choc du premier tour a été rude, Bossi ne s'est pas repêché.

» C'est l'heure de vérité si elle ne prend pas Genève, Trieste et Venise, elle va se décomposer en plusieurs tendances. Elle ne pourra plus dire qu'elle est le parti du «Nord» puisque, malgré une force réelle, elle ne tiendra pas le Nord entier mais seulement la Lombardie. Et son côté excessif, sécessionniste, devrait s'en trouver affaibli. Je pense qu'elle ne devra plus raisonner en termes de «territoires» mais à une échelle nationale, en choisissant, par exemple, d'entrer dans la composition d'un pôle modéré. En tout cas, l'isoler, serait le pire choix. Nous, par exemple, nous maintenons toujours un dialogue au niveau des régions.

«Ni thatchérisme ni Etat gestionnaire»

- Vous parlez presque en président du Conseil. Verriez-vous le PDS à la tête du gouvernement et quels en seraient les obstacles?

- Personnellement, je me verrais mieux en président de la République, chez nous c'est moins faugnant! Je plaisante, bien sûr, mais j'ai noté - et je trouve cela particulièrement juste et important - que la presse et l'opinion publique dans ce pays semblent se faire à l'idée que le secrétaire d'une formation de gauche puisse être candidat à la présidence du Conseil. Ce qui pourrait être le cas, après

tout, avec des garanties et une alliance assez large.

» Notre programme de gouvernement? Continuer la politique d'assainissement et de rigueur entreprise par Carlo Azeglio Ciampi dans une perspective européenne, et ne rien changer au plan de privatisations. La «marque» du PDS, serait plutôt dans la manière de mener à bien ces programmes: ni thatchérisme ni état-gestionnaire, mais une synergie entre le secteur public et privé sur les problèmes de l'emploi, de la formation, de l'épargne productive etc. avec une redistribution du travail et une diminution des horaires de travail, plus de participation, et une nouvelle vision du capitalisme italien qui ne soit pas seulement celui des quatre mêmes grandes familles.



» Je crois qu'après les difficultés du siècle social-démocrate, la gauche a balbutié pendant presque vingt ans face au nouveau libéralisme, mais à présent, il me semble qu'elle a repris une certaine initiative. Nos difficultés, si nous avions à gouverner, ne viendraient pas de notre image du passé - où fait semblant d'agiter encore l'épouvantail communiste ou période électorale, mais personne n'y croit. Nous aurons les problèmes et les contradictions qui se posent à toute la gauche européenne: conjuguer efficacité et solidarité.

- Il est difficile de faire oublier que vous étiez, après tout, l'opposition privilégiée du vieux régime? L'opération «mani pulite» vous a touché aussi...

- Si nous avions été au pouvoir, j'espère que nous aurions eu une attitude différente des autres. Croyez-le ou ne le croyez pas, mais dès mars 1978, alors que nous avions appuyé le gouvernement d'unité nationale, nous avons pris nos distances, pour laisser tomber quelques mois plus

tard l'alliance avec la DC. L'explication, Enrico Berlinguer l'a donnée lui-même: «J'avais vu l'horreur de trop près», a-t-il écrit. Pour le reste, il ne faut pas confondre les cas de financement illicite des partis tels qu'il y en a eu partout en Europe, en Italie et même quelques-uns chez nous, avec l'essence du système de corruption qui a prévalu en Italie: c'était la mainmise d'une «bande» sur les marchés, la production, sur tout! Le tout sous les yeux de tout le monde, parce qu'on vous raconte aujourd'hui que ce sont les juges qui ont découvert cela, mais moi, jeune homme j'en entendais déjà parler dans les meetings. En ce qui nous concerne, je viens de lire dans la presse que les juges eux-mêmes avaient conclu que le PDS n'avait pas «prélevé» de pots-de-vin, cela évite peut-être à l'avenir à Bettino Craxi de gâcher du papier pour nous accuser fausement.

» Opposition institutionnelle? C'est certain que nous ne pouvons faire semblant d'arriver comme la Ligue... Notre situation a toujours été délicate, nous avons dû camper aux abords du vieux château quadrangulaire branlant, et j'ai eu du mal à faire comprendre pourquoi, par exemple, le PDS n'est pas allé au gouvernement avec le président du Conseil, le socialiste Giuliano Amato. Mais si nous étions entrés au moment où tout s'écroulait, nous serions aujourd'hui sous les décombres avec le PSI! Quand je pense qu'on m'a traité de «crétin» parce que au moment du grand virage chez nous, j'ai refusé d'aller me jeter dans l'Unité socialiste de Craxi! Ça se passe de commentaires. Et c'est dommage parce que si le PSI avait été plus ouvert, un peu à la suédoise, nous y serions allés, et la gauche italienne serait beaucoup plus avancée aujourd'hui.

- Et les oppositions internes? Le PDS parle d'une seule voix?

- Les contestations liées au passé, oui, je crois que c'est fini, mais dans toute nouvelle bataille politique, il y a de nouvelles difficultés. Pour l'instant, en tout cas, notre bateau est en haute mer, alors là, forcément, tout le monde se tient tranquille. Mais ça ne veut pas dire qu'à peine entrevue la côte, le capitaine ne puisse se retrouver à l'eau...

Propos recueillis par MARIE-CLAUDE DECAMPS

(1) L'Alliance démocratique est au parti en formation qui regroupe, notamment, des dissidents du PDS et du Parti socialiste italien (PSI).

GÉORGIE

Géorgiens et Abkhazes concluent un accord provisoire

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Les négociations géorgiennes et abkhazes, réunies à Genève sous les auspices de l'ONU et en présence du vice-ministre russe des affaires étrangères, Boris Pastoukhov, sont parvenues, mercredi 1^{er} décembre, à un accord provisoire.

Ils ont accepté un mémorandum prévoyant, notamment, la garantie d'un cessez-le-feu dans la région, le renforcement de la présence d'observateurs internationaux, un échange de prisonniers et le retour des réfugiés - géorgiens pour la plupart - qui avaient quitté la République indépendante par dizaines de milliers après la victoire des forces abkhazes, qui se sont emparées, fin septembre, de la capitale Soukhoumi. Les deux parties ont aussi accepté les conclusions d'un Livre blanc, publié à New-York la semaine dernière, sur les violations, de part et d'autre, des droits de l'homme lors de ce conflit.

Sur le fond - c'est-à-dire essentiellement le statut politique de l'Abkhazie, qui réclame une plus grande autonomie, voire son indépendance par rapport à la Géorgie -, une nouvelle session de négociations est prévue début janvier. En attendant, des experts des deux parties se réuniront dans les prochains jours à Moscou pour tenter de jeter les bases d'un compromis.

Le vice-ministre russe des affaires étrangères a profité de ce début d'accord de Genève pour se féliciter de la collaboration entre l'ONU et la Russie et a relancé l'idée d'une sorte d'institutionnalisation de cette coopération entre Moscou et les instances internationales pour régler les conflits dans l'ex-URSS.

Les Russes jouent un rôle de plus en plus important en Géorgie. Après avoir soutenu militairement les indépendantistes abkhazes, ils ont ensuite prêté main-forte au chef de l'Etat géorgien, Edouard Chevardnadze, pour lui permettre de venir à bout de la rébellion de l'ancien président Zviad Gamsakhouria. En échange, Tbilissi a conclu des accords sur la présence permanente de troupes russes sur son territoire et a accepté de rejoindre la Communauté des Etats indépendants (CEI).

J.-A. F.

RECTIFICATIF. - Une erreur s'est malencontreusement glissée dans l'article de notre envoyé spécial à Bonn concernant la démission du gouvernement régional de Saxe-Anhalt (le Monde du 30 novembre). Le candidat potentiel du Parti chrétien-démocrate à la présidence de la République n'est pas Werner Herzog, mais Roman Herzog, ancien président de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe.

PROCHE-ORIENT

Un rêve de Hongkong dans le Golfe

Fort riches grâce à l'« or noir », les Emirats arabes unis songent à l'« après-pétrole »

ABOU-DHABI

de notre envoyé spécial
Est-ce bien raisonnable ? Certes, il est sage de cultiver son jardin, mais le faire là où viennent mourir les dunes du désert des déserts, dans les eaux chaudes et sans vagues du golfe Persique... Voilà bien un rêve d'émir !

Il y a une vingtaine d'années, cheikh Zayed Bin Sultan El Nahyan, émir d'Abou-Dhabi, nouvellement promu président de la Fédération des émirats arabes unis - et promu aux plus fabuleux revenus d'un pétrole récemment mis en exploitation intensive - jeta son dévolu sur l'île désolée de Bani Yas. Ce n'était que sable et rochers. Ni flore ni faune, on presque. Pas d'âme qui vive. Mais cette île portait le nom de la tribu bédouine dont est issue la famille Nahyan et l'émir voulait en faire un exemple de la transformation de son pays.

Voulez Bani Yas à l'agriculture et à l'élevage ? Les experts étrangers commis alors par cheikh Zayed jugèrent que c'était une gageure et repartirent. Mais d'autres vinrent. Il n'y avait, dans un coin de l'île, qu'une poignée de palmiers, abandonnés depuis des lustres par quelques pêcheurs de perles en déroute (1). Ils menaçaient de s'abattre. L'émir fit entourer chacun d'un muret de soutènement. En 1993, ils sont toujours debout et près de deux millions d'autres arbres et arbustes ont été plantés sur les 250 kilomètres carrés de l'île. Une usine locale de dessalement fournit toute l'eau douce nécessaire. D'immenses vergers s'étendent au-delà du palais de l'émir.

Cheikh Zayed a même fait reconstruire sur le rivage une mangrove pour que poissons et volatiles puissent trouver refuge parmi les palétuviers. Deux lacs artificiels, d'un kilomètre de long chacun, ont été creusés pour le retour des flamants et autres oiseaux migrateurs. « Ils se sédentarisent », précise un intendant du domaine qui ne tarit pas d'éloges sur les bienfaits de l'émir et souligne que celui-ci vient fréquemment sur le terrain pour diriger personnellement ces travaux colossaux de mise en valeur.

« Cheikh Zayed est tellement amoureux de la nature qu'il ne veut pas qu'on importe trop d'animaux, il préfère qu'ils se reproduisent naturellement », ajoute l'intendant. Ainsi la gracieuse gazelle du désert, réintroduite dans l'île avec une demi-douzaine de couples au départ, prolifère-t-elle maintenant par centaines. La présence de quelques girafes et lamies paraît beaucoup plus insolite - d'autant que l'acclimatation de ces derniers nécessite, dans l'enfer de l'été, qu'on les asperge d'eau à l'aide de tourniquets automatiques.

Bani Yas tient à la fois de l'arche de Noé et du jardin d'Eden. Cela relève du mirage le plus fou et du réalisme le plus raisonné. Le luxe d'un pétro-monarque écologiste qui se targue d'avoir connu dans sa jeunesse, avant le miracle de l'or noir, le dénuement des siens, les Bédouins, qui savent combien la nature est ingrate et réclame de soins. Luxueuse folie mais aussi laboratoire et vitrine. Peu de princes des pays voisins, tout autant fortunés, accepteraient de faire visiter si souvent une de leurs résidences privées, remarque notre guide - un Palestinien - avant de murmurer : « D'autres ont beaucoup moins planté. Et beaucoup ont moins concrètement ou utilement employé leurs pétro-dollars... »

LA réside sans doute le particularisme des Emirats arabes unis (EAU). Dans la région, cet Etat a assez tardivement accédé à l'indépendance - il célébra, le 2 décembre, son vingt-deuxième anniversaire - et à la « manne » pétrolière - les exportations n'ont commencé que dans le courant des années 60. On ne s'y comporte cependant pas plus qu'ailleurs en « nouveau riche », bien que le produit intérieur brut par habitant (22 000 dollars) y soit, nettement, le plus élevé de la péninsule arabique. Au contraire.

Comme s'ils savaient mieux que d'autres que la fortune est encore plus aléatoire que les cours du brut, les Emirats ont une manière assez

singulière de vouloir, au maximum, faire fructifier leur pétrole, réduire leur dépendance à l'égard de celui-ci et préparer déjà avec application l'« après-pétrole ». Pourant, avec une production autorisée de 2,161 millions de barils/jour cette année, les EAU viennent au quatrième rang des pays membres de l'OPEP et disposent de réserves énormes, pour au moins cent ans. « Bien davantage », disent des spécialistes. Tous les ministres - même celui du pétrole et des ressources minérales - expriment d'emblée le souci de diversifier à tout prix l'économie nationale. Comme si le pétrole était un alcool à consommer avec modération.

De sages ambitions

A l'instar de l'émir, avec sagesse, les émirats cultivent leur jardin, au point d'exporter maintenant fraises et fleurs vers l'Europe. Les villes-champignons de la Fédération sont quadrillées par de très larges avenues incroyablement verdoyantes. Les oasis ne cessent de s'étendre. Cheikh Zayed exige que l'on plante, chaque année, deux cent mille palmiers-dattiers.

Le vice-ministre des finances et de l'industrie, Ahmed El Tayar, se plaint de la conjoncture : la baisse des prix du brut. « Hélas, la tendance, dit-il, n'est pas en faveur des producteurs de pétrole ». Il déplore son déficit budgétaire. Mais, avec cette modération qui semble être la marque des émirats, il convient que l'heure n'est quand même pas à la morosité. A Abou-Dhabi et à Dubaï, on ressent les effets de la crise économique mondiale, mais, si la croissance s'est sensiblement ralentie en 1992, c'est au regard de l'énorme boom des années précédentes. La production pétrolière étant limitée, les autres activités - commerce et industrie - sont en pleine expansion. M. Tayar, comme tant d'autres dirigeants, évoque alors Singapour et Hongkong.

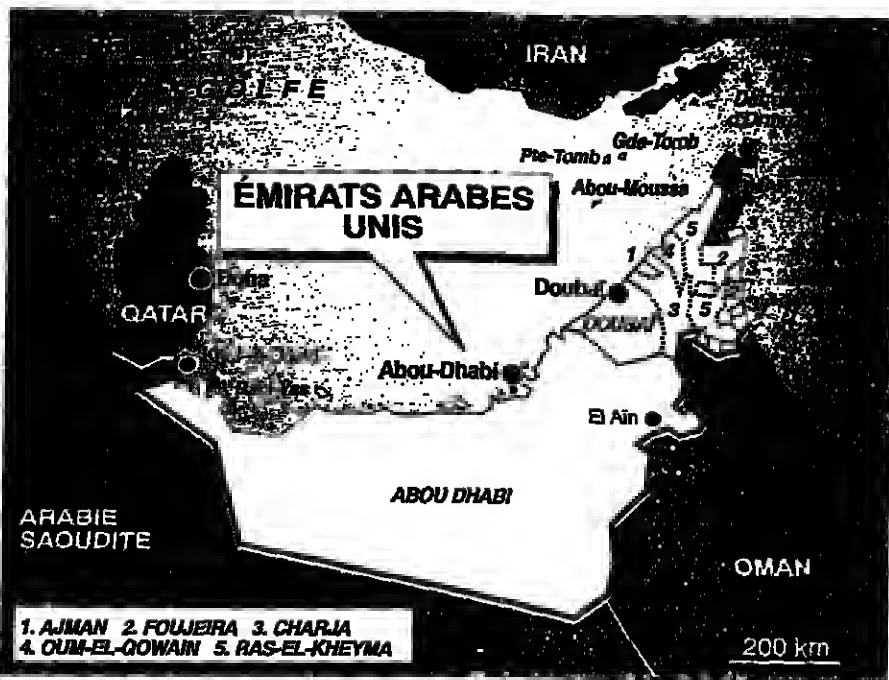
Le dynamisme de l'émirat de Dubaï, beaucoup moins riche en pétrole que celui d'Abou-Dhabi (qui assure 80 % de la production de la Fédération), est révélateur des ambitions des EAU pour un avenir

plus ou moins proche. Tablant sur une forte et ancienne tradition maritime et marchande, ainsi que sur leur position géographique, les Dubaïotes sont en train de faire de leur cité et de ses ports une plaque tournante de première importance, non seulement pour les échanges régionaux mais encore internationaux. Dubaï a déjà développé une activité de réexportation qui s'étend à l'ensemble des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (2), mais aussi à l'Iran (premier client en 1992), à l'Afrique de l'Est, au sous-continent indien et même, plus récemment, à l'Europe de l'Est ou à l'Asie centrale.

An pied d'immenses futuristes, venant d'Aden ou des côtes pakistanaises et indiennes, des dizaines de vieux boutres en bois, d'un autre siècle, s'entassent le long des quais où s'accumulent les marchandises les plus hétéroclites, à proximité des navires les plus modernes qui viennent, eux, de beaucoup plus loin. A 35 kilomètres de Dubaï, à Djebel Ali, un nouveau et grand port - l'un des mieux équipés au monde, notamment pour le trafic des conteneurs - a été ouvert en 1979 et, en 1985, lui a été adjoind une vaste zone franche qui accueille à présent près de six cents sociétés étrangères. Comme toutes les autres travaillant ailleurs dans le pays, celles-ci peuvent bénéficier des infrastructures modernes dont a voulu se doter Dubaï, notamment un gigantesque aéroport - déjà célèbre pour sa « duty free shop » aussi attirante que la caverne d'Ali Baba - avec un secteur « marchandises » se situant dans le peloton de tête international.

Problème existentiel

Sony possède à Djebel Ali son plus vaste dépôt hors du Japon. Mais les dirigeants des Emirats font tout pour y implanter des entreprises produisant sur place. C'est une véritable incitation à la délocalisation : énergie à très bon marché, entière propriété (pas d'obligation d'avoir un gérant « partenaire » local, selon les coutumes régionales), libre rapatriement des profits, pas d'impôts pendant quinze ans.



Pourvu qu'il s'agisse d'entreprises ayant une « haute valeur technologique » et non pas d'industries lourdes - demandant nombre d'emplois peu qualifiés - et polluantes - toujours cette prudence, ce souci de préserver l'environnement, - l'administration de Djebel Ali va jusqu'à proposer de fournir la main-d'œuvre souhaitée, en clament haut et fort qu'ici, comme dans le reste des Emirats, la force de travail est peu onéreuse et qu'il n'y a « pas de syndicats ». Comment pourrait-il y en avoir, à moins d'accepter des organisations « étrangères » ?

On sait, selon des statistiques très discrètes, que la population autochtone représente à peine le quart de la population réelle (2,1 millions d'habitants), dont la majorité est asiatique, surtout indienne et pakistanaise. Un problème existentiel, typique de presque tous les pays de la péninsule arabique. La préoccupation écologique rejoint aisément celle de la sauvegarde d'une intégrité nationale réduite au minimum vital.

Néanmoins, il semble évident que ce personnel étranger, quel que soit son degré de qualification, est globalement mieux traité dans les Emirats qu'ailleurs dans le Golfe et préfère y travailler. Il existe, certes, une frêle ségrégation, mais sans commune mesure avec celle qui est appliquée dans la plupart des pays voisins. L'échéance du contrat de

travail ne signifie pas obligatoirement l'expulsion. L'islam, religion d'Etat, y est aussi sensiblement plus tolérant. L'intégrisme est sévèrement et officiellement condamné. Des églises, par exemple, peuvent être édifiées avec l'aide de l'Etat. Et les mosquées, fait exceptionnel dans la région, ont été invitées à marquer la Journée mondiale du sida, sujet tabou en d'autres lieux de cette partie du monde.

Les dirigeants des Emirats, conscients du fort déséquilibre démographique de leur pays, hésitent à se départir de leur paternalisme tranquille, qui, pensent-ils, peut tenir lieu de démocratie, alors que le Koweït vient d'organiser des élections et que l'émirat de « grand frère » saoudien instaure un conseil pour la première fois consultatif. Toutefois, une institution équivalente a été presque totalement renouvelée au début de l'année, au niveau fédéral, et des débats ont été organisés dans les médias, notamment sur un sujet aussi délicat que le rôle de la femme dans la société - alors que les étudiantes sont majoritaires à l'université.

On joue l'évolution ou le progrès mais, une fois encore, avec prudence et modération. Cette approche pondérée se retrouve dans la diplomatie des Emirats qui sollicite le développement des échanges avec la France, pour ne pas trop dépendre des Etats-Unis,

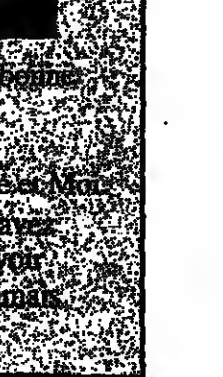
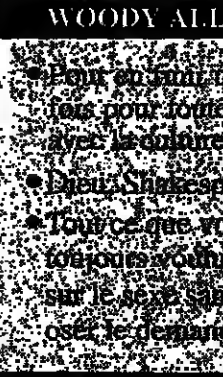
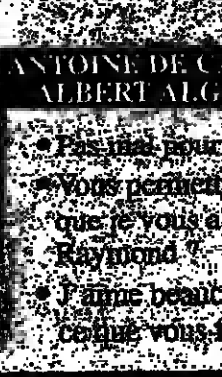
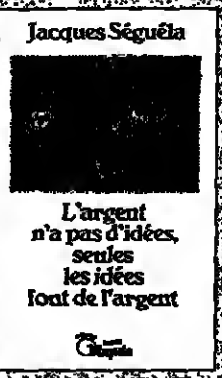
du Japon (premier client et fournisseur), de l'Allemagne ou de la Grande-Bretagne (ancienne puissance coloniale), et qui tente d'atténuer les divisions du Conseil de coopération du Golfe. Celui-ci, qui doit se réunir au sommet le 20 décembre à Ryad, reste paralysé par des querelles frontalières, particulièrement entre le Qatar et l'Arabie saoudite. De même, cheikh Zayed cherche-t-il à ne pas aggraver le conflit larvé qui oppose les Emirats à l'Iran pour la possession des îles Abou Moussa, Petite Tomb et Grande Tomb, au milieu du Golfe. Malgré les dissensions qui affaiblissent le CCG, la plupart de ses membres sont d'accord, sans trop le dire, pour considérer que le régime de Téhéran, qui ne cesse de se réarmer, constitue, maintenant que Bagdad est militairement vaincu, un danger majeur pour la stabilité de la région. Ce risque est d'autant plus regrettable qu'il pourrait hypothéquer le rêve des Emirats de succéder à Hongkong quand la colonie britannique sera, en 1997, rattachée à la Chine.

FRANCIS CORNU

(1) Bien avant la découverte de l'or noir, la récolte des perles naturelles fit longtemps la fortune de la Côte des perles, ancienne appellation du littoral des Emirats arabes unis ; l'invention, au Japon, de la perle de culture artificielle en fit la ruine, au début du siècle.

(2) Organisation régionale regroupant l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

POINT Virgule



PROCHE-ORIENT

Après les émeutes palestiniennes de Gaza

Les colons israéliens manifestent à leur tour violemment en Cisjordanie

Le calme nambait revenu, mercredi 1^{er} décembre, à Gaza, où les militaires israéliens ont cessé leurs patrouilles. Mais, en Cisjordanie, c'était au tour des colons israéliens de manifester contre l'accord d'autonomie dans les territoires occupés, après le mort de deux d'entre eux dans un attentat commis par des Palestiniens.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Liés par un accord de paix qui n'a bien du mal à voir le jour, mais dont la mise en œuvre progresse néanmoins calmement à la table des négociations, Itzhak Rabin et Yasser Arafat jouent décidément de malchance. Ce n'est une surprise ni pour l'un ni pour l'autre, mais il est de fait que chaque fois que les deux hommes tentent de coordonner leurs efforts pour essayer d'avancer ou de ramener le calme dans une zone de trouble, le terrain s'enflamme ailleurs.

Traditionnellement moins virulente, parce que moins désespérément surpeuplée que la bande de Gaza, la Cisjordanie est ainsi, à son tour, le théâtre, depuis mercredi après-midi, d'une série de désordres, perpétrés, cette fois, par des petits groupes armés de colons juifs. Sans commune mesure avec les émeutes de Gaza ces jours derniers — un calme relatif est d'ailleurs revenu dans ce territoire avec la quasi-disparition mercredi des patrouilles militaires ou cour des localités palestiniennes — les troubles suscités par les colons ont fait quelques blessés légers, des Palestiniens touchés par des volées de pierres, et provoqué quelques embouteillages.

L'OLP dément un report de l'entrée en vigueur de l'accord d'autonomie

L'OLP a démenti, jeudi 2 décembre, avoir accepté de reporter la date d'entrée en vigueur de l'accord sur l'autonomie dans les territoires occupés, lequel doit normalement être appliqué à partir du 13 décembre, selon la déclaration de principes signée à Washington, en septembre.

Le journal israélien *Yediot Aharonot* avait affirmé que le premier ministre israélien Itzhak Rabin et le chef de l'OLP Yasser Arafat étaient convenus de repousser cette date en raison de difficultés persistantes. Cette information « est sans fondement », a déclaré Yasser Arafat, membre du comité exécutif de l'OLP. L'un des porte-parole de M. Rabin, Oded Ben-Ami, n'avait, pour sa part, ni confirmé ni démenti les informations du journal. — (Reuters).

La plaque du soldat disparu

L'OLP a remis à Israël la plaque d'identité d'un soldat israélien disparu il y a onze ans, durant la guerre du Liban, et affirmé, mercredi 1^{er} décembre, à la radio israélienne, le premier ministre, Itzhak Rabin, qui se trouvait à Bruxelles.

La plaque du soldat Zakharya Baumel, un des trois militaires disparus la 11^{ème} juin 1982, a été remise à Tunis au conseiller politique du premier ministre, Jacques Néri. « Je considère ceci comme un premier pas significatif et positif pour l'établissement de relations de confiance, et j'attends [de l'OLP] des indications supplémentaires sur le sort des deux autres disparus, Yehuda Katz et Zvi Feldman », a déclaré M. Rabin.

Par ailleurs, à Beyrouth, un responsable d'une organisation intégriste libanaise a affirmé que Ron Arad, navigateur israélien dont l'avion avait été abattu au Liban en 1986, était « vivant et détenu par les services de renseignements iraniens ou syriens ». — (AFP).

monstres autour de Jérusalem et Tel-Aviv, comme en Cisjordanie. Parfaitement organisés par des mouvements extrémistes juifs qui attendent chaque attentat individuel pour passer à l'action collective contre « les Arabes » des territoires, ces nouvelles manifestations ont pour origine directe l'attaque à l'arme automatique d'un véhicule israélien transportant des colons. L'une des passagères, Shalva Ozannab, vingt-quatre ans, a été tuée sur le coup et un de ses compagnons, Itzhak Weinstock, dix-neuf ans, est mort, jeudi, des suites de ses blessures. Ces décès portent à dix le nombre d'Israéliens tués par des Palestiniens depuis l'accord du 13 septembre, tandis que, dans le même temps, vingt-neuf Palestiniens ont péri sous des balles israéliennes (1).

Revendiqué à la fois par le Mouvement de la résistance islamique Hamas — « en réponse au martyr d'Imad Akhel », le chef des commandos intégristes Ezzeddine Al Qassab, tué la semaine dernière à Gaza par l'armée — et par un groupuscule armé dénommé Etoufe rouge, qui se manifeste très rarement et se réclame du FDLP basé à Damas, l'attentat a été commis à El-Bireh, près de Ramallah, au nord de Jérusalem. Apparemment tombé en panne à cet endroit, le véhicule des victimes, mitraillé à partir d'une voiture palestinienne qui a poursuivi son chemin, a reçu une bonne dizaine de balles.

L'armée a immédiatement décrété le couvre-feu dans les deux localités palestiniennes voisines, dressées des barrières dans toute la zone concernée, envoyé des hélicoptères de recherche et dépeché d'importants renforts. Jeudi matin cependant, les auteurs de l'attentat n'avaient toujours pas été retrouvés. De Bruxelles, où il poursuivait sa tournée européenne, le premier ministre Itzhak Rabin a déploré « ce tragique événement », mais répété qu'Israël devait « simultanément combattre le terrorisme et poursuivre la mise en œuvre du processus de paix ».

Milices clandestines

Ce genre de commentaire, qui démontre à tout le moins que le chef de l'exécutif israélien sait garder son sang-froid, n'a pas de rendre fou furieux tous ceux qui, parmi les Israéliens de droite et d'extrême droite, rejettent l'accord avec l'OLP. « Shalva Ozannab n'est pas plus que les autres juifs assassinés par des terroristes arabes, une prétendue victime de la paix ! C'est un mensonge pur et simple ! », s'est exclamé Ouri Arel, secrétaire général du Yeha, le conseil des implantations juives dans les territoires occupés. Et le chef des colons d'ajouter : « Nous ne laisserons pas passer cet attentat sans réponse ».

Une réunion urgente, mercredi après-midi, avec le commandant en chef de la région militaire centre, le général Néhemia Tamari, n'y a rien fait. Dans les heures qui ont suivi, le mouvement a organisé des défilés dans une vingtaine de villes à tra-

vers Israël et dans les territoires occupés. Près de Naplouse, des colons ont forcé l'armée au point des Palestiniens à abandonner leurs véhicules, lesquels ont ensuite été renversés dans un ravin.

A Jérusalem-Est, d'autres groupes s'en sont pris, à coups de pierres, à des commerçants et des passants arabes. La police est intervenue avec des grenades lacrymogènes pour disperser les fauteurs de troubles. Près de Tel-Aviv, des étudiants de l'université Bar-Ilan ont bloqué, pendant une heure, l'autoroute qui mène à Jérusalem. D'autres manifestations étaient prévues dans les territoires dès l'aube de jeudi. L'objectif affirmé est d'empêcher les Palestiniens de rejoindre leurs emplois à Jérusalem-Est ou en Israël même.

La Knesset, le parti d'extrême droite Tsomet (8 députés sur 120) et le Parti national religieux (PNR, 6 élus) ont, comme à l'ordinaire, sommé le gouvernement de mettre un terme immédiat aux pourparlers de paix. Mais ce ne sont pas les parlementaires qui inquiètent le plus les autorités. Depuis quelques semaines maintenant, plusieurs milices clandestines de colons armés ont été créées dans les territoires et celles-ci ne se contentent plus d'appeler les populations à la solidarité et à la désobéissance civile.

La semaine dernière, un nouveau groupe intitulé EYAL — acronyme d'Organisation juive nationale — a lancé un appel aux jeunes conscrits à « refuser dorénavant de servir une armée soumise à un gouvernement de traîtres ». Ce mouvement de jeunesse regrouperait, pour l'instant, cent cinquante étudiants religieux des colonies. Venant après la pétition signée par cinquante officiers supérieurs de réserve incitant les soldats à refuser l'éventualité d'un démantèlement des colonies, cette incitation à la désobéissance militaire préoccupe quelque peu en haut lieu.

Un sondage, réalisé la semaine dernière, auprès des soldats de réserve — autour de 400 000 au total — indique que près de 20 % d'entre eux refusent, le cas échéant, d'obéir à un ordre de démantèlement des colonies. Avec la diminution constante des opinions favorables à la poursuite du processus de paix — 48 % cette

Ariel Sharon est volontaire pour participer à une milice des colons. — Lors d'une tournée dans la région de Jéricho, en Cisjordanie, l'ancien ministre israélien de la défense, Ariel Sharon, s'est porté volontaire pour participer à la « police privée » que les colons veulent créer dans les territoires occupés, a rapporté, mercredi 1^{er} décembre, la télévision. Le conseiller juridique du gouvernement, Michael Ben Yair, a, en revanche, donné des instructions aux chefs de la police et de l'armée pour qu'ils prennent « toutes les mesures nécessaires pour empêcher » la constitution d'une telle milice. — (AFP).

EN BREF

BRÉSIL : une commission spéciale examine une liste d'une centaine de parlementaires accusés de corruption. Cette liste a été établie après la découverte de très nombreux documents au domicile d'un responsable d'une entreprise de construction. Ces parlementaires se seraient livrés à des malversations en faveur de cette entreprise au moment de l'établissement du budget brésilien. — (AFP).

ÉTATS-UNIS : des femmes à bord des porte-avions en 1994. — La marine américaine accueillera entre quatre cents et cinq cents femmes à bord de porte-avions d'ici la fin de 1994, a annoncé, mercredi 1^{er} décembre, le secrétaire à la marine,

John Dalton. Cette décision survient au lendemain de la signature par le président Bill Clinton d'une loi levant l'interdiction faite aux femmes de monter à bord des navires de combat. — (AFP).

INDONÉSIE : combats contre des rebelles en Irian Jaya. — Les autorités indonésiennes ont confirmé, mercredi 1^{er} décembre, que des affrontements avaient eu lieu le 29 octobre entre soldats gouvernementaux et rebelles séparatistes dans la province d'Irian Jaya, frontalière de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Elles ont, en revanche, démenti avoir tué treize villageois du pays voisin, comme une organisation de défense des droits de l'homme et plusieurs journaux l'avaient annoncé. — (Reuters).

TURQUIE : Ankara plaide pour une concertation européenne contre le PKK. — La Turquie a appelé, mercredi 1^{er} décembre, les

semaine contre 53 % le 13 septembre, selon le *Yediot Aharonot*. — les dirigeants du Yeha ont l'impression que leur cause progresse doucement dans l'opinion publique d'Israël.

PATRICE CLAUDE

(1) Le bilan de dix tués israéliens est calculé selon par l'AFP. Celui cité par l'agence Reuters s'élève à quinze. Il inclut cinq civils qui ont effectivement été tués par des Palestiniens mais à l'issue de querelles plus ou moins personnelles dont la motivation nationaliste n'a pas été démontrée par la justice.

DIPLOMATIE

Saisis d'une proposition américaine

Les ministres de l'OTAN examinent l'idée d'un « partenariat » avec les pays de l'Est

BRUXELLES

de notre correspondant

Réunis à Bruxelles le jeudi 2 décembre, les ministres des affaires étrangères de l'OTAN devaient notamment se concerter sur le type de relations qu'ils souhaitent établir avec les anciens membres du bloc communiste. Ils rencontreront leurs représentants vendredi 3 décembre, également au siège de l'Alliance, dans le cadre du Conseil de coopération nord-atlantique (COCOANA).

A quelques semaines du sommet de l'OTAN, les 10 et 11 janvier, et dans le prolongement de la conférence de la CSCE à Rome, les ministres sont saisis de la proposition américaine de « partenariat de la paix » entre l'Alliance et les pays de l'Est. Cette proposition, qui a été accueillie avec intérêt par les alliés, les Britanniques ont d'abord voulu établir un distinguo entre ceux auxquels elle pouvait s'adresser — les pays déjà liés par des accords d'association avec l'Union européenne — et les autres.

Les Français ont une position de principe favorable à la proposition américaine, mais avec des nuances. Le « partenariat » imaginé à Washington repose sur la « coopération » et la « consultation ». Paris ne veut évidemment pas que la « coopération » ait lieu dans le cadre de la structure militaire intégrée, dont la France demeure absente, même si elle siège de nouveau au Comité militaire de l'OTAN quand il s'agit de maintien de la paix.

En ce qui concerne la « consultation », les Français souhaitent savoir « qui fera quoi » et ne veulent pas que le « partenariat » empiète sur la CSCE. Dans leur esprit, l'OTAN, organisation militaire, ne doit pas être un organe de consultation tous azimuts.

La différence entre le « partenariat » proposé par Washington et le COCOANA tient à la procédure. Au COCOANA, les problèmes soulevés par tel ou tel pays sont examinés par les trente-huit membres de cette instance (les seize membres

M. Rabin obtient la promesse d'une amélioration de l'accord entre Israël et l'Union européenne

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

Dans le cadre de sa tournée en Europe, le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, a rendu visite, mercredi 1^{er} décembre, aux institutions communautaires à Bruxelles, auxquelles il a demandé de renforcer l'accord de coopération, conclu en 1975, entre l'Etat juif et l'Union européenne.

Le ministre belge des affaires étrangères et président en exercice du Conseil des Douze, Willy Claes, a affirmé qu'un mandat de négociation en ce sens serait confié à la Commission de Bruxelles avant la fin de l'année.

Selon M. Rabin, le déficit commercial (4 milliards de dollars) de son pays avec l'UE nécessite la « remise à jour » du traité en vigueur. « Il ne s'agit pas de demander une aide financière aux Douze », a-t-il précisé, mais d'améliorer l'accès du marché européen aux produits israéliens. Israël souhaite bénéficier pour les biens manufacturés des mêmes avantages que ceux accordés aux pays membres de l'Association européenne de libre-échange, ainsi que de quotas plus importants pour les exportations agricoles.

MARCEL SCOTTO

de l'OTAN et leurs anciens adversaires). Dans le cadre du « partenariat », les pays de l'Est qui le désirent pourraient s'exprimer dans une enceinte limitée aux représentants de l'OTAN, sans le voisin dont il aurait éventuellement à se plaindre. Après les critiques formulées par Evgueni Primakov, chef des ser-

vices de renseignement russes, contre l'initiative américaine, précédemment qualifiée de « formidable » par Boris Eltsine, l'OTAN attend avec intérêt M. Kozirev, qui devrait être présent à la réunion de vendredi.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Français et Allemands veulent renforcer le pôle européen de défense

Les responsables français et allemands pour les questions de défense (ministres et chefs d'état-major), réunis mercredi 1^{er} décembre dans le cadre du sommet de Bonn, ont publié une déclaration commune consacrée notamment à la préparation du sommet de l'OTAN qui aura lieu début janvier à Bruxelles.

Ils ont réaffirmé à cet égard la nécessité de renforcer le pôle européen au sein de l'Alliance atlantique et leur souhait de voir augmenter les capacités opérationnelles de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), chargée d'élaborer la politique commune de sécurité et de défense de l'Union européenne. Ils demandent en particulier que l'UEO passe « dans certains cas utiliser les moyens de l'Alliance atlantique pour la conduite d'actions propraissant auro-péennes ».

Ils soulignent également la nécessité d'une « gestion politique » des opérations de maintien de la paix que pourrait entreprendre l'OTAN, ce qui reflète le souci de la France de ne pas abandonner la gestion de telles opérations aux instances militaires de l'Alliance auxquelles elle ne participe pas.

Ils donnent enfin leur appui de principe à l'idée américaine de « partenariat pour la paix » avec les pays de l'Est. Dans sa conférence de presse, le chancelier Kohl a déclaré que la question de l'adhésion à l'OTAN de certains pays anciennement communistes n'était pas d'actualité et n'avait « aucune chance » d'être évoquée au sommet de janvier, en raison des perturbations qu'elle pourrait entraîner sur le processus de démocratisation en Russie.

La fin de la conférence de Rome

La CSCE adopte un profil bas sur les opérations de maintien de la paix

La quatrième session ministérielle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) s'est achevée mercredi 1^{er} décembre, à Rome, par l'adoption d'un bref communiqué final (quatre pages). Il résume notamment l'embaras des pays membres devant le problème posé par le désir de la Russie de jouer les « gendarmes » dans leur ex-zone d'influence (le Monde du 2 décembre).

La CSCE s'est contentée d'une déclaration de principes sur une éventuelle caution à des opérations de « maintien de la paix » menées par Moscou dans les pays voisins. Mais elle a jugé plus prudent de renvoyer l'examen des modalités pratiques à plus tard... Le ministre italien des affaires étrangères, Beniamino Andreatta, a reconnu que « beaucoup de travail doit encore être fait ».

La CSCE a, d'autre part, pris acte avec satisfaction du projet de « stabilité pour l'Europe » initié par la France et que les quatre organisations parallèles et le déclinant prise, mardi, par les autorités françaises de dissoudre deux associations kurdes en France. — (AFP).

République yougoslave de Macédoine s'est une nouvelle fois heurtée à l'opposition de la Grèce, qui conteste le nom de ce pays. — (AFP, Reuters).

Visite de François Mitterrand en Suisse. — Le président de la République doit se rendre vendredi 3 décembre en Suisse pour une visite officielle d'une journée à l'invitation d'Adolf Ogi, président du Conseil fédéral (gouvernement) helvétique. Les rapports de Berner avec l'Union européenne, marqués par le refus, l'an passé, des électeurs suisses d'adhérer à l'Espace économique européen (EEE), seront au centre des entretiens. « En refusant l'EEE, la Suisse a rejeté un certain nombre de contraintes, mais aussi des facilités qui lui étaient offertes sur le territoire des États-membres. On pourra entamer quelques coopérations, mais évidemment cela n'aura pas l'ampleur des concessions mutuelles que prévoit le traité », a déclaré le président de la République dans un entretien publié jeudi 2 décembre par le *Neue Zürcher Zeitung*.

POLITIQUE

Le président de l'Assemblée nationale veut « relancer la construction européenne »

Philippe Séguin : « L'Est est notre nouvelle frontière »

■ L'AUTRE EUROPE. Philippe Séguin, président (RPR) de l'Assemblée nationale, principal chef de file des adversaires du traité de Maastricht, l'an dernier, a prononcé devant les étudiants de Paris-IX (Dauphine), mercredi 1^{er} décembre, un discours critiquant les modalités actuelles de la construction européenne, aujourd'hui « bloquée ». Il propose de se tourner vers l'Est, « nouvelle frontière » de l'Europe. Après avoir défendu, en juin dernier, une autre politique économique, M. Séguin plaide pour une autre Europe, alors que l'UDF confirme, de son côté, son inclination fédéraliste.

■ INFLUENCE. Le président de l'Assemblée, qui se veut avant tout indépendant, exerce, auprès des députés RPR, une influence variable selon les sujets. Très écouté sur l'Europe, il l'est moins sur les questions de société ou sur la politique économique et sociale.

Les périodes changent mais le ton demeure : Philippe Séguin doit penser que la meilleure arme politique reste la pédagogie. Invité à l'université Paris-IX (Dauphine), mercredi 1^{er} décembre, en fin d'après-midi, par Dauphine-Espace-Europe, une association affiliée au Mouvement européen. Le chef de file des adversaires du traité de Maastricht, au sein du RPR, lors de la campagne du référendum sur l'Union européenne de septembre 1992, a présenté, devant plusieurs centaines d'étudiants, sa conception de « la grande Europe ». Qu'il a par ailleurs concilié aux yeux d'une opinion qui le perçoit — à tort, affirme-t-il — comme anti-européen, le président de l'Assemblée nationale, qui devait plancher sur le thème « Où va la construction européenne ? » dans l'émphithéâtre Edgar-Feure, a

défriché les voies qui permettraient, selon lui, de « relancer la construction européenne ». Tenant pour acquis que, malgré son existence, « Maastricht est moribond », M. Séguin a posé quelques principes : « L'ère des nations solitaires est close pour de bon », même si ces nations sont « le champ privilégié de la démocratie » ; « nul ne peut ni ne doit, sur notre continent, être exclu de la construction européenne », qui ne doit pas être « une association de pays riches » ; libéré du joug communautaire, « L'Est est notre nouvelle frontière », il doit nous stimuler comme l'Ouest stimula, jadis, les fondateurs de la nouvelle Amérique ». En un mot, M. Séguin veut passer de l'Union européenne à une « organisation de la grande Europe ».

Opposé, sur le plan institutionnel, à « l'accroissement des pouvoirs du Parlement européen comme moyen exclusif du renforcement de la démocratie », le député des Vosges plaide pour une « prééminence incontestable des conseils [européens], c'est-à-dire d'une autorité politique, sur la Commission ». Il demande une réunion trimestrielle du Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, « sans exclusion de passer, un jour ou l'autre, à une par mois ».

« Reposer les fondations de l'édifice »

Quant au pouvoir législatif, M. Séguin propose de le confier, d'une part, au Parlement de Strasbourg, qui aurait « le rôle d'un Sénat », et, d'autre part, aux « Forémonts nationaux », qui, « jusqu'à preuve du contraire, détiennent la légitimité démocratique ». Dans le domaine de la

défense, il estime qu'il « faut rapidement créer une organisation qui comprenne un véritable Conseil de sécurité européen ».

Grande Europe, grande conférence, mais, aussi, grande politique économique, pour laquelle M. Séguin se propose de « reposer les fondations de l'édifice ». Il part d'un quadruple constat : le récession durable de notre continent, la progression ininterrompue du chômage, la perte de confiance dans l'avenir et l'étrangement économique et commercial, par le biais de la monnaie unique et de l'ultralibéralisme. Se défendant d'être « le héros du protectionnisme, le chantre du nationalisme, le renouveau du populisme », il se déclare « profondément partisan d'une libéralisation des échanges internationaux, mais d'une libéralisation équilibrée, fondée sur les mêmes droits et les mêmes devoirs ».

reconnus à l'ensemble des nations ». Au passage, il affirme sa « profonde conviction » que les négociations du GATT « annoncent des déséquilibres tels qu'ils provoqueront des désordres encore plus grands ».

En conclusion, le président de l'Assemblée nationale a proposé « trois mesures d'urgence » : « la baisse rapide et significative des taux d'intérêt », « le retour à l'économie réelle et aux variables non monétaires », c'est-à-dire une politique d'investissements et de recherche ; « un vaste plan de relance », dont il situe le besoin de financement entre les 100 milliards d'euros suggérés par François Mitterrand et les 250 milliards d'euros proposés par Edmond Malinvaud, ancien directeur de l'INSEE.

O. B.

COMMENTAIRE

Positif

Même s'il pense — et dit — que « Maastricht est moribond », ce qui signifie que l'Union européenne n'est pas dans le meilleur état, le président de l'Assemblée nationale ne souhaite pas la disparition de l'Europe. Il appelle à un dépassement, en prévoyant la création de la « grande Europe » qui transcenderait le concept guillén « de l'Atlantique à l'Oural ». Ce paradoxe est, pour ses adversaires, la preuve que Philippe Séguin veut, en réalité, dérouter à l'envers le film de la construction européenne.

Ces adversaires, dont fait partie le Mouvement européen — l'association qu'il avait invité M. Séguin à l'université Paris-IX — ont en effet et elle se prépare, en raison de cette invitation, une petite crise interne : analysent le discours du 1^{er} décembre comme la « dernière radio de la nuit », la « fin du traité de Maastricht », ils voient la nouvelle dimension, du moins, la nouvelle image que le président de l'Assemblée a voulu se donner en s'adressant, à dessein et sans débat, à de jeunes représentants de la « génération Europe ». Le message était clair : la campagne référendaire, c'était l'étape de la démolition ; la campagne des élections européennes sera celle de la reconstruction.

M. Séguin aime être à contre-courant. Son nom était accolé à des concepts peu flatteurs — protectionnisme, nationalisme et populisme —, il entendait se démarquer au moment même où les plus droitières de son mouvement, fâchées de la politique conduite par Edouard Balladur, donnaient de plus en plus de la voix. Le refus du « *Manich social* » lui avait permis d'exposer, avant les vacances, « l'autre politique », mais l'avait quelque peu mis sur le bordure. M. Séguin préfère, aujourd'hui, les formules moins acides et il s'offre même le luxe de se réitérer positivement, par deux fois, au premier ministre.

Ainsi glisse-t-il, au passage, que la monnaie commune — plutôt qu'unique — avait été « soutenue des forçages » par M. Balladur. Pendant la campagne référendaire, les anti-Maastricht du RPR n'avaient-ils pas rappelé, de façon

anonyme, ce détail à l'intéressé qui, en se ralliant au traité, défendait implicitement le monnaie unique ? L'UDF ne s'y est pas trompée, elle qui rappelle, dès hier, son attachement au respect du « calendrier de l'union monétaire », tel que le prévoit le traité européen.

Alors que les difficiles négociations du GATT sont dans leur dernière phase, M. Séguin ouvre une porte en s'affirmant, sans le dire mais en permettant de le penser, comme celui qui pourrait rassembler « nombre de ceux qui ont voté oui » et la grande majorité de ceux qui ont voté « non » à Maastricht. Comme on le voit mal à la tête d'une liste commune de

la majorité, est-il trop osé de l'imaginer animateur d'une liste néogaulliste « relookée » européenne ?

Le président de l'Assemblée prend date : il se rappelle au bon souvenir de ceux qui voulaient le maintenir hors du circuit et il ajoute qu'il faudra, bien sûr, compter avec lui. Engagé dans une démarche positive, après avoir donné son opinion — tranchée — sur l'emploi, son opinion — rassemblée — sur l'Europe, il pourrait, d'ici quelque temps, donner son opinion, aussi, sur l'aménagement du territoire.

OLIVIER BIFFAUD

Les fidèles de l'Hôtel de Lassay

Il y a quelques très rares élus à avoir eu, en premier, à la fin de la semaine dernière, le discours de plus de cinquante pages sur l'Europe que Philippe Séguin a prononcé, mercredi 1^{er} décembre, devant les étudiants de Paris-IX. Pour éviter l'écueil de l'ennui, il a eu recours à un langage simple et direct, à une « langue de bois » qui n'est pas « liée », comme on dit dans les facultés de droit. Il appartenait au petit groupe de députés qui empruntent, de temps à autre, en fin d'après-midi, la longue galerie menant à l'Hôtel de Lassay, pour discuter, autour d'un verre, avec le président de l'Assemblée nationale.

Un courant ? Un sous-groupe néogaulliste ? Rien de tout cela. C'est, plutôt, une « sensibilité », un « état d'esprit » séguiniste, qui, selon Philippe Pinte, député des Yvelines, rassemble, avec une « certaine irrégularité », quelques parlementaires du RPR. Au cercle des fidèles, auquel appartiennent notamment MM. Pinte, François Fillon, aujourd'hui ministre de l'enseignement supérieur, deux députés de la Manche, Alain Cousin et René André, Jean-Claude Mignon (Seine-et-Marne), Franck Borotra (Yvelines), Jean Velleux (Gironde) ou Bernard Debré (Indre-et-Loire), se sont ajoutés de nouveaux élus de mars 1993, tels que Charles Cova (Seine-et-Marne), Jean de Boishue (Essonne), Jean-Claude Lemoine (Manche) ou François Cornut-Gentille (Haute-Marne). Avec d'autres députés néogaullistes, comme Eric Raoult (Seine-Saint-Denis) ou Elisabeth Hubert (Loire-Atlantique), ils sont une petite quarantaine à être fréquemment conviés à ces échanges d'idées informels.

Le président de l'Assemblée nationale est le premier à nier l'existence d'un « courant » séguiniste au sein du groupe RPR. L'homme est trop solitaire, et sa méthode de travail, trop personnelle, pour se plier aux exigences d'une véritable structure. Sa fonction de président de l'Assemblée, quatrième personnage de l'Etat, et, plus

prosaïquement, des considérations tactiques excluent également, pour lui, la mise en place d'un réseau organisé. Tous ceux qui se retrouvent à l'Hôtel de Lassay conviennent, d'ailleurs, du caractère flou et ouvert de ces rencontres. Plus qu'un réseau, c'est une « étreinte », comme on dit dans le monde de la politique économique et sociale.

Si, sur certains thèmes, tels que l'Europe, cette influence atteint une grande majorité des députés gaullistes, elle est à géométrie très variable sur les sujets de société ou de politique économique et sociale. Il n'est donc pas question de faire entendre, dans les débats parlementaires ni dans les positions d'amendement aux projets de loi, une petite musique « séguiniste ». Au lieu d'exception, peut-être, de M. Pinte, fidèle de toujours, aucun de ces députés ne prétend s'exprimer au nom de M. Séguin. Le président de l'Assemblée n'a pas d'autre porte-parole que lui-même. Cela a d'ailleurs parfois, sans avoir été annoncé, débattu avec ses proches des modalités d'application, l'instauration du vote personnel sur tous les textes. Face à la fronde suscitée par cette réforme au sein du groupe RPR, M. Séguin avait été contraint de trouver quelques assouplissements.

Réserve sur le cas Bernard Tapie

Il est rare, toutefois, que les députés néogaullistes expriment aussi directement leur ressentiment ou leur désaccord envers M. Séguin. Ils préfèrent souvent s'adresser à ses proches, qui jouent les courroies de transmission. « Je suis là pour essayer de démultiplier, d'interpréter, d'élucider ce qu'il dit », explique M. Pinte, qui ajoute, dans un sourire : « Ce n'est pas toujours facile ». A charge, pour le député des Yvelines, de passer les blessures d'amour-propre, dont il n'est pas rare que le président de l'Assemblée nationale se rende coupable auprès

de certains de ses « compagnons », et de lui transmettre la liste des victimes, pour lesquelles une intervention directe est jugée nécessaire. L'envoi d'un petit mot sur papier à en-tête de la présidence, transmis si possible pendant la séance des questions d'actualité du mercredi, constitue généralement, pour ces pathologies-là, le meilleur des médicaments.

A l'inverse, il arrive assez souvent que des élus, hésitant à se prononcer sur tel ou tel sujet, viennent s'enquérir auprès de ses proches de l'avis de M. Séguin et déterminent leur position en fonction de la sienne. Ses déclarations, le 23 novembre, à la sortie de la conférence des présidents, qui venaient de paraître, la date à laquelle le député de l'Yonne, Bernard Tapie, avait été examiné en séance publique, avaient, ainsi, soulevé plusieurs consciences parlementaires. En se donnant le peine d'intervenir lui-même dans ce débat pour déplorer le caractère de « pré-jugement » que ne manquerait pas de représenter, aux yeux de l'opinion publique, une levée d'immunité, M. Séguin a, implicitement, donné une leçon aux va-et-vientiers contre M. Tapie et apporté son soutien à tous ceux qui hésitent entre l'abstention et le non-participation au vote.

Auparavant, et plus discrètement, le président de l'Assemblée nationale avait fait savoir à Jean-Luc Reitzer (RPR, Haut-Rhin), membre de la commission ad hoc chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité de M. Tapie, qu'il avait apprécié le courage politique et l'indépendance d'esprit dont il avait fait preuve en votant contre cette levée. Ces deux qualités, que M. Séguin et les siens revendiquent volontiers comme leur appartenant en propre, venaient certainement à M. Reitzer d'être conviés aux futurs épiphones de l'Hôtel de Lassay.

PASCALE ROBERT-DIARD

L'UDF défend l'Union monétaire

Le bureau politique de l'UDF, réuni mercredi 1^{er} décembre sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, a consacré ses travaux au projet européen que veut défendre la confédération lors des élections de juin prochain. A partir d'un texte rédigé par Jean-Louis Bourlanges, député européen, chaque composante de l'UDF pourra organiser ses propres consultations pendant que, parallèlement, François Beyrot, secrétaire général de l'UDF, prendra contact avec Alain Juppé, secrétaire général du RPR, après la signature des accords du GATT, pour vérifier avec lui la compatibilité du projet de l'UDF avec celui du RPR.

Le texte d'orientation de M. Bourlanges rappelle le souhait d'« une Europe forte », qui ne soit pas seulement un espace commercial, mais une « puissance ». « Pas d'Europe forte sans

institutions fortes », a expliqué Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF, après la réunion. Ce souhait s'accompagne du désir d'une « Europe nouvelle, plus démocratique et plus efficace », grâce à la reconnaissance de ses pouvoirs par le Parlement européen et à une présidence européenne personnalisée. Le projet de M. Bourlanges fait enfin référence « aux grands rendez-vous européens » à venir. « Il faut tenir le cap et le calendrier de l'union monétaire », a souligné M. Raffarin, rappelant que le gouvernement d'Edouard Balladur s'est fixé le même objectif.

L'UDF a décidé, d'autre part, selon M. Raffarin, qu'« elle s'abstiendra de toute déclaration dans la phase finale des négociations » du cycle de l'Uruguay.

G. P.

La législation anticorruption est affaiblie

En adoptant, mercredi 1^{er} décembre, en première lecture, le projet de loi sur l'urbanisme et la construction — l'UDF et le RPR ont voté « pour », le PS et le PC « contre » —, les députés sont allés plus loin que le Sénat dans la remise en question d'un des volets de la loi du 29 janvier 1993, relative à la prévention de la corruption. Lors de l'adoption du texte au Palais du Luxembourg, le 14 octobre dernier (le *Monde* du 16 octobre), la majorité sénatoriale avait pris l'initiative d'abroger l'article 51 de cette « loi Sapin », qui impose l'obligation aux collectivités locales et aux sociétés d'économie mixte (SEM) de rendre publics leurs projets de cession immobilière ou de droits à construire.

Mercredi, les députés ont entériné cette purge sénatoriale. André Santini (UDF), rapporteur au nom de la commission de la

production et des échanges, qu'il préside, a justifié ce choix en déclarant que l'actuelle publicité obligatoire est « une importante source de contentieux et, donc, un facteur d'insécurité juridique ». Bernard Bosson, ministre de l'équipement, n'a pas tenté de dissuader les députés, alors qu'il avait expliqué, la veille, que le gouvernement ne voulait « pas renoncer à toute mesure de publicité des cessions de terrains constructibles ou de droits à construire ».

L'atténuation à la loi Sapin ne s'est pas arrêtée là, l'Assemblée adoptant, en outre, un amendement validant les ventes non conformes aux prescriptions de l'article 51 qui sont intervenues depuis janvier 1993 ou qui interviendront avant la promulgation de la nouvelle loi.

F. B.

UN HISTORIEN ET SON ÉGLISE AU X^e SIÈCLE

Michel Sot

Un historien et son Église

Flodoard de Reims

836 p.
260 F

Herculienne entreprise, cette histoire du diocèse de Reims au X^e siècle part d'une interrogation sur l'épiscopat, sur sa place dans la société et dans l'Église, pour s'orienter vers l'histoire de la culture en général, et plus particulièrement sur « l'histoire de l'histoire ».

L'Histoire chez FAYARD

Un entretien avec le directeur de l'institut Banlieuscopies

Adil Jazouli : « La capacité d'intégration de la France est plus forte qu'on ne l'imagine »

■ LA « MARCHÉ ». Le 3 décembre 1993, cent mille personnes défilent à Paris derrière la quinzaine de jeunes beurs de la banlieue lyonnaise qui viennent de traverser la France à pied pour protester contre la multiplication des meurtres racistes et réclamer l'égalité des droits. Leur parcours, depuis dix ans, symbolise les succès et les échecs de l'intégration.

■ INTEGRATION. Le sociologue Adil Jazouli estime que la plupart des mouvements de jeunes depuis dix ans sont les héritiers de la « marche » de 1983. La sécularisation de l'islam en France est, selon lui, l'une des conditions de l'intégration des jeunes d'origine maghrébine.

Adil Jazouli, sociologue, analyse depuis plus de dix ans l'évolution de la jeunesse issue de l'immigration. Directeur de l'institut Banlieuscopies, il dispose de l'un des meilleurs réseaux de contacts et d'étude sur la situation dans les quartiers d'habitat social.

« Dix ans après, la « marche » pour l'égalité est une référence presque mythique. Quelle signification lui donnez-vous ?

— La marche a eu un rôle central : désamorcer, on ne le sait pas, la vague sécuritaire et raciste qui avait tué et blessé plusieurs dizaines de jeunes pendant les mois précédents, mais aussi la réaction violente de jeunes essayés. Les marcheurs affirmaient simplement leur volonté de vivre dans ce pays. Leur démarche était si émotive et si imprégnée d'éthique qu'elle pouvait que les dépasser et, finalement, les dépasser. Sur le moment, qui aurait pu satisfaire des revendications aussi magistrales que l'égalité et la fraternité ? Ils ont d'ailleurs totalement disparu, sans laisser de leader. Et ce sens, la marche a été l'un des premiers mouvements sociaux biogénéralisés !

— Quel héritage nous a-t-elle laissé ?

— Pertout où sont passés les marcheurs, des associations créées par les jeunes issus de l'immigration ont prospéré, et les militants des associations traditionnelles ont été « regroulés ». Des mouvements comme Convergence qui a tenté de prendre le relais en 1984, SOS-Racisme qui triomphe en 1985, le mouvement des étudiants de 1986, marqué par la mort de Malik Oussekoune, sont directement issus de la marche de 1983. Sans parler de la révolte lyonnaise de 1990 où les jeunes de banlieue

issus de l'immigration ont joué un rôle déterminant. En 1983, le slogan « on vogue » était : « Vivons ensemble avec nos ressemblances, quelle que soit la différence ». Le thème de la ressemblance était mis en avant. Il domine toujours aujourd'hui.

— Les multiples projets de création d'un mouvement regroupent spécifiquement les jeunes issus de l'immigration n'ont jamais abouti. N'est-ce pas un signe de la relative bonne santé du modèle français d'intégration ?

— Le débat sur l'autoethnicité d'un mouvement beur, qu'on a pu croire enterré par les rivalités de personnes et le succès de SOS-Racisme, n'a jamais été définitivement soldé. Aujourd'hui, il revient à la mode l'attente de la fin en 1983, par l'islam. C'est assez logique car le référentiel musulman est, pour les jeunes

issus de l'immigration, le seul élément fédérateur. Socialement, ils ont les mêmes caractéristiques que tous les jeunes d'origine populaire dont ils pourraient constituer l'avant-garde, dans un mouvement de jeunes qui reste à créer. Beaucoup de jeunes, toutes origines mêlées, continuent d'animer des associations dans les cités. Dans certains quartiers, on a les premières d'oo véritable contre-pouvoir associatif local qui tient compte des exigences des jeunes : militer, oui, mais pour des enjeux proches et identifiés.

— Des associations musulmanes ne sont-elles pas en train de concurrencer les « laïques » sur ce terrain ?

— Il est exact que certaines associations laïques sont absorbées par des groupes islamiques, en partie à cause de l'effacement du réseau de travailleurs sociaux et d'animateurs dans les quartiers.

Mais les associations musulmanes ne sont pas forcément « intégristes ». Elles peuvent apporter une cohérence et un idéal de dignité à des jeunes en difficulté, et certains sont prêts à s'adapter à la laïcité. Une entente a pu être trouvée sur des sujets comme l'abandon rituel ou les caotiques scolaires. Il est donc possible de dialoguer, à condition de ne faire aucune concession des domaines comme la liberté des femmes, les droits personnels ou la laïcité de l'éducation. Séculariser l'islam, banaliser sa pratique privée, sont les seules manières d'intégrer certains jeunes. Je connais des jeunes musulmans qui sortent avec des filles avant le mariage mais n'absorbent ni porc ni alcool.

— Qu'y a-t-il de changé depuis la marche de 1983 ?

— Si le discours xénophobe s'est « libéré », il est indéniable que les

crimes racistes sont moins nombreux et que les condamnations sont plus sévères. A l'époque, les meurtres de jeunes Arabes s'accomplissaient avec des sursis. L'accès aux études langues et supérieures s'est beaucoup ouvert. La généralisation de la consommation d'alcool, d'anxiolytiques et de drogue a fait des ravages inconnus voilà dix ans. S'il y a pas d'explosion alors que tous les signaux de la crise sont allumés, c'est sans doute que la capacité d'intégration de la France est plus forte que les Français ne l'imaginent. Pour l'avenir, la question essentielle reste la fosse entre une intégration culturelle parfaitement réalisée, et une intégration sociale et économique chancelante. Ce décalage crée des frustrations portées de violences, individuelles et collectives.

Propos recueillis par PHILIPPE BERNARD

La longue marche des beurs

Suite de la première page

Ils ne sont plus des « immigrés », mais de jeunes Français en quête de reconnaissance.

Dix ans après, le sourire de Taoumi Djafar s'illumine encore à l'évocation de la longue marche : « J'ai découvert que des Français pouvaient comprendre ma douleur ». En 1983, police et justice s'acharnaient contre ce fils de harki, président de SOS-Avenir « Miniguettes ». Condamné à deux ans de prison pour un délit qu'il a toujours nié, « Taoumi », grâce par François Mitterrand, a fait son chemin. En 1993, ce père de

famille vit toujours aux Miniguettes, vend des poulets halal (abattage rituel musulman) sur les marchés et fuit les caméras.

En marchant vers Paris, il avait rencontré la loi. Sa très discrète barbe a fait jaser. Il s'insurge contre les caricatures de la religion musulmane, qui est devenue sa « raison de vivre ». « Au lieu de montrer l'islam, religion de tolérance, on fait monter la haine », affirme-t-il en évoquant la récente rafle décidée par Charles Pasqua. « Je me sens intégré, car ma religion m'oblige à respecter les lois et les gens, elle m'a donné un code

de déontologie », dit ce mystique sereux qui vante les succès des associations d'obédience musulmane contre la drogue dans les cités et soutient l'accommodement doux de la religion du Prophète en terre lyonnaise.

« Un instant de bonheur et d'espoir »

Farouk, Djamel, Patrick, Youssef, Fatima et la dizaine d'autres marcheurs de la première heure ont eu, chacun, des destinées bien différentes. Partis de l'ombre, ils ont toujours souhaité y rester. Ils ont refusé les coups de pompe proposés par les politiques et ne se sont jamais plus réunis tous ensemble. Depuis dix ans, leur vie tourne vers la clientèle d'origine immigrée, puis une société de transport. Il cherche aujourd'hui à créer son propre emploi à travers une nouvelle société de services. Il rêve toujours du « grand mouvement de jeunes issus de l'immigration » que la marche n'a pas enfanté, en dépit de nombreuses tentatives.

« Le droit à la ressemblance »

« La plupart des jeunes ne cherchaient pas, au début, à se structurer à part », estime Christian Delorme, aujourd'hui chargé des relations avec l'islam au diocèse de Lyon. Ils voulaient surtout qu'on ne les différencie pas, qu'on leur donne le droit à la ressemblance.

La marche a débouché sur une conquête paradoxale mais historique : la carte de dix ans pour les résidents étrangers (que ce soit pas les beurs). Cette promesse, arrachée par les marcheurs à François Mitterrand, s'est concrétisée par un vote unanime en 1984, qui traduit la reconnaissance de l'implantation définitive des immigrés. Mais l'héritage va bien au-delà. Dans le sillage des marcheurs sont nées une myriade d'associations de quartiers qui survivent tant bien que mal, alors que vieillissent SOS-Racisme et France Plus. La réhabilitation systématique des cités HLM, la politique de la ville, l'émergence de talents beurs dans le monde de l'enseignement, des arts, du sport, de la politique et des affaires, comptent aussi parmi les fruits de 1983.

En dix ans, les thèmes de l'immigration et du racisme ont sans cesse servi à mobiliser, à diaboliser. Les beurs, eux, ont changé (2). On les appelle à l'époque abusivement « jeunes immigrés », par assimilation avec leur parents. Le mot « beur », considéré à l'origine comme sympathique, a été rejeté depuis longtemps par les intéressés comme « stigmatisant ». On lui préfère désormais l'expression « français d'origine maghrébine », où le premier mot n'est pas le moindre. « Certains sont attirés par le came, d'autres s'accrochent aux études, tous sont attirés quand la France perd contre la Bulgarie », résume un ancien marcheur.

Aux Miniguettes, la tour 10 du quartier Monmousseau, épicentre de la révolte de 1983 est un modèle de réhabilitation. Hall d'entrée tapissé de faïence multicolore immaculée, portes aux lettres impeccables, petits ennuis, jeux d'enfants et gazon. La salle qui abritait la grève de la faim en 1983 est devenue un lieu de prière musulman.

Ph. Be.

(1) Ombre et lumière, 20, rue Emile-Zola, 69200 Vénissieux. Tél. : (06) 72-31-40-24.

(2) Beur FM (106,7 MHz en Ile-de-France) réunit plusieurs protagonistes de la marche de 1983 pour un débat diffusé, vendredi 3 décembre à 18 heures.

JUSTICE

L'assassinat de Bernard Laroche devant la cour d'assises de la Côte-d'Or

Les procès-verbaux de Murielle Bolle

Jusqu'à la fin de la semaine, la cour d'assises de la Côte-d'Or poursuivra l'examen des déclarations de Murielle Bolle, qui ont conduit à l'inculpation de Bernard Laroche pour l'assassinat du petit Grégory.

DJON

de notre envoyé spécial

Pas de cris, pas de pleurs, pas de hurlements. Seulement un magistrat qui lit des procès-verbaux de gendarmerie. Une lecture donc de documents dont le style et la matière ne sont généralement pas de nature à inspirer l'émotion. Pourtant, le même silence épaissi qui avait régné lors des tumultueuses mises en cause de Christine Villamin enveloppe la salle d'audience quand le président Olivier Ruyssen donne connaissance de l'intégralité des dépositions de Murielle Bolle, retranscrites par les gendarmes. Les détails sont terriblement précis : « Le 16 octobre, je me dirigeais vers le bus lorsque j'ai été appelée par Bernard Laroche. J'ai été surprise. C'est la première fois que Bernard venait me chercher. Il m'a appelée par mon surnom, « Bouboule », depuis l'initiale de sa voiture (...) ». A la barre, Murielle écoute, puis conteste formellement. Non, ce jour-là, elle a pris le car pour revenir du collège à Aumontzey. Et elle affirme que les procès-verbaux ont été rédigés par les gendarmes qui lui faisaient peur en le menaçant de l'envoyer en maison de correction. « Je répondais oui ou non au hasard », lâche Murielle.

Le magistrat poursuit sa lecture et constate que, selon les procès-verbaux, Murielle a donné deux trajets contradictoires pour décrire le chemin suivi par la voiture de Bernard Laroche. M. Ruyssen s'étonne et remarque : « Enfin, si les gendarmes fabriquent un procès-verbal,

autant qu'il soit cohérent. » Et la lecture continue : « Il s'est arrêté (...) ». Bernard Laroche s'est absenté (...) ». Il est revenu avec un petit garçon (...). On s'est arrêté à Léparques (...). Bernard a disparu (...) ». Il intervient une phrase qui tout le monde interprète immédiatement comme la réponse à une question précise des gendarmes qui pensent au dépôt de la lettre de revendication du corps de la poète de Léparques. Car Murielle est précise : « Il ne tenait rien à la main. Une fois de plus, le président observe : « Si le procès-verbal a été fabriqué, on pouvait tout aussi bien mettre qu'il tenait une lettre à la main. » M. Ruyssen se plonge à nouveau dans les procès-verbaux : « On est arrivé à Doelleles (...). Il est descendu avec le petit (...) ». Il est revenu seul. »

Profond malaise

Et les PV se succèdent avec des détails troublants, dont des croquis annotés par Murielle qui explique : « On m'a dit : tu mets la voiture de Bernard là ». Le président est dubitatif : « Je ne comprends pas bien. Si les gendarmes inventent, pourquoi faire cinq déclarations différentes en deux jours ? Et puis, dans ces déclarations, Laroche ne fait rien de mal ». Murielle reste catégorique : elle n'a jamais tenu les propos qu'on lui prête. Le président insiste : « C'est grave. Il y a deux solutions : ou vous avez traduit la vérité, ou les gendarmes sont des faussaires de la pire espèce. » Murielle, peu loquace, reste sur ses positions.

Les avocats de la jeune femme, qui est partie civile contre Jean-Marie Villamin, sont demeurés silencieux. Cependant, Me Jean-Paul Teissière se lève et, pour tenter de dissiper le profond malaise laissé par la lecture des PV, se lance dans une plaidoirie

sur les dangers d'une procédure basée sur des aveux extorqués. La gendarmerie devra donc s'expliquer et elle le fera tout au long de l'audience du jeudi 2 décembre. Mais le commandant Sesmat vient déjà apporter des précisions.

Lors de son audition, Bernard Laroche avait dit qu'en rentrant à Aumontzey le soir du 16 octobre, il avait vu Murielle, arrivée avant lui. Or, interrogée, la jeune fille a dit que Bernard était arrivé avant elle quand elle est rentrée du lycée par le car. Cette petite contradiction a amené la gendarmerie à entendre à nouveau Murielle, alors que la première expertise en écriture désignait Laroche. Elle a donc été entendue le vendredi 2 novembre et si la capitaine Sesmat n'a pas participé aux interrogatoires, il a cependant été écarté lorsque la jeune fille a changé ses déclarations. « La juge ne pouvait pas se déléguer, on l'a donc mise en garde à vue pour la nuit », précise le commandant.

Le lendemain, Murielle confirme ses dépositions et les gendarmes estiment urgent qu'elle soit présentée au magistrat instructeur. « Mais le juge Lambert m'a dit qu'il partait pour le week-end, on était embarrasé... », s'indigne l'officier. La jeune fille a donc été ramenée chez elle et ce n'est que le lundi 5 novembre que les militaires la conduisant devant le juge Lambert, et là encore Murielle confirmera que Bernard Laroche est venu la chercher à l'école. « Elle est restée trente-six heures dans le cadre familial. C'est vrai que d'être entendue dans une gendarmerie ce n'est pas quelque chose d'amusant, mais elle avait le temps en trente-six heures de décompresser », remarque le commandant. Or ce n'est que le 6 novembre, au lendemain de la mise en détention de Bernard Laroche, que la jeune fille se pré-

sentera chez le juge, accompagnée de sa mère, pour se rétracter.

Aussi le commandant Sesmat présente-t-il sa propre thèse sur la mort de Grégory. Elle tient en quelques phrases brèves que l'officier lit sur un ton extrêmement calme, même si une pointe d'emertume perce dans son propos : « Ce jour-là Laroche ne pouvait pas savoir qu'il allait enlever Grégory. Et Grégory est dehors. C'est la fête qui passe. Il agit dans un état second. La lettre est écrite à toute vitesse. » Le commandant explique ce comportement : « Il était travaillé par une haine, un terrible secret, un esprit de vengeance », event de conclure : « Murielle Bolle, entourée par un cercle de haine, a été embarquée à son corps défendant dans cette affaire. »

Il faut cependant revenir à l'aspect plus concret des procès-verbaux. Sur ce point, le commandant Sesmat admet que le façon de procéder « n'est pas idéale », en précisant : « On ne ramène pas dans les PV les mille questions que l'on pose. On a travaillé avec des techniques traditionnelles. Plus tard, on travaillera peut-être en vidéo. » Après les déclarations de la police, de la gendarmerie, de la justice et de la presse, c'était peut-être l'occasion de faire le procès de ces fameux PV rédigés à la première personne et qui ne sont, dans les meilleurs des cas, que la traduction très approximative, en langage policier, des propos du témoin. C'est une source permanente d'erreurs et de contestations, mais pour l'heure, le commandant Sesmat déclare : « On n'a pas forcé Murielle. Ce qui est terrible, c'est quand elle dit : « Bernard est revenu. Il tenait un enfant par le sein. Je l'ai regardé. » Ça ne s'invente pas ces choses-là ! »

MAURICE PEYROT

« On voulait dire : J'ai grandi ici, c'est mon pays. Avec la marche, la société a pris conscience qu'il existe une catégorie de la population à la fois arabe et française », précise Djamel

مکان الهمل

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Le ministère de la santé souhaitant de nouvelles garanties sanitaires

L'Institut Mérieux arrête sa fabrication d'albumine à partir de sang placentaire

La société Pasteur-Mérieux sérum et vaccins (groupe Rhône-Poulenc) a annoncé, mercredi 1^{er} décembre, sa décision de stopper la fabrication d'albumine à partir du sang des placentas qu'elle collecte dans une cinquantaine de pays à travers le monde. Cette décision a été prise au terme de longs attermoiements, après que Simone Veil et Philippe Douste-Blazy, les deux ministres en charge de la santé, ont réclamé de nouvelles garanties sanitaires. La firme lyonnaise fabriquait 8 % de l'albumine mondiale. Les collectes internationales de placentas sont toutefois maintenues afin de poursuivre la fabrication d'une molécule indispensable au traitement de plusieurs centaines d'enfants victimes d'une grave maladie génétique. Une réunion internationale d'experts sur ce thème est prévue à Paris au début du mois de janvier 1994.

Il y a plusieurs mois déjà que les autorités sanitaires françaises étaient inquiètes des risques de contamination à partir de produits dérivés du sang issu des millions de placentas que l'Institut Mérieux collecte dans quarante-cinq pays. L'inquiétude tenait ici aux conditions dans les-

quelles ces collectes étaient effectuées, sans interrogatoire des femmes et sans dépistage unitaire de ce «matériel biologique». Or, ces placentas venaient notamment de pays où l'infection par le virus du sida sévit sur un mode endémique. A l'Institut Mérieux, on répondait en substance que la qualité, en aval, des techniques d'inactivation et de purification de l'albumine offrait toutes les garanties quant à d'hypothétiques risques de contamination. Les arguments de la firme lyonnaise pesaient toutefois d'un poids léger face au nouveau risque infectieux que représentaient les «placentas», agents pathogènes fort mal connus, responsables d'affections nerveuses dégénératives graves, au premier rang desquelles la maladie de Creutzfeldt-Jakob. La création de l'Agence du médicament et la constitution, à ses côtés, d'un groupe d'experts de sécurité virale, présidé par le professeur Jean-Hugues Trouvin (faculté de pharmacie, Châtenay-Malabry), devaient précipiter les événements.

Les impératifs de santé publique

La révélation dans ces colonnes (le Monde du 10 novembre) des conclusions du groupe de sécurité virale avait vivement irrité les responsables de la firme lyonnaise et de Rhône-Poulenc. M. Rouzioux, directeur général de Pasteur-Mérieux, nous affirmant qu'aucune demande d'arrêt de la production d'albumine n'avait été formulée par les pouvoirs publics. La même in-

tention se manifesta quand le professeur Jean-François Mattéi demanda dans son rapport sur la bioéthique remis à Edouard Balladur l'arrêt de ces collectes pour des raisons éthiques et sanitaires. Les responsables de Pasteur-Mérieux sérum et vaccins espéraient encore que leurs propositions de «modifications» ou d'«améliorations» des conditions de collecte des placentas seraient suffisantes et qu'ils pourraient faire l'économie des diagnostics sérologiques unitaires. Il n'en a rien été, et les deux ministres en charge de la santé ont tranché. «Soucieux des impératifs de santé publique», M^{me} Veil et M. Douste-Blazy expliquent que «tout don de sang ou de produit dérivé doit être soumis à un questionnement relatif aux traitements par l'hormone de croissance extraite qu'avait pu suivre le donneur et aux antécédents familiaux de maladies neurodégénératives».

Le groupe lyonnais a alors aussitôt annoncé sa décision de suspendre sa production d'albumine placentaire. Pour justifier leurs décisions, les responsables de la firme ont déclaré à l'Agence Reuter que le fait de devoir interroger les femmes «risquait d'entraîner une nette diminution de la collecte placentaire, du fait de contraintes supplémentaires imposées aux mères». Il y a quelques semaines pourtant, M. Rouzioux formulait une série de propositions au professeur Jean-Michel Alexandre, directeur de l'évaluation à l'Agence du médicament,

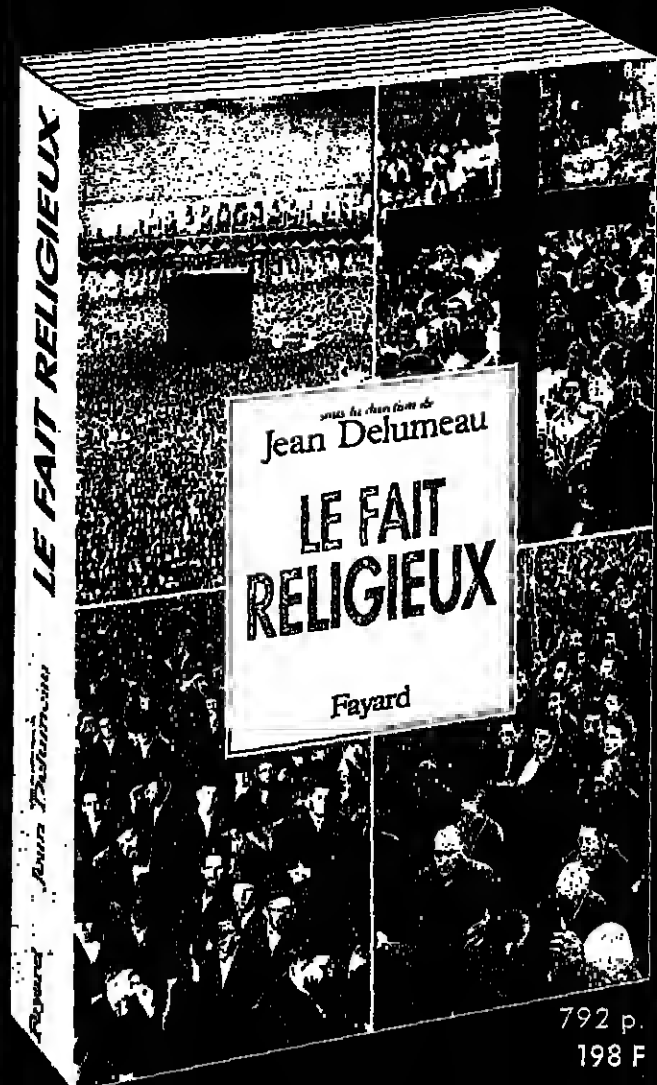
«pour exclure la collecte de placentas de mères présentant un risque identifiable de contamination par les agents transmissibles non conventionnels». Selon M. Rouzioux, différentes mesures pourraient être rapidement mises en œuvre.

Il semble aujourd'hui que ce sont des préoccupations de prix de revient qui ont conduit à la décision d'arrêter la fabrication d'albumine, celle-ci devenant trop coûteuse dès lors que les nouvelles précautions demandées par le ministère s'imposaient. La firme lyonnaise précise toutefois qu'elle poursuit «l'étude de mesures qui devraient être mises en œuvre pour satisfaire aux nouvelles normes». Elle souligne enfin qu'«en accord avec le ministère», elle poursuit la collecte de placentas à travers le monde pour en extraire une molécule particulière - la glucocorticoïde - commercialisée par une firme américaine et indispensable au traitement de la maladie de Gaucher, affection grave, qui touche environ huit mille personnes à travers le monde - en France, quarante sont traitées sur les cent cinquante atteintes - et pour laquelle on espère disposer prochainement d'un traitement issu des biotechnologies.

La nouvelle tutelle dont disposent les pouvoirs publics et la volonté affirmée des deux ministères concernés ont permis ici que les impératifs sanitaires prennent le pas sur les arguments économiques.

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

sous la direction de JEAN DELUMEAU



792 p.
198 F

Cette encyclopédie des grandes religions a pour ambition de faire découvrir la diversité du patrimoine spirituel de l'humanité, de montrer l'esprit de chaque confession - christianisme, judaïsme, islam, mais aussi hindouisme, bouddhisme, taoïsme, confucianisme, shintô, religions d'Afrique - et de nous inviter à réfléchir sur l'homme religieux de tous les temps.

Ont participé à cet ouvrage :

J. Baubérot, J.-P. Berthon, F. Champion, O. Clément, J. Delumeau, A. Guellouz, M.-R. Hayoun, M. Hulin, L. Kapani, I.-P. Laleye, J.-N. Robert, J. Rogues, K. Schipper, H. Tineq, M. Toki, L. Vandermeersch, M. Wijayaratna.

«Le Fait religieux est riche d'une eau fraîche et vive... Delumeau risque "une table ronde" où chacun a pu proposer avec son génie et un élan de sympathie le meilleur "du message"... Delumeau dit merveilleusement la communion du geste, la permanence de "l'espace du sacré où l'homme rencontre plus grand que lui", retrouve "l'ordre universel et... raisons de vivre"... Comptez Jean Delumeau au nombre de ceux qui procurent la paix.»

Pierre Chaunu, Le Figaro
de l'Institut

L'Histoire
chez
FAYARD

MARTINE LARONCHE
avec Jean-Marie Dery,
notre correspondant à Beauvais

Quatre morts et treize blessés

Un acte de malveillance serait à l'origine de la collision ferroviaire de l'Oise

La collision qui a fait quatre morts et treize blessés, mercredi 1^{er} décembre à Saint-Leu-d'Esserent, sur la ligne de banlieue entre Persant-Beaumont et Creil (Oise) serait due à un acte de malveillance. Le dépôt des agents de conduite de la SNCF de Creil s'est mis en grève sans préavis dans la matinée du jeudi 2 décembre. Ces débrayages, qui s'appuient sur des revendications liées à la sécurité, ont entraîné des perturbations de trafic sur le réseau de la banlieue nord de la région parisienne où on dénombrait deux trains sur trois.

Après l'accident ferroviaire survenu mercredi 1^{er} décembre vers 7 h 30, à Saint-Leu-d'Esserent (Oise), le bilan de la collision est de quatre morts et treize blessés

dont quatre restaient hospitalisés, jeudi matin (le Monde du 2 décembre). Les morts sont le conducteur de l'autorail et trois lycéens âgés de quinze, seize et dix-huit ans qui se rendaient dans des établissements scolaires de Creil.

L'accident s'est déroulé en deux temps. Un autorail dans lequel avaient pris place de nombreux voyageurs et qui se dirigeait vers Creil a déraillé, à quelques dizaines de mètres de la gare de Saint-Leu-d'Esserent. C'est alors que, dans un second temps, est arrivée, dans l'autre sens, une rame qui circulait à vide. Le choc a été extrêmement violent entre le train roulant à grande vitesse et l'autorail immobilisé partiellement sur la voie de circulation inverse.

Au cours d'une conférence de presse, la direction de la SNCF a souligné avec insistance qu'un convoi était passé normalement au même endroit vingt minutes avant

l'autorail sans rencontrer d'obstacle sur la voie. L'hypothèse des enquêteurs selon laquelle la pièce métallique aurait pu être placée volontairement sur les rails est donc considérée comme très probable. Cette pièce - une platine d'appareil de dilatation de 33 kilos - avait été changée dans le cadre de l'entretien de la ligne, il y a quelques mois, et déposée aux abords de la voie par les agents de la SNCF.

Dix mille exactions en 1992

«Pourquoi cet objet s'est-il retrouvé sur la voie? Nous n'avons aucune réponse à cette question et ce sera à l'enquête d'en déterminer les raisons», a déclaré le président de la société nationale, Jacques Fournier, quelques heures après l'accident. Les 30 000 kilomètres de voies de la SNCF sont régulièrement soumises à des actes de

malveillance : jets de projectiles sur les trains, dépôt d'objets de toutes sortes sur les voies - qui vont du caddy aux morceaux de ferraille. En 1992, dix mille actes de ce type ont été recensés par la société nationale, dont plus de la moitié en région parisienne. «Le nombre des actes de malveillance a tendance à croître, notamment en région parisienne», a remarqué M. Fournier.

Dans un communiqué publié cet été, la société nationale estimait déjà à neuf cents le nombre d'actes de malveillance commis pendant les six premiers mois de l'année sur le réseau de grande banlieue nord de la capitale. Dans la nuit du 7 au 8 juin, une rame avait percuté une automobile délibérément abandonnée sur un passage à niveau à Liancourt, commune située à une dizaine de kilomètres du lieu du télescopage des trains. Le sud de l'Oise, où sont organisées des tournées de surveillance d'agents SNCF et l'accompagnement de trains par la police, est une zone sensible. Et il arrive que des pièces liées à l'entretien des voies séjournent longuement à proximité des rails. Danièle Ducros (PC), maire de Saint-Leu-d'Esserent, a rappelé, jeudi 2 décembre, qu'elle avait souligné à plusieurs reprises depuis deux ans le manque d'entretien des abords des voies et des emprises SNCF sur sa commune.

Ces dernières années, deux accidents du même type que celui de l'Oise se sont produits sans faire de victimes. Le 14 juillet 1992, un autorail a déraillé après avoir percuté une dizaine de couvercles de caniveaux en béton déposés sur la voie à Marseille. Récemment, en septembre, un train a déraillé entre Mulhouse et Kruth après avoir heurté un morceau de rail. A la suite de la collision de Saint-Leu-d'Esserent, le parquet du tribunal de Seuil a ouvert une information qui a été confiée à Martine Pernollet, juge d'instruction.

ALAIN FAUJAS

Un accident d'avion évité de justesse

Vol miraculé pour Lourdes

Le vol 903 d'Air Inter, en provenance de Paris-Orly et à destination de Tarbes-Lourdes, semble, ce vendredi 22 octobre à 10 h 50, devoir être de routine, hormis le fait que, parmi ses 150 passagers, il transporte beaucoup d'enfants voyageant seuls - ce sont les premiers départs des vacances de la Toussaint - et un certain nombre d'observateurs et de conférenciers (dont le recteur Boubakeur de la Mosquée de Paris), qui se rendent à un colloque sur les miracles, à l'invitation du Centre catholique de médecine. L'avion n'arrivera jamais à Lourdes et il sera considéré par les spécialistes comme miraculé...

Les préparatifs de départ s'enrichissent sur l'Airbus A-320 sans difficultés particulières. Quelques minutes après le décollage, vers 1 500 mètres d'altitude, les passagers entendent un claquement : toutes les lumières de la cabine s'éteignent. L'équi-

page n'a pas remarqué le train d'atterrissage. Le bruit aérodynamique provoqué par le vent sur le train inquiète le commandant de bord, qui, dans un réflexe aberrant, coupe les deux réacteurs, privant les passagers d'électricité et l'avion de poussée. L'Airbus amorçe une descente. Le commandant rallume les moteurs. Mais il ne s'en rend pas compte et les stoppe une deuxième fois. Le chef de cabine informe les passagers, très sérieusement secoués, qu'ils subissent un incident technique, mais que l'équipage contrôle la situation. Le pilote lance un appel au secours radio «Mayday, mayday». L'avion disparaît des écrans radar du contrôle aérien. L'alerte rouge est déclenchée.

Le commandant de bord se sert de la génératrice de courant auxiliaire, pourtant en panne, pour remettre en route les deux moteurs. A nouveau, il coupe l'un d'eux inexplicablement. Et à

500 mètres d'altitude, l'appareil retrouve assez d'énergie pour rentrer à Orly. L'électricité revient en cabine, au grand soulagement des passagers terrorisés par la sensation de chute qu'ils ont éprouvée pendant de longues minutes. L'Airbus se posa sans encombre à Orly, où les passagers changent d'appareil et d'équipage avant de repartir pour Lourdes. Le commandant de bord a été suspendu de vol jusqu'à la conclusion des enquêtes en cours.

Si le vol 903 s'était écrasé au sol, comme il a failli le faire, il y eût fort à parier que les experts auraient été incapables d'expliquer la catastrophe, malgré les deux «boîtes noires» et l'enregistrement au sol des paramètres de l'appareil. Comme il en va, en effet, qu'un pilote confirmé de soixante-deux ans ait pu enchaîner une telle quantité de réactions absurdes?

COMMUNICATION

Le débat sur l'audiovisuel à l'Assemblée nationale

La commission des affaires culturelles approuve la création d'une chaîne éducative

Le débat sur le projet de loi visant à modifier la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, qui doit commencer, vendredi 3 décembre, à l'Assemblée nationale, donnera lieu à une bataille d'amendements.

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales, réunie, mercredi matin 1^{er} décembre, sous la présidence de Michel Péricard (RPR, Yvelines), n'a pas repris à son compte la proposition du groupe UDF, exprimée la veille, en faveur d'un ajournement de la création d'une chaîne « du savoir, de la formation et de l'emploi ». Ce projet a suscité plusieurs interrogations parmi les députés présents, à propos, notamment de son financement, mais la commission en a approuvé le principe.

En revanche, la commission a entériné l'amendement de M. Péricard visant à rattacher RFO à France Télévision. Selon celui-ci, « le maintien d'un statut spécifique pour la société nationale de radiotélévision française d'outre-mer n'a pas de raison d'être dès lors qu'existe une présidence commune aux chaînes du service public France 2 et France 3, et que des relations étroites lient ces dernières à RFO ». Il s'agit, pour M. Péricard, de « renforcer la plus rapidement possible la synergie entre ces trois sociétés ».

Cette initiative, dénoncée sur-

le-champ par le président de RFO, François Giquel (*Le Monde* du 2 décembre), divise apparemment le personnel de la chaîne. La Confédération des syndicats autonomes a réagi en disant que cela équivaudrait à « une régression de vingt ans ». Mais les sections Force ouvrière des journalistes et techniciens (SQU-FO et SNFORT-FO) ont exprimé leur soutien à l'amendement en jugeant « indispensable de sortir RFO de son ghetto ».

Il n'y avait plus que cinq députés présents quand la commission des affaires culturelles a examiné l'amendement controversé de Michel Pélichat (UDF-PR, Essonne), rapporteur du projet de loi, préconisant l'instauration d'un quota minimal de 40 % de chansons d'expression française dans les programmes musicaux des réseaux nationaux de radio, et ce texte a été repoussé par trois voix contre deux. Fort du soutien du Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP), de diverses vedettes de la chanson française — Charles Aznavour, Francis Cabrel, Francis Lalanne, Daniel Guichard... — mais aussi de Philippe de Villiers, député UDF de la Vendée, qui lui ont publiquement manifesté leur appui, mercredi soir, M. Pelchat défendra toutefois cet amendement en séance publique, avec les encouragements, semble-t-il, du ministre de la communication.

Le « comité de pilotage » précisera le projet en février 1994

Le « comité de pilotage » de la « chaîne de la connaissance et de la formation » — qui deviendra aussi, sans doute, par amendement parlementaire, celle de « l'emploi » — a été réuni, mardi 30 novembre par le ministre de la communication, Alain Carignon, qui a avalisé ses premières orientations.

Les structures opérationnelles de cette chaîne, dont le lancement est prévu avant la fin de 1994, devront être prêtes en février. Le « comité de pilotage » disposera de l'aide d'un groupe d'experts (professionnels de l'éducation, de la formation, de l'emploi et de la production audiovisuelle), animé par Simone Harari, président de la société de production Téléimages, et par Jean Rouilly (Europe Images), assistés de Nathalie Coppinger, inspecteur des finances, et Frédéric Lepege (XL Production).

Ce « groupe-projet », qui rendra le 15 janvier 1994 un pré-rapport sur les principes de la programmation, de l'organisation et du financement de la chaîne éducative, remettra ses conclusions définitives en février. Il étudiera notamment les trois scénarios retenus sur cinq ans (de 1994 à 1998), en terme de politique d'achat et de production de programmes et de ressources nécessaires, auxquels correspondent trois budgets de fonctionnement (600 millions de francs, 800 mil-

lions, un milliard). Il disposera d'un budget de 5 millions de francs et de locaux.

Les futurs programmes devront se fonder sur quatre axes : fournir les « clés » du savoir ; enrichir par des documents scientifiques, historiques, etc. ; informer sur les emplois, les métiers et les formations (initiale et permanente), sur l'entreprise, et favoriser la compréhension du monde contemporain (mutations sociales, réalités juridiques, etc.). Se servant du direct et de l'interactivité, ces programmes fixeront au public des rendez-vous quotidiens et hebdomadaires, et incluront tous les genres (documentaires, jeux débats, magazines, fictions).

Traité de manière « spécifique », l'information devra « faciliter la réflexion et la compréhension de événements ». La chaîne privilégiera la multidiffusion et les produits dérivés, multimédias (édition, vidéo, CD interactifs, etc.) en lien avec les éditeurs. Elle étudiera aussi sa collaboration avec les télévisions publiques et son harmonisation avec ARTE — qui émet en soirée sur le cinquième réseau, donc après la chaîne éducative.

« Légère », faisant « un large recours à la sous-traitance », l'organisation de la chaîne s'ouvrira à des partenaires privés, institutionnels ou professionnels.

Par décret La date de dénonciation de la concession de Canal Plus est repoussée de huit mois

Le gouvernement a décidé de repousser, du 6 décembre 1993 au 6 août 1994, la date-butoir à laquelle il pourra, s'il le souhaite, au terme des négociations en cours avec André Rousselet, dénoncer la concession accordée jusqu'en 1995 à Canal Plus. Cette mesure a été annoncée, mercredi soir 1^{er} décembre, par le ministre de la communication. Elle se traduira par un décret qui ajoutera un avenant à la convention de concession.

Cela signifie que, faute d'avoir pu s'accorder pour l'instant avec M. Rousselet, PDG de la chaîne cryptée, sur les nouvelles conditions d'émission et principalement l'aide à apporter au câble, Edouard Balladur et Alain Carignon se sont donc donné un délai supplémentaire de réflexion. Il s'agit là d'une mesure conservatrice, le projet de loi doit débattre le Parlement prévoyant de substituer au système de la concession un système d'autorisation.

41^e jour de grève au magazine mutualiste « Viva »

Alors que débutait, le 1^{er} décembre, à Tours, le congrès de la Fédération des mutuelles de France, leur magazine *Viva* (800 000 exemplaires, six éditions régionales) était toujours en grève. Huit des dix-neuf journalistes du siège parisien du magazine et le responsable de l'édition Rhône-Alpes, ont entamé leur quarante et unième jour de grève. Trois d'entre eux — dont la rédactrice en chef, Sylvie Espesa — ont commencé leur septième jour de grève de la faim (*Le Monde* daté 28-29 novembre).

Les grévistes demandent la levée des licenciements et notamment celui de la rédactrice en chef. Trois huissiers se sont présentés ces derniers jours en siège de *Viva*, et la direction du journal a demandé par référé au tribunal de grande instance de Bobigny de statuer, jeudi 2 décembre, sur l'évacuation des locaux. Les grévistes, soutenus par le Syndicat national des journalistes (SNJ, autonome), ont recueilli actuellement 515 signatures de soutien d'écrivains et de journalistes.

Le oui, mais... de Michel Pelchat (UDF-PR)

Rapporteur du projet de loi tendant à réviser la loi de 1986, Michel Pelchat, député UDF de l'Essonne, sera l'un des principaux acteurs du débat sur la réforme de l'audiovisuel à l'Assemblée nationale. Il a répondu à nos questions.

« Le groupe UDF de l'Assemblée nationale, auquel vous appartenez, juge préférable d'ajourner, le temps d'une réflexion supplémentaire, la création d'une chaîne de télévision éducative. Partagez-vous sa prise de position ? »

« Je ne suis pas favorable à un ajournement. C'est bien que l'Assemblée nationale ait à décider du principe de la création de cette chaîne et de son cadre général, sans que le dossier soit complètement ficelé. A condition que le ministre de la communication prenne l'engagement — je le lui demandai — de soumettre de nouveau le projet au Parlement avant de le finaliser afin que nous débattions plus précisément, en particulier, de l'organisation et du financement de cette chaîne. »

« Vous vous êtes déclaré opposé à l'utilisation du produit de la redevance pour la financement de cette chaîne. Préférez-vous donc que cette chaîne publique bénéficie de financements privés ? »

« Je crois en effet que ce serait une erreur de ponctionner la redevance, qui est déjà un produit rare. Moi, je souhaiterais que cette chaîne éducative soit une chaîne publique avec 51 % de fonds publics et 49 % de fonds privés. »

« Pourquoi êtes-vous partisan, vous aussi, d'un rattachement de RFO à France-Télévision ? »

« Comme je l'ai déjà dit à de nombreuses reprises, et notamment, en 1987, dans un rapport sur l'audiovisuel outre-mer, il faut favoriser une plus grande mobilité du personnel de RFO. Cela est aujourd'hui très difficile, voire impossible, parce que RFO est une trop petite échelle. Dans l'ensemble de France-Télévision cela pourra mieux se régler qu'à l'intérieur d'une société indépendante. Je crois aussi que devant l'émergence des nouvelles technologies qui vont bouleverser la diffusion mondiale de la télévision, il ne faut pas laisser RFO seule face à ses concurrents. »

« Le président en exercice de RFO, François Giquel, dénonce ce projet de rattachement, et il le fait en termes très forts dans la lettre qu'il a adressée aux membres la commission des affaires culturelles... »

« Je ne l'ai pas reçue... »

« Il y souligne notamment que, si RFO devient partie intégrante de France-Télévision, TF1 risque fort de ne plus vou-

loir mettre ses images à la disposition des téléspectateurs des DOM-TOM, qui pourraient ainsi être privés, par exemple, des retransmissions de la prochaine Coupe du monde de football... »

« TF1 a pris un engagement qui lui a été imposé dans le cadre de la privatisation et sur lequel nous n'entendons pas revenir. C'est clair. Je souhaite même que le texte de l'article qui rattacherait RFO à France-Télévision confirme cet engagement. Il faudra trouver une formule. En tout cas, il n'est pas question de revenir sur cet engagement. »

« Le président de RFO souligne aussi, et il n'est pas le seul, qu'un tel rattachement constituerait une régression... »

« C'est vrai que l'indépendance de RFO vis-à-vis de FR3 a été une amélioration, parce que, à l'époque, RFO n'avait pas de budget propre. Mais sa réintégration dans France-Télévision ne signifiera pas sa réintégration dans un budget commun pour l'ensemble des chaînes. Il y aura toujours des budgets différents. Nous réclamons au contraire davantage d'autonomie pour les différentes chaînes par rapport à la présidence commune. La présidence commune présente surtout l'intérêt d'être une entité unique de négociation pour l'ensemble du secteur public de l'audiovisuel sur le plan national et international. Moi, qui ai voté contre cette présidence

unique, je reconnais aujourd'hui qu'elle n'a pas que des inconvénients. Mais elle s'implique trop personnellement dans la gestion des chaînes ; nous souhaitons qu'elle laisse aux chaînes une plus grande autonomie de gestion. »

« Vous voulez imposer aux réseaux de radio nationaux un minimum de 40 % de chansons d'expression française dans leurs programmes musicaux, mais votre amendement n'a pas été retenu, à trois voix contre deux, par la commission des affaires culturelles... »

« C'est ridicule. Ce n'est pas un vote du Parlement. Cela ne me paraît pas significatif. C'est pourquoi je redéposai cet amendement en séance publique. Alain Carignon m'a dit qu'il était favorable à cette idée et qu'il était prêt à voir comment trouver la bonne formulation. J'ajoute une chose : nous battons au GATT pour l'« exception culturelle » en matière audiovisuelle, et nous avons raison. Mais si l'industrie du cinéma rapporte 6 milliards au niveau national, celle du disque en rapporte 30. Vous croyez que les Américains ne rigoleraient pas s'ils voyaient notre Assemblée nationale refuser un amendement prévoyant 40 % de chansons françaises sur nos radios ? »

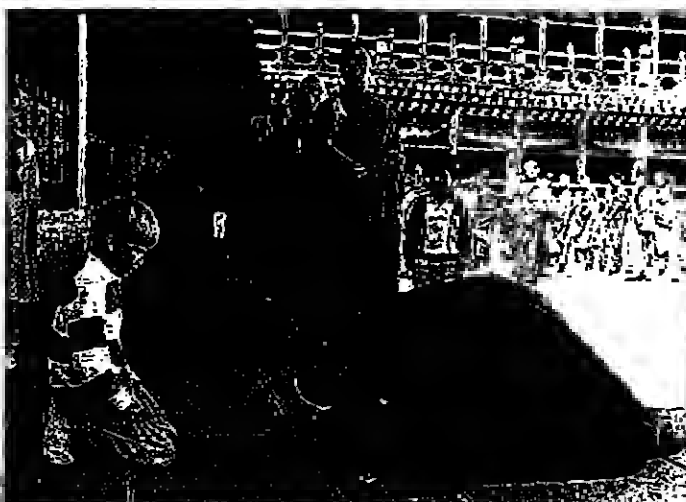
Propos recueillis par ALAIN ROLLAT



CULTURE

LITTLE BUDDHA, de Bernardo Bertolucci

Tous contes faits



Alex Wiesendanger (à gauche) et Ying Ruocheng

Le dalaï-lama n'était jamais allé au cinéma. Il y a quelques semaines, avec cet étonnant sourire blindé qu'il oppose à toutes les vicissitudes, il est apparu dans la salle du Gaumont-Italie à Paris. Il venait voir en avant-première *Little Buddha* de « son grand et célèbre ami », Bernardo Bertolucci. Il prit la précaution de dire que lui-même avait sans doute une autre façon de comprendre Bouddha que son grand et célèbre ami, mais la seule présence de sa Sainteté légitimait l'entreprise. *Little Buddha* et ses révérences splendides se trouvaient ainsi estampillées, labellisées « bouddhisme tibétain sans hormones », apte à être consommé, digéré par le plus grand nombre. La trilogie orientale de Bertolucci, après *Le Dernier Empereur* et *Un thé au Sahara* s'achevait dans une apaisante spothéose.

« Il était une fois », ainsi commence *Little Buddha*. Revendiquant les contraintes codifiées du conte, mais étrangement divorcé de lui-même dans cette riche aventure, Bertolucci a banni toutes les délices de la perversité pour ne retenir que l'« innocence », affaissant ainsi la fable, la privant de sel et de piment.

Une famille américaine type de Seattle, mégapole grise et futu-

riste (rendue sublimement monochrome par le magicien de la lumière Vittorio Storaro). Papa ingénieur (Chris Isaak), maman enseignante (Bridget Fonda), petit garçon blond et craquant (Alex Wiesendanger), vague crise existentielle dans le couple suspendu à sa vie « sans valeurs » et à sa maison-mirage qui domine le paysage. Débarquent alors de jovioux lamas tibétains dont le vénérable Norbu. Ironie de la distribution, celui-ci est incarné par un acteur chinois, Ying Ruocheng — le gouverneur de la prison de *Dernier Empereur* — qui fut ministre délégué à la culture de la République populaire de Chine. Les lamas sont chargés d'une déconcertante annonce : le jeune Jesse, neuf ans, serait la réincarnation d'un de leurs chefs spirituels, un considérable *rinpoche*. Il est urgent que l'enfant rejoigne le lointain monastère du Bouthan où cette hypothèse serait vérifiée. Premier volet narratif et esthétique de *Little Buddha*.

Sur lequel se greffe le deuxième. A titre de catéchisme initiatique, lama Norbu offre à Jesse un livre d'images relatant la jeunesse, il y a vingt-cinq siècles, du prince Siddharta, futur Bouddha, de sa naissance mythique à l'« illumination », en passant par

l'ascèse. Ce chapitre découpé en « pages » éducatives est traité dans le style rétro-kitsch des enluminures populaires indiennes ou une débauche de saynètes naïves ponctuées de miracles bricolés à l'aide d'effets spéciaux anti-épiléptiques, gracieux et touchants. Le prince Siddharta, masqué comme une voyante de fuir, c'est, follement décoratif et d'une candeur sans faille, Keaton Reeves.

Enfin, on parvient, pour conclure, sur le Thut du monde, au Boutao secret, dans ce monastère où se retrouvent finalement trois candidats à la réincarnation du *rinpoche*, Julie Idée simple et universaliste des scénaristes Rudy Wurlitzer et Mark Peploe : le blond américain, la petite-bourgeoise indienne (une coquilleuse, mais même une future femme peut prétendre au progrès de l'âme), et le minuscule

gamin des quartiers pauvres de Katmandou. Dommage que ce personnage-là ait été escamoté, les rares apparitions du Sciuscià népalais ont une drôlerie et poignante vérité.

Les « épreuves » dont les trois enfants immergés dans la foule carmoisée des moineaux joueurs sortiront tous vainqueurs, sont évidemment prétexte pour Bertolucci à des scènes d'une virtuosité et d'une ampleur spectaculaires. Tout s'achève — pour la première fois dans l'œuvre de l'auteur du *Conformiste*, (magifique réflexion antifasciste qui reprend une étrange actualité) — de façon sereine et quasi optimiste. C'est bien là que le bât blesse.

Car malgré ses beautés, sa diversité, sa richesse, son message de compassion universelle inoffensivement « confortable » et consensuel, le chaste *Little Buddha* séduit sans convaincre, laisse un

sentiment mélancolique de frustration, d'inachevé. Sans doute parceque, justement, Bertolucci lui-même a résisté à son film, renouant dans une mue impossible à la psychologie des profondeurs qui est sa marque, à sa splendide et récurrente exploration de l'échec humain. Familles disloquées, fiascos amoureux, désillusions politiques, c'est là qu'il brille, qu'il enchante, qu'il excelle. Pas dans la béatitude obligée d'une philosophie d'emprunt.

Ni les moyens, ni le talent, ni la (bonne) volonté ne suffisent à retrouver l'« innocence ». Le temps est désormais venu pour Bertolucci — il en convient abondamment dans toutes ses interviews — de retourner travailler en Italie, son pays mental, son pays natal, aujourd'hui plus exotique et plus fou que tous les Orients du monde.

DANIEL HEYMANN

TOUT LE MONDE N'A PAS EU LA CHANCE D'AVOIR DES PARENTS COMMUNISTES, de Jean-Jacques Zilbermann

Les « hiers » qui chantent

Maman vend l'Huma, papa ne vend guère de chaussures dans son magasin. Maman est au Parti, pas papa. Elle est vive et furie, elle chante à la chorale, elle est toujours prête à donner ou à faire un coup de main, elle croit en des lendemains meilleurs, elle croit que l'Union soviétique mènera le monde sur le chemin radieux de la liberté, elle croit qu'avec un « non » massif et populaire au référendum gaulliste qui se tient le dimanche suivant, 28 septembre 1958, la France rejoindra les deux tiers de l'humanité « qui sont déjà communistes », comme on se le répète aux dîners de famille où la cuisine est bourgeoise mais la conversation prolétarienne.

Entre sa boutique sans client et le lit où il se plonge dans la presse de droite, papa devient gris. Il a quelques expressions favorites, qui ont dû faire rire maman, jadis. Il ne sort de son ironie lasse que pour se mettre en rogne, quand maman a encore pillé l'étalage pour chausser les camarades, mais c'est que ça use les souliers, les démonstrations de force dans la dignité sur le pavé de Paris. A dix ans, leur fils Léon joue à cache-cache en distribuant les tracts de la cellule, et sait très bien la différence entre prisonniers de guerre et déportés. Maman a un numéro tatoué sur le bras. *Tout le monde n'a pas eu la chance...* est une comédie.

Pour son premier film, d'inspiration autobiographique, Jean-Jac-

ques Zilbermann a reconstitué le Paris du temps où « le communisme » représentait l'espoir d'une vie meilleure pour des millions de Français, quoi qu'ils aient mis derrière ce vocable. Pour l'ironie, la maman, cet espoir prend soudain une forme très concrète sous l'aspect du soliste des Chœurs de l'armée rouge, droit sorti de la statuette réaliste-staliniste. Dans *Kalinka*, il est irrésistible, dans la limousine de l'ambassade soviétique, il est charmant.

Ni excessivement nostalgique, ni facilement ironique, le scénario de Zilbermann (et Nicolas Brukhier) réussit cette évocation en demi-teinte, où s'équilibrent chronique quotidienne, récit politique, souvenir d'enfance et mélodrame familial. Avec Josyane Balasko et Maurice Bénichou, Zilbermann tient des incarnations fortes pour les personnages décrits. Mais le savant dosage d'humour, de mélancolie, de réalisme et d'optimisme paralyse le metteur en scène. Il en résulte un film contraint, composé de scènes mise en place comme les rouages d'une mécanique dessinée d'avance. *Tout le monde n'a pas eu la chance...* y perd le sens de l'espace, et de la durée. Et, surtout, la possibilité de rendre perceptible en quoi cette histoire de l'espoir et de la tendresse, de l'engagement collectif et des choix individuels qui se raconte au passé, est aussi une histoire pour aujourd'hui.

JEAN-MICHEL FRODON

TAXI DE NUIT, de Serge Leroy

Paris 1999

Le Paris d'octobre 1999 ressemble à celui d'aujourd'hui. Les rues, les voitures, les vêtements sont les mêmes, et les taxis refusent toujours de conduire leurs clients en banlieue. Le film le découvre prudemment, enregistrant un dialogue banal entre un chauffeur de taxi (Bruno Cremer) et un jeune infirmier (Laure Marzac) qui vient de rompre avec son ami. Puis, peu à peu, les premiers signes apparaissent, qui indiquent que, par un tour du destin, ce film posthume (Serge Leroy est décédé le 27 mai 1993) est aussi un vrai film d'anticipation.

La monnaie en cours est l'écu, la présence policière semble très marquée, il est question de cartes d'identité informatisées, de mystérieux numéros qu'il faut à tout prix posséder. Un homme (Didier Bozace), un écrivain, un marginal, se dit aujourd'hui employé au nettoyage du Parc des Princes. Tout cela est un peu étrange, mais presque familier, et on se prend au jeu de ces dialogues alambiqués, de ces personnages quotidiens mais singuliers, de cette atmosphère vaguement inquiétante.

Le grand mérite du film est dans ce léger décalage qu'il crée entre sa propre fiction et la réalité. *Taxi de nuit* évoque la société de demain à travers les questions d'aujourd'hui.

Tous les Maghrébins ont été renvoyés chez eux, les malades du sida sont mis à l'écart, sans qu'on sache vraiment où on les emmène, des tests de dépistage sont systématiquement effectués dans les commissariats. Vue par Serge Leroy, la France de 1999 se fonde sur la convention et l'exclusion : convention des relations entre ceux qui respectent la norme, exclusion de tous les autres.

Dommage que l'intrigue soit plus proche de la nouvelle que du scénario de long métrage. Dommage aussi que, dans sa dernière partie, elle conduise les personnages dans des décors trop aseptisés, qui ressemblent à l'univers parfaitement balisé de l'anticipation traditionnelle. Le film perd alors de son intérêt et la conclusion, d'un optimisme un peu forcé, paraît fade.

Mais *Taxi de nuit* va jusqu'au bout de ses principes, sans se perdre en route et sans trahir sa vocation. Il permet à Serge Leroy de retrouver l'ambition de ses premiers films (*In Traque*, notamment) et de réussir sa sortie.

PASCAL MÉRIGEAU

La liste des salles parisiennes où sont projetés les films sortis le mercredi 1^{er} décembre figure page 15. Sauf dans notre édition Rhône-Alpes.

1884.

Pour la première fois, vous vous servez d'une poubelle.



1996.

Vous jetez les emballages recyclables dans une poubelle à part.

Programme des Emballages.

(UDF-PR)

Le dalaï-lama n'était jamais allé au cinéma. Il y a quelques semaines, avec cet étonnant sourire blindé qu'il oppose à toutes les vicissitudes, il est apparu dans la salle du Gaumont-Italie à Paris. Il venait voir en avant-première *Little Buddha* de « son grand et célèbre ami », Bernardo Bertolucci. Il prit la précaution de dire que lui-même avait sans doute une autre façon de comprendre Bouddha que son grand et célèbre ami, mais la seule présence de sa Sainteté légitimait l'entreprise. *Little Buddha* et ses révérences splendides se trouvaient ainsi estampillées, labellisées « bouddhisme tibétain sans hormones », apte à être consommé, digéré par le plus grand nombre. La trilogie orientale de Bertolucci, après *Le Dernier Empereur* et *Un thé au Sahara* s'achevait dans une apaisante spothéose.

Une famille américaine type de Seattle, mégapole grise et futu-



CULTURE

THÉÂTRE

RÉPONSE À LA QUESTION PRÉCÉDENTE à l'Athénée
MARCEL MARCEAU à l'Espace Cardin
CAHIER D'UN RETOUR AU PAYS NATAL au Pavillon du Charolais, à Paris

Le rire hagard

« Qu'est-ce qui sort du cerveau quand on appuie dessus? ». A qui peut-on parler quand on n'a rien à dire?... Aller, parler! C'est à toi, maintenant!... Qu'est-ce qu'il y a sous les mots quand on enlève la pensée?... Ils sont trois, serrés les dents, hagards, accrochés à leur caboches comme des coureurs à leur guidon dans les ultimes secondes du sprint. Noo, ils ne sont pas trois, ils sont un seul dingue à trois voix dans la tête d'un musicien qui s'est vu confisquer son piano, son violon, ses partitions, qui s'est vu confisquer les notes, la musique, tout, et qui essaie de crier de la musique sans musique, avec juste des mots sans rime ni raisonnement, super-tragique. Le couloir de la mort dans un parc d'attractions. Marie Pillel, Emmanuelle Zöll, Alain Fromager, provoquent les rires jusqu'à l'apoplexie (1).

Comme une libellule

Première partie: Bip est seul. Il y a trois très grands moments: les mains qui se métamorphosent en poissons, en oiseaux, dans la *Création du monde*; les ébats et les peurs du *Patineur sur glace*; et la panique de l'homme, presque fou, qui s'arrête pas à arracher son visage de défile hilaire, dans le *Fabricant de masques*. Les publics du monde entier ont vu cela plus d'une fois, depuis des dizaines d'années, et, chaque fois, en pleurent de joie, d'émotion. C'est du très grand art, c'est là que Marcel Marceau est un ange magicien. Deuxième partie: avec la nouvelle compagnie que Marcel Marceau vient de créer (dix mimes sortis de son Ecole internationale de mimodrame de Paris), il donne la pantomime du *Manteau de Gogol*. Décors et costumes de Jacques Noël et D. Marchand, musique de E. Bischoff. C'est la projection d'un rêve, étrangement intime, très fidèle aux fantasmes de Gogol, à sa griffe aiguë de chat, à sa charité. Phénomène présent dans les deux parties: la jeunesse de Marcel Marceau, il a des jambes de quinzaine ans, la grâce d'une libellule (2).

Le grand sursaut

L'un des acteurs de fond de l'équipe Peter Brook, Bakary Sangaré, un géant black poids lourd, joue avec une finesse proprement diabolique le grand poème de Césaire, *Cahier d'un retour au pays*.



CHRISTIAN ZACHARIAS piano

SAM. 11 DEC. 18H
Scarlatti - Soler - Ravel

DIM. 12 DEC. 18H
avec
Marie-Louise Hinrichs piano
Mozart

LUN. 13 DEC. 20H30
KRONOS QUARTET

Daugherty - Georgescu
Ali-Zadeh - Lacy -
Zograbian - Kancheli
œuvres composées
pour le Kronos Quartet

avec
Steve Lacy et Irene Aebi

80 F
2 PL DU CHATELET 42 74 22 77

ARTS

Après la fermeture de ses salles d'exposition

Quelles issues de secours pour le Grand Palais?

Depuis le 21 novembre, le Grand Palais est fermé. La mesure a été prise en raison des dégradations qui affectent la verrière de la grande nef (le *Monde* du 23 novembre), dégradations qui ne sont que les symptômes d'une menace plus sérieuse. Le niveau de la nappe phréatique ayant trop baissé depuis plusieurs années, les «radeaux» de bois sur lesquels reposaient les fondations qui supportent le bâtiment ont, pour certains, commencé à pourrir, et, pour d'autres, accompagnés l'eau dans sa descente. Les piliers de pierre ne reposent plus que sur un magma de bois et de boue, quand ils ne sont pas suspendus dans le vide. L'effondrement de l'un d'eux pourrait suffire à déstabiliser la structure du Grand Palais et la verrière. Des travaux de refondation sont donc nécessaires. Ils dureront longtemps - sans doute dix-huit mois - et coûteront cher - 200 millions de francs au minimum, estime-t-on à l'heure actuelle.

La décision de fermeture affecte pour l'heure non seulement la nef - partie la plus menacée du bâtiment - mais encore le Palais de la découverte et les Galeries nationales, salles d'expositions temporaires administrées par la Réunion des musées nationaux. Or ces institutions sont installées dans la partie du Grand Palais la plus éloignée du fleuve et la plus saine. Leur réouverture est déjà programmée, à une condition: que soit modifié le circuit des issues de secours. Celles-ci avaient été, en effet, aménagées de manière à conduire dans la nef, et doivent donc être conçues afin de conduire au-dehors par d'autres voies. Ces transformations pourraient être réalisées assez vite, dès le début de l'année prochaine.

Le Palais de la découverte a annoncé qu'il serait à nouveau visible en février. Quant à la Réunion des musées nationaux, elle maintient pour l'heure inchangé son programme et calendrier. *Le Soleil et l'Étoile du Nord*, histoire des relations de la France et de la Suède au XVIII^e siècle, et *Impressionnisme: les origines (1859-1869)* devraient être inaugurés les 15 et 29 mars, comme prévu. La première exposition a déjà été reportée une pre-

mière fois, et il serait évidemment malheureux de déplaire à la Suède à l'heure des négociations entre Renault et Volvo. La deuxième est une coproduction du Musée d'Orsay et du puissant Metropolitan Museum de New York et, comme tout ce qui touche à l'impressionnisme, ne saurait être d'un mauvais rapport financier. Fortes, très fortes raisons diplomatiques et économiques.

Reste à fixer le destin des expositions qui ont été interrompues, mais laissées en place puisque rico, co vérité, ne les menace. Aux «Nabis» et à «L'Âme au corps», aussi, il faut des issues de secours. Depuis le 21 novembre, bien des hypothèses ont été évoquées: transfert des «Nabis» à Lyon ou déménagement des deux manifestations au Palais de Tokyo. Une visite exploratoire avenue du Président Wilson a dissipé toute espérance de ce côté-là. Pour «Les Nabis», le salut viendrait du Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, qui a proposé une partie de ses salles ouvrant sur le quai de New-York. Seule réserve, mais d'importance: qu'il soit possible d'y accueillir le flux de visiteurs d'une exposition «grand public» avec ce que cela suppose de précautions et - à nouveau - d'issues de secours.

Pour «L'Âme au corps», la question est plus délicate. Ici, œuvres d'art et objets scientifiques rares et fragiles se rencontrent, et les commissaires, Jean-Pierre Changuex et Gérard Régner, avaient conçu un itinéraire démonstratif précis, qu'il serait très difficile et très long de reconstituer ailleurs. Seule solution: accélérer le réaménagement des Galeries nationales, profiter du départ des «Nabis» et du circuit qu'il «libérerait» pour créer les issues manquantes, et, au besoin, retarder de quelques semaines les inaugurations du printemps prochain. Faute de quoi, des années de recherches et de la collaboration scientifique et financière des musées et du ministère autrichien de la culture - seraient perdues pour le public, résultat ouvrant. La décision devrait intervenir rapidement et les travaux s'engager aussitôt.

PHILIPPE DAGEN

Ecoutez voir

la résistible ascension
d'Arturo Ui

de Bertolt Brecht
mise en scène: Jérôme Savary

avec
Bernard Ballet, Guy Bedos
Michel Béro, Roland Blandine
Jacques Baudet, Jean-Louis Cordina
Jacques Debary, François Delaive
Alain Frérot, Isabelle Gomez
Jean-Claude Jay, Jean-Pierre Kalfon
Pierre Lafont, Daniel Langlet
Maxime Lombard, Robert Luobello
Martine Monsemont
Jean-Pierre Moulin
Louis Navarre, Jean-Paul Papaz
Guy Perrot, Benjamin Rataud
Jérôme Savary, Valérie Vogt
et Christian Hillion, Michel Bos
les Hot Papaz
et les Gospel Chords Singers
texte français: Armand Jacob
décors et costumes: Ezio Toffolutti
lumière: Alain Poisson
musique: Hans-Dieter Kosalla
direction musicale: Christian Hillion
son: Olivier Aldo Pedron
et Jérôme Galippe
maquillages: Kuno Schlegelmilch
collaboration artistique:
Leonidas Straptaskis

France Inter
renseignements / location: 47 27 81 15
salle Jean Vilar

THEATRE NATIONAL DE LA VILLE DE PARIS

CINÉPHILES

Jouez et gagnez
des CD,
des cassettes-vidéo
et des invitations avec

Le Monde

Tél. 36-68-70-20
(2,19 francs/min)

Face gare
Saint-Lazare
18, et du Havre
43 87 34 64

**GRANDS
OU
FORTS
Rafal**

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260

Informations téléphoniques permanentes
en français et en anglais au : 48-00-20-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Seuls indicateurs particuliers, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur C.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, 40-75-45-46.

LUNDI 6 DÉCEMBRE

S. 2 - Bijoux. Argentierie. - M^{re} BONDU.

S. 5 - 14 h 30. Tableaux modernes, abstraits et contemporains. Sculptures. ADAMI, ARMAN, ATLAN, BUFFET, CASSIGNOUL, CHAÏSSAC, FAUTRIER, GOERG-MODIGLIANI, RIOPELLE, TWOMBLY, ZAO WOU-KI. - M^{re} LOUDMER.

S. 6 - Livres. Ateliers Luigi LOIR, Paul-Louis DELANCE et Julie DELANCE-FEURGARD. - M^{re} de CAIGNY.

S. 13 - Tableaux modernes. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

MARDI 7 DÉCEMBRE

S. 9 - Tableaux XIX^e et modernes. - M^{re} Catherine CHARBONNEAUX.

MERCREDI 8 DÉCEMBRE

S. 3 - Bijoux. Orfèvrerie. - M^{re} BINOCHÉ, GODEAU.

VENREDI 10 DÉCEMBRE

S. 4 - 16 h. IVOIRES-PIERRES DURES. - M^{re} LOUDMER. Expo à l'étude du 6 au 9-12, 10 h/13 h et de 14 h-18 h et à l'hôtel Drouot, le 10-12, de 11 h/15 h.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80

VENREDI 10 DÉCEMBRE à 20 h

OBJETS D'ART ET DE TRÈS BEL AMEUBLEMENT
IMPORTANTES TABLEAUX ANCIENS

M^{re} PICARD et M^{re} SOLANET, commissaires-priseurs
Experts: MM. B. de Baysse, J.-P. Dillé,
G. Dillé, G. Herdubaut, A. Latreille,
L. Ryaux et E. Turquin
Expo: à Drouot-Montaigne, la 9-12
15 h/21 h et le 10-12, 11 h/16 h

BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
DE CAIGNY, 4, rue Drouot (75009), 42-46-00-01.
Catherine CHARBONNEAUX, 134, rue St-Honoré (75008), 43-59-66-56.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement
REEDS-LAURIN, 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009), 44-79-50-50.
PICARD, 3, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.
SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.

ILE-DE-FRANCE

La crise de l'immobilier

La tendance est à l'augmentation des ventes dans les communes de la petite couronne

Ce n'est pas la reprise, loin de là. Tout au plus, une signe de plus du « réajustement » tant annoncé : les ventes de logements neufs en Ile-de-France sont légèrement reparties au premier semestre, s'inscrivant en hausse de 20 %, selon une récente étude du Groupe de recherche sur l'économie de la construction et de l'aménagement (GRECAM). C'est en petite couronne que le marché a été le plus vigoureux, la grande couronne restant atonique.

« Certes les mesures gouvernementales du printemps ont été trop tardives pour peser significativement sur l'activité du premier semestre, et ces derniers mois ne semblent pas indiquer d'évolutions notables. L'attentisme domine encore, même si les visiteurs sont plus nombreux sur les bureaux de vente », tempère le GRECAM.

Paris avait donné le signal : dès 1992, les ventes de logements neufs étaient reparties. La hausse enregistrée l'an passé (+14,75 %) s'est confirmée au cours des six premiers mois (+17 %), grâce à des hausses de prix comprises entre 10 % et 15 % au cours du semestre. Combinée au coup d'arrêt des mises en ventes, ce redémarrage a permis de réduire d'un tiers le stock existant. Il représente pourtant encore 20 mois de commercialisation, au rythme actuel des ventes.

Le marché parisien étant extrêmement étroit (2 000 ventes par an environ, 3 000 pendant la dernière année « folle » de 1989), cette tendance se devait d'être confirmée par la banlieue. En fait, elle est différente selon

qu'on est en petite ou en grande couronne. Une fois encore, on constate l'effet de contagion de la capitale sur les communes environnantes. La tendance est donc aussi à la hausse des ventes en petite couronne, où elles progressent de 40 % (à 2 561 unités au premier semestre). Ce mouvement a permis de rattraper les chutes vertigineuses de 1990 et 1991 (-40 %).

« Sans être aussi forts que dans Paris, les réajustements de prix se sont généralisés dans les secteurs qui avaient le plus « flambé » : Boulogne, Levallois, Charenton... Et l'attrait des prix, restés relativement accessibles dans l'Est, a favorisé la reprise en Seine-Saint-Denis », commente le GRECAM. Au total, plus de la moitié des logements vendus en petite couronne l'a été à moins de 22 000 francs le mètre carré.

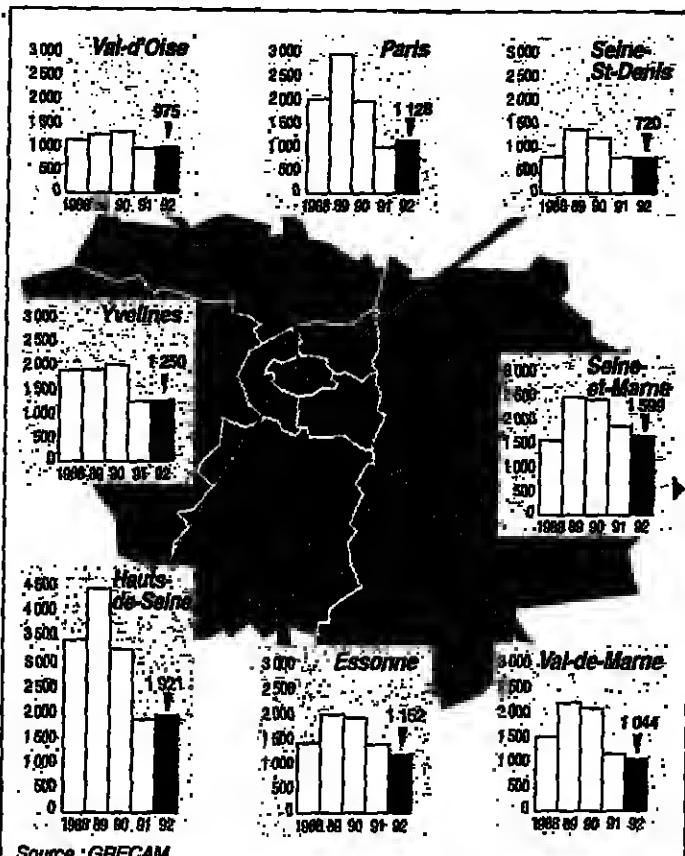
La aussi, le ralentissement des mises en vente a permis une accélération du déstockage qui s'est rétréci de 20 % et ne représente plus que 18 mois de commercialisation. Plus finement, les ventes ont été particulièrement soutenues dans les Hauts-de-Seine (+45 %).

Un marché tourné vers la primo-accession

La situation reste morose, en revanche, en grande couronne : les ventes ne progressent que de 4,6 %, les stocks baissent peu (-2,7 %) représentant deux ans et demi de commercialisation (toujours au rythme actuel), tandis que le rebond des logements nouveaux arrivant sur le marché (les mises en ventes) continue de couler.

Selon le GRECAM, « la stagnation des ventes n'est pas seulement imputable à la concurrence, sans doute plus forte, de la petite couronne, du fait des baisses de prix. La nature même de ce marché, essentiellement local et tourné vers la primo-accession, l'a rendu assez peu sensible aux fluctuations que l'on a connues dans Paris et sa proche périphérie. Par contre, la crise économique et la montée du chômage reflètent nettement son reprise ».

FRANÇOISE VAYSSÉ



Le graphique représente le nombre de logements vendus entre 1988 et 1992 dans les huit départements de la région Ile-de-France.

L'action pour le développement économique

Mettre l'innovation à la portée des 50 000 petites entreprises de la région

Le conseil régional d'Ile-de-France a décerné, mercredi 1^{er} décembre, les prix de l'entreprise technologique à la société pharmaceutique Bioprojet pour la recherche et aux Saisons d'Orly pour la création d'emplois.

Les 50 000 petites et moyennes entreprises de la région ont la chance de côtoyer des laboratoires d'études et des centres de recherche qui regroupent plus de la moitié des chercheurs français. Pourtant, seulement un tiers d'entre elles ont établi des liens avec un centre de recherche extérieur à leur entreprise.

Créés en 1989 à l'initiative du ministère de l'Industrie et de la Recherche, les cinq centres régionaux d'innovation et de transfert de technologie (CRITT) d'Ile-de-France (1) assurent la liaison entre les entreprises de moins de 500 salariés (non affiliées à un groupe) et les grands organismes publics ainsi qu'avec les centres de recherche du secteur non-concurrentiel.

Financés par le conseil régional, au titre du développement économique, les 25 ingénieurs-conseils des CRITT ont pour mission d'aider les petites entreprises à définir leurs besoins dans les domaines de la recherche et de l'innovation technologique et de les mettre en contact avec les organismes les mieux adaptés à leur demande. Ils visitent chaque année environ un millier d'entreprises de la région.

La région prend en charge une grande partie de cette aide. Elle finance d'abord le préconseil technologique (PCT) qui consiste en un diagnostic gratuit sur les besoins de l'entreprise et sur le

potentiel industriel, financier et commercial de son projet. Le détachement d'un expert pendant un à quatre jours pour établir ce diagnostic est entièrement pris en charge par le conseil régional. Environ 40 % de ces PCT ont débouché sur des contrats entre les entreprises et les laboratoires d'études.

Un moyen de survie

L'aide régionale à l'innovation et aux transferts de technologie (ARITT), permet de financer sans délai la moitié du coût de ces contrats. Les 1 011 PCT et les 354 ARITT pris en charge depuis 1989 ont représenté une aide de 87,2 millions aux entreprises de la région. Ces crédits ont augmenté de plus de 25 % en 1993.

Pour Christian Camhon (UDF), vice-président du conseil régional chargé de la formation professionnelle, du développement économique et de l'emploi, l'innovation technologique est un moyen de survie pour les petites entreprises de la région : « La progression technologique leur a permis de sauvegarder ou de créer 4 000 emplois ces cinq dernières années. Un franc d'aide de la région dans ce domaine permet à l'entreprise de réaliser 40 francs de chiffre d'affaires supplémentaires. Ainsi, 20 000 francs investis dans la recherche permettent de maintenir ou de créer un emploi ».

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) Chacun des cinq CRITT couvre les principaux secteurs industriels : mécanique, biomédical, agroalimentaire, électronique, chimie-environnement.

► Renseignements au CRITT d'Ile-de-France, 251, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

Le logement des sans-abri dans l'Essonne et en Seine-Saint-Denis

A Evry, la Sonacotra fait appel au groupe Accor

Huit semaines, pas une de plus, c'est le temps qu'il faudra à la Sonacotra pour édifier un hôtel social à Evry (Essonne). Les premiers coups de pelle ont été donnés à la fin du mois d'octobre. Les vingt-neuf logements seront livrés le 20 décembre. Ils permettront à cinquante sans-abri du département d'être hébergés pour Noël.

L'opération d'Evry s'inscrit dans le programme d'urgence lancé cet été par le ministère du logement. A l'obligation majeure de construire rapidement, la Sonacotra a répondu en faisant appel au savoir-faire de la chaîne hôtelière Formule 1. La chaîne sans

étiole du groupe Accor a en effet mis au point des techniques de construction rapides et économiques. Elles lui ont permis de faire chuter en dessous de 130 000 francs le prix de revient d'une chambre — et surtout d'étendre son réseau (280 établissements à ce jour) au rythme moyen d'un hôtel par semaine.

« Nous utilisons un système de préfabrication modulaire industrialisée. Les modules sont entièrement équipés en usine, puis installés sur le site », explique Pascal Pingon, architecte chez Hotec, filiale ingénierie de l'hôtellerie économique du groupe Accor. Pour le projet de la Sonacotra,

Hotec a utilisé une technique de panneaux préfabriqués en usine, un peu différente de celle des hôtels, mais d'un coût resté abordable.

« Le prix d'un tel équipement, avec son aménagement intérieur, avoisine les 5,4 millions de francs, ce qui est raisonnable pour les collectivités locales », souligne Pascal Pingon. A la direction de Formule 1, on précise cependant que l'entreprise se contente de mettre à disposition des compétences de bâtisseur et qu'il n'est pas question de créer une chaîne d'hôtels pour les SDF.

L'hôtel social d'Evry comprendra vingt-neuf logements, dont dix-huit chambres individuelles et quelques appartements de trois ou quatre pièces pour les familles nombreuses. Les locataires disposeront d'une cuisine par étage, ainsi que d'une laverie automatique. La gestion sera assurée par la Sonacotra.

Les occupants devraient, toutes aides au logement déduites, s'acquitter d'un loyer peu élevé (300 francs par mois pour une chambre). « Cet hôtel social constituera uniquement une solution transitoire pour les personnes se retrouvant sans toit. Ce n'est pas une HLM, et nous avons fait des équipements à minima. En attendant, ceux qui auront besoin de se loger rapidement pourront le faire sans délai et sans conditions particulières », explique Jean-Marc Giri, chargé de mission auprès de la direction générale de la Sonacotra.

A l'occasion du plan d'urgence, la société d'économie mixte est également engagée dans d'autres opérations pour loger des sans-abri : le réaménagement de locaux d'activités vacants ou le rachat d'hôtels ayant déposé leur bilan. La réhabilitation d'Evry reste expérimentale. Une seule autre opération du même type est prévue dans les mois à venir, à Marne-la-Vallée. Le terrain n'est pas encore disponible, mais les murs sont déjà en préfabrication.

PATRICK DESAVIE

Aux Lilas, la mairie refuse la vente d'un hôtel à l'Armée du salut

Le maire des Lilas, commune de Seine-Saint-Denis de 20 000 habitants située aux portes de Paris, refuse catégoriquement de « servir de réceptacle à toute la misère de la capitale ». Jean-Jack Salles (CDS), vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France, affirme « son opposition totale » au projet de rachat d'un hôtel de la ville, en liquidation judiciaire, par l'Armée du salut, pour y héberger quelque 600 bénéficiaires du RMI et sans domicile fixe et faciliter un plan d'urgence pour les sans-abri.

Il considère que cet établissement trois étages de 250 chambres dont dix suites, deux salles de restaurant, six salles de réception et conférences, construit en 1988, ne correspond pas aux besoins de l'Armée du salut. Selon lui, son acquisition pour y abriter les

plus démunis entraînerait des charges sociales considérables pour sa ville. Jean-Jack Salles se dit prêt « à tout mettre en œuvre pour faire échouer le projet » qui, s'il devait se concrétiser, priverait en outre sa commune de la troisième plus forte recette de taxe professionnelle (1 million de francs).

Une autre solution

Estimant qu'il existe une autre solution dans la capitale, « géographiquement plus cohérente », « socialement mieux adaptée » et « économiquement plus satisfaisante », la municipalité a proposé à l'Etat et à la Ville de Paris de proposer à l'Armée du salut l'acquisition de neuf petits hôtels parisiens, également en liquidation, qui, à son avis, permettraient de dis-

poser très rapidement d'un total de 340 chambres pour un prix ne dépassant pas les 30 millions de francs.

Selon une note d'information adressée par la direction départementale des affaires sociales et sanitaires de la Seine-Saint-Denis à la délégation interministérielle au revenu minimum d'insertion, transmis à la ville des Lilas, le coût de rachat de l'hôtel Europarc nécessiterait un investissement de 87,7 millions de francs, financé pour un montant de 11,7 millions de francs par l'Armée du salut et le reste (76 millions) à part égale par l'Etat et la Ville de Paris.

Le tribunal de commerce de Bobigny devrait se prononcer jeudi 2 décembre sur les propositions de rachat de cet établissement qui lui ont été faites.

M. B.-M.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

ACTION MUTANTE. Film espagnol de la Iglesia, v.o. : Ché Bouabou, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 36-65-70-74) ; Benvenuto Mompanasso, 15 (36-65-70-38) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; 36-65-70-23) ; Gaumont Gobelins, 13 (36-65-75-58).

DOUBA-DOUBA. Film russe d'Alexandre Kharin, v.o. : Les Trois Luchembourgs, 8 (46-33-97-77) ; 36-65-70-43).

LITTLE BUDDHA. Film américain de Bernardo Bertolucci, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-67-57) ; 36-65-70-89) ; Gaumont Neufouille, 8 (36-68-75-58) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; 36-65-70-88) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; 36-68-75-58) ; Gaumont Champé-Elisée, 6 (43-58-04-67) ; UGC Bercy, 8 (45-62-20-40) ; 36-65-70-81) ; Gaumont Opéra Française, 9 (36-68-75-58) ; 14 Juliette Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (36-68-75-58) ; Gaumont Alésia, 14 (36-65-75-58) ; 14 Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; UGC Molière, 17 (40-68-00-16) ; 36-65-70-61) ; v.f. : Bretagne, 8 (36-65-70-37) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-97-35-43) ; 36-65-71-88) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-18) ; Les Nerfons, 12 (43-43-04-67) ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-84) ; Gaumont Convention, 15 (36-68-75-58) ; Pathé Wepler, 18 (36-68-70-22).

LOVE FIELD. Film américain de Jor-

than Kaplan, v.o. : La Balazac, 8 (45-61-10-60) ; v.f. : Montparnasse, 14 (36-68-75-58).

SIDA, PAROLES DE L'UN A L'AUTRE. Film français de Pauline Mazuel et Bertrand de Soliers : Etoile de Bois, 5 (43-37-57-41) ; Utopia, 5 (43-28-84-68) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18).

TAXI DE NUIT. Film français de Serge Leroy : Europa Penthouse (ex-Réflex Penthouse), 5 (43-54-15-04).

TOUT LE MONDE N'A PAS EU LA CHANCE D'AVOIR DES PARENTS COMMUNISTES. Film français de Jean-Jacques Zilbermann : Forum Horizon, 1 (45-08-67-57) ; 36-65-70-83) ; 14 Juliette Odéon, 6 (43-25-56-83) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-73) ; Gaumont Merisier-Concorde, 8 (36-68-75-58) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-97-35-43) ; 36-65-71-88) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; 36-65-70-82) ; Max Linder Panorama, 9 (48-24-86-86) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; 36-65-70-44) ; 14 Juliette Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-04-95) ; 36-65-70-45) ; Métrol, 14 (36-65-70-41) ; Montparnasse, 14 (36-68-75-58) ; 14 Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (36-68-75-58) ; Pathé Wepler II, 18 (36-68-70-22) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-98) ; 36-65-71-44).

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes

7^e arrdt
GRENNELLE
ST-GUILLAUME
Imm. 18, studio, 1 ch, Sd, Sd, cuisine, 800 000 F. 3/20/20.
47-93-36-91 (répond.)

13^e arrdt
GOBELINS, 4/5 pièces, récent, étages, asc., beau, vue dégagée, sur jardin, bon état. 1 850 000 F.
SIB. 45-58-50-30.

14^e arrdt
2 pièces, RASPAIL-VAVIN
3^e sud, soleil, calme, 1 100 000 F. 43-20-77-47.

STUDIO bd Montparnasse, 35 m², 5^e étage, asc., beau, réent. 720 000 F.
Tél. 43-20-77-47.

PORT ROYAL 70 m², 2/3 P, m², 1930, mand., 1.870.000 F. 43-20-32-71

18^e arrdt
85 m², 745 000 F.
3 pièces, 1 ch, vue panoramique
Imm. MARCADET, 42-61-51-51.

CAULAINCOURT, 75 m²
3 pièces, 1 ch, 1 480 000 F.
Imm. MARCADET, 42-61-51-51.

20^e arrdt
RUE DES PYRÉNÉES
Bel imm., 1930, asc., jardin.
Appr. 67 m², occupé loi 48.
P. intéress. 47-01-05-11.

92
Hauts-de-Seine
NEUILLY ST-JAMES, living, 2
chbrs, 85 m², services.
1 900 000 F. 45-08-53-84.

bureaux

Locations
VOTRE BIEN SOCIAL
et les services, 43-55-17-50.

DOMICILIATIONS
appartements
achats

SAINT-MAXIME
« Domaine du Golf
Vue panoramique, à l'entrée du
golfe de Saint-Tropez.
Vieille grande bâtisse,
130 m² habitables,
dépendances, piscine.
Livrable 1994.
Prix : 4 200 000 F. TTC.
Tél. : 18 (1) 82-02-99-50.

propriétés
Mass provençal à Gordes
de la Luberon en plein du
pays 300 m² hab., 2 800 m²
de terrain arboré et clos,
pisc., 5 chbrs, 3 sds, alarme,
sûreté, cuis. d'éq. équipée,
portail électrique et caméras
vidéo, autos. automatique.
Tél. : 18-80-72-11-14.
Fax : 18-80-72-00-32. P. Noé.
répond. P. 4 500 000 F.
Prix justifié

EMBASSY SERVICE
recherche pour CLIENTS
ÉTRANGERS APPARTS DE
HAUT DE GAMME PARIS-
RESIDENTIEL et HOTELS
PARTICULIERS.
(1) 47-20-40-03.

ÉTRANGER

Dans le rapport annuel de l'OCDE

Le Japon est invité à poursuivre ses réformes structurelles

L'économie japonaise retrouvera une croissance soutenue grâce non seulement à une action macroéconomique, mais aussi à un programme de réformes structurelles, selon le rapport annuel de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le Japon, paru jeudi 2 décembre. Afin de stimuler l'activité, le gouvernement de M. Hosokawa vient de décider une réduction de l'impôt sur la

revenu. La crise que traverse l'économie japonaise est plus longue qu'à l'accoutumée. « Alors que les récessions de l'après-guerre ont duré quinze mois en moyenne, à la fin de 1992 presque deux années s'étaient écoulées depuis que la croissance avait commencé à se ralentir », notent les experts de l'OCDE. Et les perspectives ne sont guère encourageantes, tant les principaux indicateurs sont mauvais : baisses du chômage, qui touche désormais 2,7 % de la population active, baisse de 6,2 % de la production industrielle sur un an (octobre 1993 comparé à octobre 1992), chute de 21 % depuis le 25 octobre, de l'indice Nikkei, principal indicateur de tendance de la Bourse de Tokyo.

La mauvaise santé de l'économie japonaise résulte, selon l'OCDE, des décisions prises dans les années 80. Lors de cette période de surchauffe, les entre-

prises ont massivement investi et recruté, avec, pour conséquence, un accroissement des coûts salariaux et des frais d'amortissement. De plus, la hausse des taux d'intérêt, intervenue entre 1988 et 1990, a entraîné une augmentation de leurs charges financières. Les entreprises ont donc cherché, en 1990 et 1991, à réduire leurs investissements et leurs coûts de main-d'œuvre, « cette dernière réduction frappant la consommation et affaiblissant encore davantage la production », comme le souligne le rapport.

Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) est ainsi passé de 4,1 % en 1991 à 1,3 % en 1992. Cette chute du PIB ne s'est pas accompagnée pour autant d'une montée sensible du chômage, dont le taux est passé de 2,1 % en 1991 à 2,7 % en octobre 1993, soit nettement moins que les taux observés dans les autres pays de l'OCDE. Les entreprises ont choisi, en effet, de réduire le temps de travail avec une baisse sensible des heures supplémentaires, de recourir au travail à temps partiel et d'adopter des mesures de retraite anticipée ou « recommandée ».

Relance budgétaire

Cette situation de crise a miné la confiance des consommateurs nippons. Premiers secteurs touchés : les produits de luxe et les biens de consommation durables. Et, à partir du second trimestre

de 1992, les articles de première nécessité (produits alimentaires et vêtements). En raison de l'incertitude de l'environnement économique, les Japonais ont préféré épargner plutôt que consommer. De 14 % du revenu disponible, leur taux d'épargne est monté à près de 15 % en 1991 et 1992. Il semble avoir encore augmenté au second semestre de 1993. « Le principal soutien des dépenses des ménages a été la baisse de l'inflation, qui a contribué à la croissance de leur revenu réel », remarquent les experts de l'OCDE. Après une hausse de 3,3 % en

1991 et 1,6 % en 1992, les prix à la consommation devraient augmenter de 1 % en 1993.

Afin de relancer l'économie, la politique monétaire a été assouplie. La Banque du Japon a décidé de ramener progressivement le taux officiel d'escompte de 6 % en 1991 à 2,5 % en février 1993. Mais les banques, qui ont connu dans le passé un accroissement de créances douteuses, restent prudentes dans leurs opérations de prêts. De son côté, le gouvernement a lancé entre août 1992 et septembre 1993 trois grands programmes

budgétaires pour un montant total d'environ 1 500 milliards de francs. Les sommes ont été affectées à des dépenses d'infrastructures publiques, à des investissements dans l'éducation, la recherche et les équipements sociaux, et à la promotion de l'investissement privé. Ces programmes ont été financés par des émissions d'obligations. Et le Japon « dispose encore d'une marge d'action exceptionnelle parce que les comptes des administrations publiques sont excédentaires », constatent les experts.

Déréglementer l'économie

Il est encore difficile d'évaluer l'incidence de ces plans de relance. D'autant que l'économie japonaise doit faire face à un nouveau « choc » avec l'appréciation sensible, depuis un an, du yen par rapport au dollar. Pour l'instant, l'OCDE estime relativement limitées les conséquences sur les exportations en raison du choix des industriels de « sacrifier leurs marges de profit à court terme afin de conserver leurs parts de marché » et de la « grande efficacité des industries manufacturières ». Mais, dans l'avenir, le Japon pourrait « commencer à accuser de sérieuses pertes de parts de marché à l'exportation », indique le rapport. Les coûts salariaux dépassent déjà ceux de l'Allemagne et des États-Unis. Pourtant, selon l'OCDE, l'excédent de la balance courante, qui était de 118 milliards de dollars

(700 milliards de francs) en 1992 pourrait s'élever à 150 milliards de dollars sur la période 1993-1997, en raison, notamment, du taux d'épargne très élevé des Japonais.

Les experts de l'OCDE prévoient, en 1994, une croissance du PIB légèrement inférieure à 2 %, contre moins de 1 % en 1993. La reprise dépendra avant tout de « l'efficacité de l'assouplissement monétaire en cours et de la stimulation budgétaire ». De plus, avec le vieillissement de la population, l'OCDE juge que les engagements futurs au titre des pensions menacent de déstabiliser les finances publiques. Il faudra donc, pour « satisfaire les besoins de cette population vieillissante, augmenter les prélèvements obligatoires sur les actifs ». Or, le premier ministre, Morihiro Hosokawa, vient, au contraire, de décider une baisse de l'impôt sur le revenu pour relancer l'économie.

Par ailleurs, l'OCDE recommande, en raison de « l'efficacité limitée des mesures macroéconomiques traditionnelles », la poursuite des réformes structurelles entreprises par le gouvernement et qui visent à déréglementer l'économie, en particulier dans le domaine de la concurrence et de la promotion des importations. Ces mesures devraient « contribuer à renforcer l'internationalisation de l'économie et bénéficier aux consommateurs ». Tout comme à l'économie mondiale.

ALAIN PUCHAUO

INDICATEURS

ESPAGNE

● Croissance : + 0,6 % au troisième trimestre. - Le produit intérieur brut espagnol a augmenté de 0,6 % au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent, mais est en recul de 0,9 % par rapport à la même période de 1992. L'Espagne devrait connaître, en 1993, une croissance négative entre 0,8 % et 1,1 %.

ÉTATS-UNIS

● Dépenses de construction : + 2,5 % en octobre. - Les dépenses de construction ont augmenté aux États-Unis de 2,5 % en octobre par rapport au mois précédent, soit la sixième hausse mensuelle consécutive à la plus forte depuis mars 1992. Sur un an (octobre 1993 comparé à octobre 1992), ces dépenses se sont accrues de 9,8 %.

● Indices des directeurs d'achat : + 1,9 point en novembre. - L'indice économique du groupement national des directeurs d'achat américains s'est établi en novembre à 55,7 contre 53,8 en octobre. Un chiffre supérieur à 44,5 % traduit une expansion de l'économie. Depuis janvier 1993, l'indice a été en moyenne de 52,2 %.

TGV ESPAGNOL : les chemins de fer espagnols achètent huit rames à GEC-Alsthom. - Les chemins de fer espagnols (RENFE) ont approuvé, mardi 30 novembre, l'achat de huit trains à grande vitesse (TGV) au groupe franco-britannique GEC-Alsthom, a indiqué à Madrid un communiqué de RENFE. L'acquisition de ces rames avait été reportée en 1991 après que les chemins de fer espagnols avaient acheté seize trains à GEC-Alsthom pour le ligne à grande vitesse Madrid-Séville, inaugurée au printemps 1992 à l'occasion de l'Exposition universelle. Deux des huit rames commandées seront réservées au trajet Madrid-Séville, la seule ligne à grande vitesse en Espagne ayant un écartement international des voies (1,43 m). Les six autres seront destinées à la liaison Barcelone-Velence, avec écartement espagnol (1,66 m). - (AFP)

En raison de la réduction des investissements de la firme allemande

Le gouvernement tchèque tance Volkswagen

de Prague

Le gouvernement tchèque a lancé, mercredi 1^{er} décembre, un avertissement aux dirigeants du groupe Volkswagen, actionnaire minoritaire (31 %) du constructeur automobile Skoda, qui a décidé de réduire de moitié les investissements promis lors de la création de la filiale commune en décembre 1990. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Vladimir Dlouhy, dans un article virulent publié par le quotidien *Mlada Fronta Dnes*, a rappelé que l'État tchèque demeurait le principal actionnaire et n'accepterait pas que « Volkswagen se comporte au détriment des intérêts de Skoda ». Le

constructeur allemand a en effet annoncé à l'issue de la réunion du conseil de surveillance fin novembre qu'il n'investirait dans Skoda que 3,749 milliards de marks d'ici à l'an 2000 contre les 7,1 prévus à l'origine. Il a par ailleurs indiqué qu'il ne construirait pas à Mladá Boleslav, où est implanté Skoda (50 km au nord-est de Prague), une nouvelle usine à moteurs (400 000 par an) qui aurait dû approvisionner d'autres unités de production du groupe en Europe. Au contraire, la direction de Volkswagen a exprimé le souhait de fournir des deux-moteurs fabriqués dans ses usines sous-employées et qui seraient complétés en République tchèque pour les besoins en hausse de Skoda.

M. Dlouhy a rappelé que Volkswagen avait été préféré au français Renault « justement en raison des investissements et du projet industriel envisagés de même que dans l'espoir d'une étroite coopération ». Le ministre tchèque de l'Industrie se plaint en effet de ne pas être informé des intentions de Volkswagen par ses dirigeants. Aussi, le gouvernement pourrait envisager un audit du programme de développement de Skoda proposé par Volkswagen et s'il « s'avère qu'il n'est pas dans l'intérêt de Skoda, l'État se comportera résolument comme l'actionnaire majoritaire », avertit M. Dlouhy.

MARTIN PLICHTA

DÉMOGRAPHIE

Après quinze ans de stabilité

La fécondité commence à baisser en France

En matière de fécondité, la France va-t-elle suivre avec retard l'évolution des autres pays d'Europe occidentale ? Après le décrochage très net marquant la fin du baby-boom, presque partout la fécondité avait continué à décliner, d'abord au nord (Scandinavie, Allemagne, Belgique, etc.) puis au sud (Italie, Espagne, Grèce et Portugal). En revanche, en France, l'indice annuel de fécondité, après une chute de 2,3 à 1,63 enfant par femme en âge d'en avoir (soit une baisse de 20 %), sur les trois années 1974-1976, est resté presque stable à ce niveau pendant quinze ans (repassant même au-dessus de 1,9 entre 1980 et 1982).

Cette stabilité a-t-elle pris fin ? En 1992, le taux de fécondité est tombé à 1,73, contre 1,77 en 1991, et la chute va sans doute s'accroître en 1993 : sur la base des naissances du premier semestre, les projections faites aboutissent à un taux annuel se situant

entre 1,63 et 1,65 enfant par femme.

Cette baisse est moindre que celle enregistrée en 1974-1976. Elle est due à un retard dans le calendrier des naissances (comme cela s'est produit dans d'autres pays, notamment en Suède) : alors que 60 % des femmes nées de 1940 à 1945 avaient déjà au moins un enfant à l'âge de vingt-cinq ans, dans les générations 1955-1959, 48 % seulement en ont eu un (le *Monde* daté 14-15 mars). Ce retard sera-t-il compensé par les naissances « tardives », qui augmentent ? En fait, plus il s'accroît, plus il devient difficile à rattraper. La descendance finale (totale) des femmes, qui était restée supérieure à 2,1 enfants pour celles nées avant 1959, pourrait descendre à 2, voire un peu moins pour celles nées après le début des années 60.

G. H.

Au plus bas en Europe

Un rapport d'Eurostat publié mercredi 1^{er} décembre constate qu'en 1992 « le taux de fécondité a atteint en Europe le niveau le plus bas de tous les temps ». Alors qu'en 1980 ce taux atteignait 1,82 enfant par femme dans la Communauté européenne, il n'était plus que de 1,42 l'an passé. Le recul de la natalité, qui s'était d'abord manifesté dans l'Europe du Nord mais s'est plutôt redressé dans cette partie du continent, touche maintenant le Sud. Le taux de fécondité est de 1,23 en Espagne, 1,26 en Italie, 1,41 en Grèce et 1,48 au Portugal. Le même phénomène se poursuit en Allemagne (1,30). Alors que le taux de fécondité nécessaire au renouvellement des générations est évalué à 2,1, Eurostat observe que l'Irlande (2,11 contre 2,23 il y a dix ans) reste le pays le plus dynamique devant le Royaume-

Uni (1,80), le Danemark (1,77) et la France (1,73). Le rapport souligne également que « l'institution du mariage se fragilise dans la Communauté européenne ». Le taux de nuptialité, qui est tombé de 6,4 à 5,6 pour mille en douze ans, est le plus bas en France (4,7) et en Irlande (4,5). Enfin, le taux d'activité des femmes (qu'elles aient un emploi ou qu'elles se trouvent au chômage) a augmenté depuis quatre ans, passant de 57,5 % à 61,2 %. « L'exemple du Danemark montre qu'un système développé de garde d'enfants permet aux femmes de concilier leur vie professionnelle et familiale », met en exergue Eurostat. Une conclusion à méditer par ceux qui pensent qu'un « salaire maternel » permettrait de relancer la natalité.

J.-M. N.

PROJECTION PRIVEE

ENTREE LIBRE

Leader mondial du Laserdisc, Pioneer a le plaisir de vous inviter au 1^{er} Show Vidéolaser. Au programme, la projection en son numérique et Dolby Surround d'extraits de *Basic Instinct*, *Batman*, *Le Grand Bleu*... Essayez la plus performante des gammes audio-vidéo et découvrez la perfection de l'image et du son laser. Sortez de l'ordinaire : entrez dans le Show Vidéolaser Pioneer.

PIONEER
The Art of Entertainment
PIONEER SETTON S.A.

DU 2 AU 11 DECEMBRE
PARVIS DE LA DEFENSE
PLACE DE LA DEFENSE

ECONOMIE

INDUSTRIE

France Telecom et Deutsche Telekom mariés le 7 décembre

La loi sur la réglementation des télécommunications est reportée

Le projet de loi sur la nouvelle réglementation des télécommunications va être reporté de quelques mois, a laissé entendre, mercredi 1^{er} décembre, Bruno Lasserre, directeur de la réglementation générale (DRG) au ministère des télécommunications. Le projet de loi sur la réglementation, qui doit redéfinir les règles de la concurrence des télécommunications en France en prévision de l'ouverture de l'ensemble des services à la concurrence en Europe en 1998, ne peut être soumis au Parlement avant le projet de réforme de France Telecom, a indiqué M. Lasserre lors d'une conférence.

Le ministre des télécommunications, Gérard Longuet, avait indiqué la semaine dernière qu'il reportait le projet de réforme de statut de l'établissement public, qui devait être déposé à l'Assemblée au

printemps 1994. M. Longuet n'a pour l'instant pas fixé de nouvelle date pour ce projet, soulignant simplement que la réforme restait nécessaire.

Ce nouveau report d'empêchera pas, en revanche, France Telecom et Deutsche Telekom de présenter le 7 décembre à Bruxelles leur projet d'alliance, lors d'une conférence de presse commune aux deux opérateurs. Les deux partenaires, qui tiendront cette conférence en même temps que se réunira le conseil des ministres européens des postes et télécommunications, devront toutefois soumettre leur projet d'alliance à l'approbation des autorités de Bruxelles. Le projet devrait aller au-delà des coopérations déjà prévues dans le cadre de leurs filiales communes Eurocom (réseaux à valeur ajoutée) et Eurocom (prise en charge des réseaux

de communication des entreprises internationales), pour toucher l'ensemble des domaines ouverts à la concurrence dans les réseaux d'entreprise et la transmission de données.

A l'issue du sommet franco-allemand, Gérard Longuet et son homologue allemand, M. Boetsch, ont précisé dans un communiqué commun que « ces projets se situent dans le cadre d'une alliance et d'un partenariat qui, dès que le statut des deux entreprises le permettra, pourrera conduire à des échanges de participation en capital ». Les ministres ont estimé que ce rapprochement « favorisera le développement d'infrastructures de télécommunications paneuropéennes nécessaires à la croissance et à la compétitivité des entreprises en Europe ».

Un arbitrage favorable à Peugeot

M. Longuet impose à Renault de prolonger l'activité de Chausson

Jacques Calvet, le PDG du groupe automobile PSA, doit être ravi. Alors que Chausson, filiale commune de Peugeot et de Renault chargée de produire des véhicules utilitaires pour les deux marques est en règlement judiciaire après la décision de la firme de Sochaux de lui retirer certaines activités, Gérard Longuet, le ministre de l'Industrie, considère que c'est à l'entreprise publique d'en supporter les conséquences.

Répondant à une question que lui posait un député communiste, le ministre a tranquillement déclaré mercredi 1^{er} décembre, devant l'Assemblée nationale, qu'il avait « demandé à Renault - parce que l'Etat est l'actionnaire principal de Renault - de préparer des plans de prolongation d'activité des deux usines de Chausson (2 800 salariés)

situées à Creil et Gennevilliers. Enfonçant le clou, M. Longuet a rappelé que, « dans le partenariat Peugeot-Renault, Peugeot a décidé de jeter l'éponge et nous ne pouvons pas compter sur cette entreprise, parfaitement autonome et responsable de ses décisions, pour assurer l'avenir de Chausson ».

En peu de mots, le ministre est parvenu à accumuler une impressionnante série d'incohérences. Le fait de « jeter l'éponge » - Peugeot s'obstine en effet à ne pas vouloir cofinancer le plan social de Chausson rendu nécessaire par ses propres décisions industrielles (Le Monde - L'Économie du 12 octobre) - serait une preuve de « responsabilité ». En outre, la conséquence de cette courageuse mesure « d'autonomie » imposée au partenaire public de « jeter l'éponge » - parce que l'Etat

est son actionnaire principal - Renault, que M. Longuet soutient ardemment, n'a d'ailleurs pas attendu les conseils du gouvernement pour étudier le faisabilité d'une reprise - certes partielle - de Chausson et élaborer un plan social. A Billancourt, on se serait volontiers passé de cet hommage d'un genre très spécial rendu au secteur nationalisé.

Ces déclarations, qui constituent un bon exemple de l'absence de cohérence, ne vont pas contribuer à améliorer l'image de marque de Renault en Suède où une partie des actionnaires de Volvo s'opposent à la fusion prévue avec le groupe français. Au moins apportent-elles un utile éclairage sur les conceptions libérales du ministre de l'Industrie dans le domaine social.

JEAN-MICHEL NORMAND

SOCIAL

Augmentation des demandeurs d'emploi indemnisés en octobre

A la fin d'octobre, selon les données publiées mercredi 1^{er} décembre par l'INMEDI, le nombre des personnes indemnisées par le régime d'assurance-chômage s'élevait à 2 899 150, en augmentation de 0,5 % en un mois en données corrigées, et de 11,3 % en un an. Sur un total de 2 494 400 chômeurs indemnisés (+10,6 % en un an), 2 092 300 (+11,7 % en un an) l'ont été au titre du régime d'assurance stricto sensu, 18 700 ont reçu une

allocation d'insertion (-5,5 % en un an), et 383 400 demandeurs d'emploi de longue durée ont bénéficié de l'allocation spécifique de solidarité, financée par l'Etat (+12,2 % en un an). En outre, 201 150 allocataires ont été pris en charge dans

des dispositifs de formation ou de conversion (+40,8 % en un an). Enfin, on comptait 203 600 préretraités FNE (Fonds national de l'emploi), en baisse de 1,2 % en raison de la diminution des garanties de ressources.

Le ministre du travail estime que l'aggravation du chômage est « hélas conforme aux perspectives »

Commentant les chiffres du chômage pour octobre devant l'Assemblée nationale, mercredi 1^{er} décembre, Michel Giraud, ministre du travail, a estimé que la hausse est « hélas conforme à toutes les perspectives annoncées » et a réaffirmé que le gouvernement entendait poursuivre sa politique de lutte contre le chômage. Son prédécesseur, Martine Aubry, a déclaré à Strasbourg qu'« il ne suffit pas de dire ça, frémir, ça frémir, pour que cela bouge : (...) les Français voient bien (...) que cela ne frémir pas ».

Le président du CNPF, François Perigot, a pour sa part invité l'opinion à la patience en attendant que les dispositions gouvernementales portent leurs fruits. « N'attendons pas de miracle des mesures que l'on peut prendre », a-t-il ajouté, « cela aura vraiment des effets quand la reprise reviendra ». Dans un communiqué, la CFDT a souligné que, « face au drame qu'est le chômage, les entreprises portent une lourde responsabilité » et a rappelé que « les efforts consentis par la collectivité nationale en direction des entreprises (...) doivent trouver leurs contreparties en emplois ».

NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION COMMENT DEVENIR LE MEILLEUR !

Le prochain stage de pilote professionnel à la NAI (école aéronautique agréée aux Etats-Unis) débutera en juin 1994, à Conway, Caroline du Sud.

Les qualifications de base : avoir dix-huit ans, un niveau scolaire de première scientifique ou équivalent, une bonne santé, et être admissible à l'issue des tests de sélection qui auront lieu à Paris en février 1994. Tous les tests sont administrés en anglais.

L'AVENIR SE PRÉPARE DÈS AUJOURD'HUI
Au North American Institute of Aviation, il n'y a pas de hasard ni de brevets au rabais. De ce fait, la réussite aux tests de sélection (en février) est un premier passage obligatoire.

MAINTENANT DISPONIBLE : FORMATION ET CERTIFICATION
COMME PREMIER OFFICIER SUR B-77, B-737, DC-9 & MD-80
Choisissez le leader avec plus de vingt-deux ans d'expérience dans la formation aéronautique.

Si vous êtes sérieusement intéressés par l'aviation, vous trouverez que nous le sommes aussi !
Les pilotes formés par NAI volent pour les compagnies aériennes du monde entier :

Aer Lingus Crossair Ryanair
Air France Finnair SAS
Air Holland Garuda
Air Inter KLM
Alitalia Martinair
British Airways (et beaucoup d'autres)
Ecole aéronautique agréée par la FAA N° C185061Q
Désignée pour recevoir des étudiants internationaux au titre du Foreign Exchange - Visitor Program N° P-4-4759 (Viss J-1).

Renseignez-vous avant de vous décider.
Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION
Conway-Horry County Airport
P.O. Box 680, Conway
South Carolina 29526, USA
Téléphone : 803-397-9111
Fax : 803-397-3776

REPÈRES

GRÈVE

Les syndicats d'Air Inter appellent à des débrayages

Les six syndicats du personnel au sol d'Air Inter ont appelé à des débrayages d'une durée de quatre heures, jeudi 2 décembre, pour réclamer « l'arrêt du plan Bossard » sur l'éventuel du trafic aérien en France qu'ils jugent néfaste pour leur compagnie, ont-ils annoncé dans un communiqué.

La direction d'Air Inter, de son côté, a précisé que le programme des vols était « maintenu », tout en estimant que « d'éventuelles perturbations étaient néanmoins possibles ».

Ce mouvement s'inscrit dans les prévisions de grève successives annoncées le 15 novembre dernier par l'intersyndicale, qui avait alors décidé de « poursuivre le mouvement pour remettre en cause le plan Bossard ». Ce plan porte sur l'ouverture du ciel français à la concurrence, dans le cadre de ce que les syndicats dénoncent comme une entreprise de « déréglementation » du marché européen.

SONDAGE

L'agriculture : un fleuron français

Les quatre principales organisations professionnelles agricoles - Fédération nationale des syndicats d'exploitants, Centre des jeunes agriculteurs, Chambre d'agriculture et Confédération de la Mutualité et du Crédit - ont présenté, mardi 30 novembre, les résultats d'un sondage réalisé par BVA et terme duquel il apparaît que « l'agriculture est perçue par les Français comme un fleuron de l'économie et un atout majeur ». 88 % des personnes interrogées déclarent que la mise en jachère concerne tous les Français et pas seulement les agriculteurs. 8 % seulement des Français ont une mauvaise opinion des paysans. Commentant la campagne de communication lancée par les organisations, Luc Guyau, président de la FNSEA, a déclaré à propos du GATT : « Si les agriculteurs se sentaient lâchés, alors ils se mobiliseraient très vite dans les campagnes pour démontrer qu'ils n'accepteraient pas l'inacceptable. Mais pour le moment l'heure n'est pas aux actions violentes ».

CRISE

Ferranti demande sa mise en redressement judiciaire

La société britannique d'électronique de défense Ferranti International a demandé, mercredi 1^{er} décembre, à être mise en redressement judiciaire aussitôt après avoir été informée de l'abandon de l'OFA que son compatriote General Electric Company (GEC) avait lancée à son encontre fin octobre. Au prix symbolique de 1 penny l'action, cette OFA avait donné une leçon

INTERMITTENTS DU SPECTACLE : Un médiateur est nommé

Conformément à ce qu'avaient annoncé les ministres du travail et de la culture, le 25 novembre, un médiateur a été désigné mercredi 1^{er} décembre dans le conflit qui oppose les intermittents du spectacle au patronat sur le dossier de l'assurance-chômage. Il s'agit de Patrick Devaux, conseiller-maître à la Cour des comptes et ancien adjoint au directeur national du théâtre et des spectacles.

d'espoir à Ferranti, l'un des grands noms de l'industrie britannique, précipité, il y a quatre ans, dans une spirale infernale par une gigantesque fraude aux faux contrats dans sa filiale américaine International Signal and Control (ISC), rachetée en 1987. Cette situation, aggravée encore par la récession des commandes militaires, a fait perdre au groupe 24,5 millions de livres (215,3 millions de francs) pendant son dernier exercice.

ACIERIES

Thyssen : près de 3,5 milliards de francs de pertes

Le groupe sidérurgique allemand Thyssen AG a réalisé une perte nette consolidée de 994 millions de deutschemarks (3,42 milliards de francs) lors de son dernier exercice clos le 30 septembre, pour un chiffre

d'affaires en baisse de 6,4 % à 33,5 milliards de deutschemarks. Les pertes sont uniquement dues aux résultats de l'acier, que les bénéfices réalisés par les autres divisions n'ont pas réussi à compenser. La division acier, pour la première fois cette année, englobe les aciéries spéciales, a en effet vu son chiffre d'affaires chuter de 15 %.

Ces résultats désastreux relancent les spéculations sur un éventuel rapprochement entre Thyssen AG et Krupp-Hoesch, qui pourraient renouer à leur rivalité et fusionner leurs activités sidérurgiques. Les dirigeants d'usines des deux groupes se réuniront, le 16 décembre, pour discuter d'une coopération concernant les plaques d'acier et d'acier inoxydable et les feuilles magnétiques. Plusieurs analystes pensent que Thyssen et Krupp pourraient aller plus loin et créer une « Deutsche Stahl AG » ou une « Ruhr Stahl AG » comme ce fut fait en 1969 dans l'industrie du charbon.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01
36.15 Code A3T puis OSP sur MINITEL

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 16 DÉCEMBRE 1993, à 14 h 30
APPARTEMENT à PARIS (17^e)
31, rue Fortuny
au 2^e étage sur rue : vestibule, séjour, bureau, chambre, cuisine, salle de bains, w.c., placard - CAVES au sous-sol
MISE A PRIX : 2 000 000 F
S'adresser à M^{re} Maurice LANTOURNE, avocat au barreau de PARIS, 161, avenue Victor-Hugo, 75116 PARIS - Tél. : 47-27-47-40
Sur les lieux pour visiter le JEUDI 9 DÉCEMBRE 1993, à 14 heures.

Vie s/convers. sals. imm. En vie vol. PAL. JUST. CRÉTEIL 16 décembre, 9h 30
APPARTEMENT A CRÉTEIL (94)
« CHOUX DE CRÉTEIL » bte N.O.P. et cuisine centrale « B. 5 »
57 bd P. Flassan et 2, allée J. Pradier, dans bte F 10^e et, unique, 4^e pte
gche. Entr. cuis. 4 PCES PEALES
S. d'eau, w.c., rang., dégap. Balcons dans bte P, F, d-dech. bas CAVES
M. A PRIX : 152 000 F
S'adr. M^{re} TH. MAGLO AVOCAT
4 allée Toland-CRÉTEIL (94). T. 49-80-81-85, 9 h 30/12 h
M^{re} LÉOPOLD-COUTURIER, avocat à PARIS-12^e - R. Th. Ribot, PARIS-17^e. Tél. 47-66-59-59. Vis. s/pl. 10 DÉCEMBRE, de 15 h 30 à 18 h.

Vente après liquidation judiciaire au Palais de Justice de Paris, le jeudi 16 décembre 1993, à 14 h 30, en 1 lot
APPARTEMENT à ROAINVILLE
(93) - 22, à 24, rue des Fontaines et 22-24, av. Lénine
de 4 P. Pales, au 7^e étage du bâtiment F, escalier unique, une cave et un emplacement de garage
Mise à prix : 250 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard MALINVAUD, avocat à PARIS-16^e, 1 bis pl. de l'Alma - Tél. : 47-23-02-49 - M^{re} JOSSE, syndic, 4, rue du Marché-St-Honoré, PARIS-1^{er} - A tous avocats près le TGI de PARIS.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 16 DÉCEMBRE 1993, à 14 h 30
EN UN SEUL LOT
APPARTEMENT de 5 PIÈCES
principales au 4^e étage du bâtiment sur tour UNE CHAMBRE au 5^e étage - une cave dans un immeuble sis à
PARIS (5^e)
15, rue de l'Éstrapade et 1-3, rue des Irlandais
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adresser à la SCP CERVESI & ASSOCIÉS, avocats au barreau de PARIS, 25, avenue de l'Observatoire, 75006 PARIS. Tél. : 43-54-04-57.
Sur les lieux pour visiter le LUNDI 13 DÉCEMBRE 1993, de 15 h à 16 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 16 DÉCEMBRE 1993, à 14 heures
EN UN SEUL LOT
ENSEMBLE IMMOBILIER
à usage industriel et d'habitation comprenant plusieurs bâtiments :
Bât. A : à usage de remise - Bât. B : à usage d'habitation d'un étage sur rez-de-chaussée - Bât. C et D : à usage d'atelier - Bât. E : d'un étage partiel sur rez-de-chaussée à usage d'atelier, magasin, bureau et remise - Bât. F : à usage d'atelier.
Sur un terrain de 1 323 m²
COURBEVOIE (Hauts-de-Seine)
36, rue Lambrechts
MISE A PRIX : 3 000 000 F
S'adresser à M^{re} Mirekles CANETIL, avocat, 24, rue de la Cerisaie (92150) SURESNES. Tél. : 40-99-97-00. - M^{re} Jean NOUËL, avocat, 26, boulevard Raspail, 75007 PARIS. Tél. : 45-49-00-79. - Sur les lieux pour visiter : le VENDREDI 3 DÉCEMBRE 1993, de 11 h à 12 h.

Cabinet BACHON-BONNET, BOUCHERY-OZANNE
Avocats au Barreau des Hauts-de-Seine
Vente au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 23 DÉCEMBRE 1993, à 14 heures
HOTEL PARTICULIER
classé monument historique (Architecte Auguste PERRET)
sur un terrain de 2.119 m²
à
GARCHES (Hauts-de-Seine)
75, rue du 19-Janvier
MISE A PRIX : 7.500.000 F
S'adresser à Maître Marie-Odile BOUCHERY-OZANNE, Avocat pourvoyant au Barreau des Hauts-de-Seine, 215, avenue Georges Clemenceau, 92024 NANTERRE CEDEX, tél. 46.69.91.66.
Sur les lieux pour visiter, le JEUDI 16 DÉCEMBRE 1993, de 14 heures à 16 heures.

VIE DES ENTREPRISES

Conséquence de la crise persistante du transport aérien

Boeing réduit à nouveau sa production et ses effectifs

Premier constructeur aéronautique mondial, le groupe américain Boeing a annoncé, mercredi 1^{er} décembre à Seattle (Etat de Washington), une nouvelle réduction de son activité et de ses effectifs pour 1994. Conséquence de la crise persistante du transport aérien, ce sont à nouveau 3 000 postes supplémentaires (3,5 % des effectifs totaux) qui devraient être supprimés l'an prochain.

NEW-YORK

de notre correspondant

Décidément, les séjours de Bill Clinton à Seattle, sur la côte nord-ouest des Etats-Unis, ne sont guère favorables au salarié du principal employeur local, le premier constructeur aéronautique mondial,

Boeing. En février, quelques jours avant une visite du président américain, le groupe avait annoncé que, suite aux difficultés rencontrées par ses clients, les compagnies aériennes du monde entier, il allait ralentir de 35 % le rythme de sa production et réduire de 20 % ses effectifs totaux sur les dix-huit mois à venir. Après avoir supprimé près de 10 000 emplois en 1992, Boeing prévoyait donc d'en éliminer 28 000 de plus entre janvier 1993 et la fin 1994. Quatorze mille l'ont déjà été cette année, ramenant les effectifs totaux de la compagnie à 118 000.

Le passage de M. Clinton dans les ateliers de Boeing, le 19 novembre, à l'occasion de la réunion de la Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP), n'a pas été plus heureux. Frank Schrantz, le patron du groupe, o'a, semble-t-il, obtenu

aucune indication sur une hypothétique commande d'avions civils de la part de l'armée américaine. Il n'a pas non plus, pour l'instant, d'assurances quant à l'achat de 60 jets par la compagnie aérienne d'Etat d'Arabie saoudite. Dans ces conditions, et compte tenu de la crise persistante du transport aérien mondial, il a décidé sans attendre de ralentir immédiatement le rythme de la production et de réduire à nouveau les effectifs employés par le groupe.

« Tant que nos clients ne seront pas en état de nous commander de nouveaux avions, nous devons réduire notre production, aussi douloureux que cela soit pour nos personnels, nos fournisseurs et notre région », a expliqué, mercredi, dans un communiqué la direction de Boeing, et ce, malgré la commande récente passée par Southwest Air-

lines de 63 Boeing 737 nouvelle génération (le Monde du 19 novembre). Le premier avionneur mondial va ramener de 10 à 8,5 le nombre moyen de 737 sortant chaque mois de ses hangars d'ici à novembre 1994. Le rythme mensuel de production des 747 va être réduit de cinq actuellement à trois en février 1994, puis à deux en janvier 1995. Boeing n'a enregistré cette année aucune commande nouvelle de 747.

Affirmant n'avoir pas encore établi précisément son plan social, le groupe a cependant confirmé mercredi que près de 3 000 emplois pourraient encore être supprimés dans l'ensemble du groupe, en plus des 28 000 déjà programmés en février.

ERIK IZRAELEWICZ

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

SANTÉ

SONY : la fondation du groupe, Akio Morita, est hospitalisée. — Akio Morita, le chairman et cofondateur de la firme Sony, a été hospitalisé, mardi 30 novembre à Tokyo, à la suite de vertiges, a confirmé, jeudi on porte-parole de la firme électronique japonaise en démentant les rumeurs de sa démission imminente. M. Morita, soixante-deux ans, a été pris de vertiges mardi après une partie de tennis. Il souffre d'une hémorragie cérébrale. M. Morita, actuellement vice-président du Kaidanreo, la principale organisation patronale japonaise, était jusqu'à l'un des candidats les plus sérieux à la succession de Gaishi Hirawa pour la présidence en mai 1994.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

ATT : suppression de 4 500 emplois. — La principale compagnie américaine de téléphonie, ATT, a confirmé, mercredi 1^{er} décembre, son intention de réduire de 4 500 environ les effectifs de sa division services de communication des particuliers, une division qui emploie 32 000 personnes. ATT doit faire face à une vive concurrence dans les communications longue distance de la part de ses outsiders directs que sont MCI et Sprint. Le groupe ATT a déjà engagé une politique de réduction de ses coûts de personnel dans d'autres services : le nombre de ses opérateurs et superviseurs (18 000 au début de 1993) doit ainsi être réduit d'un tiers d'ici à la fin de 1994.

NOMINATIONS

ZDS FRANCE (GROUPE BULL) : Michel Aguerreberry devient directeur général. — Michel Aguerreberry, ancien président du distributeur informatique français Agea, vient d'être nommé directeur général de la filiale française de Zenith Data Systems, la branche

micro-informatique du groupe Bull, indique mercredi 1^{er} décembre un communiqué de ZDS France. M. Aguerreberry, qui a passé vingt et un ans chez IBM de 1962 à 1983, assumera aussi, à partir de janvier, les fonctions de directeur général adjoint de Bull France et de charge de l'activité micro-informatique. Il devra notamment « animer une réflexion sur la vente indirecte », précise le communiqué.

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE : Pierre Richard nommé PDG. — Pierre Richard a été nommé, mardi 30 novembre, président-directeur général du Crédit local de France (CLF), à la suite de la modification des statuts de cette société, consécutive à sa privatisation. Jusqu'à présent Pierre Richard était président du directoire du CLF. Avec la privatisation de cette banque, spécialisée dans les prêts aux collectivités locales, la forme classique du conseil d'administration se substitue à l'ancienne formule du directoire et du conseil de surveillance. Ce conseil est constitué de douze administrateurs.

ACCORD

PHARMACIE : accord entre Merck (Etats-Unis) et un groupe de recherche japonais. — Le groupe pharmaceutique américain Merck a annoncé, mercredi 1^{er} décembre, la signature d'un accord de collaboration avec un groupe de recherche japonais pour vendre au Japon un vaccin de Merck contre la rubéole, la rougeole et les oreillons. Les détails de cet accord avec Chemo-Sero-Therapeutic Research Institute (Kaketsuke) sont en cours de discussion. Un accord définitif sur la vente du vaccin devrait être conclu dans les prochaines semaines. De nouveaux vaccins seront également développés pour le marché japonais.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Chiffres au 30 juin 1993

Le groupe Immobilier Hôtellerie a réalisé sur le premier semestre 1993 un chiffre d'affaires de 309,8 millions de francs français en forte progression par rapport au chiffre de 90 millions de francs français du premier semestre 1992. Cette évolution est due pour une large part aux acquisitions faites par le groupe depuis le début de l'exercice en cours. Le Groupe est aujourd'hui à la tête d'un patrimoine de 26 hôtels, dont 16 en exploitation, contre un patrimoine de 16 hôtels en 1992.

Le développement du patrimoine à 3 étoiles conduit le groupe à poursuivre l'acquisition de ses structures pour différencier les pôles 4 et 3 étoiles.

Réalisé en juin 1993, le bilan de l'année 1992 au sein de l'IMMOBILIERE HÔTELLIERE, a fait l'objet d'une augmentation de capital d'environ 20 % par le groupe ALTUS.

Le résultat net consolidé (part du groupe) s'élève pour les six premiers mois 1993 à 371,3 millions de francs français contre un résultat négatif de 31 millions de francs français pour la même période l'an passé. Cet écart résulte principalement de la prise en compte de la plus-value exceptionnelle découlant de l'entrée de nouveaux porteurs à hauteur de 20 % dans l'IMMOBILIERE.

Le résultat consolidé de l'année en cours devrait, hors opérations exceptionnelles, se stabiliser à un niveau comparable à celui du 31 décembre 1992, auquel il conviendra d'ajouter les opérations mentionnées ci-dessus.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 2 décembre ↑ L'avance se poursuit

La Bourse de Paris continuait à progresser jeudi 2 décembre dans un marché qui anticipait une diminution des taux d'intérêt allemands avant la fin de l'année. En hausse de 0,72 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une hausse plus tard un gain de 0,53 %. Aux alentours de 13 heures, les valeurs françaises s'inscrivaient en hausse de 0,49 %, à 2 165,54 points.

Les avis restaient partagés, jeudi matin, sur les chances d'un assouplissement de la politique monétaire de la Bundesbank, jeudi, lors de sa réunion bi-mensuelle. Le verdict est tombé en début d'après-midi. La Bundesbank a décidé de baisser de 0,25 % les taux des cinq prochaines prises en pension. Ils seront accordés au taux fixe de 5 %, contre 5,25 % pour l'adjudication de cette semaine. En revanche le taux

d'escompte et le Lombard sont inchangés. Le taux d'escompte reste donc fixé à 5,75 % et le taux Lombard à 8,75 %, taux en vigueur depuis le 22 octobre dernier.

A Paris, la Banque de France lançait jeudi un appel d'offres au taux inchangé de 8,45 %.

Le marché français est depuis deux jours stimulé par la fermeture de plusieurs places étrangères, Londres en tête. En effet, le Stock Exchange a atteint un niveau record mercredi, ainsi que les marchés belge et suédois.

Du côté des valeurs, CMC-Ménage, qui n'avait pas pu être coté la veille en fin de journée en raison d'une demande trop importante, gagnait 7,2 %. Le grand écart en hausse de 8,1 %, et Rexel prenait 3 %.

NEW-YORK, 1^{er} décembre ↑ Progression

Wall Street a continué à progresser, mercredi 1^{er} décembre, après l'annonce de bons indices, la reprise des marchés étrangers et une baisse des taux d'intérêt à long terme américains. L'indice Dow Jones des valeurs vendues a atteint 3 697,08 points, en hausse de 18,13 points, soit une avance de 0,38 %. L'activité a été soutenue avec quelque 288 millions de titres échangés. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de trois contre huit : 1 302 contre 905, alors que 568 actions restaient inchangées.

Les craintes d'une remontée des taux à long terme, après la publication d'une prévision aux attentes de l'indice du groupement national des directeurs d'achat des principaux groupes industriels américains en novembre et des dépenses de construction en octobre, ne se sont pas matérialisées. En effet, même si l'indice du groupement est meilleur que prévu, il n'est pas aussi élevé que ne le craignait le marché obligataire.

Par ailleurs, la deuxième révision du produit intérieur brut (PIB) américain au troisième trimestre a été révisée en

baisse à 2,7 % contre 2,8 % précédemment.

Il semble que nous ayons une reprise très lente et très ordonnée sans avoir à nous inquiéter de l'inflation, a observé Robert Kahn, responsable chez Montgomery Securities.

VALEURS	Cours de 30 novembre	Cours de 1 ^{er} décembre
Alcoa	69 1/4	70 1/4
AT&T	54 3/8	54 1/4
Boeing	38 3/8	38 1/2
Chase Manhattan Bank	33 1/2	33 3/8
Du Pont de Nemours	47 3/8	47 1/4
Eastman Kodak	60 7/8	61 1/8
Exxon	63 3/4	62 1/2
Ford	60 3/4	62 1/2
General Electric	38 1/4	38 3/8
General Motors	53 1/4	53 1/2
Goldman Sachs	44 1/2	45 1/8
IBM	63 7/8	63 1/2
ITT	57 1/2	57 3/8
Johnson & Johnson	76 1/4	76 3/4
Merck	57 1/2	57 3/8
Pfizer	68 1/2	68 3/4
Schering-Plough	64 1/4	65 1/2
Tyco	148 1/2	151
Union Carbide	20 3/4	20 1/2
United Technologies	61 1/8	61 1/2
Westinghouse	14 1/4	14 1/2
Xerox Corp.	82 1/2	82 1/8

LONDRES, 1^{er} décembre ↑ Nouveau record

Les valeurs se sont envolées mercredi 1^{er} décembre au Stock Exchange au lendemain de la présentation du budget britannique, et l'indice Footsie des cent plus grandes valeurs a franchi pour la première fois le cap des 3 200 points. L'indice a clôturé en hausse de 66,3 points, à 3 233,2 points, soit une progression de 2 %. En cours de séance, il a atteint un nouveau record absolu de 3 250,1 points pendant la séance. Le précédent record absolu datait du 22 octobre, à 3 199,2 points.

Les fonds d'Etat ont gagné jusqu'à 1,3 point, stimulés par la prévision d'une réduction du déficit budgétaire à 38 milliards de livres en 1994-1995 contre 50 milliards cette année, et d'un taux annuel d'inflation (hors crédit immobilier) dans une fourchette de 1 % à 4 %, conformément à l'objectif gouvernemental.

Les groupes de presse, les brasseries et les banques ont affiché les meilleurs gains. Ainsi, Bess, qui a annoncé des résultats annuels meilleurs que prévu, a gagné 34 pence à 537. Les autres brasseries ont suivi l'absence d'une hausse des taxes sur le bière, Allied Lyons montant de 25 pence à 620.

VALEURS	Cours de 30 novembre	Cours de 1 ^{er} décembre
Allied Lyons	630	639
B&S	332	337
Bess	532	567
Cadbury	424	471
De Beers	12 88	13
Diageo	8 1/2	8 1/2
GUS	5 58	5 58
ICI	7 47	7 58
Imperial Chemical	10 82	11 20
ITC	7 25	7 34
Shell	8 80	8 85
Unilever	11 27	11 54

TOKYO, 2 décembre ↑ Forte hausse

La Bourse de Tokyo a gagné encore près de 2 %, jeudi 2 décembre, après l'annonce par le gouvernement d'un plan de relance de l'économie japonaise, qui sera officialisé mardi 7 décembre et prévoit une baisse des impôts, l'indice Nikkei a clôturé à 17 458,78 points, sur une hausse de 333,44 points, soit une avance de 1,9 %. Le volume d'échanges s'est un peu effrité pour atteindre 470 millions d'actions, soit près de 100 millions de plus que mercredi.

En séance, la hausse s'est poursuivie à 6 % lorsque les agences de presse japonaises ont annoncé la hausse - dénotant par la suite d'une nouvelle baisse transmise du taux d'escompte japonais (actuellement à 1,75 %).

Cette envolée de la cote intervient après un rebond de 4,4 % mercredi et 2 % mardi, consécutif aux propos rassurants du gouvernement sur sa détermination de s'attaquer à la récession qui s'aggrave dans l'archipel.

VALEURS	Cours de 1 ^{er} décembre	Cours de 2 ^e décembre
Allegato	1 180	1 210
Allegato	1 270	1 290
Canon	1 420	1 410
Fuji	1 300	1 350
Honda Motor	1 440	1 400
Isuzu	1 430	1 420
Mitsubishi Heavy	1 330	1 340
Sony Corp.	4 850	4 930
Toyota Motor	1 740	1 740

CHANGES

Dollar : 5,9300 F ↓

Jeudi 2 décembre, le deutschemark courait à 3,448 francs sur le marché des changes parisiens, contre 3,453 francs mercredi en fin de journée selon le cours indicatif de la Banque de France, tandis que le dollar (réévalué légèrement) à 5,9300 francs contre 5,9365 francs (cours de la Banque de France).

FRANCFORT 1^{er} déc. 2 déc.
Dollar (en DM) 1,7145 1,7218
Tokyo 1^{er} déc. 2 déc.
Dollar (en yen) 166,80 166,45

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)
Paris (2 déc.) 6 3/4 % - 7/8 %
New-York (1^{er} déc.) 3 1/4 %

BOURSES

30 nov. 1^{er} déc.
ISBF, base 100 : 31-12-81
Indice général CAC 592,97 593,59
ISBF, base 1000 : 31-12-87
Indice CAC 40 2 116,09 2 153,98

NEW-YORK (indice Dow Jones)		
	30 nov.	1 ^{er} déc.
Industrielles	3 683,95	3 697,08
LONDRES (indice Financial Times)		
	30 nov.	1 ^{er} déc.
100 valeurs	3 166,98	3 233,20
30 valeurs	2 418,29	2 497,29
Mines d'or	225,18	227
Fonds d'Etat	184,13	185,14
FRANCFORT		
	30 nov.	1 ^{er} déc.
Dax	2 857,77	2 889,87
TOKYO		
	1 ^{er} déc.	2 ^e déc.
Nikkei Dow Jones	17 125,31	17 458,78
Indice général	1 443,87	1 465,12

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

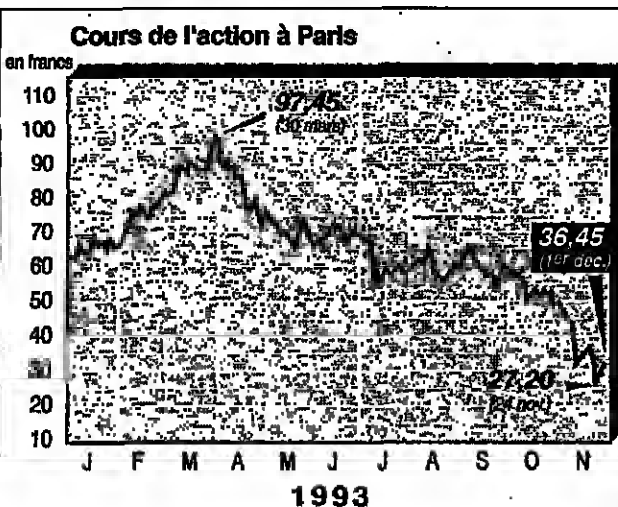
	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-U	5,9300	5,9400	5,9400	5,9600
Yen (100)	166,80	166,45	166,45	166,45
DM	3,448	3,453	3,453	3,453
Deutschemark	3,448	3,453	3,453	3,453
Franc suisse	3,453	3,453	3,453	3,453
Libra sterling (1000)	1,7145	1,7218	1,7218	1,7218
Libra sterling	1,7145	1,7218	1,7218	1,7218
Peseta (100)	166,80	166,45	166,45	166,45

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-U	3 3/8	3 1/2	3 5/16	3 7/16	3 3/8	3 1/2
Yen (100)	2 1/2	2 1/4	1 15/16	2 1/16	1 13/16	1 15/16
DM	6 5/8	6 1/2	6 1/2	6 1/4	6 5/8	6 1/2
Deutschemark	6 5/8	6 1/2	6 1/2	6 1/4	6 5/8	6 1/2
Franc suisse	4 3/16	4 1/16	4 1/4	4 3/8	4 1/4	4 1/8
Libra sterling (1000)	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
Libra sterling	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
Peseta (100)	5 5/16	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8
Franc français	6 3/4	6 7/8	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Nouvelles spéculations autour d'EuroDisney



Valeur du spectacle, EuroDisney l'a prouvé une fois de plus en offrant un véritable show à la Bourse, mercredi 1^{er} décembre. Au plus mal la semaine dernière, «plombé» par des rumeurs, le titre plongeait et tombait à son plus bas niveau le 24 novembre (27,20 francs). Croulant de dépit ces derniers jours. Un net rebond a permis à la valeur, mercredi, de s'apprécier de 13 % dans un marché actif où 2,2 millions d'actions ont été échangées.

A l'origine de ce raffermissement, deux articles parus dans la presse. Le premier, dans le Financial Times du 30 novembre, évoque un audit du parc de loisirs qu'ont décidé de commander l'ensemble des banques créancières pour se faire un avis sur la situation financière du groupe. Cette information - confirmée par plusieurs établissements bancaires - était suivie le lendemain d'une autre rumeur dans la Tribune Desfossés. Selon ce quotidien, Walt Disney, la maison mère, pourrait apporter 3 milliards de francs à sa filiale française à condition que les banques consentent un effort de même ampleur. « Nous ne commenterons pas le contenu des négociations », qui vont avoir lieu sur la restructuration financière d'Euro Disney, affirmait alors un porte-parole du groupe.

Pour les analystes financiers, ce mouvement de «yo-yo» sur le titre devrait se poursuivre tant que le plan de refinancement ne sera pas arrêté. En Bourse, le manque de visibilité est toujours propice au développement des rumeurs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOLSTICE

SICAV COURT TERME REGULIERE

DISTRIBUTION SEMESTRIELLE

Le conseil d'administration de la Sicav SOLSTICE, réuni le 8 octobre 1993, a fixé le premier acompte semestriel de l'exercice 1993-1994 à 63 francs net par action.

Il sera détaché le 17 décembre et mis en paiement le 21 décembre 1993.

DECOMPOSITION DE L'ACOMPTÉ NET, EN FRANCS :
• Obligations françaises non indexées 63 F



هكزا من المال

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 2 DÉCEMBRE

Liquidation : 24 décembre
Taux de report : 7,13
Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,61 % (2167,18)

Règlement mensuel					Règlement mensuel				
Cours précéd.	Dernier cours	%	Cours précéd.	Dernier cours	Cours précéd.	Dernier cours	%	Cours précéd.	Dernier cours
500	500	0,00	500	500	500	500	0,00	500	500
501	501	0,00	501	501	501	501	0,00	501	501
502	502	0,00	502	502	502	502	0,00	502	502
503	503	0,00	503	503	503	503	0,00	503	503
504	504	0,00	504	504	504	504	0,00	504	504
505	505	0,00	505	505	505	505	0,00	505	505
506	506	0,00	506	506	506	506	0,00	506	506
507	507	0,00	507	507	507	507	0,00	507	507
508	508	0,00	508	508	508	508	0,00	508	508
509	509	0,00	509	509	509	509	0,00	509	509
510	510	0,00	510	510	510	510	0,00	510	510
511	511	0,00	511	511	511	511	0,00	511	511
512	512	0,00	512	512	512	512	0,00	512	512
513	513	0,00	513	513	513	513	0,00	513	513
514	514	0,00	514	514	514	514	0,00	514	514
515	515	0,00	515	515	515	515	0,00	515	515
516	516	0,00	516	516	516	516	0,00	516	516
517	517	0,00	517	517	517	517	0,00	517	517
518	518	0,00	518	518	518	518	0,00	518	518
519	519	0,00	519	519	519	519	0,00	519	519
520	520	0,00	520	520	520	520	0,00	520	520
521	521	0,00	521	521	521	521	0,00	521	521
522	522	0,00	522	522	522	522	0,00	522	522
523	523	0,00	523	523	523	523	0,00	523	523
524	524	0,00	524	524	524	524	0,00	524	524
525	525	0,00	525	525	525	525	0,00	525	525
526	526	0,00	526	526	526	526	0,00	526	526
527	527	0,00	527	527	527	527	0,00	527	527
528	528	0,00	528	528	528	528	0,00	528	528
529	529	0,00	529	529	529	529	0,00	529	529
530	530	0,00	530	530	530	530	0,00	530	530
531	531	0,00	531	531	531	531	0,00	531	531
532	532	0,00	532	532	532	532	0,00	532	532
533	533	0,00	533	533	533	533	0,00	533	533
534	534	0,00	534	534	534	534	0,00	534	534
535	535	0,00	535	535	535	535	0,00	535	535
536	536	0,00	536	536	536	536	0,00	536	536
537	537	0,00	537	537	537	537	0,00	537	537
538	538	0,00	538	538	538	538	0,00	538	538
539	539	0,00	539	539	539	539	0,00	539	539
540	540	0,00	540	540	540	540	0,00	540	540
541	541	0,00	541	541	541	541	0,00	541	541
542	542	0,00	542	542	542	542	0,00	542	542
543	543	0,00	543	543	543	543	0,00	543	543
544	544	0,00	544	544	544	544	0,00	544	544
545	545	0,00	545	545	545	545	0,00	545	545
546	546	0,00	546	546	546	546	0,00	546	546
547	547	0,00	547	547	547	547	0,00	547	547
548	548	0,00	548	548	548	548	0,00	548	548
549	549	0,00	549	549	549	549	0,00	549	549
550	550	0,00	550	550	550	550	0,00	550	550
551	551	0,00	551	551	551	551	0,00	551	551
552	552	0,00	552	552	552	552	0,00	552	552
553	553	0,00	553	553	553	553	0,00	553	553
554	554	0,00	554	554	554	554	0,00	554	554
555	555	0,00	555	555	555	555	0,00	555	555
556	556	0,00	556	556	556	556	0,00	556	556
557	557	0,00	557	557	557	557	0,00	557	557
558	558	0,00	558	558	558	558	0,00	558	558
559	559	0,00	559	559	559	559	0,00	559	559
560	560	0,00	560	560	560	560	0,00	560	560
561	561	0,00	561	561	561	561	0,00	561	561
562	562	0,00	562	562	562	562	0,00	562	562
563	563	0,00	563	563	563	563	0,00	563	563
564	564	0,00	564	564	564	564	0,00	564	564
565	565	0,00	565	565	565	565	0,00	565	565
566	566	0,00	566	566	566	566	0,00	566	566
567	567	0,00	567	567	567	567	0,00	567	567
568	568	0,00	568	568	568	568	0,00	568	568
569	569	0,00	569	569	569	569	0,00	569	569
570	570	0,00	570	570	570	570	0,00	570	570
571	571	0,00	571	571	571	571	0,00	571	571
572	572	0,00	572	572	572	572	0,00	572	572
573	573	0,00	573	573	573	573	0,00	573	573
574	574	0,00	574	574	574	574	0,00	574	574
575	575	0,00	575	575	575	575	0,00	575	575
576	576	0,00	576	576	576	576	0,00	576	576
577	577	0,00	577	577	577	577	0,00	577	577
578	578	0,00	578	578	578	578	0,00	578	578
579	579	0,00	579	579	579	579	0,00	579	579
580	580	0,00	580	580	580	580	0,00	580	580
581	581	0,00	581	581	581	581	0,00	581	581
582	582	0,00	582	582	582	582	0,00	582	582
583	583	0,00	583	583	583	583	0,00	583	583
584	584	0,00	584	584	584	584	0,00	584	584
585	585	0,00	585	585	585	585	0,00	585	585
586	586	0,00	586	586	586	586	0,00	586	586
587	587	0,00	587	587	587	587	0,00	587	587
588	588	0,00	588	588	588	588	0,00	588	588
589	589	0,00	589	589	589	589	0,00	589	589
590	590	0,00	590	590	590	590	0,00	590	590
591	591	0,00	591	591	591	591	0,00	591	591
592	592	0,00	592	592	592	592	0,00	592	592
593	593	0,00	593	593	593	593	0,00	593	593
594	594	0,00	594	594	594	594	0,00	594	594
595	595	0,00	595	595	595	595	0,00	595	595
596	596	0,00	596	596	596	596	0,00	596	596
597	597	0,00	597	597	597	597	0,00	597	597
598	598	0,00	598	598	598	598	0,00	598	598
599	599	0,00	599	599	599	599	0,00	599	599
600	600	0,00	600	600	600	600	0,00	600	600

Comptant (sélection)					Sicav (sélection)									
VALEURS	% du total	% de cotation	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	
Obligations					Etrangères									
BCE 5% 91-92	118,00	0,89			A.E.G.I.S.	590		Kohler Corp.	24,91		Accion	204,17		
CEMEX 5% 91-92	109	3,58			Alcan Inc.	542		Noranda Mining	26,91		Accionadora C. et D.	32,00		
CEMEX 5% 92-93	113,25	2,81			Alcan Alcan	121,10	123,10	Novartis	80,00		Ami-Gen	240,00		
CEMEX 5% 93-94	118	3,58			Alcan Alcan	200,00		Olivetti Pric.	778,29		France Oligations	596,91		
CO (COPEC) 5% 92-93	122,40	7,87			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 93-94		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 94-95		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 95-96		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 96-97		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 97-98		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 98-99		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 99-00		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 00-01		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 01-02		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 02-03		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 03-04		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 04-05		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 05-06		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 06-07		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 07-08		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 08-09		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 09-10		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 10-11		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 11-12		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 12-13		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 13-14		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 14-15		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 15-16		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 16-17		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 17-18		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 18-19		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 19-20		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 20-21		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 21-22		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 22-23		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 23-24		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 24-25		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 25-26		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 26-27		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 27-28		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 28-29		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 29-30		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 30-31		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 31-32		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 32-33		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 33-34		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 34-35		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 35-36		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 36-37		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 37-38		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 38-39		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 39-40		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 40-41		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 41-42		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 42-43		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 43-44		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 44-45		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 45-46		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 46-47		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 47-48		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 48-49		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 49-50		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 50-51		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 51-52		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 52-53		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 53-54		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 54-55		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 55-56		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 56-57		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 57-58		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 58-59		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 59-60		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 60-61		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 61-62		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 62-63		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 63-64		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 64-65		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 65-66		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 66-67		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 67-68		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 68-69		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 69-70		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 70-71		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 71-72		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 72-73		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 73-74		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 74-75		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 75-76		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 76-77		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 77-78		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 78-79		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 79-80		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 80-81		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 81-82		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 82-83		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 83-84		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 84-85		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 85-86		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 86-87		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 87-88		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 88-89		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 89-90		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 90-91		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 91-92		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 92-93		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 93-94		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 94-95		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 95-96		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 96-97		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 97-98		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 98-99		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 99-00		5,82			Alcan Alcan	125		Plaza	101,04		France	555,54		
CO (COPEC) 5% 00-01		5,82			Alcan Alcan	1								

RELIGIONS

Une rencontre de juristes sur les Témoins de Jéhovah

Les risques d'une loi sur les sectes

Faut-il légiférer sur les sectes ? La question a été de nouveau posée au cours d'un colloque du Centre de formation et d'études judiciaires, vendredi 26 novembre à l'Assemblée nationale, portant sur les Témoins de Jéhovah (1).

Les Témoins de Jéhovah seraient en France au nombre de 230 000 environ : 120 000 « missionnaires » familiers du porte-à-porte et 110 000 fidèles et sympathisants. Par leur refus du service militaire et des transfusions sanguines, ils font partie de ces « nouveaux mouvements religieux » (comme se font désormais appeler les sectes) qui revendiquent le droit de se soustraire, au nom de convictions de foi, à la loi commune.

Grâce à des thérapeutiques de substitution, le refus des transfusions sanguines, justifié par des impératifs bibliques, ne pose plus dans les hôpitaux, sauf exceptions, de difficulté majeure. En revanche, le refus du service militaire, à l'exemple des premières communautés de chrétiens dont les Témoins de Jéhovah se prétendent les héritiers fidèles, est suivi de conséquences qui heurtent le bon sens.

Ainsi, des dizaines de Témoins de Jéhovah sont actuellement en prison, car, sous le prétexte qu'ils veulent se consacrer « totalement et inconditionnellement au service de Dieu », ils refusent même de demander à bénéficier du statut d'objecteur de conscience et d'un service civil de substitution. Au nom de la Ligue des droits de l'homme, M. Jean-Jacques de Felice est venu protester à la tribune de ce colloque : « La France des droits de l'homme emprisonne des gens qui contestent l'ordre d'apprendre à tuer ».

S'il est vrai, comme le dit Pierre Soler-Couteaux, professeur à l'université Robert-Schuman de Strasbourg, qu'une certaine conception de la liberté religieuse s'est orfèvrée en 1905 (la séparation de l'Eglise et de l'Etat) et que, depuis, « la loi française n'a pas pris en compte les nouvelles aspirations religieuses du pays », il est facile de mesurer les risques de dérapage si, un jour, s'ouvrait la brèche d'une reconnaissance légale des particularités confessionnelles. Comment refuser le foulard à l'école d'une jeune musulmane, si on reconnaît le droit d'un Témoin de Jéhovah à

se soustraire à son obligation de service militaire ?

Le cas de conscience s'annonce ainsi : si les particularités doctrinales de tels groupes religieux minoritaires sont formellement reconnues, on risque de multiplier les sectes et de bouleverser l'équilibre actuel des confessions en France. Si on maintient le statu quo, on continue d'en faire des hors-la-loi. C'est un débat qui dépasse largement, on le voit, le cas strict des Témoins de Jéhovah.

L'islam en toile de fond

Ce colloque de juristes a opportunément rappelé que la question de la liberté religieuse en France n'avait jamais été abordée autrement que dans des situations de conflit, comme en témoigne l'histoire de la Réforme et des guerres de religions, de la Révolution et de la constitution civile du clergé, de la lutte anticléricaliste et des lois de séparation. Un compromis a été trouvé en 1905, fondé sur une conception étroite de la laïcité et un cantonnement du religieux à la sphère de la vie privée.

De l'islam comme des autres nouveaux mouvements religieux, montent aujourd'hui de nouvelles revendications qui menacent cet équilibre. « On ne fera pas l'économie d'une nouvelle loi », a même pronostiqué le professeur Soler-Couteaux. Dans le contexte politico-religieux actuel, un compromis redéfinissant les conditions de la laïcité semble toutefois peu vraisemblable. Il n'est pas impossible, en revanche, d'imaginer la signature de conventions particulières permettant d'accorder le droit, pour le fidèle d'une religion minoritaire, de « conformer son comportement à ses convictions religieuses », et le devoir, pour l'Etat, de faire appliquer la loi commune et respecter l'ordre public.

HENRI TINCO

Créé à l'initiative de la Mosquée de Paris

Le Conseil consultatif des musulmans de France rencontre des oppositions

« Je n'ai aucune prétention hégémonique. » En présentant la liste du Conseil consultatif des musulmans de France dont il vient de prendre l'initiative (Le Monde du 23 novembre), Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, s'est montré rassurant et occulter devant l'Association des journalistes de l'information religieuse, mercredi 1^{er} décembre, « Le rôle de la Mosquée de Paris n'est pas de revendiquer le monopole de la représentativité de la communauté musulmane de France, a expliqué le recteur. Mais, à soixante-dix ans, elle est bien placée pour faire des propositions sur l'unité de l'islam français ».

Ce faisant, le recteur de la Mosquée de Paris entendait répondre à deux types de critiques : celle du ministère de l'Intérieur, qui misait sur la capacité à rassembler de M. Boubakeur, mais ne cache pas aujourd'hui son impatience et sa déception : celle d'autres composantes de la communauté musulmane (Marocains, Tunisiens, Turcs, Comoriens, Africains, etc.), qui craignent de faire les frais d'un arrangement entre M. Pasqua et une institution qui, en dépit de son prestigieux passé, ne leur paraît pas, notamment en raison de ses liens avec l'Algérie, en position de fédérer l'islam de France.

Signe de ce malaise, deux des vingt-cinq personnalités qui figuraient sur la liste du Conseil consultatif des musulmans de France ont déjà pris leurs distances. Il s'agit de M. Ourabah, ancien préfet, conseiller d'Etat honoraire, qui affirme n'avoir jamais donné qu'un « accord sous réserves », ainsi que de M. Lah-

neche, président de la puissante Association culturelle islamique française, promotrice de la Mosquée de Lyon, qui, tout en étant favorable à une structure de rassemblement, affirme qu'il n'a pas donné son accord pour participer à la nouvelle instance.

Tentant de prouver l'indépendance de la Mosquée de Paris, M. Boubakeur a encore affirmé : « Je ne suis pas un fonctionnaire algérien. Je suis venu à la Mosquée dans des circonstances difficiles et n'ai donné de gages à personne. » Soulignant que la liste du Conseil consultatif des musulmans de France reste ouverte, il doit faire face enfin à d'autres types de regroupement, notamment le Conseil supérieur des imams, de création récente, réunissant des mosquées de banlieue (Evry, Mantes-la-Jolie) rivales de celle de Paris.

H. T.

LOTTO									
MERCREDI 1 ^{er} DECEMBRE 1993									
19-55	20-44	21-33	22-44	23-44	24-44	25-44	26-44	27-44	28-44
12	13	19	40	41	43	45			
4	10	11	14	15	16	17	18	20	21
22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
32	33	34	35	36	37	38	39	40	41
42	43	44	45	46	47	48	49	50	51
52	53	54	55	56	57	58	59	60	61
62	63	64	65	66	67	68	69	70	71
72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
92	93	94	95	96	97	98	99	100	101
102	103	104	105	106	107	108	109	110	111
112	113	114	115	116	117	118	119	120	121
122	123	124	125	126	127	128	129	130	131
132	133	134	135	136	137	138	139	140	141
142	143	144	145	146	147	148	149	150	151
152	153	154	155	156	157	158	159	160	161
162	163	164	165	166	167	168	169	170	171
172	173	174	175	176	177	178	179	180	181
182	183	184	185	186	187	188	189	190	191
192	193	194	195	196	197	198	199	200	201
202	203	204	205	206	207	208	209	210	211
212	213	214	215	216	217	218	219	220	221
222	223	224	225	226	227	228	229	230	231
232	233	234	235	236	237	238	239	240	241
242	243	244	245	246	247	248	249	250	251
252	253	254	255	256	257	258	259	260	261
262	263	264	265	266	267	268	269	270	271
272	273	274	275	276	277	278	279	280	281
282	283	284	285	286	287	288	289	290	291
292	293	294	295	296	297	298	299	300	301
302	303	304	305	306	307	308	309	310	311
312	313	314	315	316	317	318	319	320	321
322	323	324	325	326	327	328	329	330	331
332	333	334	335	336	337	338	339	340	341
342	343	344	345	346	347	348	349	350	351
352	353	354	355	356	357	358	359	360	361
362	363	364	365	366	367	368	369	370	371
372	373	374	375	376	377	378	379	380	381
382	383	384	385	386	387	388	389	390	391
392	393	394	395	396	397	398	399	400	401
402	403	404	405	406	407	408	409	410	411
412	413	414	415	416	417	418	419	420	421
422	423	424	425	426	427	428	429	430	431
432	433	434	435	436	437	438	439	440	441
442	443	444	445	446	447	448	449	450	451
452	453	454	455	456	457	458	459	460	461
462	463	464	465	466	467	468	469	470	471
472	473	474	475	476	477	478	479	480	481
482	483	484	485	486	487	488	489	490	491
492	493	494	495	496	497	498	499	500	501
502	503	504	505	506	507	508	509	510	511
512	513	514	515	516	517	518	519	520	521
522	523	524	525	526	527	528	529	530	531
532	533	534	535	536	537	538	539	540	541
542	543	544	545	546	547	548	549	550	551
552	553	554	555	556	557	558	559	560	561
562	563	564	565	566	567	568	569	570	571
572	573	574	575	576	577	578	579	580	581
582	583	584	585	586	587	588	589	590	591
592	593	594	595	596	597	598	599	600	601
602	603	604	605	606	607	608	609	610	611
612	613	614	615	616	617	618	619	620	621
622	623	624	625	626	627	628	629	630	631
632	633	634	635	636	637	638	639	640	641
642	643	644	645	646	647	648	649	650	651
652	653	654	655	656	657	658	659	660	661
662	663	664	665	666	667	668	669	670	671
672	673	674	675	676	677	678	679	680	681
682	683	684	685	686	687	688	689	690	691
692	693	694	695	696	697	698	699	700	701
702	703	704	705	706	707	708	709	710	711
712	713	714	715	716	717	718	719	720	721
722	723	724	725	726	727	728	729	730	731
732	733	734	735	736	737	738	739	740	741
742	743	744	745	746	747	748	749	750	751
752	753	754	755	756	757	758	759	760	761
762	763	764	765	766	767	768	769	770	771
772	773	774	775	776	777	778	779	780	781
782	783	784	785	786	787	788	789	790	791
792	793	794	795	796	797	798	799	800	801
802	803	804	805	806	807	808	809	810	811
812	813	814	815	816	817	818	819	820	821
822	823	824	825	826	827	828	829	830	831
832	833	834	835	836	837	838	839	840	841
842	843	844	845	846	847	848	849	850	851
852	853	854	855	856	857	858	859	860	861
862	863	864	865	866	867	868	869	870	871
872	873	874	875	876	877	878	879	880	881
882	883	884	885	886	887	888	889	890	891
892	893	894	895	896	897	898	899	900	901
902	903	904	905	906	907	908	909	910	911
912	913	914	915	916	917	918	919	920	921
922	923	924	925	926	927	928	929	930	931
932	933	934	935	936	937	938	939	940	941
942	943	944	945	946	947	948	949	950	951
952	953	954	955	956	957	958	959	960	961
962	963	964	965	966	967	968	969	970	971
972	973	974	975	976	977	978	979	980	981
982	983	984	985	986	987	988	989	990	991
992	993	994	995	996	997	998	999	1000	1001

CARNET

Décès

Le Père Jean Dujardin, supérieur général de l'Oratoire, Les Frères de sa communauté, Ses frères et sœurs, font part du retour vers le Père du

Père Georges ALBOUSSIERES, décédé à Paris, le 30 novembre 1993, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Ils le recommandent à vos prières. Inhumation à Saint-Eustache, Paris-1^{er}, vendredi 3 décembre, à 13 h 45.

Pères oratoriens, 75, rue de Valenciennes, 75006 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Régine AUBRY, survenue le 19 novembre 1993.

De la part de M. Maurice Aubry et de sa famille.

M^{me} Lucienne Brand, M. et M^{me} Laurent Brand et leurs enfants, M. et M^{me} Rigaud et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. René BRAND, survenue le 30 novembre 1993, à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 4 décembre, à 10 h 30, en l'église de Moreuil, dans la Somme.

Il sera inhumé au cimetière de Thennes (Somme).

La direction Et l'ensemble du personnel du groupe Transbols-Brand, ont la douleur de faire part du décès de leur président-directeur général,

M. René BRAND, survenue le 30 novembre 1993, à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 4 décembre, à 10 h 30, en l'église de Moreuil, dans la Somme.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Thennes (Somme). Transbols-Brand, 164, avenue du Landy, 93210 La Plaine-Saint-Denis.

Les obsèques de Jean-Claude HARTEMANN

auront lieu le vendredi 3 décembre 1993, à 10 h 30, en l

RADIO-TELEVISION

JEUDI 2 DÉCEMBRE

TF 1

- 15.30 Feuilletton : La Clinique de la Forêt-Noire.
- 16.15 Jeu : Une famille en or.
- 16.40 Club Dorothée.
- 17.50 Série : Premiers baisers.
- 18.20 Série : Héritage et les garçons.
- 18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Duchavanne. Invité : Laure Mercier.
- 19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.25).
- 20.00 Journal, Tiroc et Météo.
- 20.50 Série : Van Loc, un grand fils de Marseille. La Vengeance, de Claude Barrois.
- 22.20 Magazine : Demain, il fera beau. Présenté par Tina Kieffer. Invité : Philippe Soudant. Thème : «Tous les compléments».
- 23.25 Série : Crimes passionnels. Angèle, de Jean-Pierre Pivrot.
- 0.30 Journal et Météo.
- 0.35 Série : Mémoires.

FRANCE 2

- 15.40 Tiroc, en direct de Vincennes.
- 15.50 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.10). Emission présentée par Pascal Sevran. Le phono de papa.
- 16.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. Animé par Laurent Romanjo.
- 17.05 Magazine : Giga. Avec les séries : L'Annexe ; Servis par le gong ; Le Prince de Bel-Air.
- 18.40 Jeu : Un pour tous. Présenté par Christian Morin et Catherine Dominguez.
- 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne. Animé par Nagui.
- 20.00 Journal, Météo et Point route.
- 20.50 Magazine : Envoyé spécial. Cherpak, le prix d'un Nobel, de Dominique Rochoy et Didier Dahan. La rap de la prison, d'Eric Monier et Roger Motte ; Liberté stérile, de Valérie Fournier et Alain Dubat.
- 22.25 Divertissement : Juste pour rire. Popack à l'Olympia. Spectacle enregistré en décembre 1990.

FRANCE 3

- 15.15 Série : Capitaine Furillo.
- 16.10 Magazine : La Fête de l'après-midi. Présenté par Vincent Perrot. Invité : Jacques Villaret.
- 17.45 Magazine : Une pêche d'enfer. Présenté par Pascal Sanchez, en direct de Paris.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
- 18.50 Un livre, un jour. Présenté par Olivier Barrot. Voyage en Italie, de Pierre Milles.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.09 à 18.31, le journal de la région.
- 20.05 Divertissement : La Grande Classe.
- 20.30 Le Journal des sports.
- 20.40 Kano.
- 20.50 Cinéma : Lawrence d'Arabie. Film américain de David Lean (1962).
- 0.20 Journal et Météo.
- 0.50 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

- 15.25 Magazine : L'œil du cyclone (rediff.).
- 15.50 Surprises.
- 16.05 Cinéma : Le petit prince a dit... Film franco-italien de Christiane Pascal (1992).
- 17.45 Surprises.
- 19.00 Canaille peluche. Baby Folies.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.30 Ça cartoon.
- 18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Caunes. Invité : Des Des Bridgewater.
- 20.15 Sport : Football. Saint-Etienne-Nantes. Match de 20^e journée du championnat de France de D1, en direct à 20.30, coup d'envoi.
- 22.30 Flash d'informations.

ARTE

- 17.00 Cinéma : Jour de fête. Film français de Jacques Tati (rediff.).
- 18.20 Documentaire : Samarra, mort et renaissance au Cameroun. D'Elan Bruno (rediff.).
- 19.00 Série : The New Statemen. Documentaire.
- 19.25 Documentaire : Je vis normalement. De Mariana Radek. Les handicaps et le marché du travail.
- 19.55 Documentaire : Ron Kovac. Pourquoi tu ne dépenses pas ? De Ron Kovac et Toller. Portrait d'un vétérinaire de la guerre du Vietnam, paralysé, devenu farouche adversaire de la guerre.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Soirée thématique : Continent. La Belgique existe-t-elle ? Soirée conçue par Claude Helm.
- 20.41 Télé-trottoir 1. Ou est-ce que la Belgique ? minicronique de Caroline Strube (et à 23.30 et 0.35).
- 20.50 Documentaire : La Mer, le ciel, la terre. Portrait géopolitique. De Bernard Crutzen.
- 21.20 Documentaire : Quatre portraits sur les marges de la Belgique. De Jean-Marie Turina et Lucie Van der Linden (v.o.).
- 22.30 Documentaire : Une grande puissance (1830-1920). De Claude Helm.
- 23.40 Documentaire : Autour du tube régal. De 1930-1960. D'Eddy Baradon-Luyckx (80 min.).

M 6

- 14.05 Magazine : La Vie à plaines tubes. Vidéo : les Négresses vertes.
- 17.00 Variétés : Multitop.

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Sacrée soirée pour Jehovah !

TOUT a commencé par Abraham. Un beau matin, guidé par une voix, il arrive dans la caverne avec une idée simple : il n'y a qu'un seul Dieu. Il achète un petit bout de terrain, qu'il peut encore visiter, c'est à dire pas. Quelques vicissitudes plus tard, survient Moïse - oui, celui qu'on a vu au cinéma - qui embarque son monde dans le désert, et tout d'un coup, la Voix lui dit...

revenir : la naissance du Christ et l'arrivée des Arabes. Pour en savoir plus, prière de se reporter aux ouvrages de référence.

Les chrétiens auront droit à la visite du Saint-Sépulchre, et les plongeurs aux riches fonds sous-marins d'Éilat trola jours de plus par an. Quant à la troisième religion monothéiste, elle n'était pas oubliée : on lui avait réservé une chanson de Chab Khaled en duo avec une israélienne, le premier duo télévisé israélo-arabe. Mais l'israélienne chante saula. «Pour des raisons graves», assure Foucault, soudain rambruni, Chab Khaled n'était pas venu. Des raisons graves ? Allons donc ! Dans une contrée et anathématisée, parmi les palmiers et les vagues, il pouvait donc survenir autre chose que des coups de soleil ?

En direct de Jérusalem, Foucault avait demandé à Marak Hattar de nous résumer en dix minutes quelques millénaires d'histoire locale. A la deuxième intervention de la Voix, l'animateur n'y tint plus : «Encore une fois !», s'exclama-t-il. Quelle constance, la Voix Extraordinaire, Maadamas, Messieurs ! On la sentait tout prêt à faire applaudir cet éternel et fidèle à ses fidèles, à lui offrir même une standing ovation, à le faire entrer solennellement par la porte des invités-mystères. Tanaz, Marak, «Sacrée soirée» vous a réservé une petite surprise...

Mais le temps passait, et la publicité attendait. Alors que Marak Hattar arrivait à peine à la naissance de Jésus, Foucault, hors caméra, s'impatientait manifestement. «Vous préférez que j'arrête là», demanda le conteur, prévenant. Non, non, protesta Foucault, il voyait le problème d'ici. Si l'on coupait la fin, ça susciterait des remous, on recevrait des lettres. Bon garçon, Marak ramassa donc les deux mille dernières années. En gros, des grands événements à

la hauteur.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signalé dans «Le Monde radio-télévision» ; o Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

VENDREDI 3 DÉCEMBRE

FRANCE 1

- 6.00 Série : Côté cœur (et à 4.10).
- 6.28 Météo (et à 6.58, 8.33).
- 6.30 Club midi Zig-Zag.
- 7.00 Journal.
- 7.20 Club Dorothée avant l'école. Transmutozors : T. Rex ; Olive et Tom ; Clip ; Transmutozors.
- 8.35 Télé-shopping.
- 9.05 Feuilletton : Hôpital central.
- 9.45 Feuilletton : Haine et passions.
- 10.25 Série : Passions (et à 0.55).
- 10.55 Série : Tribunal.
- 11.25 Feuilletton : Santa Barbara.
- 11.50 Jeu : La Roue de la fortune.
- 12.20 Jeu : Le Juste Prix.
- 12.50 Magazine : A vrai dire.
- 13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.
- 13.35 Feuilletton : Les Feux de l'amour.
- 14.30 Série : Cannon.
- 15.30 Feuilletton : La Clinique de la Forêt-Noire.
- 16.15 Jeu : Une famille en or.
- 16.40 Club Dorothée. Charles a un change ; Parker Lewis ne perd jamais ; Jeux.
- 17.50 Série : Premiers baisers.
- 18.20 Série : Héritage et les garçons.
- 18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Duchavanne. Invité : Pierre Palmade.
- 19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.45).
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Téléfilms : Une famille formidable. Dure, dure la rentrée, de Joli Santoni (dernière partie).
- 22.35 Magazine : Ushualu. Présenté par Nicolas Hulot. En Chine (1^{re} partie). Les mystères du grand noir, de Gil Kabali ; Le cheval de glace, de Frédéric Potier ; Dale Stuart, de Frédéric Potier ; Troubadour du ciel, de Gilles Santantonio.
- 23.40 Magazine : Formule foot. Championnat de France.
- 0.15 Série : Paix d'as.
- 0.50 Journal et Météo.
- 1.25 TF 1 nuit (et à 2.00, 3.00, 4.05, 4.35).
- 1.30 Documentaire : Histoires naturelles (et à 3.10). La chasse au chimiste ; Demain le chasseur.
- 2.10 Feuilletton : Les Aventures du jeune Patrick Pacard (3^e épisode).
- 4.45 Musique.
- 5.05 Documentaire : L'Équipe Cousteau en Amazonie.

FRANCE 2

- 5.55 Feuilletton : Monsieur Belvédère.
- 6.20 Dessin animé.
- 6.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
- 7.00 Feuilletton : Amourusement vôtre.
- 8.55 Magazine : Amour, gloire et beauté.
- 9.20 Magazine : Matin bonheur. Invité : Dave.
- 11.15 Flash d'informations.
- 11.20 Jeu : Motus.
- 11.50 Jeu : Pyramide (et à 4.35).
- 12.25 Jeu : Ces années-là.
- 12.59 Journal, Météo et Point route.
- 13.45 INC.
- 14.50 Série : La Renard.
- 15.30 Série : Les deux font le paire.
- 15.35 Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran. Le phono de papa.
- 16.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 16.55 Magazine : Giga. Avec les séries : L'Annexe ; Servis par le gong ; Le Prince de Bel-Air.
- 18.30 Jeu : Un pour tous.
- 19.10 Téléthon 83. Emission présentée par Claude Sérillon et Gérard Holtz, en direct de l'Agora d'Evry et en multiplex avec les centres de promesses. Début des appels des donateurs au 3537 et sur le Minitel 3515.
- 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne.
- 20.00 Journal, Météo et Point route.
- 20.50 Téléthon : Pleins feux. Spectacle présenté par Claude Sérillon, Gérard Holtz, Jacques Chancel, Michel Sardou (parmi) et l'orchestre dirigé par Marc Gallocher, en direct de l'Agora d'Evry. Avec Barbara Hendricks, Alain Souchon, Francis Cabrel, Kim Wilde.
- 22.30 Le Journal du Téléthon. Présenté par Bernard Pivot et Jean-Daniel Faysalier.
- 22.49 Téléthon : Pleins feux (2^e partie).
- 0.02 Téléthon jazzy. Emission présentée par Eve Ruggieri, Gérard Holtz, Claude Sérillon et Christian Morin. Avec Des Des Bridgewater, Julia Migenes, Dany Brillant, Carlos, Claude Luter.
- 1.25 Journal, Météo et Journal des courses.
- 1.35 Téléthon talents. Emission présentée par Claude Sérillon, Mimi Mathy et Thierry Becarro.

FRANCE 3

- 7.00 Premier service.
- 7.15 Bonjour les petits loups.
- 8.00 Continentales. Central Express (v.o.) : A 8.25, Reportage TV de l'Est ; A 9.35, 12 Pays ; Allemagne (v.o.) ; A 9.00, Euro habdo, l'actualité dans le pays de l'Est ; A 9.10, Multiplex, magazines sur l'Asie ; A 9.20, Orthographe.
- 9.25 Magazine : Génération 3. Présenté par Marie-Laure Augry. Géographie : Martinus, Heinrich, Nigel... agriculteurs en Autriche ; A 9.55, le monde théâtral : Les mutations du monde rural. 4. Agriculteurs de demain. Invité : Michel Teyssedou, secrétaire général adjoint de la FNSEA.
- 10.55 Espace entreprises : L'homme du jour.
- 11.00 Magazine : Français, si vous parlez. En direct pour le 200^e.
- 11.45 La Cuisine des mousquetaires.
- 12.00 Flash d'informations.
- 12.05 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Magazine : Votre cas nous intéresse. L'assureur-chimiste.
- 13.30 Série : La Conquête de l'Ouest.
- 14.20 Série : La croisière s'amuse.
- 15.15 Série : Capitaine Furillo.
- 16.10 Magazine : La Fête de l'après-midi.
- 17.45 Magazine : Une pêche d'enfer.
- 19.25 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.50 Un livre, un jour. James Bond : une cascade, de Cyril Connolly.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Divertissement : La Grande Classe.
- 20.30 Le Journal des sports.
- 20.45 INC.
- 20.50 Magazine : Thalassa. Présenté par Georges Pernoud. La guerre des coquilles, de Bernard Rubinstein et Robert Pauly.
- 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Josiane Balasko. Italie : les violons de Crémone, de Jacqueline Banoussio et Guy Nevers ; France : le train des Pignes, de Dami Baroni et Yvon Bodin ; Burkina : les cinéphilas de Ouagadougou, de Régis Michel et Yvon Bodin.

ARTE

- 17.00 Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).
- 17.55 Documentaire : Ladies Night. De Wolfgang Krause (rediff.).
- 19.00 Série : The New Statesmen.
- 19.25 Documentaire : Ne dis jamais «Jamais plus». Inno Moszkowicz, un metteur en scène allemand, de Wolfgang Krause.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Téléfilm : La Peur. De Daniel Vigne.
- 22.10 Documentaire : L'Histoire de Vini. De Kaito Tano. Le périple dramatique d'un jeune Vietnamien, fils d'un soldat américain, émigré aux États-Unis. Quand le rêve américain devient un cauchemar.
- 23.05 Cinéma : Les Enfants de la nature, un voyage. Film islandais de Frédéric Thor Kristjánsson (1991).

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 7.25
- 7.00 CBS Evening News. Journal américain présenté par Dan Rather et Connie Chung.
- 7.23 Le Journal de l'emploi.
- 7.25 Canaille peluche. Le Tourbillon noir.
- En clair jusqu'à 8.05
- 7.50 Ça cartoon.
- 9.05 Magazine : 24 heures (rediff.).
- 9.00 Cinéma : Les Eaux dormantes. Film français de Jacques Trépo (1992).
- 10.35 Flash d'informations.
- 10.58 Surprises.
- 10.45 Cinéma : La Petite Amie d'Antonio. Film français de Manuel Poirier (1992, dernière diffusion).
- En clair jusqu'à 13.35
- 12.30 Magazine : La Grande Famille. Présenté par Jean-Luc Delarue. Mon petit ami n'est pas du goût de mes parents ; Je fabrique des miniatures.
- 13.30 Le Journal de l'emploi.
- 13.35 Cinéma : Hudson Hawk, gentleman cambrioleur. Film américain de Michael Lehmann (1991).
- 15.10 Documentaire : National Geographic n° 1. Lions et hyènes, face-à-face mortel, de Derek et Beverly Joubert.
- 16.00 Surprises.
- 16.15 Cinéma : L'île aux baleines. Film britannique de Clive Rees (1989).
- 17.50 Surprises.
- 18.00 Canaille peluche. Baby Folies.
- En clair jusqu'à 20.35
- 19.30 Ça cartoon.
- 18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Caunes.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Téléfilm : Chambre froide. De Sylvain Madigan.
- 21.50 Flash d'informations.
- 21.55 Surprises.

FRANCE 4

- 22.15 Magazine : Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 20^e journée du championnat de France de D1.
- 23.00 Cinéma : Hot Shots. Film américain de Jim Abrahams (1991).
- 0.20 Cinéma : Ruby. Film américain de John Mackenzie (1992, v.o., dernière diffusion).
- 2.10 Cinéma : Les Mariées. Film français d'Annick Lanoë (1992).
- 3.35 Cinéma : L'Age de vivre. Film britannique de Peter Medak (1991, v.o.).
- 5.25 Cinéma : Rome contre Rome. Film italien de Giuseppe Vari (1963).

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 17.55
- 17.00 Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).
- 17.55 Documentaire : Ladies Night. De Wolfgang Krause (rediff.).
- 19.00 Série : The New Statesmen.
- 19.25 Documentaire : Ne dis jamais «Jamais plus». Inno Moszkowicz, un metteur en scène allemand, de Wolfgang Krause.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Téléfilm : La Peur. De Daniel Vigne.
- 22.10 Documentaire : L'Histoire de Vini. De Kaito Tano. Le périple dramatique d'un jeune Vietnamien, fils d'un soldat américain, émigré aux États-Unis. Quand le rêve américain devient un cauchemar.
- 23.05 Cinéma : Les Enfants de la nature, un voyage. Film islandais de Frédéric Thor Kristjánsson (1991).

M 6

- 7.00 Informations : M 5 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.45, 11.50).
- 7.05 Contact 6 Manager.
- 7.15 Les Matins d'Olivia (et à 9.05).
- 9.05 M 5 boutique. Télé-achat.
- 9.30 Infoconsommation.
- 9.35 Musique : Boulevard des clips (et à 10.05, 1.15, 6.15).
- 10.55 Série : Jet Set.
- 12.00 Série : Papa Schultz.
- 12.30 Série : Les Routes du paradis.
- 13.25 Série : Roseanne.
- 14.00 Magazine : Météo 6.
- 14.05 Magazine : La Vie à plaines tubes. Vidéo : les Chars.
- 17.00 Variétés : Multitop.
- 18.00 Série : Code Quantum.

FRANCE 5

- 19.00 Série : Deux flics à Miami.
- 19.54 Six minutes d'informations. Météo.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.35 Magazine : Capital.
- 20.45 Téléfilm : Filic et rebella. De Kim Manners.
- 22.40 Série : Mission impossible.
- 23.40 Magazine : Les Enquêtes de Capital. Eurojournal : la guirlande sous la Manche ? de Thierry Dussard et Marc Dumény.

FRANCE-CULTURE

- 0.10 Magazine : Sexy Zap.
- 0.40 Informations : Six minutes première heure.
- 0.50 Musique : Culture rock. La saga de Jim Morrison.
- 2.15 Rediffusions. Fréquentator : Voir et revoir la France (Côte d'Azur) ; Renouveau de la préhistoire française ; Muséum : La Forêt-Alais 1981 ; Fax'O.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert (en direct de Francfort) : Concerto pour violoncelle et orchestre, de Ligeti ; Concerto pour violoncelle et orchestre n° 1 en ut majeur Hob VII/1, de Haydn ; Symphonie n° 9 en ut majeur D. 944, de Schubert, par l'Orchestre radio-symphonique de Francfort, dir. Hugh Wolff.
- 23.09 Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct de La Villa à Paris : le Quartette de Sonny Fortune, saxophoniste avec Frank Amiselli, piano, Wayne Dockery, contrebasse, Keith Copeland, batterie.

Les interventions à la radio

Europe 1, 12 h 30 : Jérôme Deschamps. France-Inter, 19 h 20 : Alain Lamassouse («Objections»).

Le meilleur du câble

chaque semaine, dans le nouveau supplément radio-télé du Monde

AU JOUR LE JOUR

Retour

Femmes qui n'êtes toujours pas au chômage, accrochez-vous ! Ou tenez-vous prêtes à rentrer à la maison. Car, un jour, peut-être proche, sous la pression des nécessités (et des hommes), il vous faudra abandonner votre travail et rester au logis. Les enfants sereinent mieux gardés et les emplois aussi. Ce serait votre apport civique à l'amélioration des statistiques du chômage et au bilan de la majorité.

C'est dans les rangs de cette

dernière que l'idée - qui n'est pas de toute première fraîcheur - a germé. Jacques Chirac s'en fait le héraut et une femme députée peaufine le projet qu'elle voudrait soumettre au vote du Parlement. Il s'agit de pousser gentiment les femmes vers la sortie, moyennant un vague pourboire mensuel. Les suppléments des quelques élus que compte la droite se frottent les mains.

PROCYON

L'ESSENTIEL

DÉBATS

GATT : « L'exception française », par François Hollande ; Nouvelle-Calédonie : « Sous l'accord, la crise », par Alban Bensa et Eric Wittersheim (page 2).

INTERNATIONAL

Réconcilier les Somaliens entre eux

Des contacts doivent commencer à Addis-Abeba pour préparer une nouvelle conférence de « réconciliation nationale » entre Somaliens. La quatrième conférence humanitaire sur la Somalie qui s'est achevée mercredi dans le capitale éthiopienne - et où on avait déploré l'absence du général Aidid - est considérée comme « un succès en demi-teinte » (page 4).

Prévoir l'« après-pétrole » dans le Golfe

Riches grâce à l'« or noir », les Emirats arabes unis songent à l'« après-pétrole ». Créer un jardin à l'ouest vient mourir les dunes du Désert des déserts, dans les eaux chaudes et sans vagues du golfe Persique... Voilà bien un rêve d'émir (page 7).

Troubles en Cisjordanie

Si le calme semble être revenu à Gaza, en Cisjordanie ce sont les colons israéliens qui viennent de manifester contre l'accord d'autonomie dans les territoires occupés, après le mort de deux d'entre eux dans un attentat commis par des Palestiniens (page 8).

SOCIÉTÉ

L'assassinat de Bernard Laroche

La cour d'assises de la Côte-d'Or poursuivra jusqu'à la fin de la semaine l'examen des déclarations de Murielle Bolle, qui avaient conduit à l'inculpation de Bernard Laroche pour l'assassinat du petit Grégory (page 10).

COMMUNICATION

Le débat sur l'audiovisuel

Le débat sur le projet de loi visant à modifier la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, qui doit commencer ce vendredi 3 décembre, à l'Assemblée nationale, donnera lieu à une bataille d'émendements. La commission des affaires culturelles, familiales et sociales a approuvé mercredi la création d'une chaîne éducative et le changement de statut de RFO (page 12).

CULTURE

« Little Buddha », le conte de Bertolucci

Après le Dernier Empereur et Un thé au Sahara, Bernardo Bertolucci propose avec Little Buddha le dernier élément de sa trilogie orientale (page 13).

ÉCONOMIE

Le rapport de l'OCDE sur le Japon

L'économie nipponne, qui connaît actuellement une crise sévère, ne retrouvera une croissance soutenue que grâce à une action macroéconomique doublée d'un programme de réformes structurelles, diagnostique l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans son rapport sur le Japon (page 16).

Services

Abonnements XV
Annonces classées 15
Carnet 20
Marchés financiers 18-19
Météorologie 20
Mots croisés, Loto 20
Radio-télévision 21
La télématique du Monde :
3616 LEMONDE
3617 LMDCC
et 36-29-04-58

Demain
Temps libre

Au fil des chaînes, eu fil des émissions, des heures et des mois, bonnes heures d'écoute, les présentateurs s'habillent selon les convenances du moment, nous renvoyant souvent notre image.

Le numéro comporte deux cahiers :
« Espérance-Présence », folio 1 à X,
et « Le Monde des livres », folio XI à XVII

Le numéro du « Monde »
daté jeudi 2 décembre 1993
a été tiré à 458 176 exemplaires

Dans un rapport remis à Edouard Balladur

Le professeur Montagnier propose une refonte des structures de lutte contre l'épidémie de sida

Dix ans après avoir, avec son équipe, découvert le virus du sida, le professeur Montagnier (Institut Pasteur de Paris) a remis au premier ministre, mercredi 1^{er} décembre, un rapport sur le sida (1). Ce document, demandé en avril par le gouvernement à ce spécialiste de renom international, préconise une profonde refonte des structures publiques de lutte contre le sida.

« La société française a rencontré le sida. Ce fléau des temps modernes a agi comme révélateur des insuffisances structurelles de notre société en matière de santé publique, de sa rigidité au niveau de l'action sociale, de ses blocages au niveau culturel, écrit en introduction le professeur Montagnier. Mais il montre aussi plus clairement les moyens d'y remédier et les possibilités d'effectuer des changements majeurs. A cet égard, il peut permettre l'avènement d'une société plus juste et plus humaine. A nous d'agir vite et fort pour que la recherche apporte des solutions. Que la prise en charge des personnes infectées soit sans faille, que la prévention soit plus efficace. »

La prise en charge des malades. Selon les différents modes de calcul mis en œuvre, le nombre de séropositifs se situe en France entre 80 000 et 160 000. Le rapport précise que, selon l'association AIDES, 70 000 personnes connaissent actuellement leur statut sérologique. Ce qui a contrario signifie que plusieurs dizaines de milliers d'autres l'ignorent. Le professeur Montagnier aborde, par ailleurs, la question de la fiabilité des tests de dépistage de l'infection et la récente controverse qui a suivi la décision prise par Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, et par l'Agence du médicament de retirer neuf réactifs, de laboratoires du marché français.

Sur ce point, le professeur Montagnier souligne que cette décision « témoigne à l'évidence de la volonté des pouvoirs publics de privilégier la santé publique par rapport aux intérêts industriels ». « Les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les analyses de biologie médicale ne donnent pas toutes les garanties de sécurité (...). Les pouvoirs publics doivent renouer le cadre réglementaire de leur action : les réactifs doivent être enregistrés, ils doivent également pouvoir être retirés du marché. »

Compte tenu du nombre des tests de dépistage de l'infection par le virus du sida pratiqués chaque année en France (plus de six millions), l'auteur du rapport estime que les objectifs quantitatifs sont

globalement atteints. « Cependant, poursuit-il, il est préoccupant de constater que parmi la population découverte séropositive chaque année, 50 % des consultants déclarent avoir eu un ou plusieurs tests négatifs précédemment. Il semblerait donc que le test de dépistage puisse être perçu comme une garantie et que le message de prévention ne soit pas toujours bien émis et reçu. Cela conforte l'idée qu'un dépistage obligatoire et systématique aurait peu d'effet, sur la prévention. A l'inverse, il pourrait avoir un effet pervers, les séronégatifs, forts de leur statut sérologique « oubliant » qu'il n'est que transitoire si les précautions élémentaires de prévention ne sont pas strictement appliquées. »

Le professeur Montagnier précise aussi que « chacun sait que dans certains hôpitaux le test est pratiqué systématiquement, parfois à l'insu du malade, parfois même sans rendu du résultat ». Il aborde également les effets psychologiques néfastes dont peuvent - fréquemment - souffrir les personnes contaminées. « On ne peut que constater le manque de données sur ce sujet (...). En pratique, nous avons rencontré de nombreux intervenants, psychologues et psychiatres de diverses associations et institutions. Mais leur nombre est toujours insuffisant par rapport à une tâche écuménique, peut-être ceci explique-t-il cela. »

Au chapitre des propositions, l'auteur du rapport souligne, notamment en matière d'hospitalisation, la nécessité de renoncer à une politique arbitraire de redéploiement des moyens. Selon lui, dans l'intérêt même des malades, la spécialisation des sites de prise en charge doit être préservée, ce qui n'exclut nullement, bico ou contraire, la nécessité de développer les solutions alternatives à l'hospitalisation et l'intégration des soins palliatifs dans les centres hospitaliers concernés par le sida.

La prévention. Le professeur Montagnier est très critique vis-à-vis de l'Agence française de lutte contre le sida, association forte de trente-deux personnes, régie par la loi de 1901 et placée sous le haut patronage du ministère de la santé. Cette association, dont l'activité fait depuis quelque temps l'objet de vives controverses (le Monde du 12 novembre), dispose d'un budget de plus de 152 millions de francs.

« L'Agence française de lutte contre le sida rencontre un problème majeur d'évaluation : défaut d'analyse réelle des répercussions des campagnes sur les comportements à risque, réactions contradictoires (articles de presse, campagnes locales, déclarations de responsables médicaux, chercheurs), sans réelle

articulation avec les études des comportements (...). Cette agence s'est avérée incapable, de par sa structure et son fonctionnement, d'engager une véritable réflexion interministérielle sur la prévention en matière d'infection par le virus du sida. »

Dépassant les stricts problèmes du sida, le professeur Montagnier formule une série de recommandations visant à prévenir la contamination par des agents transmissibles non conventionnels (à l'origine notamment de la maladie de Creutzfeldt-Jakob) à partir de l'usage thérapeutique du sang, des tissus ou des organes humains. Il se prononce clairement pour une réforme des structures publiques en charge de la lutte contre le sida. « Il apparaît indispensable de créer une structure de coordination. Ce comité interministériel de coordination de la lutte contre le sida aurait pour but d'harmoniser les activités en matière de recherche, de prévention et de santé publique, de prise en charge et de communication. De plus, il serait chargé d'organiser l'évaluation des actions effectuées dans ces différents domaines et d'en dégager une prospective. »

Parallèlement, la prééminence de la direction générale de la santé devrait être confortée et l'Agence française de lutte contre le sida devrait disparaître en tant qu'entité pour être intégrée à cette direction. « Il faut par ailleurs, souligne le chercheur, intégrer l'éducation au sujet du sida et des maladies sexuellement transmissibles en milieu scolaire dans une perspective plus large d'une prise en charge du corps et de la santé. »

Alors que le conseil d'administration du constructeur suédois se réunissait d'urgence

La fusion Renault-Volvo semble en péril

Volvo avait décidé de réunir d'urgence son conseil d'administration jeudi 2 décembre dans l'après-midi. Lancée avec un préavis d'à peine quarante-huit heures, cette convocation laissait présager des décisions lourdes de conséquences quant à la fusion du constructeur suédois avec Renault. Bien que les firmes en cause se soient refusées à tout commentaire sur l'ordre du jour de ce conseil, il apparaissait jeudi matin que le conseil envisageait à nouveau de réfléchir sur la réunion de l'assemblée générale extraordinaire prévue pour le mardi 7 décembre, au cours de laquelle les actionnaires de Volvo sont censés se prononcer pour ou contre la fusion. Cette assemblée générale a déjà été reportée d'un mois en raison de l'opposition croissante de l'opinion suédoise.

Il n'était pas exclu, malgré tout, que le conseil d'administration annule purement et simplement le projet de fusion. Une telle situation ne serait pas nouvelle pour Pehr Gyllenhammar, président exécutif du conseil d'administration de

« La recherche. « On peut considérer que la création d'une structure spécifique, l'Agence nationale de recherche sur le sida, a renforcé le potentiel de recherche en France, sans permettre des aboutissements importants sur les problèmes clés que sont la thérapeutique et les vaccins », écrit le professeur Montagnier. On ne peut en tenir rigueur à cette agence - les chercheurs du monde entier en sont au même point - mais le moment est peut-être venu de s'interroger sur les directions entreprises et de réorienter l'effort d'une manière plus créative. A cet effet, nous proposons que le directeur de l'agence s'entoure, systématiquement, d'un collège de conseillers scientifiques qui l'assistent dans ses prises de décisions importantes (...). Nous proposons également la création d'un institut de pathologies infectieuses complexes, regroupant des recherches, non seulement sur le sida, mais aussi sur les maladies nerveuses dégénératives où participent des facteurs infectieux et immunitaires. »

Il souhaite également l'amélioration des procédures de mise à disposition des médicaments anti-sida, avant qu'ils disposent d'une autorisation de mise sur le marché, la création d'un fichier national des essais thérapeutiques et la mise en œuvre d'une enquête de l'IGAS consacrée aux « essais thérapeutiques menés hors du cadre légal. »

J.-Y. N.

(1) « Rapport à Monsieur le premier ministre sur le sida », du professeur Luc Montagnier. Le coordinateur de cette mission était le docteur Pierre-Marcel Trottet (hôpital de l'Institut Pasteur de Paris).

ANNIE KAHN

John Baillie
PRIX ANNIVERSAIRE
1883-1993
Jusqu'au 31 décembre
tailleur de père en fils
vous propose :

- Grande mesure à partir de 12 000 F
- 25 % = 9 000 F
Livraison en 48 heures si nécessaire
- Mesure façon traditionnelle à partir
de 5 800 F
- 30 % = 4 060 F
- Rayon prestige prêt-à-porter :
- 40 % à - 50 %

1, rue Aubur - 5, place de l'Opéra
Paris 9 - Tél. : 47-42-49-17 - 47-42-49-24

Place au long terme

FRANÇOIS BOSTNAVARON
et FRANÇOIS BENARD

Ils permettent aux particuliers un accès direct au marché monétaire que ne permettent pas les produits distribués par les banques. Simplement, ces siev ne sont plus des instruments de placement à moyen terme que l'on pensait puvoir garder plusieurs années, mais reviendront à leur vncalgin originelle, celle de gestion de trésorerie, un réceptacle de l'épargne et de précaution en concurrence avec d'autres formes de placement à court terme.

E. R.



ÉPARGNE-PLACEMENTS

La longue marche des fonds de pension

Un zeste de capitalisation ?

DU principe aux réalités, le chemin peut être fort long. Depuis l'arrivée du gouvernement Balladur, les promoteurs des fonds de pension en font l'expérience. Evoquée, si ce n'est fermement défendue, par les socialistes, la création de régimes de retraite par capitalisation figurait en bonne place au programme de l'actuelle majorité. Celle-ci avait adopté dans l'enthousiasme général une proposition de loi, l'actuel premier ministre : faire coïncider la légère augmentation de salaire permise par la baisse des cotisations d'allocation familiale avec le lancement de fonds de pension.

Les contraintes de l'action gouvernementale ont conduit autrement. La fiscalisation progressive des allocations familiales a été réservée aux bas salaires afin de faciliter les créations d'emplois. Quant à l'exonération de cotisations sociales et à la déductibilité du revenu imposable pour les sommes versées aux fonds de pension — deux conditions sine

qua non pour déclencher leur apparition —, elles ne figuraient pas dans le projet de loi de finances pour 1994. Trop cher.

Ce n'est que partie remise, jurent les conseillers ministériels. Aussi, pour bien afficher que le projet n'est pas abandonné, Édouard Balladur a annoncé le 15 octobre qu'il confiait au ministre de l'économie une mission sur les moyens de « permettre aux Français qui le souhaitent de percevoir un supplément de revenu après leur cessation d'activité ».

Edmond Alphandéry était également chargé de conduire une concertation auprès des partenaires sociaux, des banques et des sociétés d'assurance.

Pour les pouvoirs publics, il s'agit de donner des gages de bonne volonté que de canaliser les revendications des multiples protagonistes qui, depuis plusieurs mois, piaffent d'impatience. Présentée quelques jours avant les élections législatives, une proposition de loi rédigée par des sénateurs RPR, centristes et UDF préconise des fonds

de pension « à l'anglaise », gérés en dehors de l'entreprise par des organismes supervisés par la commission de contrôle des assurances. Les banques, de leur côté, cherchent à placer des produits d'épargne à long terme avec une sortie possible en capital (une option assez éloignée du cahier de ce que l'on imagine comme le cahier des charges d'un instrument de retraite).

Une nouvelle vocation

Quant aux représentants du monde industriel, ils sont attachés à un schéma « à l'allemande », la gestion des fonds étant intégrée au capital de l'entreprise sous forme de « quasi-fonds propres ». Et ce n'est pas tout. Les caisses de retraite complémentaire qui, hier encore, vilipendaient les « appétits de la capitalisation », se découvrent une nouvelle vocation. Fortes des réseaux tissés auprès des entreprises et de leur expérience, elles se verraient bien gérer, avec les organismes de prévoyance, les futurs fonds de pension.

Les projets se multiplient. En novembre, le CNPF a présenté une proposition de compromis évitant de trancher entre gestion interne ou externe et entre sortie en capital ou en rente. Jacques Barrot (CDS), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, peaufine une proposition de loi sur les fonds de pension. Ceux-ci seraient créés à partir d'une négociation collective et prévoieraient de « très solides garanties ». Quant à Jean-Pierre Thomas, député UDF des Vosges, il juge les fonds de pension « pas modernes et trop capitalistes » et propose un « plan d'épargne entreprise-retraite ». 20 % des sommes prélevées étant affectées aux fonds propres de l'entreprise, alors que 46,6 % seraient placés en actions d'autres sociétés et 33,4 % en obligations.

Cependant, le gouvernement se hâte lentement. Les fonds de pension ont gagné une bataille de principe, mais ils n'ont pas encore définitivement emporté la décision. Il est vrai que le contexte économique, social et budgétaire n'est pas favorable. Les pouvoirs publics, qui ne cessent d'insister sur la nécessité de transformer en consommation une partie de l'épargne de précaution des ménages, considèrent non sans raison que l'encouragement de la retraite par capitalisation n'est pas une priorité absolue. En outre, les exonérations fiscales indispensables au lancement de fonds de pension ne pourraient que dégrader les fragiles équilibres budgétaires. Les avantages accordés à l'assurance-vie occasionnent déjà un manque à gagner d'une quinzaine de milliards de francs pour les finances publiques.

Enfin, après avoir programmé une réforme du régime d'assurance-vieillesse de la Sécurité sociale, le gouvernement hésite visiblement à encourager trop rapidement le développement de la capitalisation. D'autant plus que le difficile dossier de l'AGIRC, la caisse de retraite complémentaire des cadres, n'est pas réglé. Les syndicats et une partie du patronat souhaitent en effet que les entreprises acceptent de cotiser au taux plafond, ce que refusent énergiquement certaines branches patronales déterminées à ne pas entraver l'essor de régimes collectifs par capitalisation.

Certes provisoires, ces obstacles ne seront pas aisément franchis. Le gouvernement, qui avait laissé entrevoir la possibilité d'examiner lors de la session de printemps une loi créant des fonds de pension à compter de 1995, n'est plus tout à fait sûr de pouvoir tenir ce délai. En attendant, la retraite par capitalisation chemine à petits pas. Sous l'égide de la Caisse des dépôts, les élus locaux viennent de constituer leur propre fonds de pension (« Fongel »).

E. L.

JEAN-MICHEL NORMAND

Assurance-vie : l'explosion continue

Pour constituer une épargne et compléter sa retraite

L'ASSURANCE-VIE est en plein boom : déjà en progression de 15 % en 1992, les cotisations (en primes) versées au titre des contrats d'assurance-vie et de capitalisation à vocation « placement-retraite » (à l'exclusion des contrats décès, qui ne couvrent que le risque de mort à fonds perdus), auront augmenté de 20 % à 275-280 milliards de francs, en 1993 selon les prévisions du groupement des assurances de personnes, à la Fédération française de sociétés d'assurances (FFSA). Ces cotisations représenteront près de 50 % de l'épargne des ménages en 1993, ce qui en fait long sur le développement de cette forme de placement.

Un tel afflux résulte à la fois du souci grandissant de se constituer une épargne (60 % des motivations) et de la diminution prévisible des rémunérations sur les produits à caractère monétaire, comme les SICAV court terme.

A ce souei de se constituer une épargne, s'ajoute, maintenant, la préoccupation de compléter sa retraite. Un stimulant puissant est apporté par la fiscalisation, les revenus des sommes déposées auprès des organismes d'assurance et capitalisées étant exonérés d'impôt au bout de huit ans de détention.

Néanmoins, la durée moyenne des contrats d'assurance-vie est estimée à sept ans, ou certains nombre d'assurés retirant leurs capitaux avant l'échéance des huit ans, au prix d'une imposition plus ou moins forte, certains autres prolongeant leurs contrats jusqu'à quinze ans et plus. Certes on est loin des vingt ans de moyenne en Allemagne, sans parler du Japon, où les « fourmis » nipponnes accu-

mulent, pendant trente ans, pour compléter des retraites insuffisantes. Mais l'effort n'est pas négligeable, et les compagnies d'assurances rivalisent avec les banques pour attirer la clientèle. Ces banques, on le sait, ont créé des filiales captives, comme PREDICA pour le Crédit agricole, Natio-Vie pour la BNP et SOGECAP pour la Société Générale.

N'oublions pas le numéro un de l'assurance-vie en France, avec plus de 15 % de parts de marché : la Compagnie nationale de prévoyance, émanation au départ de la Caisse des dépôts et qui prend graduellement son indépendance. Elle se développe soit directement, soit indirectement par le réseau des caisses d'épargne de l'Écureuil, et maintenant par le réseau de La Poste, qui « éclate » littéralement, surtout cette année.

Un problème va se poser maintenant, avec la hausse des taux d'intérêt à long terme. Lorsque ces taux s'établissent encore à 10 %, il était facile aux organismes d'assurance-vie d'offrir des contrats à rendement garanti de 8 %. Aujourd'hui, on descend vers les 7 %, pour s'acheminer vers les 6 %. Tout dépendra de l'épaisseur du matelas d'obligations constituées antérieurement. Ainsi, l'Association française d'épargne et de retraite (AFER) de M. Athias, qui en fin d'année aura accumulé un portefeuille d'actifs de dix milliards de francs, peut compter sur les 9 % de rendement offert par une cinquantaine de milliards de francs d'obligations acquises antérieurement : de quoi ralentir la lente décroissance de la rémunération dans les années qui viennent.

F. R.

Le capital-risque en panne sèche

Une collecte réduite à zéro

LE capital-risque ou capital-investissement ou *venture capital* pour les Anglo-Saxons a été, à la fin des années 80, une activité à la mode. Prendre des participations en capital dans des sociétés à fort potentiel de développement est une activité qui a vu le jour en France à la fin des années 50 avec la création des sociétés de développement régional (SDR) et a explosé dans les années 80. Les fonds se sont multipliés, les pouvoirs publics ont mis en place un cadre réglementaire et la Bourse s'est dotée en 1983 d'un second marché afin d'offrir à terme une porte de sortie aux investisseurs. Tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles et la plupart des établissements financiers se sont précipités sur un marché à fort potentiel. La rentabilité des prises de participation était présumée d'autant plus forte qu'à ce moment la valeur des actifs ne cessait de s'accroître. Dans le même temps, le développement du second marché boursier voire, imaginait-on alors, d'un troisième marché, un hors-cote rénové, devait résoudre tous les problèmes de revente des participations. Ce bel échafaudage s'est aujourd'hui totalement écroulé.

Les SDR sont sinistrées. Les fonds de capital-risque possèdent des participations qui se dévalorisent au même rythme que la chute de la rentabilité des PME et PMI et

la baisse de valeur de leurs actifs (notamment immobiliers). Les gérants sont obligés de multiplier les provisions et se retrouvent en plus avec des participations invendables. « Vous ne trouvez plus d'acheteur aujourd'hui pour des participations minoritaires dans des PME, sans pouvoir sur la gestion de l'entreprise, qui sont le lot commun des fonds de capital-risque », explique l'un des responsables de cette activité dans une grande banque. « Il y a sans doute de bonnes opérations à faire quand l'activité va reprendre en attendant les PME et PMI françaises qui par tradition manquent de fonds propres sont dans une situation très difficile. La France est en panne de financement », ajoute-t-il.

Des performances supérieures à la moyenne

Pourtant, selon une étude réalisée au début de l'été par le cabinet Cooper's and Lybrand, le marché français du capital-risque est le troisième au monde, derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne, avec environ 50 milliards de francs gérés. Il convient toutefois de nuancer ce classement par le fait qu'en Allemagne les prises de participation dans les PME sont faites directement par les banques et non par l'intermédiaire de fonds spécialisés. Le fameux capitalisme rhénan se caractérise notamment par une

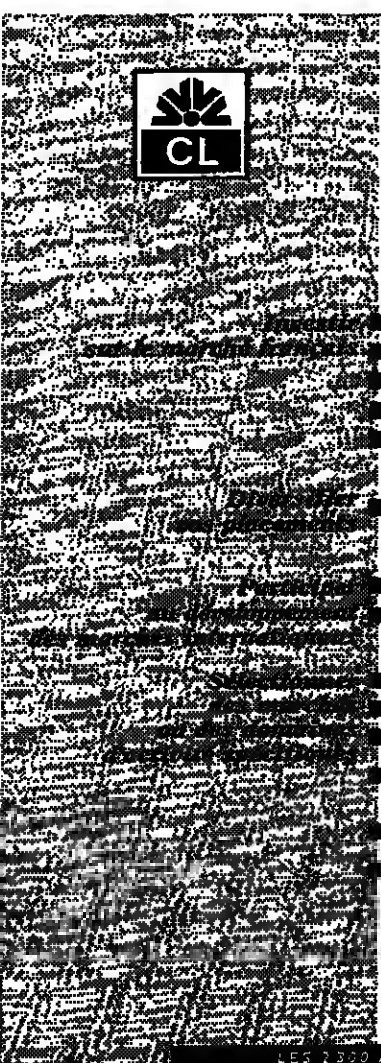
étroite imbrication entre le système bancaire et les PME.

En France, 6,6 milliards de francs ont été investis en 1992 contre 6,9 milliards en 1991. Selon la plupart des professionnels, les investissements se seront réduits dans des proportions encore nettement plus importantes cette année. Plus impressionnant encore, la collecte de capitaux par les fonds est en chute libre. Elle est tombée à 3,9 milliards de francs l'an dernier contre 6,6 milliards en 1991 et devrait être proche de zéro en 1993.

Les fonds sont aujourd'hui coudoyés à faire tourner des portefeuilles de plus en plus « illiquides ». Pour autant, comme le montre Cooper's and Lybrand, la sélection des PME par les fonds de capital-développement a plutôt été bonne. Tant pour la croissance du chiffre d'affaires, que pour les exportations ou l'augmentation des effectifs, de 1987 à 1991, les entreprises ayant dans leur tour de table une société de capital-investissement ont affiché des performances bien supérieures à la moyenne. Sur les cinq années de référence, leurs effectifs se sont accrues en moyenne de 34 %. Ce seul constat devrait finir par encourager les pouvoirs publics à soutenir, notamment par le biais d'avantages fiscaux, les prises de participation dans les PME.

E. L.

JEAN-MICHEL NORMAND



LA PERFORMANCE DE VOS PLACEMENTS EN FONCTION DE VOS OBJECTIFS avec nos SICAV et FCP actions

SICAV	SICAV	Spécificité	Valeurs liquidées au 29.10.93 en FF		Performances au 29.10.93 en %	
			514,76	16,91	28,48	1 an
SICAV 5000	SICAV	Actions françaises éligibles au PEA	804,40	16,03	29,23	
SILVAFRANCE	SICAV		531,58	17,75	36,05	
INVESTILION FRANCE	FCP		15 645,47	21,71	52,25	
INVESTILION PEA	FCP		14 493,81	17,77	30,38	
LION INDICE	FCP					
SILVAM	SICAV	Actions françaises et étrangères	472,82	16,23	32,56	
SILVINTER	SICAV	Actions internationales	555,83	18,71	38,07	
ACTION	SICAV		261,87	21,15	42,96	
INVESTILION AMERIQUE	FCP	Spécialisation géographique	396,74	17,70	29,33	
INVESTILION PACIFIQUE	FCP		483,74	17,54	54,55	
INVESTILION EUROPE	FCP		927,87	20,78	36,03	
INVESTILION MINERIOR	FCP	Valeurs aurifères et de matières premières	185,70	22,39	82,94	
CL EARTH FUND	SICAV (I)	Valeurs de l'industrie de l'environnement	3 888,75	12,73	22,04	
CL GLOBAL GROWTH FUND	SICAV (I)	Petites valeurs de croissance	4 448,33	40,88	75,20	

L : OPCVM de droit luxembourgeois.



CREDIT LYONNAIS

LES 1.500 AGENCES DU CREDIT LYONNAIS SONT A VOTRE DISPOSITION POUR VOUS RENSEIGNER

Les performances pour 1992 (milliards de francs en collecte)

1. - CNP : 36,96 (+ 7,7 %), dont 11,95 pour l'Écureuil-Vie et 5,26 pour Prévi-Posta.	11. - CARDIF : 6,9 (+ 8,6 %) (Compagnie bancaire).
2. - UAP : 27,13 (+ 1,8 %).	12. - GÉNÉRALE : 6,5 (+ 12,8 %).
3. - GAN : 19,4 (+ 6,9 %), dont 6,6 pour la SOCAP (diffusé par le groupe du CIC).	13. - MUTUELLES DU MANS : 5,42 (+ 7,3 %).
4. - AGF : 19,27 (+ 8,3 %).	14. - ATHENA (GPA, PFA) : 5,3 (+ 17,3 %).
5. - PREDICA : 18,49 (+ 35,3 %) (Crédit agricole).	15. - ACM (Crédit mutuel) : 5,18 (+ 31,8 %).
6. - GROUPE VICTOIRE : 18,63 (+ 23,7 %).	16. - SORAVIE (Groupama) : 4,8 (+ 4,7 %).
7. - AXA : 12,57 (+ 3,2 %).	17. - FRUCTIVIE (Banques populaires) : 4,09 (+ 41,6 %).
8. - SOGECAP : 10,06 Société générale.	18. - SURAVENIR : 3,85 (+ 7,24 %).
9. - NATIO-VIE : 9,7 (+ 93,8 %) (BNP).	19. - ALLIANZ-VIA : 3,05 (+ 6,5 %).
10. - UNION DES ASSURANCES FÉDÉRALES : 6,48 (+ 56,8 %).	20. - LA MONDIALE : 2,85 (+ 6,5 %).

Source : l'Argus.

Indices Europerformance

Indices EuroPerformance 19/11/93	Libellé	Performance dep. 31/12/82
Indice EuroPerformance Court Terme.....	EP-CT	107,82
Indice EP Court Terme Mondiales.....	EP-CTM	107,73
Indice EP Court Terme Régulières.....	EP-CTR	107,72
Indice EP Court Terme Sensibles.....	EP-CTS	111,55
Indice EuroPerformance Obligataires.....	EP-O	115,43
Indice EP Oblig. Françaises (classiques).....	EP-OF	116,16
Indice EP Oblig. Françaises (revenu régulier).....	EP-OFRCR	113,78
Indice EP Oblig. Internationales.....	EP-OI	119,86
Indice EP Oblig. Européennes.....	EP-OEUR	120,82
Indice EuroPerformance Actions.....	EP-A	124,43
Indice EP Actions Françaises.....	EP-AF	122,06
Indice EP Diversifiées Françaises.....	EP-DF	119,50
Indice EP Actions Internationales.....	EP-AI	124,97
Indice EP Diversifiées Internationales.....	EP-DI	125,35
Indice EP Europe.....	EP-EUR	124,65
Indice EP États-Unis.....	EP-USA	116,16
Indice EP Japon Asie Pacifique.....	EP-PAC	145,09
Indice EP Or & Métaux Premières.....	EP-OR	156,11
Indice EP Immobilières & Foncières.....	EP-IMM	131,73

Les 110 milliards de francs de l'emprunt Balladur

Divine surprise pour 40 milliards de francs demandés, le gouvernement a obtenu 110 milliards de francs, le plus grand emprunt jamais émis par l'État français à part les 5 milliards de francs-or souscrits par le nation en 1872 pour payer à l'Empire allemand la dette de guerre.

Le succès de cet emprunt a été dû pour une bonne partie à l'exonération de la taxe frappant les plus-values sur les ventes de SICAV court terme. Cette exonération était accordée aux versements sur un plan d'épargne en action (PEA) dans la limite de 600 000 francs (1 200 000 francs pour un couple). Elle est

cumulable avec l'exonération des plus-values sur les SICAV court terme au-dessous d'un plafond annuel de 166 000 francs de capital et elle s'applique sur les mêmes cessions réinvesties dans l'achat d'un logement à usage locatif, dans la limite des 600 000 francs.

S'ajoute, à ces avantages, la possibilité d'apporter les titres de l'emprunt en paiement des titres de sociétés nationales à privatiser. Émis à 6 % sur quatre ans, l'emprunt Balladur est actuellement coté en Bourse à 2 % au-dessus du montant nominal.

PRODUITS DU PEA

Des SICAV et les privatisations

-vie :
ontinue

ÉPARGNE-PLACEMENTS



Vif succès du PEA

Les capitaux ont augmenté de 9 % de mars à juin

OFFICIELLEMENT lancé le 14 septembre 1992, le plan d'épargne en actions (PEA) est, convulsions-co, malgré un départ laborieux, en passe de devenir un véritable succès. Les premiers mois du PEA n'ont pas été faciles, l'environnement boursier ne s'y prêtait pas : les taux courts élevés rendaient encore plus qu'attractifs les placements monétaires et ce, malgré une fiscalité de moins en moins clémente pour les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire les sicav et les fonds communs de placement.

Il aura fallu les mesures prises par le gouvernement Balladur, notamment en matière de fiscalité de l'épargne - exonération de taxation des plus-values de cession pour les sicav de capitalisation monétaires ou obligataires investies dans le cadre d'un PEA jusqu'au 31 décembre -, la baisse des taux et le lancement du grand emprunt d'Etat pour préparer le relèvement de l'Etat afin de ramener l'épargne vers le palais Brongniart.

Selon les dernières statistiques de la Banque de France, les capitaux placés en PEA ont augmenté de 9 % au deuxième trimestre 1993 par rapport au premier trimestre de l'année (+ 107 % par rapport au deuxième trimestre 1992).

Au 30 juin 1993, ces capitaux se répartissent à hauteur de 46 % en actions et 54 % en titres OPCVM actions, sans changement par rapport au trimestre précédent, l'encours recensé dans le champ de

l'enquête atteignant 77,4 milliards de francs.

Les plans représentaient 17 % des portefeuilles initiaux, soit près de 12 % des portefeuilles actions et près de 26 % des portefeuilles en titres d'OPCVM actions. Toutefois, relève l'Institut d'émission, de grandes disparités sont observées en fonction du type d'établissement dépositaire des titres.

La valeur moyenne d'un PEA atteignait 32 000 francs à la fin juin, selon les réponses des établissements participant à cette enquête de la Banque de France. Par comparaison, la valeur du compte-titres moyen dans l'enquête-titres était d'environ 141 000 francs, indique la Bdf qui rappelle que les PEA les plus importants sont concentrés chez les banques d'affaires et les sociétés de Bourse, et qu'ils atteignent en moyenne 213 600 francs à fin juin.

Toutefois, ces chiffres ne reflètent pas la progression exceptionnelle qu'a connue le plan d'épargne au cours de l'été, notamment en raison de la possibilité annoncée au mois d'août du transfert des sicav hors impôt sur les plus-values pour acheter des titres du grand emprunt d'Etat échangeables éventuellement contre des actions de privatisées pour placer ces titres dans un plan d'épargne.

Il faudra attendre la mi-décembre pour obtenir les statistiques de l'enquête-titres arrêtée à la fin septembre qui prendront en compte les mesures prises cet été.

F. Bn.

Or : l'année Soros

Le spéculateur américain a temporairement réveillé le marché

APRÈS les monnaies, pour-quoi pas l'or ! George Soros, le spéculateur américain d'origine hongroise qui avait fait fortune en s'attaquant à la livre pendant la crise du SME de septembre 1992 où il empocha le passage d'un milliard de dollars, a jeté au début de l'année son dévolu sur le métal jaune. Fort de sa réputation de gagnant, il s'est aventuré dans les mines aurifères bien décidé à ranimer le marché par sa seule présence.

Son entrée a effectivement réveillé un marché totalement déprimé, l'once (31,1 grammes d'or) étant tombée à 327 dollars en février, son plus bas niveau depuis sept ans. A partir du printemps, et plus particulièrement en avril et mai, les cours se sont mis à flamber. A l'origine, plusieurs éléments ont favorisé ce regain d'intérêt : la baisse des taux d'intérêt qui rend moins onéreux les achats à terme, les craintes de reprise de l'inflation aux Etats-Unis et aussi d'importants achats de métal jaune effectués par la Chine.

Le mouvement de hausse s'amplifia en avril lorsque les boursiers apprirent que Soros achetait au financier Jimmy Goldsmith 10 % du capital du plus grand producteur d'or américain Newmont Mining. Sir James céda encore 9,5 % à un consortium bancaire. La spéculation

était alors lancée, provoquant un phénomène de « boule de neige » accoutumé par de multiples rumeurs. A la mi-mai, dans un entretien à la Tribune Desfossés, Georges Soros justifiait son pari sur l'or. « La consommation a beaucoup augmenté, notamment en provenance d'Extrême-Orient, tandis que l'offre - notamment dans l'ex-URSS - diminue et que les ventes récentes

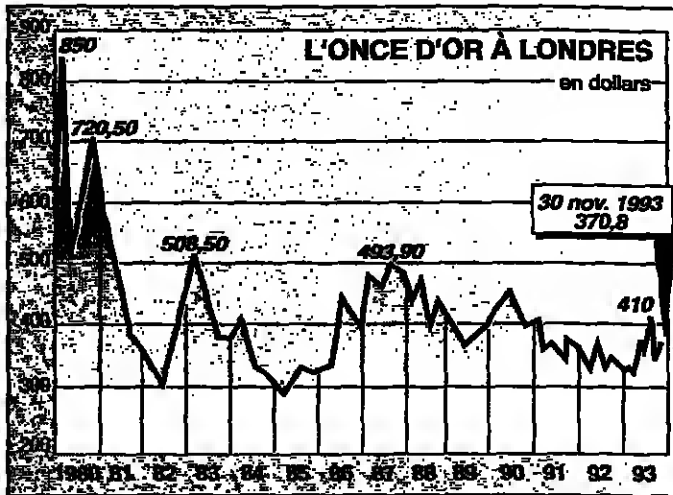
des banques centrales, comme celles de la Belgique et des Pays-Bas, vont cesser. On constate un grand changement entre l'offre et la demande. Mon pari est que les taux d'intérêt vont beaucoup baisser et donc que l'on perdra moins en détenant de l'or. »

Evoquant l'emballement des cours depuis son investissement dans les mines américaines il affirmait : « Si l'or retombe en dessous de 340 dollars l'once, j'aurai fait une erreur. S'il s'apprécie de 5 % par an, j'aurai définitivement gagné mon pari. »

La progression continuait et culminait le 1^{er} août à 410 dollars, soit 25 % de gains depuis le plus-bas de février. S'ensuivit alors une période de reflux, plus de 14 % en l'espace d'un mois, provoqué par des ventes bénéficiaires après la forte période spéculative. A ce moment, des rumeurs évoquaient des cessions massives par les banques centrales de France et de Belgique pour rembourser leurs emprunts en devises étrangères effectués pour soutenir leurs monnaies en crise.

Le marché se mit alors à vivre en ce début d'automne lorsque, aux premiers jours de novembre, le bruit courut que le spéculateur hongrois s'intéressait de nouveau au métal jaune. Les cours se raffermirent à 378,4 dollars avant de revenir ces derniers jours à 376,70 dollars. Le souffle n'a pas remonté. Les premières estimations pour 1994 et 1995 sont optimistes, les analystes espérant une stabilisation des cours aux environs de 400 dollars, même si l'ombre de Soros ne plane plus sur ce marché, le spéculateur ayant jeté son dévolu sur l'immobilier et le marché des taux.

DOMINIQUE GALLOIS



Des sicav pour les privatisations

Le rôle prépondérant de l'analyste

LES nouvelles privatisations ont un peu déçu : la rançon de leur succès est que le nombre de titres alloués aux épargnants a été inférieur à ce qu'ils escomptaient. Il reste toutefois une solution pour ceux qui voudraient détenir des titres de privatisées, les OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières), c'est-à-dire les sicav et fonds communs de placement. Les OPCVM bénéficient de la tranche réservée aux institutionnels ou généralement pu obtenir un plus grand nombre de titres que les particuliers. Mais que l'on ne se trompe pas, ces fonds ne sont pas des fonds de pures privatisées : la loi l'interdit.

Cette formule est notamment celle de la sicav placements privatisées de la Banque Neufilize Schlumberger Mallet (NSM). Pour Emmanuel Soupre, le gérant de cette sicav, ce type de gestion est tout à fait classique, c'est de la gestion à moyen terme sur un champ restreint de valeurs que sont les privatisées. Par ailleurs, ce sont des

portefeuilles par essence dynamiques puisqu'ils ne comportent que des valeurs cycliques et des valeurs tactes. Ce sont des produits qui comportent un effet de levier certain.

Comme le précise Emmanuel Soupre, le rôle de l'analyste est très important dans ce type de gestion : la pondération des valeurs est réellement essentielle, on ne peut pas se satisfaire d'une addition d'opportunités.

Les étrangers ont largement profité de ce type de fonds pour compléter des lignes qu'ils n'avaient pas pu obtenir compte tenu de la réduction de leur part.

En termes de performance, ces OPCVM de privatisation offrent des rendements tout à fait honorables. La sicav de NSM a progressé de 23,2 % entre le 31 décembre 1992 et le 19 novembre de cette année. Son cours était environ de 12 000 francs, mais une division de la part par dix au début de 1994 devrait la rendre plus accessible.

F. Bn.

RENDEMENT 1992
+ 9,27 % NET

Epargne et retraite

“Votre Compte AFER à Versements et Retraits Libres : vous avez la garantie que 100 % des bénéfices financiers vous reviennent”

C'est un signe : dans une période où chacun « fait attention », le nombre des souscriptions à notre Compte à Versements et Retraits Libres augmente chaque jour. Le nombre de nos adhérents dépasse maintenant 300.000, tandis que l'ensemble de leur épargne gérée par l'Afer s'élève à 60 milliards de francs. D'où vient cette confiance ?

Depuis sa fondation en 1976, nous avons développé toute l'activité de l'Afer sur un principe simple : “L'épargne aux épargnants”, appliqué, pour commencer, dans nos statuts.

pour fructifier, apparaissent d'ailleurs en pleine clarté : ce fonds est, en effet, exclusivement dévolu à l'épargne collectée par l'Afer.

L'Afer redistribue intégralement ces bénéfices à ses adhérents.

Cette garantie est d'autant plus intéressante que les résultats sont bons et réguliers.

Comment y parvenons-nous depuis seize ans ? Bien sûr, votre contrat Afer vous place dans le cadre fiscal avantageux de l'assurance-vie.

Mais il y a plus.

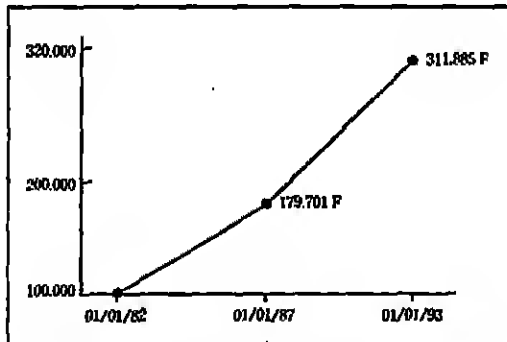
En 1992 : + 9,27 % net

Concentrée depuis le début sur l'épargne et la retraite, l'Afer ne supporte aucune dépense non rentable qui alourdirait le prix de son activité.

La gestion des investissements du fonds obligatoire est confiée à un gestionnaire réputé : Victoire/Suez.

Le rendement de ce fonds s'est élevé, en moyenne annuelle, à 10 % depuis 1977.

En 1992 l'Afer a réparti plus de 3,8 milliards de francs à ses adhérents, soit en bénéfice net 9,27 %, c'est-à-dire 7,27 points au-dessus du taux d'inflation. Et ceci sans aucune retenue fiscale, ni même, dans la plupart des



100.000 F déposés en janvier 1982 font 311.885 F en janvier 1993.

cas, de droits de succession lors de la transmission.

A la fin de chaque exercice, chacun des adhérents, compte tenu des versements et des retraits (sans pénalisation) dont la fréquence et le montant sont laissés à son entière liberté, voit son nouveau cumul de capitalisation définitivement compréhensible et acquis.

C'est l'effet cliquet qui garantit à son épargne de “faire boule de neige”.

La totale garantie financière du Groupe Victoire/Suez renforce encore la sécurité de nos adhérents.

Et la perpétuation d'un service toujours meilleur.

afer

Social : Par ici la sortie !

Alain Lebaube

La compétitivité des entreprises et de notre économie passe par la modernisation des rapports sociaux. Face à l'immobilisme des organisations syndicales ouvrières et patronales, de l'Education nationale et de l'Etat, des expériences innovantes dessinent ici et là les contours d'un nouveau système où la production et le social seraient confondus.

Un livre découpant, sans illusions, sur les vrais enjeux de la modernité.

350 pages 120 F

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Coupons à adresser à SINAFER 74, rue Saint Lazare, 75441 PARIS Cedex 09 - Tél. Paris : 42 85 72 12 - Tél. Province : 93 88 98 88

SINAFER SNC - Couverture d'assurance au capital de 250.000 F.

Oui, je désire recevoir gratuitement et sans le moindre engagement le dossier d'information sur le Compte à Versements et Retraits Libres AFER.

Nom : M. ☐ M^{me} ☐ M^{lle} ☐ Prénom

Adresse

Code postal Ville

Profession Date de naissance

Tél. Prof. Tél. Dom.

MO 1003 MF



ÉPARGNE-PLACEMENTS

SOURCE : EUROPERFORMANCE

SICAV	Réseau placeur	Performances du 31-12-92 au 19-11-93	
		Perf.	Rang
Sicav monétaires			
Soogen Cash Dollar	Société Générale	110,28	1
Indosuez Europbor	Banque Indosuez	108,87	2
Fininvest	Fininvest	108,73	3
BFT Sécurité 2	Banque de Financement et de Trésorerie	108,80	4
Fininvest	Fininvest	108,58	5
GP Cash	Généraliste de Placement-Banque	108,52	6
Esseuil Espérance	La Caisse d'Épargne	108,48	7
BFT Sécurité 1	Banque de Financement et de Trésorerie	108,48	8
BTP Trésorerie	BTP Banque	108,48	9
Chasse Trésorerie	Chasse Marché Paris	108,48	10
Mobistar	Compagnie Parisienne de Réseaux	108,45	11
CPR Cash	Compagnie Parisienne de Réseaux	108,44	12
Gestion Fibor	Banque Indosuez	108,44	13
Gestion Investicourt	Banque Indosuez	108,42	14
Centrale Monétaire	Caisses Centrales de Réseaux	108,41	15
Général Trésorerie	Général Finances	108,40	16
BIP Court Terme	BIP - Banque Internationale de Placement	108,39	17
Parner Régularité	Le Monde-BFSC	108,38	18
Finord Plus	Crédit du Nord	108,37	19
Arcadie	BIP (Banque Indust. et Mob. Privée)	108,37	20
Colbert Fibor	Banque Colbert	108,36	21
Union +	Cie Fin. de CIC et de l'Union Européenne	108,35	22
Valomex Sécurité Jour	Banque Française du Commerce Extérieur	108,34	23
Mutivest	Banque Caisse Gén. Épargne	108,34	24
Véga Sécurité	Véga Finance	108,33	25
BKFT M J	BCT	108,31	26
AGF Sécurité	AGF	108,30	27
BAFP Jour	Banque Colbert	108,29	28
Penthièvre Avance	Banque Paribas Stern	108,28	29
DE Cash	Deutsche Bank	108,26	30
AXA Court Terme	AXA Banque	108,25	31
Phénix Monétaire	Banque du Phénix	108,25	32
Crédit Mutuel Cash	Crédit Mutuel	108,25	33
Cosmos Jour	Banque Arjel	108,23	34
JJ Centre	Caisse Centrale du Crédit Mutuel du Centre	108,23	35
JJ Placement	Banque Colbert	108,22	36
Survail	Cardif	108,22	37
Demachy Première	Demachy Worms & Cie	108,22	38
Odien Monétaire	Crédit Mutuel Odien	108,21	39
Barclays Monétaire	Groupe Barclays	108,20	40
Bois Sécurité	Banque Franco-Allemande	108,20	41
AGF	AGF	108,20	42
Supra J	Bacot Allain	108,20	43
Vie Court Terme	Vie Banque	108,19	44
Monétaire	Banque Paribas	108,19	45
Saint-Honoré Sécurité	Cie Financière de Rothschild	108,18	46
Midland Protection	Midland Bank	108,18	47
Lion MF	Crédit Lyonnais	108,17	48
BTP Monétaire	BTP Banque	108,17	49
Louis Dreyfus Court Terme	Louis Dreyfus Finance SA	108,17	50
Offina Trésor	Offina	108,17	51
Finance Société	Duméril Lablé	108,17	52
Industrie Française CT	IFIGAN	108,16	53
Entreval Sicav	Banque de l'Entreprise	108,16	54
Orsay Jour	Banque d'Orsay	108,15	55
Trésorerie	Crédit Industriel et Commercial	108,15	56
Placement Trésorerie	Banque NSM	108,15	57
Boréal	CDC Gestion	108,14	58
Est Trésorerie	SNVB (Socié Nançonnaise Varin Bernier)	108,13	59
Acti-Court Terme	Banque Bruxelles Lambert-France	108,13	60
Quatre Trésorerie	Crédit Mutuel de Loire-Atlantique	108,13	61
Cyrl Court Terme	Cyrl Finance Gestion	108,13	62
Valon	Cie Fin. de CIC et de l'Union Européenne	108,13	63
Première Court Terme	Banque Colbert	108,13	64
Arbitrage Sécurité	Banque Transatlantique	108,12	65
Pyramides Sécurité	Banque Verres	108,11	66
Max-Plus Sécurité	GMF Banque	108,10	67
Barclays Institutions	Groupe Barclays	108,10	68
Ecot-Monétaire	Ecot Finance	108,10	69
Finance Institutions	Duméril Lablé	108,10	70
Finord Court Terme Institution	Crédit du Nord	108,09	71
Cit-Court	Banque de Gestion Privée	108,09	72
BP CAP 3 mois	BP - Banque Internationale de Placement	108,09	73
Opri Ouest	Banque Populaire de l'Ouest	108,08	74
Eurocl	Crédit Industriel et Commercial	108,07	75
Fonclav	CDC - Trésor Public	108,07	76
Entreprise Court Terme	Banque Paribas	108,06	77
Stratège	Crédit Commercial de France	108,05	78
Antigone Trésorerie	Banque Nationale de Paris	108,05	79
BRED Institutions	Banque Régionale Escompte et Dépôts	108,04	80
Institutions Court Terme	Banque Paribas	108,04	81
Hausmann Court Terme	UAP/Worms	108,03	82
Obelisk Sécurité	Lazard Frères et Cie	108,02	83
UBAF Sécurité-Cash	Union de Banques Arabes et Françaises	108,02	84
Unisécurité	Banque Saneolo	108,02	85
Natio Court Terme 2	Banque Nationale de Paris	108,00	86
Crédit Maritime Performance	Crédit Maritime Mutuel	108,00	87
Loyds Sécurité	Loyds Bank	108,00	88
Orsay Monétaire 1+	Banque d'Orsay	107,99	89
SP Monétaires	Compagnie Parisienne de Réseaux	107,99	90
HLM Monétaire	CDC - Trésor Public	107,99	91
Groupama Court Terme	Groupama	107,99	92
Monclan	Banque Régionale Escompte et Dépôts	107,98	93
Lion Court Terme	Crédit Lyonnais	107,98	94
Elcash	Crédit Agricole	107,98	95
Norwich Trésorerie	Norwich Finance (France)	107,97	96
Sélection Entreprises	Crédit Commercial de France	107,97	97
Meybeer Sécurité	Monte Paschi Banque	107,97	98
CIAL - Sécurité	Ci Industriel Alsace	107,97	99
Republic Court Terme	Republic National Bank of New-York	107,96	100
Poste Gestion	La Poste	107,96	101
Trésorier	Lyonnais de Banque	107,96	102
Lion Monétaire	Crédit Lyonnais	107,96	103
Capital Sécurité	Paluel Marmont Banque	107,94	104
Griffin Court Terme	Crédit Municipal Griffin	107,93	105
Alsace Court Terme	Banque Populaire de Strasbourg	107,93	106
TCN Première	Massenzon-Fortis	107,93	107
Sogefin Court Terme	Société Générale	107,92	108
Morgan Court Terme	Banque Morgan	107,92	109
Mobivest	Compagnie Parisienne de Réseaux	107,92	110
Coricif Monétaire	Caisse Centrales de Crédit Immobilier	107,91	111
Gestion 365	Crédit Mutuel	107,90	112
Sofav	Sofav	107,90	113
Obelisk	CDC - Trésor Public	107,90	114
Gestion Sécurité	Banque Indosuez	107,89	115
BRO Trésorerie	Banque Régionale de l'Ouest	107,88	116
Sirius SR Court Terme	Patrick du Bouzet SA	107,88	117
Sélection Monétaire	Crédit Commercial de France	107,86	118
Déméter	Banque Paribas	107,85	119
Ecureuil Monétaire	Société de Banque Occidentale	107,85	120
Fructicourt	Crédit Foncier de France	107,84	121
Parterme Deutsche Mark	Banque Paribas	107,83	122
Vincourt Terme Sicav	Fair-Fairi Terme	107,83	123
Cap-Bia	Banque Régionale de l'Ain	107,82	124
Placement M	Société Marseillaise de Crédit	107,82	125
Natio Court Terme	Banque Verres	107,81	126
Natwest Seller Monétaire	Banque Nationale de Paris	107,80	127
BRO Sécurité	Natwest Seller	107,80	128
Prépar Sécurité	Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts	107,80	129
JPM Court Terme	Banque Joire Pajot Martin	107,80	130
Opéra Trésorerie	Didier Philippe	107,80	131
Saint-Honoré Bons du Trésor	SNVB (Société Nançonnaise de Verinier)	107,80	132
Priv'Associations	Verinier	107,80	133
Esseuil Trésorerie	Crédit du Nord	107,80	134
Ecogérant	SNVB (Société Nançonnaise de Verinier)	107,80	135
Est Court Terme	Crédit du Nord	107,80	136
Rhone + X Court Terme	SNVB (Société Nançonnaise de Verinier)	107,80	137
Finord Sécurité	Banque Populaire de Lyon	107,80	138
Provenç Court Terme	Crédit du Nord	107,80	139
EH-Trésor	Banque Hordanger & Cie	107,80	140
Optifinance	Banque Française du Crédit Coopératif	107,80	141
Latitude	Crédit Commercial de France	107,80	142
France Court Terme	La Poste	107,80	143
Crédit Maritime Sécurité	Cie Fin. de CIC	107,80	144
COB Monétaire	et de l'Union Européenne	107,80	145
Sicav-Associations	Société Centrale de Banque	107,80	146
Francourt	La Caisse d'Épargne	107,80	147
Séparation Court Terme	Crédit Commercial de France	107,80	148
Placement J	Banque Populaire du Nord	107,80	149
Pyramides Court	Société Marseillaise de Crédit	107,80	150
Lion Court Terme	Banque Verres	107,80	151
Lion 20 000	Banque Leumi France	107,80	152
Vie Monétaire	Crédit Lyonnais	107,80	153
Elcop Court Terme	Vie Banque	107,80	154
Moné Ouest	Banque Française du Crédit Coopératif	107,80	155
Moné J	Banque Populaire de l'Ouest	107,80	156
Sol Sécurité	Crédit Agricole	107,80	157
Sécurité	Crédit Mutuel Antoine Picardie	107,80	158
Capimondaire	Crédit Industriel et Commercial	107,80	159
Investissement Court Terme	Société Générale	107,80	160
Natio Sécurité	Crédit Mutuel Mithamonde	107,80	161
Sol Court Terme	Banque Nationale de Paris	107,80	162
Dryde	Crédit Mutuel Antoine Picardie	107,80	163
Natio Monétaire	Banque de Gestion Privée	107,80	164
Meybeer Cash Italia	Banque Nationale de Paris	107,80	165
	Monte Paschi Banque	103,45	166

Si vos rentrées d'argent sont comme ça,



vous serez heureux d'apprendre qu'il existe un prêt immobilier dont les remboursements sont comme ça :



Libertimmo 2 du Crédit du Nord.
Le prêt immobilier à mensualités modulables et à taux révisable à la baisse.

Libertimmo 2, c'est la possibilité qui vous est offerte de rembourser plus si vos rentrées d'argent augmentent et de rembourser moins si vos rentrées d'argent diminuent. De plus, votre prêt immobilier suivra les évolutions des taux du marché pour ne jamais dépasser le taux de départ. En un mot, vous adaptez les remboursements de votre prêt à votre budget et vous bénéficiez des baisses de taux de demain. Pour recevoir la liste de nos agences, écrivez à : Crédit du Nord - Liste des agences - BP 25309 - 75427 Paris Cedex 09.

Crédit du Nord
VOUS D'ABORD

سكنا لالال

ÉPARGNE-PLACEMENTS

SOURCE : EUROPERFORMANCE

SICAV	Réseau placeur	Type	Performances du 31-12-92 au 19-11-93
			Perf. Rang

Sicav régulières et sensibles

Elan Première	Rothschild & Compagnie	S	118,46	1
Assoco	Crédit Industriel et Commercial	S	114,54	2
Placements Valorisation	Banque N.S.M.	S	112,94	3
Thésaurus	Banque Régionale Escompte & Dépôts	S	112,85	4
Rivard Placement	Crédit du Nord	S	112,84	5
Gaëlle	Crédit Lyonnais	S	112,50	6
Neto Epargne Trésor	Banque Nationale de Paris	S	112,40	7
Lion-Associations	Crédit Lyonnais	S	112,38	8
Placement Court Terme	Société Marseillaise de Crédit	S	112,30	9
Indosuez Régularité	Banque Indosuez	S	112,25	10
Provence Optimant	Banque Hottinguer & Cie	S	112,18	11
BFT Valor Une	Banque de Financement et de Trésorerie	S	112,08	12
Unit-Prémiers C.T.	Banque Saupédo	S	112,04	13
Sélection L. Prime	Crédit Commercial de France	S	111,81	14
Paribas Trésorerie Plus	Banque Paribas	S	111,78	15
Sogévalor	Société Générale	S	111,77	16
Cash-SME	Compagnie Parisienne de Réseaux	S	111,67	17
Attes Court Terme	Financière Atlas	S	111,49	18
Parner Options	La Mondiale-BFSC	S	111,47	19
Frontisme	Banque Paribas	R	111,36	20
Sud Gestion	Lyonnaise de Banque	R	111,35	21
Neto Epargne	Banque Nationale de Paris	S	111,31	22
Riflex Première	S.C.A.F.	S	111,29	23
Finanor	Cie Fin. de CIC et de l'Union Européenne	S	111,20	24
Saint-Honoré Rendement	Cie Financière de Rothschild	S	110,95	25
Saint-Honoré Associations	Cie Financière de Rothschild	S	110,94	26
Ecot Sécurité	Ecot Finance	S	110,84	27
Mutualité-Dépôts	CDC-Trésor Public	S	110,83	28
Assoco Première	Société Générale	S	110,82	29
Orsay Valorisation	Banque d'Orsay	R	110,84	30
BTP Associations	B.T.P. Banque	R	110,83	31
Sélect-SAN	BEF/GAN	S	110,80	32
Demachy Court Terme	Demachy Worms & Cie	S	110,56	33
Orsay Arbitrage	Banque d'Orsay	S	110,49	34
Attes Performance	Financière Atlas	S	110,33	35
Saga Première	Banque Colbert	S	110,25	36
Sécurité Arbitrage	Compagnie Parisienne de Réseaux	S	110,25	37
Mobidiv	Compagnie Parisienne de Réseaux	S	110,17	38
Midland Première	Midland Bank	S	109,98	39
Cosmos Obligations	Banque Aujl	S	109,94	40
Finéparne	Finagest	S	109,92	41
Epargne Court Terme	La Caisse d'Epargne	R	109,92	42
Solécis	La Poste	S	109,81	43
Orsay Court Terme	Orsaymo	S	109,77	44
Phénix Placement	A.G.F.	R	109,51	45
Centrale Court Terme	Caisse Centrale de Réseaux (CCR)	R	109,59	46
Cosmos Première Cat.	Banque Arjl	S	109,33	47
Prémiers Oblig	CDC-Trésor Public	R	109,22	48
Seyone Court Terme	Banq. Atlas	R	109,11	49
Paribas Epargne	Banque Paribas	R	109,11	50
La Hélin FIBOR	Banque La Hélin	R	109,05	51
Fina C.T.	Finagest	R	108,99	52
Rochefort Gold +	Rochefort Finances	R	108,98	53
Finacourt 1+	Finagest	R	108,98	54
FIBOR Plus	Alfi Gestion	R	108,88	55
BICET M Sélect	S.I.G.T.	S	108,86	56
Multiasociations	Banque Case Gén. Epargne	S	108,84	57
Fondier Première	Crédit Foncier de France	S	108,82	58
BIGT M +	S.I.G.T.	R	108,78	59
Sesterose	Banque de Gestion Privée	R	108,78	60
Oblig Hélin	Banque La Hélin	R	108,78	61
Colbert Court Terme	Banque Colbert	R	108,75	62
Pyramides Première	Banque Varnes	R	108,72	63
BTP Monopius	B.T.P. Banque	R	108,70	64
Clairval	Cardif	R	108,68	65
Alfi Rendement	Alfi Gestion	S	108,67	66
Vauban	Banque Régionale Escompte & Dépôts	R	108,66	67
Mondiale Protocol CT	La Mondiale-BFSC	R	108,65	68
Mobidiv Court	Compagnie Parisienne de Réseaux	R	108,63	69
Pyramides Placements	Banque Varnes	R	108,62	70
Rochefort 5 x 3	Rochefort Finances	S	108,57	71
Valcomex Trésorerie-Plus	Banque Française du Commerce Extérieur	R	108,57	72
Proxa Croissance	La Poste	R	108,55	73
Alfi TROP	Alfi Gestion	R	108,50	74
Epargne Associations	Banque Paribas	R	108,49	75
Rochefort Court Terme	Rochefort Finances	R	108,40	76
Oblig CIAL	Cie Industrielle Alsace Lorraine	R	108,40	77
Alfi Court Terme	Alfi Gestion	R	108,39	78
Ecot Arbitrage	Ecot Finance	R	108,32	79
Lion-Sécurité	Odéo	R	108,32	80
DB Court Terme	Deutsche Bank	R	108,29	81
Ord'av Placement Garantie	Banque Française du Commerce Extérieur	R	108,25	82
Option-Sécurité	Banque Régionale Escompte & Dépôts	R	108,24	83
Prory Court Terme	G.M.F. Banque	R	108,22	84
Morise R FIBOR	Groupe Robeco	R	108,20	85
Cyrl Plus	Cyrl Finance Gestion	R	108,13	86
Mérimex	Banque Palles Stern	R	108,11	87
Sécurité Obligataire	Compagnie Parisienne de Réseaux	R	108,10	88
Estoblig	SNVB (Soc. Nantaise Varin Benier)	R	108,09	89
Gestion Obligor	Banque Indosuez	R	108,05	90
Rog Court Terme	Rondelux Oulard	R	108,01	91
Sélection Institutions	Crédit Commercial de France	R	108,01	92
Demachy +	Demachy Worms & Cie	R	107,98	93
Pyramides Trésorerie	Banque Varnes	R	107,94	94
CAC Court Terme	Société des Bourses Françaises	R	107,89	95
Elan Sécurité	Rothschild & Compagnie	R	107,86	96
Valorg	Caisse Centrale des Banques Populaires	R	107,78	97
Sans Coupon	Banque Eurofin	R	107,78	98
Orsay Court Terme	Banque d'Orsay	R	107,77	99
Cosmos Margny	Banque Arjl	R	107,67	100
Cit-Valor	Banque O.S.C.	R	107,63	101
Cosmos Elyées	Banque Arjl	R	107,63	102
Cosmos Capital	Banque Arjl	R	107,63	103
Morgan Valorisation	Banque Morgan	R	107,59	104
Chase Oblig	Crédit Industriel de l'Ouest	R	107,59	105
Sélection J	Crédit Commercial de France	R	107,57	106
Chase Court Terme	Chase Manhattan Paris	R	107,52	107
Acclipart	Général Conseil	R	107,48	108
Sécurité-Taxi	Compagnie Eurofinancière	R	107,39	109
Colbert Trésor	Banque Colbert	R	107,35	110
Objectif Première	Lazard Frères et Cie	R	107,33	111
Oblit Sur	Lyonnaise de Banque	R	107,31	112
Gestion Arbitrage	Crédit Mutuel	S	107,25	113
Crédit Mutuel Epargne CT	Crédit Mutuel	R	107,15	114
Fruct-Associations	Caisse Centrale des Banques Populaires	R	107,08	115
Provel MT (C)	Nivard Flomoy & Cie	S	106,96	116
Pasquier-Rendement (C)	B.L.M.P. (Banque Indust. & Mob. Privée)	S	106,95	117
Univer	Crédit Agricole	R	106,91	118
Unit-Associations	Crédit Agricole	R	106,89	119
Unit-Cash	Crédit Agricole	R	106,87	120
Unit-Capi	Crédit Agricole	R	106,87	121
Sélection Court Terme	Crédit Commercial de France	R	106,83	122

SICAV	Réseau placeur	Type	Performances du 31-12-92 au 19-11-93
			Perf. Rang

Sicav obligataires françaises

Rochefort Convertibles	Rochefort Finances	OFOR	129,96	1
Parner Obligations 2002	La Mondiale-BFSC	OFOR	125,84	2
AGF France Taux Fixe	Banque du Phénix	OFOR	124,22	3
Ditex	Crédit Agricole	OFOR	123,31	4
OAT-Plus	Compagnie Parisienne de Réseaux	OFOR	122,70	5
BIP Inter-Obligations	BIP-Banque Internationale de Placement	OFOR	121,86	6
MDM Long Terme	Les Mutilles du Mans	OFOR	121,83	7
Synthésis	Crédit Agricole	OFOR	121,58	8
OAT Index Gestion	CDC Gestion	OFOR	121,15	9
VP	BIP-Banque Internationale de Placement	OFOR	120,68	10
Finindex Première	Finagest	OFOR	120,49	11
BIP OAT Index (C)	BIP-Banque Internationale de Placement	OFOR	120,48	12
MDM Première Catégorie	Les Mutilles du Mans	OFOR	120,48	13
Obilpar	Banque Paribas	OFOR	120,36	14
Indosuez OAT (B)	Banque Indosuez	OFOR	120,25	15
CPR Oblig	Compagnie Parisienne de Réseaux	OFOR	120,14	16
Fruct-Prémiers	Caisse Centrale des Banques Populaires	OFOR	120,14	17
State Street OAT Plus	State Street Banque SA	OFOR	119,91	18
Netwest Seller Première	Netwest Seller	OFOR	118,88	19
Topoblig	Compagnie Parisienne de Réseaux	OFOR	118,74	20
Sogéprimière	Société Générale	OFOR	118,63	21
Imogestion	Ecot Finance	OFOR	118,62	22
UAP Alto	UAP/Varma	OFOR	118,56	23
Paribas Capitalisation	Banque Paribas	OFOR	118,55	24
Parner VT	La Mondiale-BFSC	OFOR	118,37	25
Lion Trésor	Crédit Lyonnais	OFOR	118,36	26
Pendilève Première Inst.	Banque Palles Stern	OFOR	118,34	27
Uniprimière	Banque Saupédo	OFOR	118,32	28
Neto Epargne Obligations	Banque Nationale de Paris	OFOR	118,30	29
AXA Olig France	AXA Banque	OFOR	118,24	30
AXA Sélection	AXA Banque	OFOR	118,23	31
Général Rendement	Général Finances	OFOR	118,23	32

SICAV	Réseau placeur	Type	Performances du 31-12-92 au 19-11-93
			Perf. Rang

Viciorie Obliée	GIE du Groupe Victorie	OFOR	118,71	33
Sélection Rendement	Crédit Commercial de France	OFOR	118,64	34
Silverette	AXA Banque	OFOR	118,59	35
AXA Capital	Crédit Lyonnais	OFOR	118,56	36
Morgan Net	Banque Morgan	OFOR	118,42	37
Morgan Première Cat.	Banque Morgan	OFOR	118,23	38
Demachy Long Terme	Demachy Worms & Cie	OFOR	118,08	39
Placements Capitalisation	Banque N.S.M.	OFOR	117,96	40
Placements Obligations	Banque N.S.M.	OFOR	117,96	41
Sogéparne	Société Générale	OFOR	117,95	42
Odéo Capitalisation	Odéo	OFOR	117,84	43
Muséum Obligations	UAP/Varma	OFOR	117,74	44
Azur-Obligations	FIGAMF	OFOR	117,73	45
Paribas Revenu Sicav	Banque Paribas	OFOR	117,70	46
Bas Première	Investino	OFOR	117,66	47
EURCO Solidarité	Crédit Lyonnais	OFOR	117,49	48
Olig-Associations	Banque Paribas	OFOR	117,45	49
Lion Institutionnelle	Crédit Lyonnais	OFOR	117,39	50
Valcomex Protec. Crois.	Banque Française du Commerce Extérieur	OFOR	117,28	51
Placements Net	Banque N.S.M.	OFOR	117,22	52
Fédéral Croissance	Crédit Mutuel de Bretagne	OFOR	117,18	53
Lionplus	Crédit Lyonnais	OFOR	117,15	54
Financière Plus	MAAF	OFOR	117,14	55
Crédit Mutuel Epargne L.T.	Crédit Mutuel	OFOR	117,09	56
Rantaco	Crédit Industriel et Commercial	OFOR	117,06	57
Placement Plus	Société Marseillaise de Crédit	OFOR	117,07	58
Avec Coupon	Banque Eurofin	OFOR	117,06	59
Indosuez Long Terme (B)	Banque Indosuez	OFOR	117,06	60
Profilis	Crédit Agricole	OFOR	117,04	61
AGF Oblig	A.G.F.	OFOR	117,02	62
Capitacis	Crédit Industriel et Commercial	OFOR	117,00	63
Parner Obligataire	La Mondiale-BFSC	OFOR	116,98	64
Pyramides	Banque Varnes	OFOR	116,89	65
Sélection Première	Crédit Commercial de France	OFOR	116,85	66
Sélection Valeurs de Trésor	Crédit Commercial de France	OFOR	116,83	67
Valprimière	Cardif	OFOR	116,82	68
Reval	Cardif	OFOR	116,80	69
Ofina Oblig	Ofina	OFOR	116,77	70
Objectif Rendement	Lazard Frères et Cie	OFOR	116,75	71
Arbitrage Première	Banque Transatlantique	OFOR	116,74	72

Nous avons
toujours eu
un penchant
naturel
pour les
SI V

26 SICAV actions, obligations, court terme ou à compartiments. Des équipes de gestionnaires, spécialistes reconnus sur les places financières françaises et étrangères, qui gèrent près de 400 milliards de francs d'actifs. 900 conseillers proches de vous, chargés d'orienter judicieusement vos placements en fonction de vos attentes. Plus de 20 ans d'expérience au service des produits gérés, confirment notre penchant naturel pour les Sicav.





ÉPARGNE-PLACEMENTS

SOURCE : EUROPERFORMANCE

SICAV	Réseau placeur	Type	Performances du 31-12-92 au 19-11-93	Perf.	Rang
UAP Moyen Terme	UAP/Worms	OFOR	115,72	73	
Athina Long Terme	Danachy Worms & cie	OFOR	116,66	74	
BFT Valor 2	Banque de Financement et de Trésorerie	OFOR	116,88	75	
Egide Première	Egide Finance	OFOR	116,48	76	
Novépargne	Finagast	OFOR	116,39	77	
Pluvial	Cardif	OFOR	116,38	78	
Obilfutur	Crédit Agricole	OFOR	116,31	79	
Ades Oblig	Financière Ades	OFOR	116,28	80	
Placement Premier	Société Marseillaise de Crédit	OFOR	116,27	81	
Obilic Régions	Crédit Industriel et Commercial	OFOR	116,18	82	
Laffite Obligations	Groupe Barclays	OFOR	116,16	83	
Créances Marcure (C)	L'Épargne de France	OFOR	116,16	84	
Capiblog	Société Générale	OFOR	116,09	85	
Acti Première (C)	Banque Bruxelles Lambert France	OFOR	116,01	86	
AGF Revenus	A.G.F.	OFOR	116,00	87	
Optima France	Optimalo	OFOR	115,96	88	
Uni-Garantie (C)	Crédit Agricole	OFOR	115,94	89	
BTP Rendement	S.T.P. Banque	OFOR	115,85	90	
Placement Réassurance	S.C.O.R.	OFOR	115,78	91	
Sélection Oblig. Valorisées	Crédit Commercial de France	OFOR	115,77	92	
GM Gestion Obligatoire	Crédit Mutuel	OFOR	115,76	93	
Expansion Obligations	Midland Bank	OFOR	115,75	94	
Athina (C)	Banque de Gestion Privée	OFOR	115,70	95	
Epargne Institutions	Crédit du Nord	OFOR	115,61	96	
UAP Première Catégorie	UAP/Worms	OFOR	115,58	97	
Indosuez Première (S)	Indosuez	OFOR	115,55	98	
Ecofi Première	Ecofi Finance	OFOR	115,55	99	
Natio Epargne Capital	Banque Nationale de Paris	OFOR	115,44	100	
Trésor Avenir	CDC - Trésor Public	OFOR	115,35	101	
Capicor	S.C.O.R.	OFOR	115,32	102	
Natio Revenus	Banque Nationale de Paris	OFOR	115,27	103	
AXA Première	AXA Banque	OFOR	115,22	104	
Finord Valorisation	Crédit du Nord	OFOR	115,17	105	
DB Oblig (C)	Deutsche Bank	OFOR	115,06	106	
Finord Trimestriel	Crédit du Nord	OFOR	115,01	107	
Poly Prime	Banque Paribas Stern	OFOR	114,92	108	
Via Obligations	Via Banque	OFOR	114,91	109	
Haussmann Epargne	UAP/Worms	OFOR	114,77	110	
Uni-MT	Banque Sarpole	OFOR	114,69	111	
Cap Revenus	Cardif	OFOR	114,68	112	

LA CONFIANCE ACCORDEE A NOTRE GESTION TIENT EN UNE LIGNE.

LES SICAV MOYEN/LONG TERME DE LA POSTE :		PERFORMANCES coupons réinvestis	
Obligataires		sur 1 an oct. 92 à oct. 93	sur 3 ans oct. 90 à oct. 93
REVENUS TRIMESTRIELS	Obligations France Revenus réguliers	14,62 %	14,68 %
THESORA	Obligations France	15,21 %	17,31 %
OBLITYS	Obligations France	Lancée le 6 septembre 1993	
Actions		sur 1 an oct. 92 à oct. 93	sur 5 ans oct. 88 à oct. 93
AMPLITUDE	Actions internationales	39,27 %	29,94 %
PLENITUDE	Actions France Eligible PEA (depuis août 1992)	31,02 %	31,49 %
ELANCIEL	Actions France-Indiciel Eligible PEA	32,51 %	28,45 %
EMERGENCE POSTE	Actions France Eligible PEA	Lancée le 20 septembre 1993	

Les notices d'information agréées par la COB sont disponibles aux guichets avant toute souscription.

Souscrire aux OPCVM de La Poste, c'est choisir de bénéficier de produits financiers à la fois innovants, simples et accessibles.

C'est aussi avoir la certitude d'une gestion performante privilégiant prudence et régularité.

Les spécialistes de Sogeposte - en liaison avec la Caisse des dépôts et consignations - analysent et anticipent les mouvements mondiaux des marchés et interviennent sur les grandes places boursières pour assurer l'avenir de vos placements.

Car c'est en offrant l'expertise et la sécurité que l'on gagne la confiance.

SOGEPSTE
LA CONFIANCE POUR VALEUR

Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

SICAV	Réseau placeur	Type	Performances du 31-12-92 au 19-11-93	Perf.	Rang
-------	----------------	------	--------------------------------------	-------	------

Sicav obligataires internationales

Libor Japon	Odéo	OI	136,03	1
World-Cap	Compagnie Parisienne de Réassurance	OI	128,98	2
Atlas International	Financière Atlas	OI	127,61	3
Laure Long Terme	Banque Leumi France	OI	127,44	4
MDM Oblig-Int	Les Mutuelles du Mans	OI	125,82	5
Obligations Convertibles	Banque Paribas	OI	124,24	6
Groupe Capitalisation	Groupama	OI	124,16	7
AXA Oblig International	AXA Banque	OI	123,90	8
Oblig-Europe	Compagnie Parisienne de Réassurance	OEUR	123,75	9
Laffite-Rendement	Groupe Barclays	OI	123,49	10
Sélection Obligations Int.	Crédit Commercial de France	OI	123,37	11
Objectif Convertible	Lazard Frères et Cie	OI	123,10	12
Paribas Obligations Plus	Banque Paribas	OI	122,72	13
Esper	AXA Banque	OEUR	122,71	14
MDM Ecu	Les Mutuelles du Mans	OEUR	122,36	15
Finacorp Convertibles	Courcoux-Bouvet	OEUR	122,21	16
AXA Europe	AXA Banque	OEUR	122,13	17
Obilion	Crédit Lyonnais	OI	122,07	18
Mondoblog (C)	Banque de Gestion Privée	OI	122,03	19
UAP Altéti	UAP/Worms	OI	121,67	20
Drouot Sécurité	AXA Banque	OI	121,38	21
Athina Obligations	Athina Banque	OI	121,35	22
Victoire Sécurité	GE du Groupe Victoire	OI	121,34	23
Victoire Obligations	GE du Groupe Victoire	OI	121,09	24
Cyrl Trésor International	Cyrl Finance Gestion	OI	120,85	25
Natio Isar	Banque Nationale de Paris	OI	120,17	26
Intaroblog	Société Générale	OI	120,06	27
Invesco France Première	Invesco France SA	OI	118,68	28
Haussmann Invest. Internat.	UAP/Worms	OI	118,05	29
Paribas International	La Mondiale-IFSC	OI	118,95	30
AGF Investissements	AGF	OI	118,64	31
Optima Convertible	Optimalo	OI	117,96	32
Vielangarnie	Ferri-Ferri Gernie	OI	117,96	33
Nord Sud Développement	CDC - Trésor Public	OI	117,95	34
RG European Bonds	Group Robeco	OEUR	117,82	35
France Ecu Plus	MAAF	OI	117,82	36
Objectif Capitalisation	Lazard Frères et Cie	OI	117,85	37
Obilic Mondial	Crédit Industriel et Commercial	OI	117,81	38
Indosuez Multiobligations	Indosuez	OI	116,77	39
Finisier	Finagast	OI	116,74	40
Ades Ecu	Financière Ades	OEUR	116,80	41
Univers-Obligations	Crédit Agricole	OI	116,22	42
Uni-Obligations	Banque Sarpole	OI	116,18	43
Epargne Revenu	Crédit du Nord	OI	116,04	44
Oblig. Ttes Catégories	Banque Régionale Escompte & Dépôts	OI	115,75	45
Convergence Europe Gestion	CDC Gestion	OEUR	115,04	46
AGF Ecu	A.G.F.	OEUR	114,82	47
Soprino	Banque Mutuelle Industrielle	OI	114,47	48
Privoblog	B.L.M.P. (Banque Indust. & Mob. Privée)	OI	114,40	49
Eurovel	Cie Fin. de CIC et de l'Union Européenne	OI	112,85	50
Stratégie Rendement	Compagnie Eurofinancière	OI	112,83	51
Sol Long Terme International	Crédit Mutuel Artois Picardie	OI	112,28	52
Etan Oblimonda	Rothschild & Compagnie	OI	111,81	53
Valeurs Gestion	Demachy Worms & cie	OI	108,82	54

Le Monde
EDITIONS

COMMENT PENSER

L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

ÉPARGNE-PLACEMENTS

SOURCE : EUROPERFORMANCE

SICAV	Réseau placeur	Type	Performances du 31-12-92 au 19-11-93	Part.	Rang
Sicav actions et diversifiées françaises					
AGF Invest	A.G.F.	AF	148,80	1	
Objectif Dynamique	Lazard Frères et Co.	AF	146,46	2	
Natio Opportunités	Banque Nationale de Paris	AF	145,67	3	
France GAN	BNP/AN	AF	144,17	4	
SG France Opportunités (C)	Société Générale	AF	139,79	5	
AGF Epargne Actions	A.G.F.	AF	133,87	6	
Négofrance	Fininvest	AF	133,58	7	
Atout Futur (C)	Crédit Agricole	AF	132,70	8	
Cosmos France	Banque Paribas	AF	132,65	9	
Maritime	Banque de Commerce Privée	AF	131,86	10	
Sélection Avenir	Crédit Commercial de France	AF	131,50	11	
Saint-Honoré PME	Cie Financière de Rothschild	AF	131,82	12	
Unit-Hocher (C)	Banque Paribas	AF	131,45	13	
Natio Perspectives	Banque Nationale de Paris	AF	131,22	14	
AXA Valeurs	AXA Banque	AF	129,98	15	
State Street Actions France	State Street Banque S.A.	AF	129,92	16	
France-Avenir	Banque Régionale Escompte & Dépôts	AF	128,60	17	
Pyramides Opportunités (C)	Banque Varnes	AF	128,76	18	
Colbert Croissance	Banque Colbert	AF	128,18	19	
Union France	Cie Fin. de CIC et de l'Union Européenne	AF	128,16	20	
Négofrance	Fininvest	AF	127,28	21	
Hausmann France (C)	UAP/Worms	AF	127,24	22	
Frédéric Monceau	Banque Paribas	AF	127,15	23	
Fructifrance (C)	Caisse Centrale des Banques de France	AF	126,76	24	
France	Crédit Industriel et Commercial	AF	126,02	25	
Sélection Valeurs Françaises	Crédit Commercial de France	AF	125,49	26	
France Entreprises (C)	Banque N.S.M.	AF	125,49	27	
Lafitte France	Groupe Barclays	AF	124,82	28	
Cardinal	Crédit	AF	124,84	29	
Hervet France	Banque Hervet	AF	124,69	30	
AXA Epargne France	AXA Banque	AF	124,58	31	
Norwich France	Norwich Finance (France)	AF	124,48	32	
Drouot France	AXA Banque	AF	124,18	33	
France Régions	Crédit Industriel et Commercial	AF	124,08	34	
Unit-Régions	Crédit Agricole	AF	123,98	35	
Optiminvest	Crédit du Nord	AF	123,96	36	
Orléans	Orléans	AF	123,50	37	
Placements Privatisation	Banque N.S.M.	AF	123,20	38	
Plénitude	La Poste	AF	123,08	39	
Mobi-Actions	Compagnie Parisienne de Réseaux	AF	123,07	40	
AGF 5000	A.G.F.	AF	122,73	41	
Silvifrance	Crédit Lyonnais	AF	122,72	42	
Natio Epargne Retraite	Banque Nationale de Paris	DF	122,38	43	
Norwich Sélection	Norwich Finance (France)	AF	122,24	44	
Autogest	Banque Bruxelles Lambert France	AF	122,13	45	
MDM France	Les Mutuelles du Mans	AF	121,94	46	
Unit-France	Crédit Agricole	AF	121,93	47	
Livret Bourse Investissement	La Caisse d'Epargne	AF	121,89	48	
Sogefrance (C)	Société Générale	AF	121,81	49	
Soi France	Crédit Mutuel Artois Picardie	AF	121,79	50	
Natio Valeurs	Banque Nationale de Paris	AF	121,68	51	
Sicav 5000	Crédit Lyonnais	AF	121,46	52	
Parifrance (C)	Banque Paribas	AF	121,13	53	
Natio Performance 2	Banque Nationale de Paris	AF	121,12	54	
UAP Actions France	UAP/Worms	AF	120,96	55	
Midland Options Plus	Midland Bank	AF	120,59	56	
Athina Investissement	Athina Banque	AF	120,57	57	
Paris Index Plus Sicav	Crédit Commercial de France	AF	120,53	58	
Bandel	La Poste	AF	120,18	59	
Placements (Epargne)	Banque N.S.M.	AF	119,99	60	
Groupe Croissance	Groupe	AF	119,96	61	
Crédit Mutuel Epargne Ind (C)	Crédit Mutuel	AF	119,74	62	
Colbert France Sicav	Banque Colbert	DF	119,34	63	
Parvalor	Société Générale	DF	119,20	64	
Intersélection France	Société Générale	AF	119,08	65	
Placements A	Société Générale	AF	118,86	66	
Gestion Sélection France (B)	Banque Indosuez	AF	118,85	67	
Fin-Invest Première	Fininvest	AF	118,84	68	
Objectif France 2000	Lazard Frères et Co	AF	118,78	69	
Foncier Valeurs	Crédit Foncier de France	AF	118,70	70	
Ordo Options	Ordo	AF	118,42	71	
Fisc 40	CDC Gestion	AF	118,18	72	
UAP-Indice France	UAP/Worms	AF	117,81	73	
Indice	Crédit Agricole	AF	117,40	74	
Topac 40	Compagnie Parisienne de Réseaux	AF	117,39	75	
Acq indice 40	BNP-Banque Internationale de Placement	AF	117,25	76	
Hausmann Index France	UAP/Worms	AF	117,18	77	
France Index Sicav	Banque Paribas	AF	117,18	78	
Natio France Index	Banque Nationale de Paris	AF	116,82	79	
Ean Index France	Rothschild & Compagnie	AF	116,75	80	
Actions Agro-Alimentaire (C)	Caisse Centrale des Banques de France	AF	116,54	81	
Efinex France	Banque Française du Crédit Coopératif	AF	116,53	82	
Objectif Patrimoine	Lazard Frères et Co.	DF	116,04	83	
France 40	Cortal	AF	115,31	84	
Eureuil Investissements	La Caisse d'Epargne	AF	115,17	85	
BSD Avenir	Crédit Industriel et Commercial	DF	114,85	86	
Valeurs Sélection CAC 40 (C)	Banque Française du Commerce Extérieur	AF	114,68	87	
Partner France	La Mondiale-BFSC	AF	114,10	88	
GTI France/3	GTI Finance	DF	113,90	89	
Assurifrance	Capital System Investissement	AF	112,90	90	
Natio Performance 1	Banque Nationale de Paris	AF	112,29	91	
Gestion France Sécurité	Banque Indosuez	AF	112,13	92	
AGF Opti-Index	A.G.F.	AF	112,00	93	
Aff-Valeurs	Alli Gestion	AF	111,69	94	
Sardex France	Banque Bruxelles Lambert France	AF	108,51	95	
ING France	I.N.G. Bourse	AF	108,50	96	

SICAV	Réseau placeur	Type	Performances du 31-12-92 au 19-11-93	Part.	Rang
Sicav actions et diversifiées internationales					
State Street Emerging Markets	State Street Banque S.A.	AI	155,43	1	
AXA NPI	AXA Banque	DI	141,64	2	
Netwest Seller Croissance (C)	Netwest Seller	DI	140,14	3	
Megellan	Banque Paribas	DI	139,82	4	
Cherillon Philippe Capital In	Cherillon Philippe SCA	DI	137,11	5	
Vendôme Patrimoine	Cheuvreux de Vieux	DI	136,94	6	
Rochfort Diversifié	Rochfort Finance	DI	136,22	7	
Unigestion	Banque Paribas	DI	134,35	8	
GMF Actions	GMF-Garantie Mutuelle des Fonctionnaires	AI	134,09	9	
Cosmos Communication	Banque Paribas	DI	133,12	10	
Hervet Valeurs	Banque Hervet	DI	132,53	11	
Adion	Crédit Lyonnais	DI	132,33	12	
Carmignac Patrimoine	Carmignac Gestion	DI	132,33	13	
CPSC	Cie Intern. de Placements & de Capitalisation	DI	132,05	14	
Multicrédit	Banque Cae Gén.	DI	131,17	15	
Victoire Patrimoine	Epargne Retraite	DI	129,85	16	
Silvifrance	GE du Groupe Victoire	DI	128,49	17	
Amplitude	Crédit Lyonnais	AI	128,46	18	
Univers Actions	La Poste	AI	128,36	19	
Dynamis	Crédit Agricole	AI	128,21	20	
Horizon	La Caisse d'Epargne	DI	128,21	21	
Sélection Innovation	Crédit Commercial de France	AI	128,01	22	

SICAV	Réseau placeur	Type	Performances du 31-12-92 au 19-11-93	Part.	Rang
Sicav actions et diversifiées étrangères					
Victoire Valeurs	GE du Groupe Victoire	DI	127,81	23	
Sogitair	Société Générale	AI	127,76	24	
Si Ex	AXA Banque	AI	127,74	25	
Optigest International	BNP - Optigest	DI	127,29	26	
Saint-Honoré Investissements	Cie Financière de Rothschild	AI	127,01	27	
Victoire	GE du Groupe Victoire	DI	126,83	28	
AXA Investissements	AXA Banque	DI	126,83	29	
AXA Croissance	AXA Banque	AI	126,81	30	
Ates Valeurs	Financière Ates	AI	126,73	31	
AGF Actions	A.G.F.	AI	126,66	32	
Natio Patrimoine	Banque Nationale de Paris	DI	126,63	33	
Epargne Unie	Crédit Agricole	AI	126,48	34	
Alliance	Vie Banque	DI	126,25	35	
Eagle Investissement	Eagle Star	DI	126,12	36	
Clairmont	Crédit Industriel et Commercial	DI	125,96	37	
Silvifrance	Crédit Lyonnais	AI	125,47	38	
Stratégie Internationale	Demachy Worms & Co	DI	125,04	39	
Soliel Investissement	BNP/AN	DI	124,96	40	
La Portefeuille Diversifié	Vie Banque	DI	124,88	41	
Vie Investissement	Vie Banque	DI	124,48	42	
Planizor	Caisse Centrale des Banques Populaires	AI	124,34	43	
Natio Epargne Valeur	Banque Nationale de Paris	AI	124,30	44	
Techno-GAN	BNP/AN	AI	124,17	45	
Athina Valeurs	Athina Banque	DI	124,14	46	
Stratidia	Stratidia	DI	124,07	47	
Transcontinental Sicav	Banque Régionale Escompte & Dépôts	AI	123,87	48	
Sélection Mondiale	Crédit Commercial de France	AI	123,59	49	
Croissance Plus	Cie Fin. de CIC	DI	123,58	50	
Le Livret Portefeuille	et de l'Union Européenne	AI	123,42	51	
Capital Valeurs	S.T.P. Banque	DI	123,39	52	
Epargne	Banque Régionale Escompte & Dépôts	DI	123,21	53	
Gestion Indosuez (B)	Banque Indosuez	AI	123,14	54	
Natio Epargne Croissance	Banque Nationale de Paris	DI	122,87	55	
SP-ON-Assur	CDC Gestion	AI	122,80	56	
Alacore Nouvelle Invest.	Société Générale Alacore	DI	122,78	57	
Paribas Patrimoine	Banque Paribas	DI	122,65	58	
Pyramides Actions (C)	Banque Varnes	DI	122,62	59	
Partner Capital	La Mondiale-BFSC	DI	122,48	60	
Groupe Patrimoine	Groupe	DI	122,25	61	

SICAV	Réseau placeur	Type	Performances du 31-12-92 au 19-11-93	Part.	Rang
Sicav actions et diversifiées étrangères					
Wintthur Saint-Honoré	Cie Financière de Rothschild	DI	122,23	62	
Athina Actions	Athina Banque	AI	122,07	63	
Gestion Associations	Banque Paribas	DI	121,87	64	
Sélection Croissance	Crédit du Nord	AI	121,87	65	
Demachy Croissance	Demachy Worms & Co	AI	121,86	66	
MDM Valeurs	Les Mutuelles du Mans	DI	121,54	67	
Crédit Mutuel Epargne Monde	Crédit Mutuel	AI	121,34	68	
Conservateur Saint-Honoré	Cie Financière de Rothschild	DI	121,15	69	
UAP Investissements	UAP/Worms	AI	120,86	70	
Institutions Opportunités	Banque Paribas	DI	120,84	71	
Morgan International	Banque Morgan	DI	120,37	72	
Placements Environnement	Banque N.S.M.	DI	120,11	73	
Paribas Opportunités	Banque Paribas	DI	120,04	74	
Lafitte-Expansion	Groupe Barclays	AI	119,41	75	
Stratégie Actions	Compagnie Eurofinancière	DI	119,20	76	
Rivoli Actions Investement	G.I.S.	DI	118,70	77	
Ecocic	Crédit Industriel et Commercial	DI	118,57	78	
Colbert Perspectives	Banque Colbert	DI	118,57	79	
Privatix	B.I.M.P. (Banque Indust. & Mob. Privée)	AI	117,89	80	
Sélection Environnement	Crédit Commercial de France	AI	117,41	81	
UAP Actions Sélect.	UAP/Worms	AI	117,23	82	
Eureuil Géoliseurs	La Caisse d'Epargne	DI	116,85	83	
Gestion Mobilière	Banque N.S.M.	DI	116,71	84	
Ecotimondial	Ecotimondial	DI	116,51	85	
Orbival	Compagnie Bancaire	DI	116,40	86	
Province International (C)	Banque Houthuys & Co	DI	116,35	87	
Fininvest	Courcois-Bouvet	AI	115,99	88	
Prépar Croissance	Banque Régionale Escompte & Dépôts	DI	115,73	89	
Objectif Consommation	Lazard Frères et Co	AI	115,68	90	
Saint-Honoré Vie et Santé	Cie Financière de Rothschild	AI	115,42	91	
Ouest Valeurs (C)	Crédit Industriel de l'Ouest	AI	115,42	92	
Midland Action	Midland Bank	DI	114,37	93	
Capital D.R. International	Palais Marmont Banque	AI	114,06	94	
Panthéon Réserve Int.	Banque Paribas	DI	113,92	95	
Bosphore	Cyfin Finance Gestion	DI	112,74	96	
Bacot-Alain International	Bacot-Alain	AI	112,73	97	
Offina Valeurs	Offina	AI	112,45	98	
Prépar	Banque Régionale Escompte & Dépôts	DI	111,55	99	
Saint-Honoré Indice Protection	Cie Financière de Rothschild	DI	111,47	100	
Sélection Santé	Crédit Commercial de France	AI	109,28	101	

CM FRANCE 2000

L'autre façon de participer aux privatisations

• LA CERTITUDE DE PARTICIPER AUX PRIVATISATIONS
CM FRANCE 2000 est un FCP dont le portefeuille est constitué au minimum de 75 % de titres de sociétés françaises privatisées ou privatisables.

• L'OPPORTUNITÉ D'UN PLACEMENT À VOTRE MESURE, SANS SOUCI DE GESTION
Se constituer un portefeuille d'investissements privatisables suppose des investissements à long terme.
Souscrire à CM FRANCE 2000 permet d'intéresser aux sociétés privatisables avec un minimum de 100 000 F.

• LE BÉNÉFICIAIRE D'UN CADRE PERMET DE PLAN.
CM FRANCE 2000 est un FCP dont le portefeuille est constitué au minimum de 75 % de titres de sociétés françaises privatisées ou privatisables.

Crédit Mutuel FINANCE



ÉPARGNE-PLACEMENTS

SOURCE : EUROPERFORMANCE

SICAV	Réseau placeur	Performances du 31-12-92 au 19-11-93	Perf.	Rang
-------	----------------	--------------------------------------	-------	------

Sicav actions européennes

State Street Actions Europe	State Street Banque S.A.	137,97	1
Lafitte Europe	Groupe Barclays	135,63	2
Méditerranée Banque	AXA Banque	134,90	3
Allemagne Opportunités	Deutsche Bank	132,93	4
Atles Allemagne (C)	Francis Ades	132,24	5
Euro-GAN	BIF/GAN	131,09	6
Sélection Euravert	Crédit Commercial de France	130,43	7
Nouvelle Europe	Cle Financière de Rothschild	128,62	8
Orimark	Orimark	127,90	9
Euroland Gestion	CDC Gestion	127,77	10
Parosop	Banque Paribas	126,77	11
Euroaid	CDC Gestion	126,06	12
Valcomex Opportunités Pict	Banque Française du Commerce Extérieur	126,05	13
Eurole Leaders	Crédit Industriel et Commercial	125,78	14
Harvanna Allemagne	Banque Harvanna	125,56	15
Jupiter	Banque de Gestion Privée	125,28	16
Sogivier	Société Générale	124,00	17
Croissance Britannia	L'Epargne de France	123,90	18
Partner Europe	La Mondiale-BFSC	122,88	19
Uni-Azur	Banque Sarpolo	122,85	20
Sélection Europe	Crédit Commercial de France	122,84	21
Objectif Valeurs Européennes	Lazard Frères et Cie	122,70	22
Allemagne Investissements	Banque Franco-Allemande	122,39	23
Eurodyn	Crédit Agricole	122,20	24
Etelle Franco-Allemande	Crédit Agricole	121,93	25
Hausmann Europe	UAP/Worms	121,31	26
Renaissance Europe	Banque Pallas Stern	121,28	27
Euro-Croissance	Cle Fin. de CIC et de l'Union Européenne	120,80	28
Gestion France Europe	Banque Indosuez	120,01	29
Orimark	Orimark	119,85	30
MDM Europe	Les Mutuelles du Mans	119,60	31
Placement Nord	Société Marseillaise de Crédit	119,05	32
CNP Assurances	CNP Assurances	119,03	33
Europe Institutions	Banque Pallas Stern	118,71	34
Capital-France Europe	B.T.P. Banque	118,64	35
Provence Europe	Banque Hottinguer & Cie	114,34	36
Europe Index Plus Sicav	Crédit Commercial de France	112,21	37

SICAV	Réseau placeur	Performances du 31-12-92 au 19-11-93	Perf.	Rang
-------	----------------	--------------------------------------	-------	------

Sicav or

Orvalor	Société Générale	196,57	1
Auric	Crédit Industriel et Commercial	187,97	2
Acti Mines d'or (C)	Banque Bruxelles Lambert France	183,75	3
Oréclon	Crédit Agricole	162,04	4
Energie	BIF/GAN	145,57	5
Prémior	Crédit du Nord	137,44	6
Sélection Géologie	Crédit Commercial de France	134,33	7
Objectif Géo-Croissance	Lazard Frères et Cie	133,23	8

La méthode EuroPerformance

EuroPerformance est une société d'information financière spécialisée dans l'analyse des OPCVM. Elle publie des classements de sicav hebdomadaires et mensuels. Elle a établi une classifica-

tion qui reflète l'objectif de gestion et les caractéristiques des sicav. Cette classification comprend aujourd'hui trois familles (court terme, obligations, actions et diversifiées) et seize types de sicav.



Francic : la sicav de la France qui gagne.

Aujourd'hui, le contexte économique évolue. C'est notre rôle de banquier de vous conseiller au mieux pour réorienter votre épargne. C'est votre intérêt d'investir en actions d'entreprises françaises dynamiques et gagnantes.

En choisissant Francic, sicav d'actions françaises :

- vous bénéficiez d'une exonération fiscale dans le cadre d'un PEA et jusqu'au 31 décembre 1993 vous pouvez profiter d'avantages fiscaux supplémentaires si vous transférez vos sicav monétaires ou obligataires de capitalisation
- vous privilégiez la prudence en répartissant vos fonds sur un grand nombre de valeurs
- vous confiez aux spécialistes du CIC le soin de sélectionner les meilleures actions pour optimiser les performances.

+ 27,8% ENTRE LE 1^{er} JANVIER 1993 ET LE 29 OCTOBRE 1993

Certains d'entre vous nous ont fait confiance en choisissant d'investir en actions. Ils ont eu raison.



SICAV	Réseau placeur	Performances du 31-12-92 au 19-11-93	Perf.	Rang
-------	----------------	--------------------------------------	-------	------

Sicav actions américaines

San USA	Rothschild & Compagnie	123,28	1
State Street actions Etats-Unis	State Street Banque S.A.	122,02	2
Sélection Amérique	Crédit Commercial de France	121,18	3
Phénix U.S.A.	Crédit Commercial de France	120,38	4
Indosuez Amérique	Banque Indosuez	119,97	5
Partner America	La Mondiale-BFSC	118,77	6
Laffite-Amérique	Groupe Barclays	116,08	7
Améri GAN	BIF/GAN	115,96	8
Union Amérique	Cle Fin. de CIC et de l'Union Européenne	115,24	10
Paramétrique Sicav	Banque Paribas	112,69	11
Quantum America	Banque Paribas	108,62	12

SICAV	Réseau placeur	Performances du 31-12-92 au 19-11-93	Perf.	Rang
-------	----------------	--------------------------------------	-------	------

Sicav actions asiatiques

Gestion Orient (B)	Banque Indosuez	171,08	1
Partner Tigre	La Mondiale-BFSC	170,67	2
Euro-Orient	Cle Fin. de CIC et de l'Union Européenne	164,43	3
Corail	Crédit Commercial de France	158,04	4
NIP-Japon	Nomura France	150,78	5
Nippon-GAN	BIF/GAN	149,67	6
Japon Index Gestion	CDC Gestion	145,89	7
France Pacifique	CDC Gestion	144,37	8
State Street Actions Japon	State Street Banque S.A.	144,22	9
Atlas Dragon	Crédit Commercial de France	144,09	10
Phénix Japon	Crédit Commercial de France	143,88	11
Sélection Pacifique	Cle Financière de Rothschild	137,68	12
Saint-Honoré Pacifique	Crédit Commercial de France	137,64	13
Gestion Unijapon	Crédit Commercial de France	137,19	14
Japaneux Sicav	Crédit Commercial de France	136,62	15
Yama Index	Yama Index	134,77	16
Tokyo Index Plus Sicav	Crédit Commercial de France	133,59	17
Japédex	Crédit Commercial de France	132,22	18
Laffite-Tokyo	Crédit Commercial de France	131,22	19
Asie Innovations	Groupe Barclays	129,86	20
Soleil Levant	Crédit Commercial de France	129,76	21
France Japaneux	Rothschild & Compagnie	129,59	22
Laffite-Japon	Crédit Commercial de France	127,08	23
Aurore	Groupe Barclays	126,21	24
	Crédit Commercial de France	124,70	25

SICAV	Réseau placeur	Performances du 31-12-92 au 19-11-93	Perf.	Rang
-------	----------------	--------------------------------------	-------	------

Sicav Actions immobilières et foncières

Foncière Sélection	Danachy Worms & cie	143,74	1
Gestion Sicavimm (B)	Crédit Commercial de France	141,85	2
Partner Immobilier	La Mondiale-BFSC	141,40	3
Hausmann Pict	UAP/Worms	139,46	4
MDM Immobilier	Les Mutuelles du Mans	138,84	5
AGF Foncier	A.G.F.	138,88	6
Noto Immobilier	Crédit Commercial de France	138,52	7
Groupe Foncier	Crédit Commercial de France	138,08	8
Foncière Long Terme (C)	Crédit Commercial de France	138,08	9
Gestion Immobilier Int'l (B)	Crédit Commercial de France	134,81	10
Foncière	Crédit Commercial de France	133,81	11
Francis Pict	Crédit Industriel et Commercial	133,18	12
Réveil	Société Générale	132,79	13
Foncière Investissement	Crédit Commercial de France	132,64	14
Uni-Foncier	Crédit Agricole	132,37	15
Agfmo	A.G.F.	132,21	16
Laffite-Immobilier	Groupe Barclays	132,11	17
Pierre International	Crédit Commercial de France	131,80	18
Croissance Immobilière	Crédit Commercial de France	131,33	19
UAP Actifond	UAP/Worms	131,16	20
Conventimmo	Société Générale	130,20	21
Fructimmo	Crédit Commercial de France	129,66	22
Objectif Actifs-Réels	Lazard Frères et Cie	129,42	23
Capital Pict Investissement	Palais Marmont Banque	127,08	24
Placement Immobilier	Société Marseillaise de Crédit	126,30	25
Conservateur Unico	Crédit Commercial de France	123,86	26
CNP Assur Pict	CNP Assurances	122,62	27
Alizée Pict	Crédit Mutuel	120,57	28

Classements effectués par EuroPerformance pour « Le Monde »

Le Monde a choisi de présenter à ses lecteurs l'ensemble des sicav en 1993. Le Monde a demandé à EuroPerformance de redéfinir onze catégories de sicav pour faciliter la lecture des classements. Le palmarès réalisé par Euro-performance pour le Monde porte sur les sicav créées il y a plus de onze mois. La performance est calculée entre le 31 décembre 1992 et le 19 novembre 1993. Elle est exprimée en indice, base 100 le 31 décembre 1992. Les sicav sont présentées par ordre de performance décroissante sur l'année 1993.

Que sont les privatisées devenues ?

Toutes à quelques exceptions près ont un bilan boursier tout à fait honorable

Que sont les privatisées devenues ? Sur les neuf groupes privatisés dans les années 1986-1988, plus de la moitié ont obtenu des performances boursières plus qu'honorables, et ce, malgré des turbulences provoquées tour à tour par le krach d'octobre 1987, le mi-krach de 1989, la crise du Golfe d'août 1990 ou la médiocrité de l'économie entrée en récession - le pire depuis 1945.

De tous ces titres, TF1 remporte incontestablement la palme avec une progression de 207 % sur la période, entre élément notoire, ce titre - tout comme Saint-Gobain - n'est jamais repassé au-dessous du prix de mise sur le marché. D'autres valeurs, les bancaires, notamment, à l'exception de la Société générale et du Crédit commercial de France, affichent des performances plutôt médiocres, a fortiori, si l'on tient compte de l'inflation. Ainsi, la Compagnie financière de Suez, mise sur le marché au mois de novembre 1987 au prix de 317 francs, cote aujourd'hui 340 francs, soit une progression insignifiante de 7 %. Même son de cloche pour la Financière Paribas,

qui, vendue 405 francs au mois de février 1987, s'échange aujourd'hui aux alentours de 464 francs, soit une progression de 14 %.

Pour les privatisations partielles des années 1991-1993, sous les gouvernements socialistes, trois titres sur quatre sont à un moment ou à un autre de leur carrière boursière repassés sous leur cours d'introduction. Le Crédit local de France a ainsi été introduit, au mois de décembre 1991, au cours de 210 francs avant de toucher un « plus bas » à 196 francs. Aujourd'hui, le cours du titre de l'établissement de Pierre Richard évolue aux alentours de 455 francs, soit une progression sur la période de près de 120 %. Scénario identique en juin 1992 pour l'action de Total, qui, mise sur le marché à 230 francs, a touché un plus bas niveau à 194 francs, pour s'échanger aujourd'hui aux alentours de 300 francs, soit un gain de 30 %. L'Elf-Aquitaine depuis le début de sa privatisation partielle au mois de mars 1992 s'est quant à elle appréciée de plus de 15 %. Rhône-Poulenc est la seule valeur des privatisations partielles des différents

gouvernements socialistes à n'être jamais repassée sous son cours d'introduction. Si l'on tient compte de la division du titre par quatre, passé de 500 francs à 125 francs, les gains affichés par le groupe chimique sont de l'ordre de 20 %.

La dernière vague de privatisations, celle engagée par le gouvernement Balladur, laisse présager un retour de la Bourse « casino ». En effet, ne serait-ce que sur les trois premiers programmes engagés, on ne parle que de « vif succès ». Que ce soit le Crédit local de France au mois de juin 1993, la BNP au mois d'octobre ou, plus près de nous Rhône-Poulenc, les épargnants font preuve d'une grande mobilisation. Le ministre de l'économie ne cesse de se féliciter : lors des résultats de la privatisation de Rhône-Poulenc, vendredi 26 novembre, Edmond Alphandéry ne cachait pas sa satisfaction : « Un succès tout à fait exceptionnel (...). Rhône-Poulenc a transformé l'essai de la BNP. » Il faut dire qu'avec les prix attractifs choisis par le gouvernement une faible mobilisation des épargnants aurait été plutôt mal perçue...

F. Bn

Performances boursières des groupes privatisés 1986-1988 (gouvernement Chirac)

Actions	Cours d'introduction (F)	Cours récent (F)	Extrêmes 1987-1993	Variations (%)
SAINT-GOBAIN	310 (déc. 1986)	552	323-713	+ 78
ALCATEL ALSTHOM	290 (juin 1987)	772	180-784	+ 166
HAYAS	188 (juin 1987)	444	150-702	+ 136
FINANCIERE PARIBAS	405 (fév. 1987)	481	255-740	+ 14
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	407 (juil. 1987)	702	256-711	+ 72
CCF	107 (mai 1987)	279	94-267	+ 207
TF1	165 (juil. 1987)	507	185-652	+ 207
SUEZ	317 (nov. 1987)	340	211-488	+ 6
MATRA	110 (fév. 1988)	135	106-NS	NS

N'ont pas été retenues dans ce tableau trois privatisations : Sogefal (avr. 1987, 125 F), BIMP (mai 1987, 140 F) et le STP (avr. 1987, 130 F).

1991-1993 (gouvernement socialiste)

Sociétés (privatisations partielles)	Cours d'introduction (F)	Cours récent (F)	Extrêmes depuis introduction	Variations (%)
CLF	210 (déc. 1991)	459	190-485	+ 118
TOTAL	230 (juin 1992)	301	194-333	+ 31
ELF-AQUITAINE	360 (mars 1992)	417	308-462	+ 16
RHÔNE-POULENC	125 (janv. 1993)	148	125-167	+ 18

1993 (gouvernement Balladur)

Actions	Cours d'introduction (F)	Cours récent (F)	Extrêmes 1993	Variations (%)
CLF	386 (juin 1993)	458	388-485	+ 19
BNP	240 (oct. 1993)	276	240-293	+ 15
RHÔNE-POULENC	135 (nov. 1993)	148	135-157	+ 10

Source : SAFE (Société d'analyse financière européenne).

sociétés civ

estir pour louer les ye

ÉPARGNE PLACEMENTS

Les sociétés civiles de placement immobilier (SCPI)

Le pire semble passé

Si, comme l'an dernier, les sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) ont été éprouvées par la crise de la pierre et du béton et par la fuite des particuliers vers les placements monétaires (sicav court terme) et obligataires, sans oublier l'assurance-vie, quelques signes d'une légère amélioration sont déjà perceptibles, qui laissent à penser que, dans ce secteur, le pire semble passé.

Certes, les chiffres de collecte des fonds auprès des particuliers sont encore plus mauvais que l'an dernier. En 1992, ladite collecte — qui était de 13 milliards de francs en 1989 et 1990, puis de 11 milliards de francs en 1991 — a lourdement chuté à 6,3 milliards de francs. Encore fallait-il retenir de ce chiffre brut les 2,2 milliards de francs de parts de SCPI revendues par leurs détenteurs sur le marché secondaire, sans compter le milliard de francs de parts en attente de cession à la fin de l'année, ce qui faisait tomber la collecte nette à 4,1 milliards de francs. Comme notaient les professionnels, cette chute était due moins à l'afflux des ventes qu'à la diminution des achats, pour les raisons évoquées précédemment et à cause de la mauvaise réputation qu'avait acquise l'immobilier.

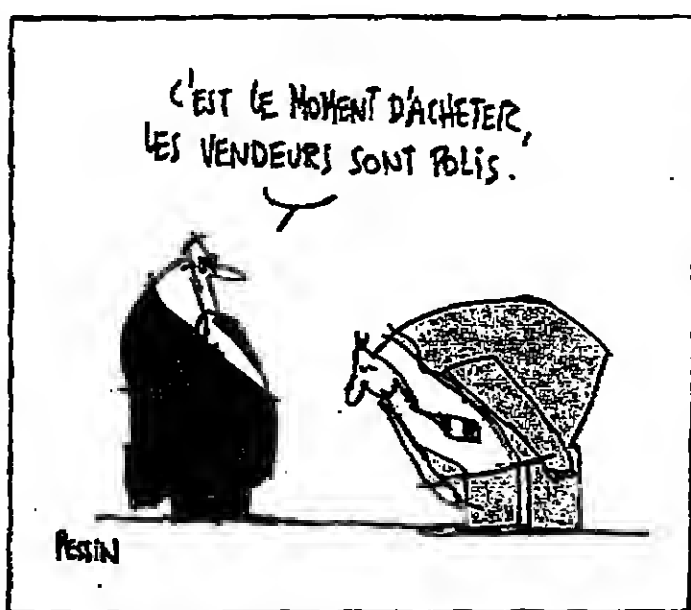
En 1993, cette tendance ne pouvait que s'accroître. Sur les neuf premiers mois, la collecte brute a fléchi de 40 %, revenant à 2 milliards de francs. En net, c'est-à-dire après déduction des cessions de parts sur le marché secondaire, on tombe de 60 % à 845 millions de francs, ce qui n'est pas très lourd. Quant aux cessions, elles se sont contractées de 70 %, à 1,2 milliard de francs. La valeur des parts en attente de fin d'année, le « stock d'inventures » augmentant de 45 %, à 1,45 milliard de francs.

En outre, un phénomène inquiétant continue à se développer :

dans l'immobilier de bureaux, les entreprises locataires se battent pour réduire leurs frais généraux et, profitant de la crise, se livrent à un véritable chantage auprès des propriétaires, menaçant de quitter les lieux si elles n'obtiennent pas de substantiels rabais. Il en résulte une baisse des loyers pour les SCPI investies en locaux à usage de bureaux, évaluée à 5 % en 1993 et encore presque autant en 1994, sans oublier l'augmentation des locations vacantes, ce qui diminue le rendement des parts, qui peut tomber jusqu'à 5 %, contre 6 % à 7 % précédemment. Un tel phénomène ne manque pas d'affecter d'autres propriétaires comme les SICOMI.

Signes d'amélioration

Toutefois, dans ce marasme, note Guy Marty, directeur général de l'Institut de l'épargne immobilière et foncière (EIF), bon observatoire de la pierre-papier, des signes d'amélioration apparaissent sur le marché secondaire, où le stock de parts à la revente a commencé à se résorber. De juin à l'automne, il est revenu de 1,5 milliard de francs au chiffre de 1,45 milliard de francs déjà cité. A l'origine de cette légère contraction, on trouve les efforts des gérants des SCPI pour rendre plus fluide ce marché secondaire : les parts de SCPI, rappelés-le, ne sont pas cotées, et ce sont ces organismes eux-mêmes qui s'efforcent de maintenir une Bourse des échanges pour les candidats vendeurs. Surtout, ces gérants ont réduit le prix des parts, fixé, on le sait, en fonction de la valeur des patrimoines, régulièrement réévalués, et des rendements offerts. Cette réduction a pour effet de revaloriser des rendements tombés souvent à 5 %, au-dessous des 7 % généralement offerts, et donc de stimuler un peu la demande. Comme le relève M. Marty, pour



les SCPI, désormais, c'est le rendement qui compte, et ce genre de placement risque de redevenir compétitif vis-à-vis, non seulement des placements monétaires (sicav court terme), mais encore des obligations et, plus tard, des contrats d'assurance-vie. Les taux à court terme sont revenus de 10 % à un peu plus de 6 % et ceux à long terme ont suivi la même évolution (voir les articles sur les sicav court terme et obligataires). A 6 % et plus, les SCPI vont très probablement redevenir un produit attractif que, paradoxalement, la crise de l'immobilier peut favoriser. Ainsi, certaines SCPI recherchent encore des bureaux, dont les prix ont baissé et qui, pour l'investisseur, offrent, maintenant, des rendements de 6 % à 7 %.

Au-delà des problèmes de rémunérations, se pose la question brûlante de savoir quand le mar-

ché immobilier repartira en France. A cet égard, Guy Marty appelle l'attention sur le marché des Etats-Unis dont l'évolution a deux ans d'avance sur celui de la France. Aux Etats-Unis, la crise de l'immobilier a commencé en 1989. En 1990, les cours des sociétés foncières, tombés très bas, ont commencé à monter à Wall Street.

En 1991, il ne s'est rien passé, mais en 1992, ces sociétés ont repris leur collecte qui a explosé en 1993 (6 milliards de dollars au premier semestre). En ce moment, la collecte s'accroît encore, et les sociétés foncières se remettent à investir. En France, où on a deux ans de retard sur ce processus, les cours des sociétés ont touché le fond en Bourse et ont assez vigoureusement progressé en 1993 : près de 32 %, notamment, pour les sicav immobilières et fon-

Transparence fiscale

Or, en ce moment, le rythme annuel des rotations est un peu supérieur à 2 %, ce qui n'est pas encore très considérable. Certes, le délai d'attente pour la revente des parts s'allonge, avec un peu moins de 1,45 milliard, soit un semestre de collecte brute. Mais on observera que la collecte des SCPI est encore nette, atteignant un demi-milliard de francs au premier semestre 1993, et peut-être un milliard de francs au second. C'est une dégringolade par rapport aux 4 milliards de francs de l'an dernier, mais c'est encore un chiffre positif, et un apport net d'épargne au marché immobilier. Au reste, compte tenu des achats de parts sur le marché secondaire, c'est probablement 3 milliards de francs que les épargnants auront affectés à ce marché de l'immobi-

lier, direct ou indirect. En ce sens, les SCPI, qui sont propriétaires de leurs immeubles, se démarquent des promoteurs, endettés jusqu'au cou, et dont on connaît la situation de plus en plus désastreuse, au fur et à mesure que la crise se prolonge. Dans ces conditions, il est assez étonnant de voir le gouvernement pénaliser les SCPI en refusant de leur accorder les avantages procurés aux acheteurs d'immobilier en direct par les exemptions de taxation des plus-values dégagées sur les ventes de sicav court terme. En haut lieu, on peut penser que les privilèges fiscaux dont les porteurs de SCPI bénéficient, la transparence fiscale, notamment, sont largement suffisants. On y considère également que le fait, pour les parts de SCPI, de ne pas être cotées en Bourse, avec l'assurance de trouver une contrepartie immédiate, est pénalisant, au contraire des OPCVM, dûment cotées ou bénéficiant d'une garantie de rachat.

Au-delà de ces considérations, on peut estimer, valablement, que la détention de « pierre-papier » évite aux épargnants les aléas de la propriété immobilière locative, à savoir les ennuis de la gestion, les travaux d'entretien coûteux et les locataires défilants qui ne paient plus ou se maintiennent indûment dans les lieux.

Notons enfin que l'activité des 277 SCPI, réparties en 91 groupes, est, à 60 %, le fait de dix de ces groupes. Pour la collecte nette, venant en tête, au premier trimestre 1993, le Crédit lyonnais avec 33 % au total, suivi par le Crédit agricole (10 %), l'UFF (Indosuez) pour 6,5 %, l'Epargne de France (Commercial Union), GPD (Participation foncière), groupe Pelloux, ISM (groupe Suez), Barclays Bank, la Caisse des dépôts (surtout La Poste), la Société marseillaise de crédit et l'UFG.

FRANÇOIS RENARD

Investir pour louer les yeux ouverts

Un placement qui redevient possible

«C'est le moment d'acheter un logement, marquent agents immobiliers, promoteurs, ministres... arguant pour étayer leur jugement de la baisse des prix et des taux d'intérêt ainsi que des mesures de relance prises en faveur de l'immobilier ces derniers mois.

Sont concernés les Français désirant acquérir un logement pour leur usage personnel, mais aussi ceux qui souhaitent acheter pour louer. En effet, la baisse des prix d'achat dans les zones d'habitation tendues (région parisienne et métropoles) augmente mathématiquement la rentabilité de l'investissement locatif, entendue comme le rapport entre le loyer annuel tiré d'un bien et son prix.

Selon les chiffres du CERC (Centre d'étude sur les revenus et les coûts) et du CEREVE, le « logement de rapport » — sans jamais afficher une rentabilité (nette avant impôt sur le revenu) mirobolante — supportait jusqu'aux années 80 la comparaison avec d'autres formes de placements : 4 % pendant les années 60, 2,5 % la décennie suivante, 3 % de 1970 à 1979.

Mais les choses changèrent dans les années 80 : avec un rendement moyen global de 2,4 %, l'investissement locatif décrochait des valeurs mobilières. Le mouvement était aggravé par une fiscalité pénalisante, mal vécue par les bailleurs qui se détournèrent d'un investissement dont le ticket d'entrée était élevé, très peu liquide, très impôt. Le coup de grâce fut donné au début de cette décennie par la crise de l'immobilier, qui faisait peser des incertitudes sur les chances de plus-value en cas de cession ! On connaît le résultat : les investisseurs se sont détournés du locatif et le parc privé s'est dramatiquement réduit.

Pourtant, c'est cette baisse des prix qui peut, aujourd'hui, redonner ses chances au logement locatif... Si l'on prend le cas de Paris et que l'on fait le rapport entre le loyer moyen calculé par l'OLAP (Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne) et le prix du mètre carré des notaires, on

arriverait à la fin 1992 à 4,7 %. A la fin 1991, ce chiffre était de 3,92 % (1). Ce relèvement, purement mécanique, est d'autant plus flatteur qu'il s'inscrit dans un contexte de baisse de rendement des autres placements et qu'il ne tient pas compte d'éventuelles plus-values à l'avenir en cas de revente.

Mais il faut avoir les moyens d'investir en bas de cycle, sans trop s'endetter (puisque les taux d'intérêt réels demeurent élevés), et avec une prudence de chatte-mite. La localisation du bien, sa taille devront donc être particulièrement choisis.

La même hiérarchie des arrondissements

La dernière étude de l'hebdomadaire spécialisé *De particulier à particulier* à partir des annonces parues dans ses colonnes au premier semestre 1993 montrait par exemple qu'en région parisienne, la Seine-Saint-Denis arrivait en tête dans le classement par taux de capitalisation (entendu comme le rapport entre le loyer annuel et le prix de vente moyen) avec un taux brut de 7,73 %, suivi par la Seine-et-Marne (7,45 %) et le Val-d'Oise (7,02 %). Les Yvelines étaient lanterne rouge avec 5,45 %, un taux plus bas que Paris intra-muros (5,81 %). Dans ce classement, c'est le prix du mètre carré à l'achat qui fait la différence.

A l'intérieur même de Paris, on trouve la même hiérarchie, les arrondissements les moins chers (XVIII^e, XIX^e et XX^e) étant les plus rentables (presque 6 % pour le XVIII^e). Le XVI^e, à l'inverse, affiche un petit score (3,61 %). Néanmoins, la revue mettait un bémol au raisonnement général observant que « l'érosion du loyer des locations nouvelles » avait entraîné au premier semestre un léger tassement de la rentabilité à Paris intra-muros (5,81 % contre 5,95 % au second semestre 1992).

Ces chiffres, il faut le souligner, s'entendent avant charges de copropriété et hors fiscalité... Comme ils comparent des locations nouvelles au premier semestre avec un prix constaté au cours

de la même période, ils donnent une idée de la rentabilité des nouvelles (re)locations, mais pas celle du stock. Car les locataires en place depuis longtemps paient proportionnellement moins que les nouveaux arrivants.

Une récente étude de l'OLAP par l'IAURIF (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France) montrait ainsi que les investisseurs institutionnels n'en tiraient un rendement ne s'élevant qu'à 3,6 %. Justement parce que leurs locataires restent longtemps en place (le taux de rotation est deux fois moindre que dans le reste de la capitale). Mais un autre facteur entrait en ligne de compte : ils occupent des appartements relativement grands (74 mètres carrés en moyenne). Or toutes les études (notamment la dernière enquête logement de l'INSEE, qui remonte malheureusement à 1988) montrent que les petits appartements sont infiniment plus rentables que les grands. Ce qui fait dire en guise de boutade à un observateur que, à la limite, le candidat bailleur a plutôt intérêt « à acheter un petit logement mal placé et de mauvaise qualité » !

Il faut en réalité prendre les quelques mois nécessaires pour bien choisir le bien. Rien ne presse réellement : une éventuelle remontée des prix ne s'effectuera pas du jour au lendemain et, même s'ils varient, les taux d'intérêt à long terme ne devraient pas dans les semaines qui viennent subir des fluctuations très erratiques. Néanmoins, il faut avoir à l'esprit que plusieurs mesures prises par le gouvernement pour encourager l'investissement locatif ont une durée limitée dans le temps.

FRANÇOISE VAYSSÉ

(1) Ce chiffre — brut hors fiscalité et charges de copropriété — n'a guère de valeur scientifique, puisqu'il s'agit d'un loyer moyen recouvrant des réalités aussi diverses que des nouvelles locations et des loyers relevant de la loi de 1948. Il faut donc le prendre pour ce qu'il est : un moyen de comparaison.

Inaccessible dans la journée, elle pouvait le soir parler finances inlassablement. Avec M. Duclos, elle avait déniché le bon consultant financier pour lui donner la réplique fiscale.



Lorsque vous recevez un consultant financier Legal & General (France), vous découvrez un professionnel ouvert et attentif à vos exigences. Sa mission est de vous aider à établir votre stratégie financière personnelle, en évaluant clairement le rapport entre le risque et la rémunération. De la gestion active de vos liquidités aux fonds indicés, des certificats de dépôt aux comptes retraite, de la bourse à l'immobilier, vous sélectionnez ensemble la constitution d'outils et de services correspondant exactement à vos besoins. Son système de rémunération fixe qu'il n'a aucun intérêt à vous proposer une solution plutôt qu'une autre et l'engage à vous assister au suivi régulier. Legal & General est l'un des leaders britanniques dans la diffusion et la gestion de produits financiers, de fonds de retraite et d'assurance-vie (210 milliards de

francs sous gestion dans le monde). En France depuis 1854, Legal & General vous permet de bénéficier de tous les avantages juridiques, fiscaux et financiers de l'assurance-vie comme de la bourse dans une totale transparence et une absolue confidentialité. Legal & General (France) 58, rue de la Victoire 75009 PARIS - Tél. : (1) 48.74.35.72 et en Province à : Bayonne - Bordeaux - Lille - Lyon - Metz - Nice - Paris - Quimper - Rouen - Royan - Toulouse - Valence.



Votre consultant financier privé.



ÉPARGNE-PLACEMENTS

Immobilier

Epargne-logement : le retour des « bons frères » ?

Un placement redevenu rentable

Le vent tourne pour les plans d'épargne-logement (PEL) : servent un intérêt de 6 % net d'impôt, ils rencontrent un regain de faveur auprès des ménages en ces temps de baisse des taux. Les inquiétudes sur l'équilibre général du système, nées il y a quelques années, s'éloignent donc, et on peut même se demander si le PEL ne sera pas, au contraire, victime de son succès.

LES Français aiment l'épargne-logement : un actif sur deux possède un compte et/ou un plan. Depuis longtemps, les ménages ont compris l'intérêt de ces deux placements qui leur permettent, après une période d'épargne, d'obtenir un prêt immobilier à des taux privilégiés (4,25 % hors assurance pour le premier, 6,32 % pour le second). Ces prêts figurent d'ailleurs en bonne place dans les financements de leurs logements, puisqu'ils frôlent le quart des crédits à l'habitat (hors crédits promoteurs)

en 1992. Mais, depuis 1990, le système de l'épargne-logement, pris en ciseaux entre des ressources qui progressaient moins vite et des dépenses qui s'accroissaient, donnait des signes inquiétants de déséquilibre. Les « bons frères » — ces épargnants qui ne demandent jamais de prêt, — grâce auxquels le système était traditionnellement créditeur, se détournent en effet de produits peu rémunérateurs par rapport à d'autres placements, en particulier les SICAV monétaires. A l'inverse, le bas taux des prêts augmentait la demande, en pleine période de crédit cher. Le phénomène touchait notamment les PEL.

Face à ce phénomène, le gouvernement retouchait les plans et les comptes en avril 1992 en prenant des mesures dont l'effet se fit presque instantanément sentir : la croissance des dépôts s'accéléra à nouveau (de 2,5 % à comparer avec 1,66 % en 1991), tirée par la reprise des plans (3,1 % contre 2,6 %). Néanmoins, le taux de croissance des dépôts en 1992 est sans rapport avec ceux des années 80 (15,6 % en 1988, 8,57 % en 1989). Côté dépenses, les encours de prêts distribués (250,05 milliards de francs) augmentaient moins vite en 1992

qu'en 1991 (7,5 % contre 12,87 %). Ces deux mouvements combinés permettaient au système d'atteindre à peu de chose près l'équilibre en 1992, les prêts nouveaux distribués dans l'année égalaient les dépôts.

Mais l'économie du système risque d'être encore meilleure cette année, car, depuis août, le plan d'épargne-logement remporte un vif succès auprès de la clientèle : en effet, les diverses mesures fiscales prises pour le gouvernement au printemps pour relancer le bâtiment incitent les Français à s'intéresser à nouveau à la pierre. Les titulaires de PEL ont donc tendance à déposer plus d'argent sur leurs plans dans la perspective d'un projet immobilier.

Le PEL toujours intéressant

Mais, surtout, la baisse des taux qui frappe les autres placements (en particulier les SICAV) redonne de l'attrait à un produit qui rémunère l'épargne à 6 % net d'impôt (1) pendant quatre ans. Le tout avec un ticket d'entrée minime : il suffit de verser 1 500 francs pour ouvrir un PEL et s'assurer des 6 % pendant les quatre ans... A condition, toutefois,

de ne pas déposer trop d'argent sur le plan, puisque les 6 % sont composés d'un taux (4,62 %) versé par la banque et d'une prime d'Etat ne pouvant excéder 10 000 francs (2). Cette prime est versée que l'on ait ou non un projet immobilier.

Les conditions du PEL sont donc aussi intéressantes que celles du plan Balladur puisque les fonds sont bloqués pendant la même période et, comme lui, nets d'impôt. Les ménages l'ont parfaitement compris et se tournent à nouveau vers le produit. Certains parlent de « boom », d'autres se contentent d'évoquer un « regain d'intérêt ». Les chiffres parlent d'eux-mêmes (3) : dans le réseau des caisses d'épargne Ecuireuil, les dépôts ont bondi de 198 millions en septembre 1992 à 1 milliard un an plus tard. Sur les neuf mois de l'année, la collecte est passée de 767 millions à 4,6 milliards, si bien que l'encours total des plans à la fin septembre s'élevait à 87,3 milliards de francs à comparer avec 81,9 milliards un an plus tôt.

Mais, surtout, le mouvement s'accroît : en septembre, la caisse d'épargne d'Ile-de-France est passée d'un solde négatif de 4 millions de francs l'an passé à un excédent de 55 millions cette année. Les chiffres

cumulés sur les six premiers mois de l'année montraient que l'an avait basculé d'un déficit de 51 millions à la fin juin 1992 à un excédent de 100 millions au 30 juin 1993. Autrement dit, on a fait en septembre, la moitié de ce qui avait été réalisé au cours des six premiers mois de l'année. Les chiffres recueillis auprès de l'Association française des banques montrent la même tendance : au 30 septembre 1993, la croissance des dépôts sur les PEL était, en glissement annuel, de 6,13 %, soit un rythme plus rapide que celui observé en mai (4,04 %), juin (4,60 %), juillet (5,37 %) et août (5,74 %). Il semble que l'on assiste à des ouvertures massives : en septembre, la caisse d'épargne Ile-de-France signale un bond de 70 %.

La défaveur des PEL inquiétait. Ce brusque engouement aussi. L'Association française des banques (AFB) est donc montée au créneau pour mettre en garde contre la cherté des fonds collectés et demander une baisse des taux des PEL.

Dans le contexte actuel, celle-ci semble pourtant politiquement difficile à faire pour plusieurs raisons : d'une part, si la baisse le taux des PEL à 4,5 %, par exemple, ne voit mal comment on ne pourrait aussi

baissier celui des livrets A (4,5 %), une épargne complètement liquide. Ces deux mesures seraient totalement impopulaires, et donc inimaginables à quelques mois d'élections. D'autre part, le gouvernement dépense actuellement des milliards pour relancer le bâtiment. On le voit mal, alors qu'il cherche désespérément à faire repartir l'accession à la propriété, prendre une mesure qui défavoriserait les titulaires de PEL. D'autant que ceux-ci sont recrutés essentiellement dans les classes moyennes, un peu oubliées dans le plan logement du gouvernement. Sauf surprise, il est donc probable que le plan d'épargne-logement a encore quelques beaux mois devant lui.

FRANÇOISE VAYSSE

(1) Selon les spécialistes, un intérêt à 6 % net d'impôt correspond à un taux brut de 9,9 % pour un produit taxable forfaitairement à 30,9 %.

(2) Il ne faut pas que le versement initial dépasse 147 000 francs et les mensualités 300 francs, cet exemple n'étant que l'une des combinaisons possibles pour optimiser le plan.

(3) Aucune statistique globale n'est, hélas, actuellement disponible.

Vers une baisse du taux du livret A ?

La « décollecte » se ralentit

Le livret A, comme le plan d'épargne-logement, profite de la baisse des taux des autres placements financiers. La « décollecte » dont il souffre se ralentit donc, ce qui constitue une bonne nouvelle pour le logement social... Mais les banquiers traditionnels réclament une baisse de son taux (4,5 %), inchangé depuis 1986.

LE taux des livrets A (4,5 % depuis 1986) va-t-il baisser ? La question est sur la table après que l'Association française des banques, le Crédit agricole et les Banques populaires ont fait une démarche en bonne et due forme en ce sens auprès du ministère de l'économie et des finances (le Monde du 30 octobre). Ironie du sort : il y a un an, le thème de réflexion était exactement inverse. On évoquait alors la possibilité d'augmenter la rémunération des livrets A en établissant une prime de fidélité pour les épargnants qui n'avaient pas dérivé leur placement vers des produits plus rentables et maintenu leurs fonds sur leurs livrets.

Mais depuis la baisse généralisée des taux et la hausse de la décollecte, le taux de l'attrait aux livrets A. Leur rémunération correspond en effet, selon les spécialistes, à un rendement de 5,5 % pour un placement soumis aux prélèvements libératoires de 10,6 %. Ils soutiennent donc infiniment mieux la comparaison avec les autres placements financiers, notamment les fameuses SICAV monétaires. Les déposants l'ont compris et, depuis la mi-octobre, le mouvement de décollecte (1) qui affecte le produit s'est arrêté. Il était apparu pour la première fois en 1986. En novembre, une reprise de la collecte se manifestait.

Ainsi, la caisse d'épargne d'Ile-de-France (10 % du réseau Ecuireuil) était positive en août, négative en septembre, faiblement déficitaire en octobre et positive à nouveau en novembre. Cette amélioration vient d'un accroissement des versements des déposants mais surtout d'une réduction de leurs retraits. Au niveau national, les chiffres de l'ensemble de l'Ecuireuil confirment l'amélioration ressentie en région parisienne : en octobre, la collecte était positive de 259 millions (à comparer avec un solde négatif de 2,9 milliards en octobre 1991 et de 2,24 milliards en octobre 1992). La Caisse des dépôts, qui gère les fonds des caisses d'épargne, ne table donc plus que sur un déficit global pour l'ensemble de l'année 1993, d'une quarantaine de milliards de francs, à comparer avec 52 milliards en 1992.

Pourtant, les réseaux collecteurs n'encouragent pas toujours les épargnants à placer leurs économies sur

les livrets A. Un bureau de poste parisien, par exemple, n'hésitait pas, en novembre, à s'appuyer sur les menaces de baisse des taux des livrets pour orienter, par voie d'affiche, ses clients vers d'autres produits financiers, plus rémunérateurs. A l'inverse, les caisses d'épargne d'Ile-de-France proposent à certains titulaires de livrets A des cartes permettant de retirer du liquide à partir des distributeurs automatiques de billets du réseau (2).

Le retournement de tendance perçu au dernier trimestre est une bonne nouvelle pour le logement social : en effet, le livret A est la pierre angulaire de son financement, et la décollecte qui l'affecte est particulièrement inquiétante pour la pérennité du système. Le premier ministre, Edouard Balladur, en personne avait d'ailleurs tenu, en juin, à apaiser les craintes du monde HLM en réaffirmant « l'attachement du gouvernement au livret A qui est, et doit demeurer, le support du financement du logement social ». Il s'était réjoui que « l'évolution des taux à court terme redonne toutes ses chances à ce produit d'épargne ».

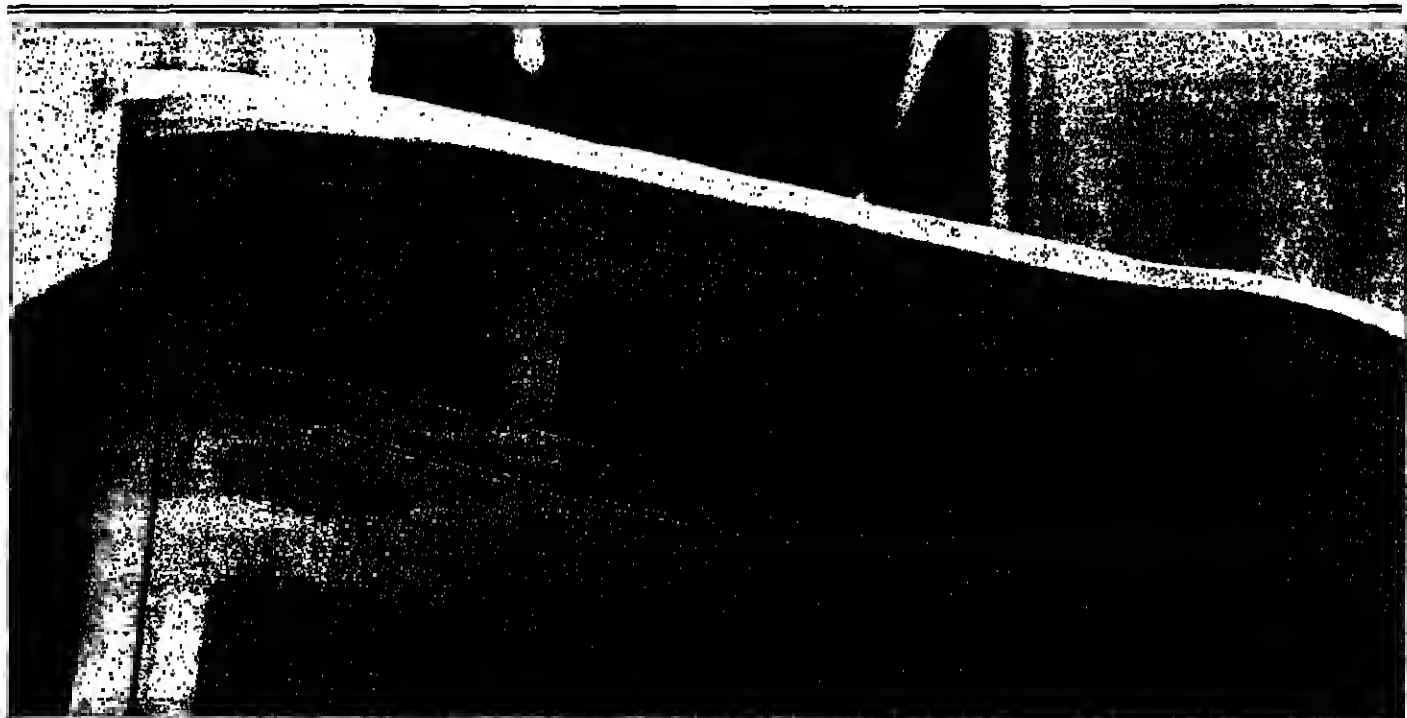
Un vrai dilemme

Malgré ces assurances, le débat est relancé par le plaidoyer des banquiers pour que les taux de l'épargne administrée (le livret A, d'abord, mais aussi le livret d'épargne-logement...) baissent. Se plaçant sur le terrain du financement des entreprises, ils expliquent en effet qu'ils ne pourront réduire le taux des crédits que si le coût des ressources bancaires diminue. Le niveau élevé de l'épargne administrée freine ce processus.

Pour le gouvernement, il s'agit d'un vrai dilemme. Soucieux d'un côté d'associer les entreprises (notamment les PME) à la lutte contre le chômage, il ne peut rester sourd aux thèses des banquiers. D'un autre côté, comment prendre le risque d'accroître la décollecte du livret A alors qu'il se sert depuis juin de la relance du logement social pour soutenir le bâtiment en crise ? En outre, le désespoir de milliers de sans-domicile fixe (SDF) en ce début d'hiver est là pour rappeler que le pays manque de logements. Dernier argument, enfin : qui dit livret A dit épargne populaire. Abaisser son taux prend donc une dimension symbolique et politique...

F. V.

(1) Les retraits dépassent les dépôts.
(2) Rien, dans les textes régissant le livret A, ne s'oppose juridiquement à ce qu'il soit possible de distribuer des cartes aux déposants. Néanmoins, le réseau risque de se voir accuser de détourner le livret de sa vocation d'épargne pour le rapprocher d'un compte courant rémunéré. Une belle politique en perspective !



Peut-on gagner de l'argent en Bourse sans penser à ses impôts ?

PEA Ecuireuil. 5 ans. Net d'impôt.

La baisse des taux et la nouvelle fiscalité de l'épargne incitent à diversifier ses placements. Aujourd'hui dynamisée par les privatisations et forte de ses bonnes performances sur le long terme, la Bourse présente un attrait incontestable. Mais comment être sûr de bien placer son argent sans payer d'impôts supplémentaires ?

En investissant en actions françaises dans le cadre d'un Plan d'Epargne en Actions (PEA)* de la Caisse d'Epargne, vous bénéficiez d'une exonération totale d'impôt sur vos gains. Il vous suffit pour cela de conserver votre PEA 5 ans minimum.

Vous êtes libre d'effectuer tous les achats et ventes que vous souhaitez à l'intérieur de votre PEA Ecuireuil. Vous pouvez choisir des actions, par exemple à l'occasion des privatisations, ou souscrire aux SICAV PEA gérées par les spécialistes d'Ecuireuil Gestion : Ecuireuil Investissements et bientôt, dans une optique plus offensive, la nouvelle Sicav Ecuireuil Actions Futur.

Avantage fiscal supplémentaire : jusqu'au 31 décembre 1993, vous pouvez transférer vos SICAV monétaires de capitalisation, en franchise totale d'impôt sur les plus-values, dans un PEA, pour les investir en actions françaises (si le PEA est conservé pendant 5 ans).

Aujourd'hui, le PEA Ecuireuil vous permet de diversifier vos placements dans le but d'en retirer un excellent rendement et, surtout, ne plus vous inquiéter pour vos impôts.

* Dans la limite de 600 000 F pour un célibataire et 1 200 000 F pour un couple.

Ecuireuil Gestion - Filiale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.



CAISSE D'ÉPARGNE

DES LIVRES

Amères fictions du Caire

La capitale égyptienne est le personnage, fascinant et angoissant, misérable et impitoyable des romans de Sonallah Ibrahim et de Gamal Ghitany

LES ANNÉES DE ZETH
de Sonallah Ibrahim.
Traduit de l'arabe (Égypte)
par Richard Jacquemond,
Actes Sud, 350 p., 138 F.
ÉPIQUE DES DESTINÉES
de Gamal Ghitany
Traduit de l'arabe (Égypte)
par Edwige Lambert
Seuil, 298 p., 120 F.

Il paraît que c'est un pâtissier qui a construit Le Caire. Belle et fragile, cette ville croule sous le poids d'un million de habitants. C'est un gâteau où il y a trop de sucre et pas assez de trous, une tarte plelée de trous, un mille-feuille couvert de mouches, une sauce faite avec du lait contaminé et de l'eau polluée. Le Caire n'est pas un roman. C'est un bottin de téléphone où manque des pages, un conte circulaire qui va dans tous les sens, d'où sortent des rats, des chats sauvages, des moineaux, des enfants, des fonctionnaires, des machines et surtout deux personnages qui forment un couple hors du commun on en connaît tout ce qu'il y a de plus banal en Égypte, il s'agit d'Abdel-Meguid, un derrière énorme, et Zeth, son épouse, dont le fessier est aussi coossé-quent.

Zeth est une fille de la révolution oassérienne, élevée dans l'idée que tous les hommes sont égaux. C'est un être faible, doué de facultés sensorielles exceptionnelles, ce qui va la faire souffrir. Elle pleure souvent et passe son temps à ruser avec l'espace pour organiser sa vie de famille. Le problème le plus important pour des millions de Caireotes ce n'est ni le suicide ni la mort, c'est tout simplement l'espace. Trouver un appartement où loger est vital. Toute la vie sociale est profondément perturbée par la promiscuité que des parents imposent à leurs enfants.

Zeth et Abdel-Meguid ont trouvé un appartement, donc ils peuvent se marier et faire des



Le Caire croule sous le poids d'une dizaine de millions d'habitants.

enfants. Les problèmes de l'immeuble devicooent secondaires malgré leur gravité. Absence d'hygiène, ordures jetées sur le palier, chats égarés, les sacs-poubelle, mouches, cafards, insectes, odeurs nauséabondes, etc.

Sonallah Ibrahim, l'auteur de *Cette odeur-là* et du *Comité*, parus tous les deux l'année dernière aux éditions Actes Sud (*Le Monde des livres* du 30 juillet 1992), a écrit un roman picaresque à l'image de la beauté et de la confusion du Caire. Autour du couple tourne tout un manège de personnages grotesques, mesquins, ridicules et pitoyables. Zeth travaille dans les archives. Les fonctionnaires sont des « machines ». Les femmes qui travaillent à côté de Zeth ne sont pas amicales. Elles sont médisantes et laides. D'ailleurs l'au-

teur ne les nomme pas mais les désigne par des surnoms : « Tête-de-lapin », « Large-épaules », « Grain de beauté noir ». Ailleurs les anciens présidents de la République tiennent le rôle d'omniscient. S'agissant des « machines » de céramique de la salle de bains, Nasser se présente la nuit avec une pioche pour le gros œuvre. Dès que l'un apparaît, le portrait de l'autre tombe tout seul.

La misère flote par derrière à ces êtres jusqu'à leur dignité. L'obsession tourne autour de l'argent et de comment le gagner. Alors on parle beaucoup des riches monarchies pétrolières. C'est le rêve aussi bien du coocierge que d'Abdel-Meguid : décrocher un contrat pour aller travailler dans les pays du Golfe. Sonallah Ibrahim termine chaque chapitre par une revue de la presse nationale et internationale. Le choix des

informations ou de leurs commentaires est assez judicieux. Sortis de leur contexte, les mots prennent un sens romanesque et participent à l'élaboration de l'histoire de Zeth et Abdel-Meguid.

Comme la plupart des pays arabes pauvres, l'Égypte souffre de ses relations avec les pays du Golfe où émigrent tous ceux qui savent se débrouiller. Abdel-Meguid n'y arrive pas. Sa femme, même soumise, le lui reproche assez. Ainsi le jour où il fit tomber la machine Singer, elle eut le courage de lui dire tout ce qu'elle pense de lui ; il lui a gâché sa vie et n'a rien fait pour aller travailler à l'étranger et améliorer leur vie misérable. On apprend à travers la revue de presse que ces pays du Golfe exploitent la misère des autres, font tout pour plaire aux Américains et aux

Européens. Sonallah Ibrahim rapporte que le roi Fahd d'Arabie saoudite a offert à Reagan un énorme œuf en or massif contenant les drapeaux américain et saoudien.

Pendant ce temps-là, la plus grande grue du chantier du métro du Caire disparaît, et le président Mouharak (surnommé « la Vache-qui-rit ») affirme : « Il n'y a pas à avoir honte de la présence de pauvres en Égypte ».

Quant à la Banque islamique, elle prétend que l'islam préconise l'impôt dégressif et non pas progressif. Qu'est-ce que cela veut dire dans un pays où la corruption est généralisée, où la dette est de 44 milliards de dollars, où le chef de l'Etat se fait plébisciter par 97 %, non de la population mais d'une petite partie des électeurs ? semble dire le narrateur.

Le sens du roman est dans ces contradictions qui dépassent le citoyen moyen aux prises avec les difficultés d'une vie quotidienne où n'existe aucun moment de répit, où même le bonheur d'une naissance se fait accompagner d'un handicap. Ainsi l'enfant qui naîtra du couple Zeth-Abdel-Meguid refusera de parler jusqu'au jour où un médecin hégue lui arrachera ses premiers mots directement en anglais ! Pourquoi cette langue ? Parce que les personnages trufent leur arabe d'expressions anglaises et en tirent quelque fierté.

Tahar Ben Jelloun
Lire la suite page XVIII

LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

Dernières nouvelles de l'homme

Il était le contemporain de Kokoschka, Kirchner, Berg, Brecht... Il est presque inconnu en France, alors qu'en Allemagne on ne cesse de se battre autour de ses drames et de ses romans. José Corti publie deux livres de Hans Henny Jahnn, écrivain et facteur d'orgues.

Page XVIII

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Les caprices de Zelda

Au XX^e siècle, les caprices de Zelda ont remplacé ceux de Marianne. En 1920, elle traversa une partie des États-Unis avec son mari, Francis Scott, en volant d'une vieille voiture. Fitzgerald raconta l'expédition quatre ans plus tard pour un magazine. Il se prenait pour des personnages de roman et mêlait le goût du bonheur aux prémonitions des perdants.

Page XII

SOCIÉTÉ

Celle qui n'existait pas

Annie Ernaux a lu le dernier livre d'Anne Tristan : *Clandestino*. La journaliste a choisi de perdre son nom, sa nationalité, son identité pour devenir une demandeuse d'asile sur son propre sol. Avec pudeur, elle décrit la misère d'Haïti, l'arrivée à Roissy... Entre malaise et haine, elle dit la « balade du sans-papiers ».

Page XVI

Derrida et l'« esprit » de Marx

La chute du mur de Berlin n'a pas tué le marxisme. Intellectuel engagé, le philosophe de la déconstruction en appelle à une « nouvelle Internationale »

SPECTRES DE MARX
L'état de la dette, le travail du deuil et la nouvelle Internationale de Jacques Derrida.
Galilée, 278 p., 160 F.

Jacques Derrida est l'un des rares intellectuels français qui partagent le privilège d'être lus, commentés, discutés d'un bout à l'autre de la planète. Pour le meilleur et pour le pire. Un hebdomadaire japonais (*Aera*) n'a pas hésité à consacrer sa « une » au philosophe. Quant aux journaux anglo-saxons, ils accusent avec autant de régularité que d'hostilité la théorie de la déconstruction d'avoir exercé des ravages dans les universités américaines. Ils lui reprochent notamment d'être une des sources de la relativisation, voire de la dépréciation systématique de l'héritage culturel de l'Occident, qui alimente la tendance au « politically correct ». L'auteur des *Spectres de Marx* serait-il en passe d'occuper dans le monde, à sa manière, la place demeurée vacante depuis Camus ou Sartre ? Ces *Spectres de Marx* se présentent d'ailleurs à plus d'un titre

comme un acte d'engagement, excédant la simple sphère académique (même si le livre a pour point de départ une série de conférences prononcées à l'université de Riverside en Californie). Jacques Derrida adopte délibérément une position politique. Il en appelle à la constitution d'une « nouvelle Internationale », proteste, au nom de l'indéconstructible justice, contre l'usure d'un monde que le nouveau désordre international, la dette du tiers-monde, les menaces de la télécommunication et des médias sur la liberté rendent aussi pourri que le royaume de Danemark. « *The time is out of joint* », disait déjà Hamlet. A la suite de Gide, Derrida estime que l'on peut rendre cette phrase par : « *Cette époque est déshonorée* ». Car, à ses yeux, notre monde va mal. Il est « usé ». Pis : il a perdu, avec l'Histoire (dont les théoriciens du néocapitalisme proclament la « fin ») avec une jubilation suspecte, la possibilité même de prendre la mesure de son usure.

Cinq ans après la chute du mur de Berlin, il faut une certaine audace, une sensibilité à cette qualité philosophique qu'est — depuis Nietzsche — l'« actualité », pour aller chercher

dans l'« esprit » de Marx le moteur de ce nouveau « printemps des peuples », de ce nouveau mouvement des Lumières, de cette nouvelle Internationale dont Jacques Derrida sent la germination. Il n'est cependant pas question de « retour à Marx », sous la forme d'une orthodoxie « stalinienne » avec laquelle Jacques Derrida affirme avoir pris ses distances dès les années 50 (et dont il a connu, en 1981, l'aspect répressif dans la Tchécoslovaquie « normalisée »). « *Ce qui est sûr* », précise-t-il (à l'instar de Marx lui-même), « *c'est que je ne suis pas marxiste* ».

L'« esprit » de Marx, objet des injonctions de Jacques Derrida, se veut plus proche du « marxisme » de Walter Benjamin que de celui d'Althusser, lequel a cru devoir dissocier le marxisme de toute eschatologie. C'est avant tout une « affirmation émancipatoire et messianique, une certaine expérience de la promesse qu'on peut tenter de libérer de toute dogmatique et même de toute détermination métaphysico-religieuse, de tout messianisme ». Le marxisme demeure, comme « esprit ». Le Marx de Derrida n'est ni mort ni vivant. Comme le père de Hamlet, il se survit sur le

mode du spectre. Il « hante » le néocapitalisme, comme naguère Marx voyait le spectre du communisme hanter l'Europe. L'ex-cès d'arrogance avec lequel les thuriféraires du néocapitalisme proclament sa « mort » ne fait que confirmer la présence fantomatique de Marx — comme dans un deuil pathologique qui n'en finirait jamais.

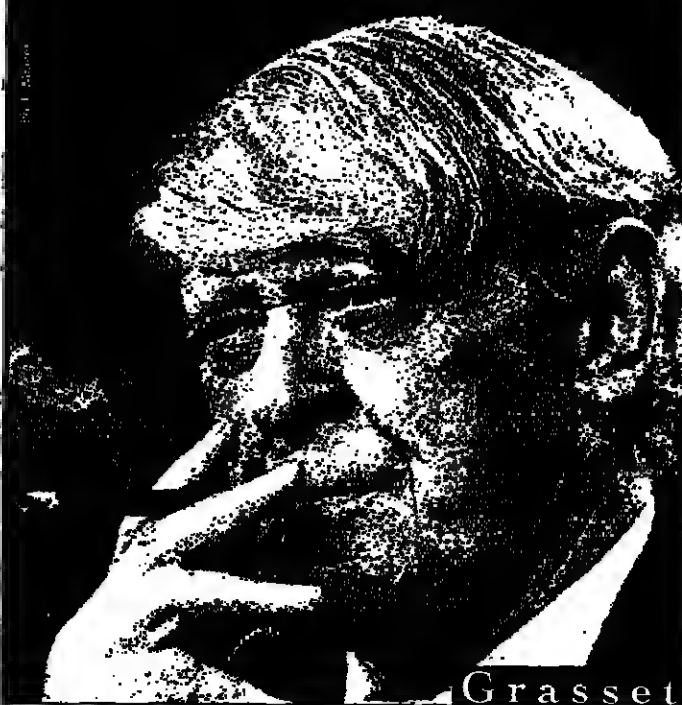
Déjà dans *L'autre Cap*, et surtout dans *La démocratie ajournée* (textes publiés aux éditions de Minuit en 1991), Jacques Derrida parlait de l'apaisement public en termes de « silhouette d'un fantôme », de « hantise de la conscience démocratique ». Le spectre est en effet cet être qui se meut, vient et revient, en dehors de la sphère du présent-vivant de l'événement et de l'actualité. Il a le même statut que l'événement historique, qui ne saurait s'apprécier exclusivement à la mesure du présent. Comme si les revenants étaient les seules créatures par lesquelles l'Histoire se laissait saisir dans toutes ses dimensions, aussi bien passées qu'à venir.

Nicolas Weill
Lire la suite page XVII

ANTHONY BURGESS
MOZART ET AMADEUS

essai

DÉJÀ PARUS CHEZ GRASSET
FERRAILLE À VENDRE
HOMMAGE À QWERT Y'OOIP
PLANISTES
LE ROYAUME DES MÉCRÉANTS



Grasset

LA BALLADE
DU ROSSIGNOL ROULANT

de Francis Scott Fitzgerald.
Préface et traduit
de l'anglais (États-Unis)
par Jacques Tournier.
Belfond, 275 p., 98 F.

A PRÈS la guerre de 1914-1918, la vieille Europe gélante devint une lointaine silhouette, et les excès de vitesse remplacèrent les lenteurs de l'ancien millénaire. C'était déjà l'époque des jeunes gens pressés. On aimait le jazz, le gin et les voitures de course. Et l'on s'étourdissait de fêtes et d'extravagances. La jeunesse était faite pour être brûlée, consumée, fimbée, comme l'argent des casinos. Paul Morand offrait déjà l'exemple de « la vie rapide », de la frénésie des voyages et du cosmopolitisme. Il comparait les grottes de Manhattan à « des piles de plaques noircies devant un joueur heureux ». « L'Amérique, dirait-il, eût fait sauter la banque. » Il était né le 13 mars 1896, rue Marbeuf, dans le huitième arrondissement. Et Francis Scott Fitzgerald vint au monde, le 24 septembre 1896, à Saint-Paul, dans le Minnesota. Mais il faut croire que la rue Marbeuf n'était pas très éloignée du Minnesota, car Morand et Fitzgerald donnèrent, tous les deux, le départ des ennées folles. L'existence serait une partie de plaisir, même si l'on devinait que le jeu de la vie ou le désenchantement seraient très vite la conclusion de ce remue-ménage. Les lendemains de fête sont amers et désespérants. C'est comme cela depuis toujours.

Fitzgerald fit ses études à l'université de Princeton, « Co jeune prince effaré, venu du Middle West, en marche vers

les promesses d'une aurore au néon » (comme le dit Antoine Blondin) séduisit quelque temps une riche héritière, qui s'appela Ginevra, mais il ne réussit pas à « faire partie de l'équipe de rugby ». Tant pis pour celle-ci... En 1917, Fitzgerald s'engagea dans l'armée. Son capitaine se nommait Dwight David Eisenhower. C'était encore le destin qui s'amuse. L'année d'après, alors que son régiment s'entraînait dans l'Alabama, le lieutenant Fitzgerald rencontra Zelda Seyre pendant un bel. C'est exprès pour cette jeune fille, née le 24 juillet 1900 à Montgomery, que l'on eût inventé l'adjectif capricieux. La française « fantasque » lui convenait encore mieux.

QUAND elle trouvait les journées trop longues, elle dérangeait les pompiers de sa ville natale pour des incendies imaginaires. C'était sans doute prémonitoire, car elle périt dans les flammes, en mars 1948. Mais les caprices de Zelda remplacèrent les caprices de Marianne. Elle se fiança presque tout de suite avec Scott. Elle lui envoyait des télégrammes : « Tout me paraît magnifique. » Elle détestait les « explications » et relisait les livres à l'automne, quand il pleuvait. Elle aimait se promener dans les climats, à cause des « ombres » et des « crépuscules » qui la faisaient « vibrer ».

Elle trouvait le lieutenant Fitzgerald très sérien lorsqu'il dansait. Cela ne l'empêcha pas de

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Les caprices de Zelda



rompre les fiançailles. Car elle était petite-fille de sénateur et fille de juge, tandis que le jeune homme venait d'une famille modeste. Pour avoir la demoiselle, il était obligé de faire fortune. Heureusement, au printemps 1920, son premier roman, *Les vertus du paradis*, fut un succès de librairie. Scott et Zelda se marièrent le 3 avril, à New-York, dans la cathédrale Saint-Patrick, en attendant de connaître le Fitz, qui serait « la cathédrale de leurs états d'âme ». Pendant ce temps, à l'Est, Franz Kafka commençait

une relation épistolaire avec la jeune femme qu'il avait rencontrée dans un café de Prague. « Je me rappelle seulement votre silhouette », lui écrivait-il. Franz et Francis, Milne et Zelda... Qu'étaient-ils au se dire la demoiselle de l'Alabama et la jeune femme d'Europe centrale ?

Scott et Zelda se penchaient pour des héros de roman. La nouvelle mariée pensait même qu'ils étaient des personnages de tableau dans la galerie de l'existence. C'est dangereux. Cela peut vous conduire très

loin. Durant l'été 1920, cela mena les Fitzgerald du Connecticut jusqu'en Alabama, à bord d'une vieille voiture. Ce que l'on appelle « un rossignol », sans se soucier du tort que l'on fait à la réputation de cet oiseau quand on se sert de son patronyme pour désigner les objets usagés ou démodés. Il y a comme cela de malheureuses destinées linguistiques...

Les Fitzgerald passaient leur lune de miel dans le Connecticut, lorsqu'en se réveillant, le matin du 15 juillet, Zelda eut la nostalgie de l'Alabama et des petits déjeuners « sudistes », avec des biscuits et des pêches. La jeune femme n'avait pas l'habitude de réprimer ses envies, et son mari « encourageait à rêver ». Alors, ils partirent sur-le-champ, avec leurs « grosses lunettes protégées-poussière », pour un voyage de 1200 miles, c'est-à-dire 1900 kilomètres. A l'époque, c'était une expédition périlleuse. Et Fitzgerald relatait cette « odyssée », quatre ans plus tard, dans le magazine *Motor*.

L'AMBITION philosophique de l'entreprise, c'était de « démentir le pessimisme des geragistes » à propos de la vieille voiture. Mais le secret de ce récit de jeunesse, c'est de mêler le goût du bonheur et de la « chasse stendhalienne » avec des prémonitions de péril. Quelque chose d'éperdu, malgré les fantaisies que l'on se permettait... Après avoir traversé New-York, raconte Fitzgerald, « nous avions les larmes

aux yeux, en pensant à tous ceux que nous venions de laisser derrière nous - tous ceux qui n'auraient pas droit, comme nous, à la chaleur du grand soleil, qui ne goûteraient pas les biscuits et les pêches, qui ne rouleraient pas entre la nuit qui vient et la lune qui se lève, dans le silence des petites routes paisibles. Privés d'être jeunes, de pouvoir s'élancer vers ces collines, au loin, de chercher le bonheur suspendu à un arbre, la baguette mise en jeu, la couronne d'or à gagner. Et nous disions que c'était encore à notre portée, que nous pouvions encore nous protéger de l'ennui, des regrets et des larmes qu'enfante l'univers lorsqu'il reste immobile ».

A la tombée de la nuit, les Fitzgerald faillirent s'égayer dans le New-Jersey. L'immensité américaine les dévorait, avec leur guimbarde. Ils étaient les héritiers ou les précurseurs de ces « générations perdues au cœur des civilisations », comme l'écrivait Blondin. Par la suite, les prières du Maryland réconcilièrent (provisoirement) Scott et Zelda avec l'existence. « Il fallait s'enfoncer dans cette chaleur verte, cette obscure et tendre douceur », et la jeune femme était « aux anges ». C'était sans doute une autre de ses habitudes. « Nous sommes formidables ! », déclarait-elle... Après bien des péripéties, les Fitzgerald arrivèrent quand même dans le Sud. Et la nouvelle se répandit que Zelda était revenue. La guimbarde était sur le point de rendre son dernier soupir, et Scott la vendit à regret. Depuis lors, il y eut de grandes « controverses » pour savoir si les voitures ont une âme.

Signalez également les éditions de *Tendre est la nuit* (Belfond, 384 p., 120 F.) et de quatre nouvelles, *Love Boat II* au Livre de poche. Les deux ouvrages sont traduits par Jacques Tournier.

BERLIN

de Cyril Buffet. Fayard, 476 p., 160 F.

BERLIN ANTHOLOGIE LITTÉRAIRE

Textes réunis par Ingrid Ernst, préface de Michel Butor. Quai Voltaire, 296 p., 130 F.

LE RÉFLEXE ALLEMAND

(Hauptstadt Deutsch)

de Bodo Morshausen. Traduit de l'allemand par Antoine Guémy. Actes Sud, 170 p., 120 F.

MALHEUR A QUI DANSE HORS DE LA RONDE

(Weh dem, der aus der Reihe tanzt)

de Ludwig Harig. Traduit de l'allemand par Serge Niemetz. Belfond, 288 p., 140 F.

EST... Ouest... Une modeste ligne d'herbe rappelle la marque du mur détruit. Mais les deux moitiés de la belfère ne se sont pas rassoudées. Pour ceux qui voudraient en savoir plus sur les sept cent cinquante ans d'existence de la ville, une monographie intelligente et claire, bien documentée, par un jeune historien attaché au Centre de recherches en sciences sociales de Berlin, Cyril Buffet, retrace les grandes étapes de son histoire. Depuis Albert l'Ours, le premier margrave du Brandebourg au douzième siècle, jusqu'à la nuit de Noël 1992 où deux cent mille Berlinoises organisèrent une « chaîne humaine lumineuse », afin de proclamer leur attachement aux idéaux de tolérance et de fraternité... On retient aussi quelques citations (hétéroclites) : « C'est peut-être la seule ville où les génies ne sont pas venus pour fous » (Clemens Brentano, 1809). Ou encore : « Berlin est comme un durillon au pied du monde occidental. Nous pouvons lui marcher dessus chaque fois que l'envie nous en prend » (Khrouchtchev).

Dans l'*Anthologie littéraire*, un choix de textes d'écrivains majeurs ou oubliés raconte ce « nombril du monde », comme dit Sarah Kirsch. « La ville est extraordinairement belle. On trouve des rues entières bordées de palais », s'émerveille dans son *Journal de voyage* de 1798 Johann-Friedrich Abegg, un théologien de Heidelberg. Heinrich Heine décrit le mariage d'une princesse avec un grand-duc héritier de Mecklembourg. Hegel fête son cinquante-sixième anniversaire dans le nouveau restaurant Unter den Linden. Joseph Roth ne rit pas à la projection du film de Herold Lloyd à l'UFA-Palast...

Autant d'impressions qui rendent compte de l'attrait qu'a toujours exercé sur les gens d'esprit cette ville-capitale (de la Prusse, du Reich depuis 1871, peut-être un jour de l'Allemagne réunifiée ?) et de la marque qu'elle a laissée dans les lettres allemandes. On ne trouvera pas là des descriptions, mais des choses vues, fûtées ou graves. Des zakouski berlinois plutôt savoureux.

D'autant plus que l'accent a été mis sur les écrivains contemporains : les retrouvailles avec Berlin d'Alfred Döblin en 1947 et de Stefan Heym en 1953 pendant l'émigration des ouvriers à l'Est, les bars de Kreuzberg vus par Ingeborg Bachmann, le rêve de Berlin de Wolf Biermann (« Retourner d'où je viens, je veux je veux je veux rentrer »), le rencontre avec Brecht d'Arnolt Bronnen, l'« environnement protégé » de Sarah Kirsch, qui considère, près du Mur, ce paradis des

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Les lapins du Mur
Illustration de Michael Soava pour
« Est-ce que Berlin...
Un livre à Berlin »,
Ed. l'Inventaire.

Trois générations
d'Allemagne

lapins qui « font des gelpettes sur la Potsdamerplatz (1) ». Une anthologie qui donne envie de lire.

C'EST comme si, maintenant que la ville est ouverte, on devait passer sa rage sur quelque chose. Comme si une vieille haine avait été emprisonnée derrière des murs, et que l'on avait été, auparavant, la moitié de la ville dans la moitié du pays. Comme si l'arrivée des étrangers venant de l'Est avait donné l'occasion de donner libre cours à cette haine... », écrit Bodo Morshausen qui observe la montée du racisme quotidien dans l'Allemagne d'aujourd'hui. Berlinoise, dont on avait déjà traduit *Berlin Simulation* (éd. Jacqueline Chambon, 1988), il reste hanté par le souci de tirer les conclusions de vingt ans de gauchisme. Par le souci surtout de rechercher les origines d'une violence qui secoue son pays, mais qui préexistait à la réunification.

Il fouille sans pitié la mauvaise conscience de ses concitoyens. Malades du passé : « Toute personne que l'évocation d'Auschwitz ne laisse pas de glace ne peut pas avoir un discours honnête avec ce nom sur les lèvres. » Incapables, quel que soit leur âge, de sortir de l'ombre de Hitler : « Si à

quinze ans, je ne suis pas devenu « facho », c'est que j'ai eu quinze ans en 1968 », écrit-il. Contre « mes parents » et leurs semblables, je pouvais me révolter en me proclamant « de gauche ». » Il nous force à réfléchir sur ces trois générations condamnées à mettre en lumière les tabous de la génération précédente : « La première est la « génération de ceux qui ont survécu », et qui a fait tout son possible pour donner aux fils et petits-fils des nazis une image faussée de leur histoire. La deuxième génération est constituée par les enfants de « ceux qui ont survécu », qui tentèrent, dans les années 60, de briser la carapace de silence de leurs parents et firent en sorte que l'on parle du fascisme. La troisième génération a vingt ans aujourd'hui. Elle a été éduquée par la deuxième génération et, autant pour se distinguer que pour provoquer, elle effiche une « pensée nationale ». » Néonazis, skinheads ou simplement révoltés ? Que sont les jeunes dont Morshausen décrit les crises de violence, de démenche ?

Q'EST-IL arrivé pendant ce demi-siècle ? se demande, de son côté, le Sarrois Ludwig Harig, un homme de la deuxième génération, francophile, traducteur en allemand de Queneau. Dans *Malheur à qui danse hors de la ronde*, un témoignage sur le nazisme ordinaire d'un gargon né en 1927, il poursuit l'histoire de sa famille, commencée avec l'Ordre, c'est la vie (Belfond, 1989). Cette fois, il continue à interroger sa mémoire, avec un souci de précision hallucinant, pour essayer de comprendre l'itinéraire du petit garçon qu'il a été, contaminé par l'idéologie ambiante. Comme l'avait fait Christa Wolf dans un livre beaucoup plus fort, *Trame d'enfance* (paru chez Alinéa). Sans vouloir abolir ce qui a été, il se demande encore comment il a pu, lui aussi, « mettre la main à la pâte ». « Qu'est-il arrivé pendant ce demi-siècle ? La raison s'est tue. La mémoire s'est tue. La conscience s'est tue. La nuit dernière, j'ai rêvé de René debout au milieu d'une clairière, dans la forêt. Il était changé en oiseau (...). Bien qu'il ne fût qu'un oiseau, il avait la même taille que nous, jeunes renards assemblés en rond autour de lui, montrant les dents. »

L'enfant avait promis de tout son cœur de suivre le Führer jusqu'au bout. On peut se demander comment l'enthousiasme du jeune nazi s'efface soudain comme un mauvais rêve. Peut-être l'expliquera-t-il dans la suite de son autobiographie ?

(1) Pour découvrir les poèmes de Sarah Kirsch (née en 1925, qui, après des études de biologie et de littérature à Leipzig, s'était installée en 1977 à Berlin-Ouest), deux recueils en édition bilingue, *Entreich/Terre* (1988) et *Schneeweisse/Chaleur de la neige* (1993), traduits par Jean-Paul Barbe, ont paru aux éditions du Dé bica.

* « Berlin-Vienne ». La Fête de l'livre d'Aix-en-Provence et les « Écritures croisées », qui ont lieu du 3 au 6 décembre, se consacrent cette année à la langue allemande. La manifestation s'ouvre avec un récital de textes choisis par Hans Schyffels (vendredi 3, à 21 h 30). Elle se poursuivra avec des lectures et ateliers avec les auteurs invités : Libero Montella, Irene Dische, Milla Dor, Fritz Rudolf Fries, Jean-Pierre Lefebvre, Elisabeth Reichart, Bodo Morshausen ainsi qu'avec le professeur Hans Mayer. A cette occasion sera inaugurée la nouvelle Cité du livre, une grande maison de la culture et de la lecture regroupant les métiers du livre, l'Institut de l'Image, la bibliothèque Mijmans et les formations techniques et universitaires. Cette cité accueillera également des expositions de photos d'August Sander, Bernard Bissinger, Wolf, Raymond Depardon, Serge Delsol, Walter Zedler, Erna, l'Institut de l'Image présente jusqu'au 7 décembre des rétrospectives de films : le pelage-cinéma vient de RDA Jürgen Böttcher, les Autrichiens Michael Haneke et Axel Corti. (Cité du livre, bibliothèque Mijmans, 8-10, rue des Allemands, Aix-en-Provence. Renseignements : Tél. : (16) 42-25-98-65 ou 42-26-16-65.)

Fantômes de

MAGNET



... d'un monde...

هنا من الأمل

LE MONDE DES LIVRES
ACTUALITÉS

JEUNES POCHE

Liberté chérie

Comment traverser une route lorsqu'on est un poulet de betrie, élevé derrière un grillage avec la lumière électrique pour tout soleil ? Les Poules, de John Yeoman, propose aux lecteurs de huit à douze ans l'histoire tordante de Bessie et Flossie, deux gallinodées libérées par accident du hanger dans lequel elles coulaient des jours uniformes. L'auteur campe à merveille ces demoiselles un rien snob mais plutôt gentilles, confrontées à la dure nécessité de manger « des choses qui ont traîné dans la poussière et qui, de plus, n'ont aucun goût », d'utiliser leurs ailes pour voler, et même de pondre un œuf dans un endroit où il n'y a pas de grottière pour le faire rouler, ni de tapis roulant pour l'emporter.

Au terme de bien des mésaventures et après avoir beaucoup regretté la tranquillité de leur cage, Bessie et Flossie finiront par découvrir que rien ne vaut la liberté. L'écriture est alerte et les illustrations de Quentin Blake accompagnent bien le texte. Le récit est suivi d'un supplément illustré comprenant un test, un jeu et des informations sur l'élevage industriel des volailles.

R. R.

► Les Poules, de John Yeoman, traduit de l'anglais par Pascale Houssin, illustré par Quentin Blake, Folio Cadet rouge (n° 294), 75 p.

► Le prince Motordu, es des lapins et autres jeux de langue, est bien connu des lecteurs débutants de sept à huit ans. Ils peuvent le retrouver dans deux nouvelles aventures décapitantes conçues par Pef, pour la collection « Folio Cadet bleu » des éditions Gallimard : *Leçons de géométrie* (n° 291) et *Silence naturel, tout sur le cor humain* (n° 292). Chaque histoire est suivie d'un test psychologique, de questions ludiques sur la signification du texte et d'informations, pour en savoir plus.

► Une histoire d'amitié dans la lumière voilée, d'Hubert Mingheraill, édité dans la collection « Page blanche » de Gallimard, qui s'adresse aux adolescents. Elle et Gad se rencontrent, en 1942, dans le cimetière du ghetto de Varsovie. Les deux enfants s'unissent pour tenter d'échapper aux rafles des Allemands et s'inventent des histoires pour vaincre la peur. Un roman fort et émouvant.

► Dans la collection « Mouches de poche », pour les enfants de cinq à neuf ans, L'École des loisirs a fait paraître *Drôle de zèbres*, ou comment deux feux jumeaux tentent de convaincre leurs parents d'adopter un animal. Une histoire écrite par Brigitte Smiedje et illustrée par Serge Bloch, dans le veinage humoristique et impertinent du Petit Nicolas de Sempé et Goscinny.

► A signaler, du même ton, dans la collection « Neuf et poche » de l'École des loisirs, qui s'adresse aux neuf à douze ans, les premières vacances en colonie du petit Sébastien dans *Dur de dur*, d'Agnès Deserthe, illustré par Véronique Deise, et les *Lettrés de mon petit frère*, de Chris Donner.

► Toujours à l'École des loisirs, mais en « Médium poche » (douze à quinze ans), le premier roman de Norman Silver, il n'y a

pas de tigre en Afrique, raconte le parcours d'un émissaire sud-africain et blanc, Selwyn Lewis, qui émigre en Angleterre dans le but d'échapper à son passé (traduit de l'anglais par Elisabeth Motsch).

► Les lecteurs de plus de douze ans amateurs de montagne trouveront trois ouvrages illustrés par Jean-Paul Colbus dans la collection « Castor poche senior » de Flammarion : *Le Grand crevasse* (n° 410) et *Premier de cordée* (n° 408), de Frison-Roche, ainsi que *La Neige en deuil*, d'Henri Troyat (n° 422).

► A lire en « Castor poche senior », le *Dernier Sultan de Grenade*, un roman historique de Vicente Escrivá (n° 418), traduit de l'espagnol par Simeon Joliet, ainsi que le livre écrit par une mère à sa fille dont elle est éperdue, *Les Manguères d'Anguine*, de Béatrice Teneke (n° 414).

► La linguiste Marina Yeguello publie la *Plantée des langues* dans la collection « Petit point des connaissances » du Seuil. Après avoir évoqué le tour de Babel, l'histoire de la Princesse et du serpent Python et une légende égyptienne australienne, l'auteur explique les origines du français. L'ouvrage est illustré par Nestor Sales (n° 73).

► La botanique, le désert et la médecine sont à l'honneur dans trois livres d'entretiens publiés en collection « Petit point des connaissances » du Seuil : *Le Monde des plantes*, livre illustré par Serge Bloch, dans lequel le professeur de biologie végétale Jean-Marie Pelt est interrogé par Danièle Fournier (n° 68) ; *Vie et mort au désert*, illustré par Gilles Rapoport, où Théodore Monod s'entretient avec Catherine Béchard (n° 70) ; *A quoi sert la médecine ?*, où le professeur Jean Bernard répond aux questions de notre collaboratrice Florence Noiville (dessine de Serge Bloch, n° 68).

Prix Didierot Universals. — Le prix Didierot Universals a été attribué à la collection « Classiques africains », fondée par Michel Leiris, Éric de Dampierre et Gilbert Rouget. Depuis 1964, l'association « Classiques africains » a publié vingt-cinq

BALTASAR
PORCELPRINTEMPS
ET AUTOMNES

ROMAN TRADUIT DU CATALAN PAR MATHILDE BENSOUSSAN

A MAJORQUE. UNE NUIT DE NOËL.
UN INOUBLIABLE BANQUET CATALANACTES SUD
AVEC LE CONCOURS DE
L'INSTITUT DES LETTRES CATALANES

Bataille et après

Un colloque à Orléans sur l'auteur du « Bleu du ciel »

Dans l'avant-propos à son roman *Le Bleu du ciel*, publié en 1957, mais écrit, « dans un moment de rage », en 1934, à la place d'une analyse inachevée sur le fascisme en France, Georges Bataille écrit : « Comment nous attendre à des livres auxquels, sensiblement, l'auteur n'a pas été contraint ? »

On pourrait ajouter — cela va de pair — comment s'attendre à des lectures auxquelles, sensiblement, les commentateurs n'auraient pas été contraints ? Plus de vingt ans après le colloque organisé par Denis Hollier en 1971, à Orléans — où Georges Bataille fut conservateur de la bibliothèque municipale de 1951 à 1962, année de sa mort —, et celui de Cerisy (1972), une nouvelle rencontre internationale s'est tenue à Orléans les 27 et 28 novembre. Intitulée « Bataille, après tout », cette rencontre, à nouveau placée sous la direction de Denis Hollier (et à l'initiative de l'association Chantiers), a révisé deux courants de lecture de Bataille :

L'un, saisi par le génie rhétorique, manifeste une approche distanciée, celle des philosophes et des historiens : notamment avec

Geoffrey Bennington, Martin Jay (« Les limites de l'expérience limite : Bataille et Foucault »), et Catherine Cusset (« Technique de l'impossible »). L'autre s'incarne aujourd'hui avec une certaine jubilation dans la réflexion philosophique et surtout esthétique d'Hubert Damish (à propos du « Langage des fleurs », texte publié dans *Documents* en 1929), de Georges Didi-Huberman (sur les rapports de Bataille avec le monde de l'image), de Rosalind Krauss (à propos de Bataille et Miro), de Michel Surya (Bataille et Chestov) et de Jacqueline Risset (Bataille et la poésie). Entre ces deux courants, quelques « francs-tireurs » allègres tel Mario Perniola (« Sexualité inorganique et sentiment astral chez Bataille »).

Si, contrairement à ce qu'on attendait Denis Hollier en intitulant ce colloque « Bataille, après tout », la Bataille politique n'a pas suscité d'analyse, on a pu entendre resurgir quelques confusions « symptomatiques de l'époque » auxquelles Bataille, a rappelé Francis Marmande, avait justement arraché ses lecteurs. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est « la sauvagerie de Bataille, liée à une pensée en

expansion ». « Si l'on veut éviter à Bataille la descente aux enfers de l'académisme, de la glose interminable et du bafouillage idéologique, il faut se demander, a-t-il poursuivi, ce que l'on peut maintenir de sa lecture à hauteur d'homme, d'animal et de mort. »

Valérie Cadet

► A l'occasion de ce colloque était inaugurée une exposition réalisée par le Musée des beaux-arts d'Orléans, « Masson et Bataille ». Georges Bataille a rencontré André Masson, en 1924, par l'intermédiaire de Michel Leiris, dans l'atelier parisien du peintre, 45, rue Mouffet. Leur complicité s'illustre notamment dans *Histoire de PCN* (1928), *L'Assommoir* (1931), *Sacrifices* (1936), *Acéphale* (1936-1937). L'exposition tente de voir cette expérience partagée, et présente plusieurs œuvres réalisées en Espagne, lors du séjour de Masson à Tossa-de-Mar, de 1934 à 1936, où Bataille lui rendit visite, en mai 1935. (Musée des beaux-arts d'Orléans, jusqu'au 31 janvier 1994. Un catalogue a été réalisé avec le musée municipal de Tossa-de-Mar, 110 p., 100 F.)

► Signaler également la parution de *Documents critiques* (64 p., 65 F) de Georges Bataille, ses articles écrits en 1930 dans la revue *Documents*. Avec un avant-propos de Bernard Noël, cet ouvrage est la première publication des éditions « L'Éclat » (Bibliothèque Les temps modernes, 37, rue de Valenciennes, 45000 Orléans).

La foi de Chestov

Une rencontre autour d'un penseur russe oublié

Un colloque international Léo Chestov (Kiev 1866-Paris 1938), un des plus grands philosophes du vingtième siècle, organisé par l'Institut de recherche et d'étude sur les nouvelles institutions et sociétés à l'Est (IRENISE) et le Groupe de recherche sur l'émigration russe, vient de se tenir à Paris. Parmi les penseurs russes émigrés en France, Chestov est une des figures éminentes. Il fut l'un des premiers à introduire Nietzsche en Russie, et à commenter de façon originale les œuvres d'Ibsen, Kierkegaard, Shakespeare, Tolstoï, Dostoevski...

Penseur paradoxal, il eut en Occident des rencontres fécondes avec Heidegger, Max Scheler, André Gide, et quelques fidèles disciples tels que Benjamin Fondane. Son thème principal est la dénonciation des contraintes qui pèsent sur l'homme : raison, morale, savoir, tous les systèmes, postulats, jugements a priori qui se révèlent faux et dont l'homme doit se libérer. Il y parviendra par la foi, en retrouvant Dieu au-delà du Bien et du Mal. A l'enseignement de « l'homme instruit » selon Hegel, Chestov préfère celui de Job ou de

Martin Buber. « Une véritable conspiration du silence a été organisée autour de son œuvre par les historiens et les universalistes parce que Chestov était chrétien, rejetait le marxisme, écrivait dans une langue claire et surtout parce qu'il osa demander des comptes à la Raison, cette déesse touchable qui, depuis Descartes, règne en France et en Europe sur le monde des idées », commençait le professeur Jean Brun dans sa communication sur « Chestov et le problème de la Raison ». Les participants au colloque abordèrent ensuite les multiples facettes de ce penseur qui occupe une place à part dans la renaissance philosophique russe du début du vingtième siècle et dont l'œuvre rencontre actuellement un regain d'intérêt en Russie et en Europe.

N. Z.

► Signaler notamment la réédition de son principal livre *Adieu et Je me souviens*, chez Arléa, la publication des deux tomes de la *Biographie de Léo Chestov*, écrit par sa fille Nathalie Barasoff-Chestov aux Éditions de la Différence, ainsi que celle de deux brochures recueillant la bibliographie des œuvres de Chestov et les études sur le philosophe (disponibles à l'Institut d'études slaves, 3, rue Michelet, Paris-6).

Les « fous »
de Poitiers

« Êtes-vous fous ? » Telle était la question posée à une vingtaine d'écrivains français et étrangers invités à Poitiers du 15 au 20 novembre pour la rencontre annuelle des « Écrivains présents ». Dans un entrecroisement de langues, y participèrent notamment, devant de nombreux étudiants, les Espagnols Félix de Azúa et Vicente Molina Foix, les Irlandais John Mac Gahern et John Montague, l'Égyptien Sonallah Ibrahim, le Yougoslave Alexandre Tiema, le Portugais des Açores João de Melo, ainsi que Jean-Pierre Verheggo, Heori Meschonnec et Valère Novarina.

« A-t-on idée de demander à un fou s'il est fou ? Si l'on me soupçonne de l'être, quelle réponse sensée espère-t-on de moi ? Enfin, celui qui m'interroge serait-il fou lui-même ? », s'amusait le Tchèque Václav Jarmek. Question posée à tous les participants, dont les réponses ont été réunies dans un numéro spécial de la revue *la Licorne*, publiée à cette occasion (Office du livre en Poitou-Charentes, 2 bis, rue du Jardin-des-Plantes, 86000 Poitiers).

Roberts, le Seuil
et le Mercure de France

Le romancier Jean-Marc Roberts a décidé de quitter les éditions du Seuil où il était conseiller littéraire et membre du comité éditorial (le Monde du 1^{er} décembre). Il rejoindra, en mai, le Mercure de France, filiale de Gallimard, où il secondera Simone Gallimard, PDG de cette maison. Son rôle consistera à donner un souffle nouveau à une structure qui devrait, toutefois, conserver ses dimensions actuelles. Le Mercure de France, fondé en 1884, continuera, dit-on chez Gallimard, de publier de vingt-cinq à trente livres de fiction par an et de promouvoir des textes très littéraires, tout en cherchant des auteurs susceptibles de dynamiser son chiffre d'affaires. Cette arrivée s'inscrit dans le cadre d'une politique générale de revitalisation des filiales de Gallimard.

Né en 1954 et entré au Seuil en 1977 après avoir passé trois ans chez Julliard, Jean-Marc Roberts manifeste, quant à lui, le désir de « changer de vie » et de « travailler plus sur le moyen et le long terme ». Les de la « course aux prix », il estime que « les prix littéraires sont, à terme, condamnés » et qu'une « politique éditoriale acharnée sur les prix » est, elle aussi, sans avenir. De son côté Claude Charli, PDG du Seuil, affirme que Jean-Marc Roberts est un ami et le restera, « Nous sommes un peu en deuil, explique-t-il, car nous avons l'impression de nous séparer d'un enfant grandi dans la famille et qui va voler de ses propres ailes. »

Sans rapport avec la démission de Jean-Marc Roberts, la maison de la rue Jacob vient d'enregistrer le départ de l'un de ses auteurs prestigieux. Michel del Castillo signera désormais sous la couverture de Gallimard, tandis qu'Érik Orsenna, lui aussi, auteur du Seuil, envisage de partir.

R. R.

Colloque Drieu la Rochelle. — Un colloque international « Pierre Drieu la Rochelle, écrivain et intellectuel » se tiendra à la Sorbonne les 9 et 10 décembre (salle Bourjée, galerie Rollio, 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris). Il comportera notamment un débat entre écrivains et critiques sur le thème « Drieu en question », le 9 à 17 heures. Renseignements : Marc Dembra, 45-48-91-61.

DERNIÈRES LIVRAISONS

Histoire

JEAN-FRANÇOIS SIRINELLI, ROBERT VANDENBUSSCHE et JEAN VAVASSEUR-DESPIERRES : *La France de 1914 à nos jours*. Cette grande fresque du vingtième siècle commence, le 1^{er} août 1914 avec la mobilisation générale et se termine, sur les différentes crises qui agitent le monde aujourd'hui. (PUF, coll. « Premier cycle », 498 p., 145 F.)

ANDRÉ PELLETIER : *La Civilisation gallo-romaine*. Cinq cents articles synthétiques, classés par ordre alphabétique, font état des connaissances actuelles sur la Gaule sous l'occupation romaine, depuis la conquête du sud, à la fin du deuxième siècle av. J.-C., jusqu'à la fin de l'Empire d'Occident, en 476. Institutions, économie, société, religion, culture, art, sites archéologiques, indigènes et colonisateurs : les principaux aspects de la civilisation gallo-romaine sont étudiés au fil des rubriques. (Presses universitaires de Lyon, 259 p., 129 F.)

DANIEL BEAUVOIS : *La Bataille de la terre en Ukraine, 1863-1914 (Les Polonais et les conflits socio-économiques)*. Au début du siècle, la terre d'Ukraine fut l'arène d'un antagonisme féroce entre les Polonais, maîtres depuis quatre siècles de l'actuelle Ukraine centrale, et les Russes, qui n'y furent pas majoritaires avant 1880. Cet ouvrage se propose d'étudier un domaine jusqu'alors oublié par l'historiographie, celui de la noblesse terrienne polonaise et des aristocrates polonaises. Croisant une documentation qui provient des archives locales, dans les trois langues slaves en usage dans ces marches de l'Empire, cette étude permet aussi de mieux comprendre l'Ukraine d'aujourd'hui. (Presses universitaires de Lille, 348 p., 110 F.)

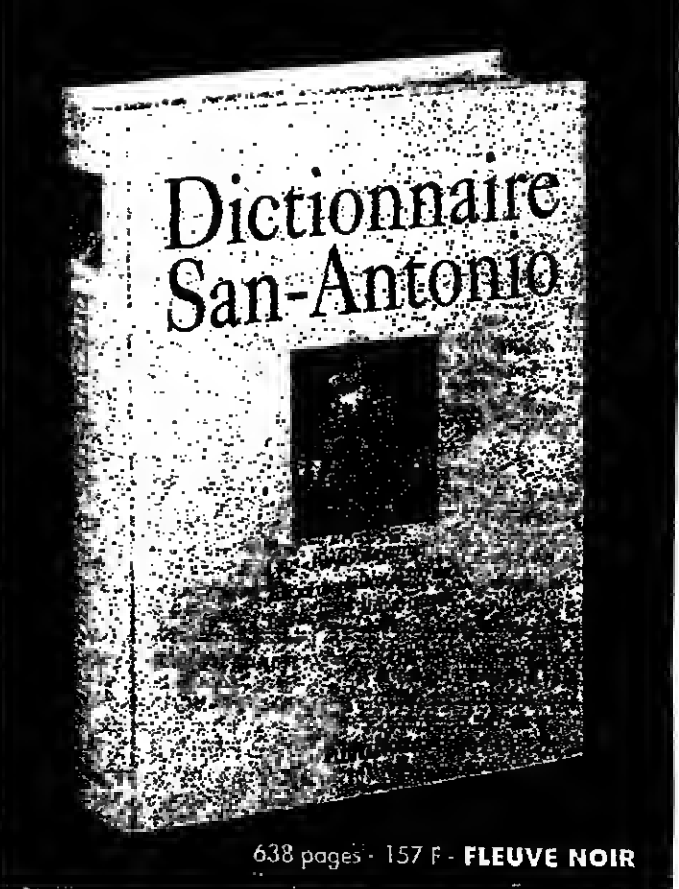
Politique

ALAIN CUBERTAFOND : *Le Pouvoir, la politique et l'État en France*. Après un rappel de l'histoire des idées politiques à travers les siècles, cet ouvrage propose une synthèse claire et didactique des principaux rouages de la vie politique française. Alain Cubertafond y décrit les rouages de notre système et analyse les raisons du déficit de légitimité de la démocratie libérale. (Fleuve, collection « Intervention », 294 p., 99 F.)

Ethnologie

RUTH BEEBE HILL : *Hanza Yo ou la vie quotidienne chez les Sioux Tetoniens entre 1750 et 1830*. Issue de trente années de recherches et d'une collaboration étroite entre l'auteur et un Indien Dakota, cette « histoire des peuples sioux avant l'influence blanche » fait revivre au quotidien une civilisation millénaire, grâce à une succession de tableaux de la vie sociale et religieuse d'avant les réserves. (Traduit de l'anglais (États-Unis) par France-Marie Watkins, Ed. du Rocher, coll. « Nuage rouge », 527 p., 139 F.)

San-Antonio
a du génie.
Ce livre est un monument.



638 pages - 157 F - FLEUVE NOIR

Le psychiatre sur le toit

Comment une jeune psychothérapeute partie à la recherche du mystérieux docteur Sweetheart est devenue la fille d'un dinosaure

DINOSAUR MAN
de Susan Baur.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Laurence Kitéf.
Calmann-Lévy, 280 p., 110 F.

Personne n'avait oublié le docteur Sweetheart à Mountain Valley Hospital quand Susan Baur, psychothérapeute encore novice, entra en fonctions. Bien qu'il eût quitté l'hôpital depuis des années déjà, il était encore présent dans l'esprit de nombreux patients : certains étaient même persuadés qu'il était installé sur le toit du bâtiment, d'où il contemplant avec bienveillance les schizophrènes dont il avait eu à s'occuper.

D'ailleurs, il était de notoriété publique que le docteur Sweetheart était capable de voler quand les autres médecins ne pouvaient que marcher, qu'il guérissait alors que ses confrères restaient assis à ne rien faire. Il savait, lui, qu'il était plus judicieux de prescrire des médicaments que de s'occuper des pieds de ses patients plantés dans le sol. Il était, en outre, le seul à parler couramment « ragtime », ainsi qu'on appelait à Mountain Valley la salade de mots caractéristique des schizophrènes. Bref, par ses excentricités, ce médecin noir, formé à l'armée, qui soutenait que des pieds sains étaient déterminants pour mener une vie saine et qui aimait à se déguiser en Superman avec une cape rouge, avait sidéré ses patients et était parvenu à briser la fermeture intérieure où ils s'étaient enfermés.

L'université des extraterrestres

Dans *Dinosaur Man*, récit fascinant de ses expériences en hôpital psychiatrique, Susan Baur marche sur les traces du mythique docteur Sweetheart : elle comprend vite que si elle accepte de se perdre dans les territoires mêmes de l'esprit dévasté de ses patients, « Ce que je n'ai jamais vu discuter dans la littérature scientifique sur les hallucinations, note-t-elle, c'est leur considérable séduction. (...) Or, me demandais-je, était donc l'artiste qui traitait les hallucinations non comme des symptômes, mais comme des histoires qui, bien travaillées ou ternes, grandioses ou enivrées, sont toutes des messages envoyés à la dérive, et lancés des rivages d'un monde habilement irrationnel ? »



Et Susan Baur de raconter comment elle a été captivée par l'histoire de l'université dirigée par des extraterrestres, par l'homme qui s'offrait en chantant à la lune, et par les souvenirs apocryphes d'une femme au sujet d'un fils albinos et attaché mental, accomplissant chaque jour des exploits d'un dévouement surhumain.

Marquée par Laing, mais aussi par le poète et médecin William Carlos Williams, qui, à chaque nouveau patient, disait que « la chasse était ouverte » et qu'il importait moins de trouver un traitement efficace qu'une nouvelle forme poétique, Susan Baur a réussi le tour de force de restituer dans un langage quotidien les expériences les plus dévastatrices que peut connaître un être humain : « La trahison vous est inconnue tant que votre cerveau ne vous a pas laissé tomber », s'exclama un jour un de ses patients.

L'un des premiers malades dont Susan Baur chercha à gagner la confiance avait été surnommé « l'Homme Dinosaur » par les médecins. Ils prévirent leur jeune confrère que jamais ils n'avaient rencontré un être humain plus dingé que ce schizophrène paranoïde de cinquante-six ans qui avait passé toute sa vie dans des institutions psychiatriques. Il jouait à être tantôt Dieu, tantôt un bombardier ou un dinosaure : sans cesse, ce petit homme à la voix douce créait des cosmogonies dans sa tête. Il était passé maître dans l'art de déjouer toute tentative d'approche de la part des thérapeutes.

« Nos premiers entretiens, raconte Susan Baur, furent complètement déconcertants. Il se prenait

pour un policier vénitien, l'inspecteur général, mon père ou même moi, et, tour à tour, j'étais une mère, une femme, un fils, une fille, un œuf de cane et un dinosaure. Nous étions tous reliés par des événements dont nous n'avions pas le souvenir, et aucun d'entre nous ne savait en quoi nous allions nous transformer d'une minute à l'autre. » Unique certitude : chaque échange, verbal ou non, débouchait sur le sexe ou la violence.

En observant l'Homme Dinosaur, Susan Baur se demande si elle est témoin du court-circuit incontrôlable d'un cerveau dérangé ou d'accès de terreur et de mélancolie d'un homme si sensible à la frustration que la plus légère déconvenue le laisse en proie à la panique. C'est en devenant elle-même la fille de l'Homme Dinosaur qu'elle parviendra à se faufiler dans la tapisserie de ses hallucinations. Au paroxysme de ses crises, elle le voit littéralement se décomposer, mourir d'angoisse : « Quand sa propre bonté et celle de l'univers le désertent totalement, il avait l'impression d'être dévoré vif par les rats. Il entendait ses os se briser un à un, et parfois son visage pourrissait et la peau se détachait. »

À cette bouleversante histoire de l'Homme Dinosaur, on eût aimé un happy end. Mais Susan Baur n'est pas le docteur Sweetheart... et peut-être bien que le docteur Sweetheart n'a jamais existé. Tout ce qu'on sait, c'est que les médecins le détestaient cordialement, que les patients voyaient en lui leur Sauveur et que Susan Baur est toujours à sa recherche.

Roland Jaccard

La politique de la pitié

Luc Boltanski analyse le déclenchement des émotions et des actions devant les images de la souffrance du monde

LA SOUFFRANCE À DISTANCE
de Luc Boltanski.
Ed. Anne-Marie Métailié,
288 p., 120 F.

Bernard Kouchner n'a plus fenêtre ouverte sur les foyers des Français depuis que le vent politique a tourné. Mais le sillon qu'il a creusé est loin de s'effacer. L'action humanitaire a relancé ce que Hannah Arendt appelle « la politique de la pitié ». Luc Boltanski a résolu de regarder de très près cette place du spectateur devant la souffrance. Ce qui nous vaut un considérable travail d'approfondissement de situations et de comportements.

L'auteur part de très haut pour mieux embrasser le champ de sa recherche. Ses soixante-dix pages sur « la question du spectateur » — les plus difficiles — ont pour dessein de débroussailler le chemin, plus encombré qu'on ne croit d'idées toutes faites. Il s'appuie beaucoup, pour ce faire, sur deux écrivains à première vue fort éloignés : Hannah Arendt et Adam Smith. Ce dernier, on ne le sait pas assez, s'est intéressé autant à « la théorie des sentiments moraux » qu'à « la richesse des nations ». Il faut considérer, par exemple, que la pitié n'est ni la justice ni la compassion (qui n'est pas loquace). Quand Adam Smith veut reconstruire le monde, c'est autour de la double figure d'un malheureux et d'un spectateur impartial qu'il observe à distance. Mais le spectateur se dédouble dans la mesure où il est aussi spectateur de soi-même, de ses propres réactions et conduites.

Cette ambivalence conduit à des situations que Luc Boltanski scrute sans jamais s'essouffier, en analysant la parole sur la souffrance dans trois grands ensembles d'arguments, qu'il appelle « topiques » : la topique de la dénonciation, celle du sentiment et celle de l'esthétique. La pitié peut se transformer très vite en indignation et en colère contre le persécuteur. Encore faut-il identifier ce dernier.

Le débat sur l'action humanitaire

Dans les « affaires », on s'y retrouve fort bien. Notre auteur cite l'histoire du chevalier de La Barre, exécuté publiquement en 1766 pour blasphème. Voltaire arrive à inverser le dispositif de l'accusation en révélant les intrigues contre la victime d'un « vieux maraud d'Abbeville » nommé Belleval, amoureux de « l'abbesse de Viganecourt ». La dénonciation sociale s'affirmait au XIX^e siècle dans la défense des ouvriers misérables prenant souvent la forme d'une immense et grandiose « affaire ». La dénonciation du spectateur est vulnérable à la critique s'il est prouvé qu'elle est habitée par la passion de l'accusation. Chateaubriand fait le portrait de « saint Robespierre » en parlant de ce « bourreau qui parle avec attendrissement de Dieu, de malheurs, de tyrannie, d'échafaud, afin de persuader les hommes qu'il ne veut que des coupables, et encore par un effet de vertu ». Mais l'on peut, pour parler à la critique, déplacer l'accusation des personnes vers des systèmes. Ce qu'a fait très explicitement le marxisme.

Le spectateur de « la souffrance à distance » peut être dominé par une autre pulsion que l'indignation. Il lui arrive de sympathiser avec les

sentiments de gratitude que l'intervention d'un bienfaiteur inspire au malheureux (« la topique du sentiment »). Les postures sont alors celles de l'attendrissement et de l'urgence. La critique porte sur la manière d'émouvoir, comme on l'a vu souvent dans certaines attaques portées contre des émissions de télévision. Jadis, elle se dirigeait contre le « sentimentalisme » des romans de Richardson, par exemple, la duplicité des émotions, le plaisir ambigu des cœurs sensibles. On bascule avec Sade du côté de l'amateur de souffrance, de la justification politique des goûts singuliers ou de l'utopie abritant des cités où les lois servent à maintenir l'oppression des forts sur les faibles.

Dans la « topique esthétique », les spectateurs ou cteurs considèrent la souffrance comme sublime. C'est le cas du peintre ou du « dandy », celui qui se « regarde voir ». Baudelaire conseille aux artistes de fréquenter les bordes, où l'on peut « ramasser la noblesse paroi, même dans la fange » (le Peintre de la vie moderne). Tout naturellement, Boltanski devait classer Nietzsche dans cette galerie (« On a toujours à défendre les forts contre les faibles » écrit-il dans la Volonté de puissance), ainsi que Bataille, Blanchot et, bien sûr, Genet, « le voyou souverain ».

Luc Boltanski s'interroge, enfin, « sur la crise de la pitié ». La philanthropie du XIX^e siècle a été accusée de sélectionner les pauvres méritants, c'est-à-dire ceux qui ne protestent pas, pour mieux exclure les mauvais. Au XX^e siècle, une incertitude provient de ce que notre

auteur appelle « la dérobade du régent ». On perd parfois les critères faciles d'identification des victimes. Dans *Humanisme et terreur*, Maurice Merleau-Ponty a essayé de répondre à la question : « Si le communisme est persécuteur en URSS, comment peut-il être invoqué en France et ailleurs dans le monde pour défendre les opprimés contre l'exploitation ? »

Autres types d'incertitudes : celles qui découlent du soupçon porté sur l'authenticité du désir désintéressé de venir en aide à autrui ou de la venalité des intentions d'agir. Le débat autour de l'action humanitaire, ces derniers temps, en a fourni des illustrations. On lui a reproché aussi bien le retour à l'ordre moral que les incantations médiatiques qu'elle provoque, destinées à « servir d'alibi à notre incapacité d'agir » (A.-C. Sarrailh). Luc Boltanski défend Bernard Kouchner. « Ce qui justifie le mouvement humanitaire, écrit-il, c'est que ses membres sont sur place. »

Pour faire face aux exigences morales suscitées par la représentation de la souffrance, la parole est le recours principal du spectateur. entendons la parole agissante, la manifestation, la solidarité avec les groupes qui vont vers les victimes, etc. Tout le reste paraît chicanes oiseuses à notre auteur. Il est très convaincant lorsqu'il légitime le mouvement humanitaire par sa « politique du présent », et de la présence dans l'aide aux victimes.

Pierre Drouin

L'autre voix de Boltanski

POÈME
de Luc Boltanski.
Arfuyen, 52 p., 80 F.

« A celui-ci le don de parler en langues, à tel autre le don de les interpréter. » Cette citation de saint Paul placée en épigraphe du livre de poèmes de Luc Boltanski semble contredire son contenu : les dix-huit poèmes — ou plutôt séquences d'un unique poème, conformément au singulier du titre — sont suivis (sauf un) de leurs commentaires, rédigés par le poète lui-même. Cette contradiction, qui n'est pas fortuite, donne à réfléchir. Elle indique la tâche que s'est assignée l'auteur, en même temps qu'elle affirme son impossibilité.

Maie elle suggère davantage. Par exemple, le refus, ou le difficulté, de concevoir le geste poétique comme exclusif de la volonté de comprendre, de s'expliquer, devant soi-même et devant le lecteur virtuel. Autre hypothèse : le langage, dans le personnel même de l'auteur, entre le poète et l'homme de savoir, apte et vif à l'analyse, y compris des émotions dont son poème est l'expression. Maie cette éparation elle-même est un artifice social ou psychologique. C'est l'unité de la personne qui importe, même si les « dons » se distribuent comme ils veulent, ou peuvent.

Sociologue, auteur de plu-

ieurs ouvrages savants (*lire ci-dessus*), Luc Boltanski écrit donc de la poésie, se livre à cette activité incertaine, difficile à identifier dans le langage de l'unité, et encore plus dans celui de la science. Parfois, il se cache pour écrire des vers, comme on cache une trop forte émotion, ou encore des larmes...

Simplex, sens joliesse, pauvres d'images, presque maladroits, ces poèmes parlent des émotions qui effleurent à la conscience, submergent le cœur : ils disent un souvenir d'enfance, décrivent une image polémique, font mémoire d'un visage, celui d'un proche, ceux, martyrisés, de Mex Jacob, de Simone Weil ou d'Edith Stein. Ils expriment la pitié et la compassion qui est manière de partir, au plus intime de soi, de la souffrance eux multiples figures, celle qui effleure le cœur, celle qui habite le monde.

Le poésiste n'a pas besoin d'être pour la soutenir. Sa fragilité, son tremblement vrai, ses maladresses même suffisent à la faire être, à l'authentifier. Mais le commentateur que Luc Boltanski a écrit, moins en marge qu'à la suite de ses poèmes, n'est pas destiné à solidifier cette fragilité, à interrompre ce tremblement. Bien au contraire. Il les prolonge, partant d'une autre voix — le même.

Patrick Kéchichian

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
420 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin
Isabelle Tiaidi
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. MONDPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-94-71. Secours (Bureaux)
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composées 35-15 - Type LEMONDE
Le Monde - Documentation
35-17 UNDOC ou 35-29-04-58

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gauthier
94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-26-99
Tél. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11. Microfilm : (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne (tarif sur demande).

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - reading) is published daily for \$1.00 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. 10, and additional mailing offices.

POSTMASTER: Send address changes in US to NY Box 1518, Champlain, N.Y. 12919 - 1118.

For the subscription service, see USA.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 400 Virginia Beach, VA 23451 - 393 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MOH 01 PP Paris RP

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

J'atteste avoir l'obligance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LOUIS NUCERA

L'Ami
Avenue des Diables bleus
La Chanson de Maria
Chemin de la lanterne
Le Kiosque à musique
Mes rayons de soleil
Le Roi René
Le Ruban rouge



GRAND PRIX DE LITTÉRATURE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
pour l'ensemble de son œuvre

Grasset

Celle qui n'existait pas

L'espace d'une longue enquête, Anne Tristan a choisi de devenir une clandestine pour dire, entre le malaise et la haine, la « balade du sans-papiers »

CLANDESTINE
d'Anne Tristan.
Stock, coll. « Au vif »,
268 p., 110 F.

par Annie Ernaux

Il y a quelques années, Anne Tristan s'était glissée incognito, durant plusieurs mois, dans le milieu des migrants léninistes, rapportant de ce voyage à l'intérieur du Front national un témoignage unique à ce jour (1). L'entreprise était périlleuse, gonflée même. Cette fois, Anne Tristan est allée encore plus loin : elle a choisi de perdre son nom, sa nationalité, sa langue, bref cette identité inscrite sur une carte, un passeport - papiers dont elle se dépouille aussi. Elle est devenue une nuvière du tiers-monde qui débarque un dimanche de décembre à Roissy en tenue trop légère, elle a pris « cette figure d'émigrante dépourvue de tout, y compris de documents d'identité, et qui enquête tant d'Européens », de « crève-la-faim », résumera un policier de l'aéroport : elle s'est faite demandeuse d'asile sur son propre sol.

A l'origine, le désir d'explorer - un est en 1992 - les seules terres qui restent mal connues, ces zones qu'on traverse sans jamais, d'habitude, y séjourner et qui servent aux pays riches de murs de défense contre l'invasion des pauvres : les frontières. De la frontière française, Anne Tristan a décidé de découvrir le sens, l'épaisseur, la profondeur. Il lui faut choisir un pays de départ. Là encore, Colomb sert de fil conducteur ironique : ce sera l'île des Caraïbes où il a fondé la première colonie espagnole d'Amérique, l'île que se partagent maintenant deux Etats, Haïti, aux mains, on le sait, d'une junte militaire dont les commandos tuent les lavalassiens - partisans du président

Aristide, - et la République dominicaine, qui vient de construire un ruineux phare en l'honneur du navigateur espagnol et de tirer sur les opposants aux commémorations. Cinq cents ans après, Anne Tristan fera le voyage inverse de Colomb, de l'île jadis colonisée au continent colonisateur, qu'elle tentera de pénétrer. En immigrée.

Mais avant, dans les bidonvilles de Port-au-Prince, les villages dévolés, affamés, de l'En-Dehors, l'arrière-pays montagneux d'Haïti, dans les « zones franches » dominicaines (traduire : zones où les patrons ont toute liberté d'exporter la marchandise et d'exploiter la main-d'œuvre), elle cherche son visage de future émigrante parmi les vrais candidats au départ, migrants haïtiens traqués, jeunes « mendiants de visas » de Santo-Domingo, désireux, comme ils disent, « d'élargir leur horizon ».

La nécessité de l'émigration

A travers ces rencontres se dessine la réalité complexe de l'émigration. Sa nécessité. On part parce qu'en Haïti la terre est ravagée, surpeuplée et, depuis quelques mois, affamée par l'embargo. Le pays, selon un professeur, « devrait exporter un million d'hommes, que la démocratie revienne ou pas », ajoutant : « Ouverte ou fermée, aucune frontière ailleurs ne peut empêcher le mouvement ». Parce qu'en République dominicaine un planteur de bananes gagne trois fois moins qu'une femme de ménage en Espagne et que les filles parties en Europe ont « quelque chose de plus », comme les provinciales montées à Paris, jadis.

On hésite à employer le mot enquête, trop froid, pour cette manière pudique qu'a Anne Tristan de regarder, d'écouter les gens, sans jamais qu'ils cessent d'être des individus, des histoires uniques, de

retourner le regard vers soi, d'accepter de recevoir son reflet dans les yeux des autres : elle vient du monde riche, elle devrait jouer les passeuses vers lui, mais elle va repartir comme tous les Blancs. Gérer avait-il si tort ? En creole, lui dit Hélène, blanc ne désigne pas une couleur, il signifie étranger. Un « faux ami ». Comment, donc, se verrait-elle sans malaise en bientôt « fausse » immigrée ?

Au moins, elle ne s'invente pas femme d'Haïti, l'île torturée : « Ce n'est pas une question de couleur. Je ne pourrais simplement pas tricher quand ils sont si nombreux à demeurer ». Elle sera dominicaine. Et, par fidélité à ces femmes rencontrées, émigrantes inconnues dont l'histoire lui a été rapportée, sa nouvelle identité sera tissée avec les leurs. Son village d'origine, Vicente-Noble, sera le même que celui de Lucrecia, la première victime en Espagne d'un attentat raciste. Elle aura Sonia pour prénom, c'est celui de la jeune fille qui l'y a conduite. Ses souvenirs de jeunesse seront empruntés à Lurdes, étudiante, ses conditions de vie et son travail de « zonera » à Teodora, une ouvrière, auteur d'un témoignage sur la zone franche.

« Zone d'attente »

Mais peut-on se mettre à la place d'une ouvrière de Vicente-Noble, avoir ses pensées, ses peurs, ses espoirs, être « dans sa peau » ? Avec ou sans papiers, Anne Tristan, en demandeuse d'asile des Caraïbes, conserve ses habitudes conceptuelles, sa culture européenne, son passé et, plus encore, son avenir, ce monde qu'elle retrouvera ensuite. Un abîme sépare l'expérience choisie de celle à laquelle la nécessité contraint. Non, subjectivement, la journaliste française ne devient pas Sonia Nunez Pineda, mais, objectivement, si. Si elle ne se confond

pas avec Sonia, elle s'en approche au plus près. Ce faisant, elle nous oblige à voir et à savoir. Qui, par exemple, en descendant du RER à Roissy, soupçonne que, derrière les vitres grises de l'hôtel Arcade tout proche, sont enfermés, au premier étage, les « inadmis » sur le sol français ? C'est ici que « Sonia » est conduite en foupou cellulaire quelques heures après avoir débarqué au Terminal 2, supporté la fouille, le premier interrogatoire, les premières remarques insultantes. « Tu es vu sa gueule, elle a l'air con - Tu crois qu'elle a besoin de baise ? »

« Arcade », comme abrégé le personnel de l'immigration pour désigner la « zone d'attente », inaugure un type nouveau d'établissement, la prison-hôtel, avec porte blindée, chambres confortables mais sans clé, comptoir tenu par des policiers. Des sortes de limbes où sont jetés et encaissés, péle-mêle, Tamouls, Mexicains, Camerounais, hommes, femmes, enfants même. Une Babel qui réussit cependant à échanger vraies et fausses histoires, à partager l'angoisse, les illusions, avec des mots de toutes les langues, mais n'a rien à attendre de ses gardiens, sauf les ordres, le mépris ou l'indifférence. Parce que, écrit Anne Tristan, « leur travail n'est pas de nous comprendre. Et dans ce huis-clos étroit où nous sommes condamnés à coexister, cette distance qu'ils doivent garder n'a pas d'espace pour choisir entre le malaise et la haine ».

Comment sort-on d'ici, de « la prison de France », comme dit James le Libérien, et obtient-on le droit de déposer un dossier de demandeur d'asile ? Sonia, après un interrogatoire où l'inspecteur - et la traductrice au téléphone - s'acharnent à l'embrouiller dans son récit d'émigration, a en démontrer l'incohérence, après un passage abusé au tribunal de Bobigny, se retrouve dehors. Des quarante d'Arcade, elle est la seule, avec une Zaïroise

qui a bénéficié d'un avocat, à ne pas avoir été expulsée. Sans doute a-t-elle su composer un récit malgré tout conforme à l'attente de l'administration française. Et puis, lui dit Lucia, dominicaine et noire : « Ici nous sommes tous d'accord, tu es la seule sortie parce que tu es la seule blanche ».

Briser le silence

Au dehors, commence un parcours qui va, pour Sonia, du centre d'hébergement de Créteil à l'attente, du dépôt d'un dossier de demandeur d'asile en bonne et due forme à l'illégalité. C'est la « balade du sans-papiers », ballotté d'un organisme à l'autre, dans l'attente indéfinie d'un certificat de dépôt sans lequel il n'a aucun droit. Comment vivre en attendant, puis, qu'il est interdit de travailler aux demandeurs d'asile ? Sonia échoue un soir, ses ressources - analogues à celles d'une vraie Dominicaine - épuisées, à l'asile de nuit de Nanterre, refuge de toutes les misères. Ici, comme dans le métro où il lui arrivera de tendre la main, deux mondes se rejoignent, celui des laissés-pour-compte de la société française et celui des victimes de l'ordre mondial, n'en formant plus qu'un, le monde de l'exclusion.

Quand Sonia « disparaît » en Espagne, elle n'a connu de la « douce France » et pourtant si froide, de ses habitants, que les fonctionnaires chargés des étrangers, qui semblent avoir pour tâche « de diffuser le trouble, l'incertitude, de faire peur même parfois, bref, de nous inciter à désespérer ou à nous terroriser », les membres d'associations d'aide aux migrants, sans moyens, « observateurs impuissants ». Seuls, les hommes et les femmes qui côtoient la détresse de près réagissent selon d'autres lois, comme Axelle, qui accueille les sans-abri au foyer de Nanterre et en pleurerait

de voir une jeune comme Sonia tamber ici. « Et puis merde, tiens, on est trop habitué ». Pour le reste de la population française, Sonia est restée comme invisible. De l'escalier de service sale et obscur de la zone d'Arcade à l'asile de Nanterre dont personne ne savait indiquer le chemin, tout semble fait pour : « Vous n'avez rien vu, il ne se passe donc rien... » « Ce sont les mots des militaires haïtiens. Ce sont peut-être aussi ceux des autorités d'ici. Ce sont toujours les mêmes quand il s'agit d'effacer par avance la mémoire ».

La nécessité et le sens de ce témoignage sobre, sans dramatisation, où l'analyse s'efforce toujours de comprendre avant de juger, sont là : briser le silence et l'aveuglement. En même temps, donner un visage, une voix, une histoire à ceux qu'on globalise « clandestins », mot vague et menaçant. Au moment même où ces lignes sont écrites, le peuple haïtien, toujours sous la dictature sanglante de Cédras, ne sait ni fuir, dans la panique d'un blocus à l'issue incertaine. Les journaux viennent de révéler que les lois Pasqua d'août 1993 ont été appliquées par anticipation, de façon brutalement répressive, à plusieurs étrangers résidant en France. Je pense à cette phrase terrible du livre, à propos d'enfants qui vont mourir dans un parc à Port-au-Prince : « Des hommes, des femmes meurent d'abandon, avant d'avoir sept ans, cachés entre des herbes folles. Personne ne sera plus jamais sommé de les accueillir ».

Il y a des livres dont on est tellement heureux qu'ils existent, qu'ils aient été écrits, parce qu'avec eux un peu plus de vérité, d'humanité, advient dans notre monde. Le dernier livre d'Anne Tristan est de ceux-là.

(1) Au Front, Gallimard, 1987, Folio, 1988.

Le vertige de la liberté

Notre aspiration à la liberté,
à la dignité, notre sens de la solidarité,
font partie de notre patrimoine génétique.
Aucune société ne peut négliger ces trois principes.
En ce sens, Pierre HELAINE repense et rénove notre démocratie
actuelle. Education, justice, politique, religion, drogue,
chômage... il apporte des solutions concrètes, originales
et réalisables. Fruit de 40 ans de réflexion, d'étude, d'observation
et d'idées, "REPONSES" s'appuie sur la science de notre temps
pour nous ouvrir la perspective d'un monde nouveau.
Un monde qui voit la victoire de la créativité, de la tolérance,
de la liberté. Athéisme spiritualisme, simple bon sens,
Pierre HELAINE nous entraîne à la découverte
de l'homme du troisième millénaire, enfin libre
et responsable.

Bon à remplir et à retourner à la Fondation "MOUVEMENT REINVENTER L'ESPOIR" - LA BARRE - 37230 FONDETTE.
☐ Je désire recevoir l'ouvrage de Pierre HELAINE "REPONSES" au prix de 150 Frs France de port.
☐ Je désire recevoir gratuitement le manifeste de la Fondation. (Joindre 2 timbres pour l'envoi)
Ci-joint mon règlement à l'ordre de la Fondation "MOUVEMENT REINVENTER L'ESPOIR" par : ☐ Chèque bancaire, ☐ Chèque postal, ☐ Mandat.
Nom : Prénom : Adresse :
Code Postal : Ville :

Un ouvrage passionnant
et des idées qui donnent
des idées.

L'ouvrage de Jai
parle d'un monde
universitaire, litté-
raire ou politique.
Il ne se veut que
créateur : ce qui a
été son destin
essentiel pendant
plus de quarante
ans. Il le recon-
struit à l'aide des
facultés... et se
réfère à la
sociologie, la
philosophie,
la spiritualité,
la métaphy-
sique et à la
cosmologie dans le
respect de la science de pointe qui est la
physique quantique. Il en résulte une vision cohérente
et réinventée "INNOVANTE".



vous le marxisme.

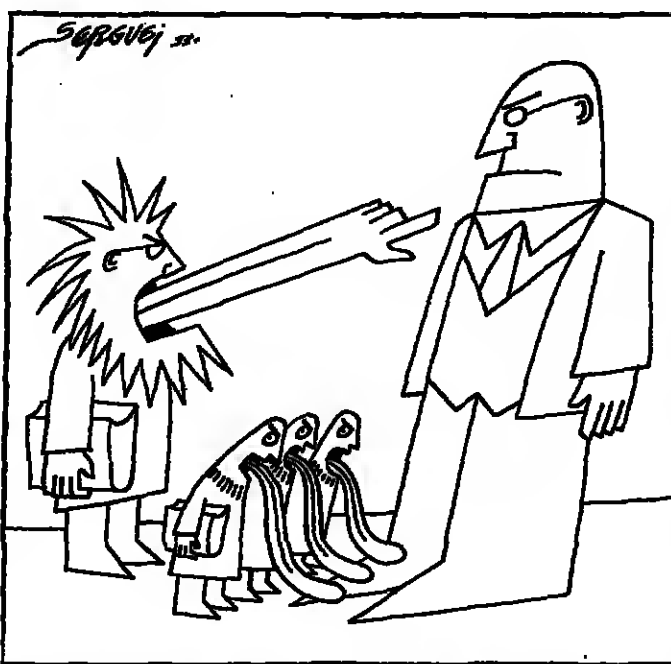
errida et l'esprit

هكذا من الأمل

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

Le linguiste et le militant



DEPUIS quelques jours, on peut voir à Paris un film-documentaire assez étonnant (1). Ce film est consacré aux interventions politiques, aux États-Unis et ailleurs, de Noam Chomsky, « peut-être l'intellectuel vivant le plus important », a écrit un jour le *New York Times*. De fait, Noam Chomsky, dont les parents enseignaient dans une école hébraïque de Philadelphie, aura tout juste soixante-cinq ans dans quelques jours, le 7 décembre exactement.

On imagine que la formule du *New York Times* ne pouvait manquer, bel argument de vente, de s'épanouir sur la couverture d'un livre. Seulement Noam Chomsky ajoute ce bref commentaire : « Dans l'original, (la phrase) est suivie de ceci : « Si tel est le cas, comment peut-on écrire des choses aussi terribles sur la politique étrangère américaine ? On ne cite jamais cette partie. Alors qu'en fait, s'il n'y avait pas cette dernière phrase, je commencerais à penser que je fais fausse route. »

L'information se détachant plus facilement que les avions. C'est qu'il est bien triste d'admettre que la politique étrangère américaine ne plonge pas dans l'anthropologie, l'histoire, le plus important. Comme on le verra dans le film, si on n'a lu aucun de ses livres, Noam Chomsky ne cesse, même « sous les huées », de dénoncer les atrocités commises au Vietnam, au Cambodge et à Timor. Plus grave encore, il défend les droits des Palestiniens, soutient que les années 70 ont été pour lui une « année de folie collective de toute l'histoire de l'humanité » (2).

LES vraies surprises cependant viennent d'ailleurs. S'il est « peut-être » l'intellectuel vivant le plus important, Noam Chomsky, professeur au MIT (3), est à coup sûr un des plus grands linguistes de ce siècle. Qu'il le regrette ou non, les linguistes doivent s'accommoder d'un avant et d'un après-Chomsky ; il leur faut s'expliquer et se situer. Tels sont les effets habituels, dirait Bachetard, des révolutions scientifiques.

Il y a plus encore. Dès 1985, un disciple américain (4) soulignait « la position unique » occupée par Chomsky dans les domaines de la linguistique théorique et de la théorie syntaxique en particulier.

citoyens ; de manipuler l'information.

Il s'agit bel et bien de donner à voir les différents « modèles de propagande » chargés de « fabriquer le consensus » et d'analyser les discours que les institutions autorisées et soumises contrôlent et imposent, au mépris de la vérité et sous l'influence « des grandes entreprises de portée internationale », telle la Standard Oil Company. Noam Chomsky n'épargne ni l'État ni les pouvoirs. Peut-il s'étonner outre mesure des malhonnêtetés machinées par l'adversaire, même si certaines étiquettes laissent pantois ? Pour les honnêtes gens naguère impressionnés par les accusations lancées contre lui de complaisance pour quelques « négationnistes » de vile réputation, faut-il rappeler que l'on trouve, sous la plume de Chomsky, des formules aussi peu ambiguës que « génocide hitlérien » ou « nazi », et la mention « d'un peuple qui a subi deux mille ans d'exil et de brutales persécutions culminant avec le plus fantastique flambée de folie collective de toute l'histoire de l'humanité » (2).

LES vraies surprises cependant viennent d'ailleurs. S'il est « peut-être » l'intellectuel vivant le plus important, Noam Chomsky, professeur au MIT (3), est à coup sûr un des plus grands linguistes de ce siècle. Qu'il le regrette ou non, les linguistes doivent s'accommoder d'un avant et d'un après-Chomsky ; il leur faut s'expliquer et se situer. Tels sont les effets habituels, dirait Bachetard, des révolutions scientifiques.

Il y a plus encore. Dès 1985, un disciple américain (4) soulignait « la position unique » occupée par Chomsky dans les domaines de la linguistique théorique et de la théorie syntaxique en particulier.

Sous le marxisme, la liberté ?

Cartelle la eurent mort, balayé, disparu à jamais dans les poubelles de l'Histoire. Sans doute « ça va aller trop vite en besogne ». L'agonie des bureaucraties de l'Est et le déclin du marxisme comme idéologie naissent sans doute comme par magie à l'effacement d'une œuvre immense, dont la puissance est encore loin d'avoir été tout entière explorée. Bref, Marx n'est pas un chien crevé. Au contraire, il saurait bien que la fin du marxisme dogmatique rend la liberté aux lectures philosophiques d'un auteur sans doute trop célébré mais peu assez travaillé. Plusieurs ouvrages, ces derniers temps, semblent indiquer que les études consacrées à Marx ne sont pas en cours de mutation.

Parmi ces ouvrages, la *Philosophie de Marx*, d'Etienne Balibar (1), élève et collaborateur de Louis Althusser, tente de dresser un tableau des perspectives qui s'offrent une fois que la pensée de Marx n'est plus considérée ni comme une sorte de religion ni comme une prétendue science. Contre pas sur l'exposé de la doctrine, mais sur la mise en lumière des traits spécifiques de la démarche de Marx à

l'intérieur et aux frontières de la philosophie, ce texte pédagogique définit une position ouverte et originale. Un guide bibliographique, fort bien fait, complète ce petit livre suggestif.

Beaucoup plus volumineux, le travail de Michel Védée, *Marx, penseur du possible* (2), par lequel y a quelques mois, défend sur bien des points d'autres conceptions que Balibar. Mais il n'est pas moins stimulant. Contre l'interprétation du matérialisme historique comme déterminisme, il soutient, en lisant Marx pas à pas, que « la pensée de la liberté est la constante profonde de toute son œuvre et de toute son action ». Loin d'avoir transformé l'Histoire en une science sans loi, il soutient que la nature, Marx l'aurait cessé de mettre l'accent sur les forces et les tendances qui définissent les conditions de l'action créatrice des hommes.

Tout en mettant en lumière sa filiation philosophique avec Aristote comme avec Epicure, Michel Védée reconstruit l'ensemble de la pensée de Marx en prenant pour fil conducteur les différentes significations de la notion de « possibilité ». Cette enquête minutieuse, attentive au détail

des textes originaux, sait en même temps garder au vue les perspectives d'ensemble.

Signalons enfin, pour une approche de ses analyses proprement politiques, l'ouvrage synthétique de Maurice Barblat, *La Pensée politique de Karl Marx* (3), qui contient notamment d'abondantes indications bibliographiques, et la récente étude de Solange Mercier-Josa, *Théorie allemande et pratique française de la liberté* (4). On y trouve l'article de 1843 d'Arnold Ruge, l'un des chefs de file des hégéliens de gauche, intitulé *L'Autocritique du libéralisme*, ainsi que l'ensemble du dossier historique du débat entre Marx et Ruge.

Il est clair qu'on n'a pas fini de repérer de Marx, comme en témoigne également le numéro de la revue les *Cahiers philosophiques* consacré à Hegel et à Marx (5).

Roger-Pol Droit

- (1) Ed. La Découverte, coll. « Repères », 128 p., 45 F.
(2) Ed. Méridiens Klincksieck, coll. « Philosophie », 554 p., 180 F.
(3) Ed. L'Harmattan, 448 p., 240 F.
(4) Ed. L'Harmattan, coll. « La philosophie en commun », 400 p., 190 F.
(5) 1993, n° 2, PUF, 144 p., 115 F.

Derrida et l'« esprit » de Marx

Suite de la page XI

Ce livre dense laisse parfois le lecteur insatisfait du caractère exagérément programmatique de certaines positions. Est-il suffisant, par exemple, de décrire l'« adversaire » sous les traits d'un « évêque polonais » cherchant à tout prix à reconstruire l'Europe chrétienne — forme réactualisée de la Sainte Alliance —, sous l'inspiration lointaine du néoévangélisme d'un Fukuyama diffusant, selon Derrida, une version christianisée de l'hégélianisme ? De même, si Derrida a raison de dénoncer ceux qui appliquent à tort et à travers le qualificatif de « révisionniste » à « quiconque appelle à la vigilance dans la lecture de l'histoire, quiconque compte un peu les schémas accablés dans la doxa ou exige qu'on reconsidère les concepts, les procédures et les productions de la vérité historique ou les pré-suppositions de l'historiographie », il est dommage de n'aborder une telle question que dans le cadre d'une note.

Ajoutons que la discussion avec la pensée libérale contemporaine ne saurait se limiter à la seule réfutation de Fukuyama. De Benjamin Constant à Marcel Gauchet, il existe une tradition qu'on ne peut réduire à ce néo-évangélisme de caricature supposé dissimuler, sous le triomphe de la démocratie libérale, la violence, l'inégalité, l'exclusion et la famine du monde usé.

Enfin, avec toute la sympathie que suscite un discours désuet malgré lui, on ne peut que constater l'inadéquation des remarques sur le Moyen-Orient, considéré curieusement comme le lieu, ou la figure, de « la plus grande concentration symptomatique ou métonymique de ce qui reste irréductible dans la conjoncture mondiale où s'inscrit aujourd'hui la question « ou va le marxisme ? » Bien que le

livre ait été écrit avant la poignée de main Rahin-Arafat, était-il juste d'y inclure, même en résumé, même sous forme d'ellipse (et peut-on s'en contenter ?), des phrases du style : « La guerre pour l'appropriation de Jérusalem est la guerre mondiale. » Ces formules ne risquent-elles pas de cautionner philosophiquement une mythologie politique qui a encaissé et engoncé, depuis tant d'années, d'un côté comme de l'autre, le conflit israélo-arabe ?

A l'heure où le renom de Jacques Derrida peut faire penser que l'intellectuel internationallement engagé n'appartient pas à un passé révolu, on espère que les clarifications à venir éviteront les fourvoiements qui ont tant discrédité, autrefois, cette fonction aussi dangereuse que la pitié.

Nicolas Weil

1-6
déc 93
M Mairie
de Montreuil

C'est avec
une bonne pile
qu'on recharge
ses batteries

SALON DU LIVRE DE JEUNESSE
À MONTREUIL

Seine Saint-Denis
Conseil Général

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

La science de la littérature a fait des progrès dont l'intérêt nous échappe. A lire certaines revues spécialisées dans l'analyse de la chose écrite, on pense aux médecins de Molière et à l'an tremble à l'idée que tent de discours savants n'achèvent le malade. Il y a pourtant bien des mystères qui mériteraient d'être éclaircis. Celui de la réception des œuvres, malgré de nombreux travaux, demeure encore, pour une large part, impénétrable. Pourquoi, comment, des livres qui sont ici reconnus comme des écrits majeurs, des manifestations supérieures du génie humain, des jalons dans l'histoire du siècle, sont-ils ailleurs parfaitement ignorés ou pis, accueillis dans l'indifférence ?

En 1963, les éditions du Seuil ont publié le dernier roman d'un auteur allemand mort quatre ans auparavant, Hans Henry Jahn. *La Nuit de plomb*, c'était le titre français de ce roman, a bénéficié, comme on dit, d'une bonne critique. Entendez qu'une poignée de bons commentateurs d'une poignée de bons journaux ont écrit que *La Nuit de plomb* était un livre extraordinaire, au sens plein du terme : un roman qui brillait comme un phare sur l'océan de la production courante. Sans doute y eût-il eu – tout cela est si loin ! – quelques centaines de lecteurs français qui ont alors découvert Jahn, sa voix unique et terrible, sa dissonante symphonie du monde, ses flots d'images fulgurantes qui cherchent à nous faire appréhender la totalité de la réalité humaine.

Mais on en est resté là, tant dire qu'on a oublié jusqu'à l'existence du phare sur le portolan de nos navigations littéraires. Un couvercle de plomb comme il se doit, est retombé sur l'auteur et sur son œuvre. Alors qu'en Allemagne, depuis 1919, depuis la première édition de *Pastor Ephraim Magnus*, on ne cesse de se battre autour des drames et des romans de Hans Henry Jahn, qu'on en a fait un scandale ou un génie. Les difficultés de la langue n'expliquent pas une telle différence de traitement. Rien chez Jahn, comme le prouve la belle prose française de René Redtzius, qui soit hors de portée d'un excellent traducteur, attentif à rendre la foisonnante richesse de son vocabulaire, son rythme appuyé et la subtilité de ses couleurs. Jahn paraît plus aisément traduisible que Musil ou que Kafka.

Né à Hambourg en 1894, Hans Henry Jahn est le contemporain de Kokoschka, de Kirchner, de Berg et de Brecht. Brecht, qui monta,

LE NAVIRE DE BOIS
(Das Holzschiff)
de Hans Henry Jahn.
Traduit de l'allemand
par René Redtzius.
José Corti, 220 p., 120 F.

PASTEUR EPHRAÏM MAGNUS
(Pastor Ephraim Magnus)
de Hans Henry Jahn.
Traduit de l'allemand
par René Redtzius.
José Corti, 184 p., 100 F.

en 1923, une version tronquée de *Pastor Ephraim Magnus* et qui affirmait que les lamentations du vieux Magnus, qui avait la piété, étaient « un des plus grands monologues de la littérature dramatique allemande ». L'expressivité de Jahn choquait davantage encore la bourgeoisie allemande que celle des autres artistes, peintres, musiciens ou écrivains de sa génération. On taxait Jahn d'obscurité. En France, où l'expressivité ne choquait guère, on l'ignorait. Nos révoltes étaient cubistes au surréalistes, nos révoltes plus cérébrales. Une différence qui plonge ses racines dans un humus culturel séculaire. En 1688, quand Racine triomphait avec *Andromaque*, Grimmelshausen publiait *les Aventures de Simplicissimus* : un abîme entre deux mondes dont on aimerait comprendre l'origine et l'histoire.

JAHN n'a même pas eu l'occasion de connaître la France sur les champs de bataille. Il a préféré quitter l'Allemagne pour la Norvège en 1915. Ce fut le premier de ses exils. Lorsqu'il revint, en 1918, il éprouva l'art de construire et de réparer les orgues et devint le meilleur facteur de son pays. Ses livres paraissent souvent avoir été écrits pour l'orgue : d'immenses monologues qui progressent selon des trajectoires en volutes et en paraboles, élan de l'inspiration puissante au pur murmure, de la ferveur religieuse à la stridence du cri. On y entend les voix tonitruantes des prophètes, les hurlements de l'enfer, les chants doux et dangereux des sirènes, les plaintes et les rires effrayés des hommes. Dans *Pastor Ephraim Magnus*, l'orgue domine d'ailleurs la pièce, qui se déroule en grande partie dans la crypte d'une cathédrale. La musique est la seule lumière de ce lieu de ténèbres, la seule preuve, toute intérieure, qu'il existe un chemin vers le paradis.

Dans le *Navire de bois*, premier volet d'une trilogie, *Fluë sans rives*, dont l'éditeur nous promet, pour 1996 et 1997, les deux autres parties, *les Carnets de Gustav Anias Horn* et *Epitaphes*, roman inachevé, les chemins du paradis ne sont plus indiqués. On navigue sans but et sans boussole, jusqu'au naufrage. L'art, le

culte de la beauté ne sont plus que les tristes succédanés d'une vie condamnée à la pourriture, un travestissement de l'enfer. Les musées sont pleins de statues où le marbre des corps jeunes et désirables, désormais déformés, qui lui ont donné forme. La livre a été écrite en 1949, après que Jahn fut revenu de son second exil. En 1933, les nazis ont interdit ses œuvres et l'ont chassé, en Suisse d'abord, au Danemark ensuite, où il a élevé des chevaux et s'est lancé dans des recherches de génétique. La botte nazie semble avoir écarté les dernières espérances ou les dernières illusions que Jahn pouvait avoir sur le salut de l'humanité.

Il est devenu presque impossible d'évoquer un roman métaphysique ayant pour cadre un bateau sans appeler Conrad et Melville à la rescousse. Ils ne seront pas ici d'un grand secours, les trente premières pages tout au plus ; le temps qu'un sache qu'un immense trois-mâts, tout neuf, embarque, dans un port

bolique, d'une interrogation furieuse, féroce sur l'existence. Jahn est tous les personnages. Chacun représente la possibilité d'un sens à donner à la vie ou, au moins, d'une manière cohérente de s'y conduire, le sens de l'ordre universel, celui de la raison, celui du plaisir des sens, de la pitié, de la révolte, de l'acceptation mystique, de l'abandon aux forces naturelles, de l'exaltation des passions, de la solidarité des faibles. Tous, soumis à l'impitoyable auto-analyse du Dr Jahn, se détruisent de l'intérieur et, jetant leurs masques, s'effondrent en même temps le visage.

S'il faut vraiment chercher à Jahn des frères contemporains, le Brecht des premiers livres, peut-être, Gottfried Benn et Fritz von Unruh, pour une part. Plus proches de lui paraissent ses amis, le Böhmer de Woyzeck, Wedekind, Lenz, Strindberg. Mais son véritable espace intellectuel et sensible, c'est l'Europe baroque de la fin du XVI^e siècle et des débuts du eulvent. Celle des hommes essouffés de divin et d'unité et ne rencontrant qu'atrocités et contradictions, celle de la sensualité et de la mortification de la chair, celle du mépris de la vie et de la consolation contre la mort. Celle de Gracian et de Gongora, celle de d'Aubigné et de Manteigne, de John Donne, de Giordano Bruno ou de Jacob Böhme. Celle qui naît dans l'effroi d'après la Renaissance, dans un continent dévasté par les guerres, perdu à lui-même au point d'adorer sa propre douleur comme la seule marque assurée de son identité. Jahn retrouve, au sortir de

l'horreur nazie, à l'effondrement du rêve humaniste, les grands écueils tragiques d'une époque qui s'accusait d'avoir provoqué le colbre de Dieu et de ne plus mériter que la peur et le pardon. Chez lui, comme chez Agrippa d'Aubigné, on trouve cette beauté tragique du dernier chant, celui qui appelle à l'Apocalypse : « Venez, célestes faux, courez, faux éternels, Volez : ceux de Sodome onques ne furent tels (...)

Délices, retournez : vous pourrez, par votre onde, Noyer, non pas lever, les ordures du monde. »

« L'excellente revue littéraire *la Main de singe* présente dans son numéro 10, outre un extrait du *Navire de bois*, un passage de l'œuvre d'Hans Henry Jahn avec Richard Jahnke, un des proches amis de Brecht. L'ensemble de l'ouvrage a paru en Allemagne en 1989 sous le titre *Recherches avec Hans Henry Jahn* (Rheinland Verlag, Aachen-Chapelle). La *Main de singe* est un trimestriel édité par CompAct, 9-11, place de la République, 91420 Soisy (Tél. : 01-60-15-12).

Dernières nouvelles de l'homme

Amères fictions du Caire

Alain Badiou s'attaque à l'éthique



Optiques-Philosophie: un regard clair

HATIER

Marc Richir réconcilie l'âme et le corps



Optiques-Philosophie: un regard clair

HATIER

Suite de la page XI

Zeth fait un voyage avec une de ses cousines à Alexandrie ; cette ville figée dans l'imaginaire européen par Lawrence Durrell est aujourd'hui en ruine. Les égouts inondent des quartiers entiers ; l'entrée des immeubles est jonchée d'ordures ; des fils électriques sortent du sol et sont recouverts de flaques d'eau ; des enfants se font électrocuter en jouant dans la rue ; des autobus roulent sans respecter le code de la route ; des bouchers vendent de la viande avariée ; des assauts de mouches et toutes sortes d'insectes rôdent autour des bœufs de jus de fruit...

Alexandrie est un cauchemar livré aux animaux, aux paysans qui ont envahi les villes. Le directeur du plus grand journal, *Al Ahrâm*, dénonce les pays « qui jettent les ordures dans le canal de Tarsa dont les eaux croupissent et sont devenues un véritable cloaque ». Pendant ce temps-là, les hommes, gras et satisfaits d'eux-mêmes, se projettent des cassettes vidéo de films pornographiques au moment où ils s'assurent que leurs épouses dorment ou font semblant de dormir ; d'autres rêvent d'inventer un ordinateur qui déshabillerait la speakerine de la télévision ; et Abdel-Meguid va dans les pissotières pour comparer la longueur de son pénis en regardant de biais celui des autres. Il est convaincu que le sien rétrécit.

Les enfants grandiront dans ce désordre et cette poussière. Ils seront insolents. Le père fera de la prison. Son absence soulagera Zeth qui en profitera pour faire le point sur sa vie. Les choses continuent leur cours normal. Les corrupteurs corrompent. Les pauvres s'appauvrissent, et le ministre de l'intérieur cite l'imam Chafsi qui a dit que « le prince peut tuer un tiers de son peuple pour que les deux tiers vivent en paix ».

Ce roman plein d'ironie est le tableau le plus fin et le plus proche de la réalité d'une société dont l'imaginaire collectif dépasse de loin toutes les fictions. Sonallah Ibrahim a fait avec courage et talent son travail : être le témoin de son époque sans complaisance ni retenue. *Les Années de Zeth* est le roman de la désillusion arabe. Il fonctionne comme le miroir bon marché accroché à un clou rouillé et qui renvoie à Zeth les images qu'elle ne veut pas voir.

Le roman de Gamal Ghitany tourne autour d'un même personnage, fascinant et angoissant,

miserable et impitoyable, Le Caire des années 70. Plus qu'un lieu, plus qu'une ville, Le Caire agit sur les différentes destinées. A quarante-six ans, un colonel de l'armée, fier d'avoir fait quatre guerres, se retrouve du jour au lendemain à la retraite. Non seulement il va découvrir une autre dimension du temps – il s'étire de manière infinie – mais il va être amené à découvrir que la société, qu'il apercevait vaguement à partir de sa caserne, est pourrie. Il sera engagé, après l'intervention d'un membre de sa famille, comme directeur d'une société à l'activité mystérieuse.

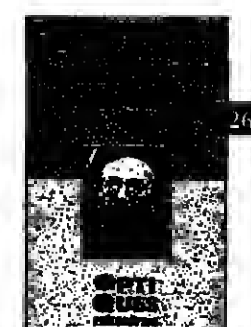
Comme l'a révélé à plusieurs reprises le collage de coupures de journaux égyptiens dans le roman de Sonallah Ibrahim, on vend au peuple de la nourriture évariée. La société en question modifie la date de validité des denrées périmées, impropres à la consommation dans les pays d'où elles venaient. Quand le brave colonel s'étonne, on lui dit : « Oublie ce que tu as vu ! nous autres on a un estomac en béton ; on digérerait des clous. »

Corruption, détournement des biens publics, mensonge, négligence, absence de rigueur et de principes, c'est cela que les personnages de Ghitany nous révèlent à travers ce qui leur arrive. Ils sont naïfs parce qu'ils s'étonnent et ne comprennent pas pourquoi les hommes de qualité se font de plus en plus rares. Même le jeune calligraphe, formé par un maître qui fut pour lui un père, qui lui a non seulement appris le métier mais aussi les principes d'exigence et de vertu, va changer. L'émigration dans un pays pétrolier, la Libye probablement, va ruiner sa carrière et dénaturer son travail.

Pour vivre, il calligraphiera les slogans de propagande pour un dictateur, « Chef suprême », et dirigeant adulé. Il finira par rencontrer les gens de la sécurité qui le maltraiteront sans raison. Même l'aventure qu'il aura avec une femme du pays finira par le briser. D'autres personnages, des petites gens aux prises avec l'ambition, le compromission et le désir d'améliorer à tout prix leur vie, témoignent dans ce roman de la difficulté d'être aujourd'hui un citoyen heureux et intègre. Grâce à Ibrahim et Ghitany, on peut dire que le roman égyptien de la génération qui vient après Naguib Mahfouz se porte bien.

Tahar Ben Jelloun

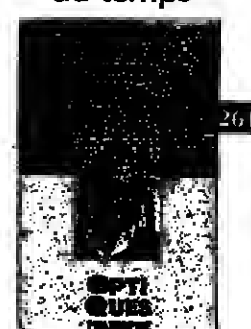
Roger Dadoun débusque l'homo violent



Optiques-Philosophie: un regard clair

HATIER

Pierre Boutang dénoue l'énigme du temps



Optiques-Philosophie: un regard clair

HATIER